

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL D'ESSONNE

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT)



RAPPORT DE PRESENTATION

- Document approuvé par le Conseil Communautaire du 30 septembre 2008 -



Agence OCTA Paysagistes
113 boulevard Beaumarchais – 75003 PARIS
Tél/Fax : 01.42.72.27.53
agence.octa@wanadoo.fr

Agence SIAM
1 place de Chevry - 91190 GIF-SUR-YVETTE
Tél. : 01.60.12.69.00 - Fax : 01.60.12.67.00
sarl.siam@wanadoo.fr



SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
<u>1. RAPPELS SUR LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE</u>	<u>8</u>
1 – L’OUTIL SCOT : PRINCIPES, CONTENU, PLACE DANS LA HIERARCHIE DES DOCUMENTS D’URBANISME	9
1.1 - Les principes du SCoT	9
1.2 - Le contenu du SCoT	10
1.3 - Les liens de compatibilité	11
2 – LE PORTER A CONNAISSANCE DE L’ETAT DU 8 JUIN 2005	12
2.1 - Le Schéma Directeur Régional d’Ile-de-France (SDRIF) de 1994	12
2.2 - La Charte du Parc Naturel Régional du Gâtinais Français	17
2.3 - Le Schéma Directeur d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et le Schéma d’Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	18
2.4 - Le Plan d’Exposition au Bruit (PEB)	18
3 – L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU SCOT	19
3.1 - Rappel de la réglementation	19
3.2 - L’évaluation environnementale dans le rapport de présentation du SCoT	19
<u>2. LE POSITIONNEMENT STRATEGIQUE DU TERRITOIRE</u>	<u>20</u>
1 – UN ESPACE CHARNIERE A DOMINANTE RURALE	21
2 – UN PLATEAU FEDERE PAR L’ESSONNE	22
3 - UN TERRITOIRE HETEROGENE QUI S’ORGANISE (RENFORCEMENT DE L’INTERCOMMUNALITE)	23
4 - UN TERRITOIRE INFLUENCE PAR DIVERSES POLITIQUES SUPRA TERRITORIALES	26

3. L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**27****1 – LES ELEMENTS STRUCTURANTS DU SITE****28**

- 1.1 - Un milieu physique marqué par la présence de l'eau 28
- 1.2 - Des espaces agricoles et naturels qui singularisent ce territoire 33
- 1.3 - Une occupation urbaine diffuse 36
- 1.4 - Des espaces naturels sensibles protégés 40
- 1.5 - Le patrimoine culturel 53

2 – LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES**54**

- 2.1 - Les ressources pétrolières 54
- 2.2 - Les ressources minières 55
- 2.3 - Les eaux superficielles 56
- 2.4 - Les eaux souterraines 58
- 2.5 - Plans de gestion de la ressource en eau (SDAGE et SAGE) 63
- 2.6 - Les énergies renouvelables 65

3 – LES CONTRAINTES LIEES AUX MILIEUX ET LES PRESSIONS SUR L'ENVIRONNEMENT**66**

- 3.1 - Une gestion des déchets cohérente 66
- 3.2 - Les risques naturels 67
- 3.3 - Les risques technologiques 70
- 3.4 - Les nuisances 71

4. LES GRANDES CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE**72****1 – UNE DYNAMIQUE DE DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE****73**

- 1.1 - Un territoire attractif 73
- 1.2 - Un dynamisme de l'activité de construction de logements 74
- 1.3 - Un bon niveau d'équipements et de services 77

2 – UN TERRITOIRE PEU AUTONOME EN TERME DE CREATION D'EMPLOI**79**

- 2.1 - Une progression du nombre d'emplois moins rapide que celle du nombre d'actifs 79
- 2.2 - Une activité agricole fortement présente sur le territoire 81
- 2.3 - Des capacités d'accueil insuffisantes 84

3 – UNE BONNE DESSERTE DU TERRITOIRE MAIS DES CONDITIONS DE DEPLACEMENTS INTERNES A AMELIORER**85**

- 3.1 - Une mobilité croissante des ménages 85
- 3.2 - Un réseau routier performant 86
- 3.3 - Une desserte locale en transports collectifs à améliorer et un maillage de circulations douces à développer 87

5. LES REFLEXIONS QUI ONT CONDUIT AU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD) ET AU DOCUMENT D'ORIENTATIONS GENERALES (DOG) **88**

1 – LE DIAGNOSTIC : DES ATOUTS IMPORTANTS MAIS DES EVOLUTIONS PREOCCUPANTES	89
1.1 - Les dynamiques de développement constatées	89
1.2 - Les principaux constats en matière de développement de l'urbanisation	90
1.3 - Les principaux constats relatifs à l'identité du Val d'Essonne	90
2 – UN SCENARIO VOLONTARISTE D'EQUILIBRE	91
2.1 - Les aspects quantitatifs du scénario d'aménagement	91
2.2 - Les aspects qualitatifs du scénario d'aménagement	98
3 – LA PRISE EN COMPTE DU SCENARIO RETENU DANS LES DOCUMENTS DU SCOT (PADD ET DOG)	102
3.1 - Les orientations générales pour le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)	102
3.2 - La déclinaison du PADD dans le Document d'Orientations Générales (DOG)	104

6. LES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU SCHEMA SUR L'ENVIRONNEMENT **107**

1 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE CADRE PHYSIQUE	109
1.1 - Analyse des effets	109
1.2 - Mesures envisagées	109
2 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LA RESSOURCE EN EAU	110
2.1 - Analyse des effets	110
2.2 - Mesures envisagées	111
3 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE PATRIMOINE NATUREL	112
3.1 - Analyse des effets	112
3.2 - Mesures envisagées	114
4 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LES RISQUES ET LES NUISANCES	116
4.1 - Analyse des effets	116
4.2 - Mesures envisagées	118
5 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LA GESTION DES DECHETS	120
5.1 - Analyse des effets	120
5.2 - Mesures envisagées	120
6 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LES ENERGIES RENOUVELABLES	121

6.1 - Analyse des effets	121
6.2 - Mesures envisagées	121
7 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE PAYSAGE	122
7.1 - Analyse des effets	122
7.2 - Mesures envisagées	122
8 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE PATRIMOINE CULTUREL	123
8.1 - Analyse des effets	123
8.2 - Mesures envisagées	123
9 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LES DEPLACEMENTS	124
9.1 - Analyse des effets	124
9.2 - Mesures envisagées	124
<u>7. LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS SUPRA TERRITORIAUX</u>	<u>125</u>
1 – COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)	126
2 – COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE ZONAGE NATURA 2000	126
3 – COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR REGIONAL ILE-DE-FRANCE (SDRIF) DE 1994	127
4 – COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LA CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS	128
<u>8. LES MODALITES DE GESTION ET DE SUIVI DE L'APPLICATION DU SCOT</u>	<u>129</u>
1 – BILAN DES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET SUIVI DES MESURES AU MOYEN D'INDICATEURS	130
1.1 - Méthode d'élaboration / de sélection	130
1.2 - Insertion dans la démarche	131
1.3 - Présentation des indicateurs retenus	132
2 – LA MISE EN PLACE D'UN OBSERVATOIRE	136
3 – LA MISE EN PLACE D'UNE DEMARCHE DE SUIVI	136

9. RESUMES NON TECHNIQUES**137****1 – RESUME NON TECHNIQUE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU SCOT****138**

1.1 - Présentation

138

1.2 - Analyse de l'état initial de l'environnement

138

1.3 - Analyse des effets du PADD et/ou du DOG sur l'environnement / Mesures envisagées pour limiter, réduire et si possible supprimer les effets du SCoT sur l'environnement

143

1.4 - La compatibilité du SCoT

152

1.5 - Bilan des effets du projet sur l'environnement et suivi des mesures au moyen d'indicateurs

154

1.6 - Analyse des méthodes utilisées et des difficultés rencontrées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement

156

2 – RESUME NON TECHNIQUE DU SCOT**158**

2.1 - Le contexte

158

2.2 - Les orientations d'aménagement

158

LISTE DES SIGLES**160****ANNEXES****161**

1. RAPPELS SUR LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE



☞ L'outil SCoT : principes, contenu, place dans la hiérarchie des documents d'urbanisme.

☞ Le Porter à connaissance de l'État du 8 juin 2005.

☞ L'évaluation environnementale du SCoT.

1 – L'OUTIL SCOT : PRINCIPES, CONTENU, PLACE DANS LA HIERARCHIE DES DOCUMENTS D'URBANISME

1.1 - Les principes du SCoT

Le Schéma de Cohérence Territoriale¹ (SCoT), créé par la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU), détermine les conditions permettant d'assurer :

- Un principe d'**équilibre** : équilibre entre développement urbain et rural d'une part, et préservation des activités agricoles et forestières, des espaces naturels et des paysages d'autre part.
- Un principe de **diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale** dans l'habitat, en prévoyant des capacités de développement suffisantes pour la satisfaction des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, sportives et culturelles et d'équipements publics, et en tenant compte de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux.
- Un principe de **respect de l'environnement** par une utilisation économe et équilibrée de l'espace, la maîtrise des déplacements, la préservation des ressources naturelles et des paysages, la sauvegarde du patrimoine bâti et la prévention des risques, des pollutions et des nuisances.

Le SCoT expose le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

Il présente le projet d'aménagement et de développement durable retenu, qui fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme en matière d'habitat, de développement économique, de loisirs, de déplacements des personnes et des marchandises, de stationnement des véhicules et de régulation du trafic automobile.

Le SCoT fixe les orientations générales et détermine les grands équilibres du territoire.

Pour mettre en oeuvre le projet d'aménagement et de développement durable retenu, il fixe, dans le respect des principes précédemment énoncés, les orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration des espaces urbanisés et déterminent les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels et agricoles ou forestiers.

A ce titre, le SCoT définit notamment les objectifs relatifs à l'équilibre social de l'habitat et à la construction de logements sociaux, à l'équilibre entre l'urbanisation et la création de dessertes en transports collectifs, à l'équipement commercial et artisanal, aux localisations préférentielles des commerces, à la protection des paysages, à la mise en valeur des entrées de ville et à la prévention des risques.

Le SCoT détermine les espaces et sites naturels ou urbains à protéger et peut en définir la localisation ou la délimitation.

Le SCoT peut définir les grands projets d'équipements et de services, en particulier de transport, nécessaires à la mise en oeuvre de ces objectifs. Il précise les conditions permettant de favoriser le développement de l'urbanisation prioritaire dans les secteurs desservis par les transports collectifs. Il peut, le cas échéant, subordonner l'ouverture à l'urbanisation de zones naturelles ou agricoles et les extensions urbaines à la création de dessertes en transports collectifs et à l'utilisation préalable de terrains situés en zone urbanisée et desservis par les équipements.

¹ Loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 « Urbanisme et Habitat », JO 3 juillet 2003, pp. 11176-11192.

Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 « Solidarité et Renouvellement Urbains », JO 14 décembre 2000.

Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement, du Tourisme et de la Mer. DGUHC, « Loi Urbanisme et Habitat. Volet Urbanisme, 'Service après vote' », août 2003.

1.2 - Le contenu du SCoT

Le SCoT comprend trois documents :

1. Un **rapport de présentation** qui :
 - expose le diagnostic ;
 - décrit l'articulation du schéma avec les autres documents d'urbanisme ;
 - analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution ;
 - explique les choix retenus pour établir le PADD et le document d'orientations générales.
2. Un **Projet d'Aménagement et de Développement Durable** (PADD) qui présente le projet partagé par les collectivités pour l'aménagement et la protection de l'environnement de leur territoire. Il ne s'agit en aucune façon d'un document technique détaillé mais d'un document de présentation « politique » qui exprime les objectifs stratégiques retenus
3. Un **Document d'Orientations Générales** (DOG) qui précise les orientations générales d'aménagement permettant de mettre en œuvre le projet défini dans le PADD. Ces orientations générales concernent les grands équilibres entre urbanisation et espaces naturels et agricoles, le logement, notamment social, les implantations commerciales, les déplacements et l'environnement. Le document d'orientations générales est **assorti de documents graphiques**.

Le SCoT ne définit que les grandes orientations et laisse une liberté aux communes dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme. La Loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 rappelle que cet outil n'a pas pour vocation de déterminer l'utilisation des parcelles. En particulier, **il ne comprend pas de carte générale de destination des sols**, mais il peut identifier ponctuellement des éléments précis à protéger, par exemple une forêt, une vallée.

Les dispositions du **Document d'Orientations Générales et des documents graphiques** constituent des prescriptions **opposables** à certains documents d'urbanisme et opérations foncières et d'aménagement (ZAC ...).

Une **évaluation environnementale du projet de SCoT** doit être réalisée. Elle doit répondre au **décret du 27 mai 2005 sur l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement** qui modifie notamment l'article R 122-2 du Code de l'Urbanisme. Le rapport de présentation du SCoT doit analyser les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement, présenter les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement.

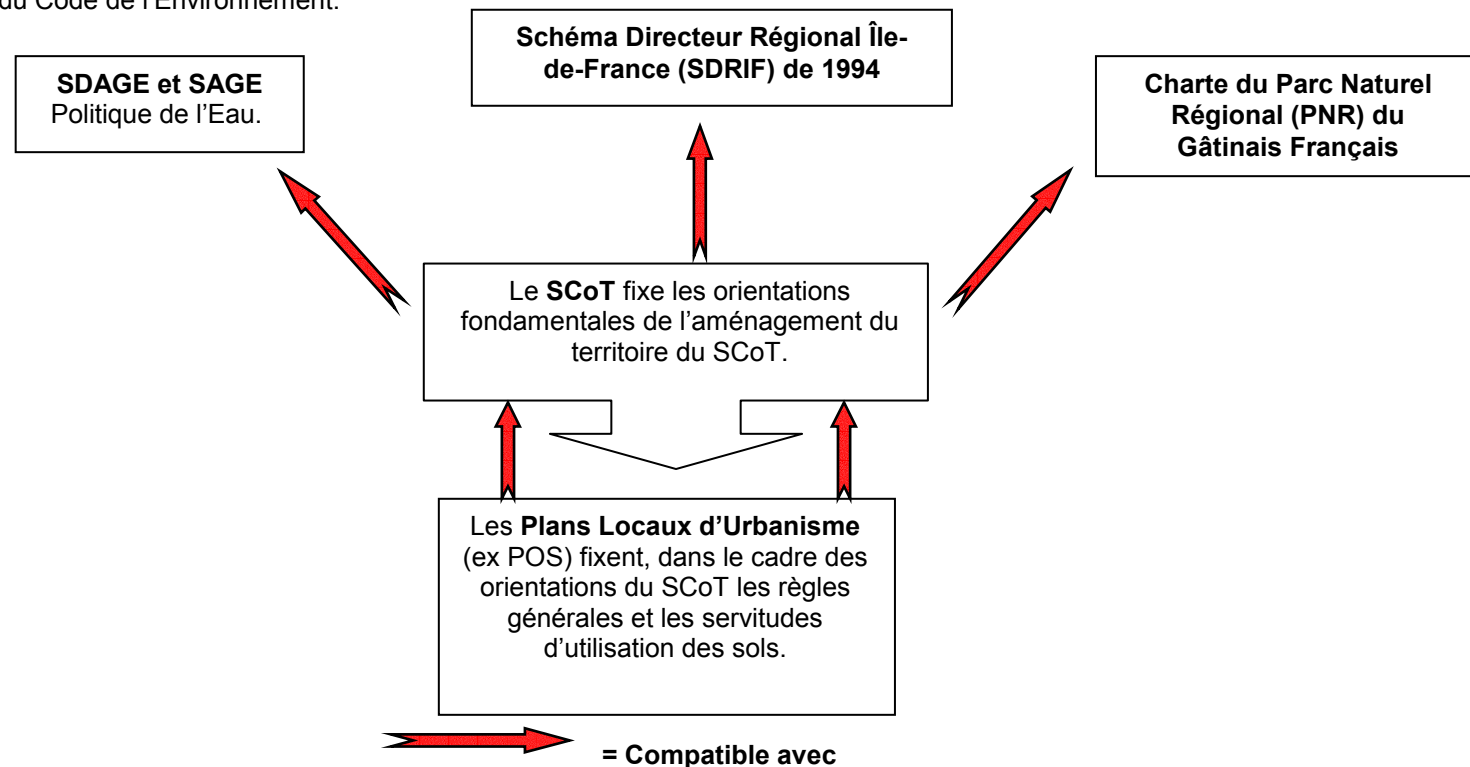
1.3 - Les liens de compatibilité

Le SCoT s'impose aux documents et décisions suivants :

- Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), cartes communales, plans de sauvegarde et de mise en valeur et opérations d'aménagement (ZAC, ZAD, lotissements de plus de 5 000 m²) pour l'urbanisme,
- opérations foncières et opérations d'aménagement définies par décret en Conseil État,
- Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) pour le logement,
- Plans de Déplacements Urbains (PDU) pour les transports et le stationnement,
- et décisions des Commissions Départementales d'Équipement Commercial (CDEC).

Ceux-ci doivent être compatibles avec les orientations générales du SCoT. Cette « compatibilité » ne s'interprète pas comme un respect « au pied de la lettre » mais « dans l'esprit ».

D'autre part, le SCoT doit **être compatible avec Schéma Directeur Régional Île-de-France (SDRIF) de 1994 et la Charte du Parc Naturel Régional du Gâtinais Français** approuvé en 1999, ainsi qu'avec le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux** (SDAGE) et le **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux** (SAGE) : article L 212-1 du Code de l'Environnement.



* Notion de compatibilité : le document inférieur ne doit pas avoir pour effet d'empêcher l'application du document supérieur.

2 – LE PORTER A CONNAISSANCE DE L'ETAT DU 8 JUIN 2005

A la suite de la délibération du Conseil communautaire du Val d'Essonne en date du 26 octobre 2004 engageant la procédure d'élaboration d'un SCoT pour le Val d'Essonne, le Préfet de l'Essonne a transmis au Président de la Communauté de Communes un Porter à connaissance relatif à cette procédure.

Ce Porter à connaissance rappelle diverses informations utiles à l'élaboration du SCoT, et notamment les dispositions particulières avec lesquelles le SCoT du Val d'Essonne doit être compatible :

- Le Schéma Directeur Régional Île-de-France de 1994.
- La Charte du Parc Naturel Régional du Gâtinais Français.
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).
- Le Plan d'Exposition au Bruit (PEB).

2.1 - Le Schéma Directeur Régional Île-de-France (SDRIF) de 1994

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Val d'Essonne est soumis aux dispositions du Schéma Directeur Régional de la Région Île-de-France (SDRIF) de 1994 avec lequel il doit être compatible.

Le SDRIF constitue un document de prospective et de planification régionale dont les grands axes du parti d'aménagement peuvent être déclinés comme suit :

- organisation polycentrique du développement en confortant les pôles urbains ;
- satisfaction des besoins en logements et en emplois en assurant la diversité et en tendant à un meilleur équilibre habitat/emplois ;
- préservation des espaces agricoles, boisés et paysagers de façon à valoriser le milieu rural et à irriguer l'agglomération par les espaces naturels ;
- meilleure réponse aux besoins de transport et d'échanges en tissant un véritable maillage de transports collectifs, en hiérarchisant le réseau routier et en le complétant notamment pour les déplacements transversaux.

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Val d'Essonne devra respecter ces dispositions. Il sera compatible avec le SDRIF de 1994.

Les règles du SDRIF de 1994 concernant le développement de l'urbanisation

L'urbanisation future est localisée par le Schéma Directeur de la Région Île-de-France Il s'agit d'espaces naturels ayant vocation à être urbanisés afin d'accueillir une part des logements, des locaux d'activités et des équipements liés à l'accroissement de la population et des emplois.

Ces espaces d'urbanisation nouvelle se décomposent en **deux catégories** : les espaces urbanisables dont la vocation est d'accueillir une urbanisation nouvelle et les espaces partiellement urbanisables sont les espaces naturels qui ont vocation à être urbanisés pour partie.

- **Pour les espaces urbanisables**, le Schéma de Cohérence Territoriale du Val d'Essonne devra avoir ouvert à l'urbanisation la totalité de ces espaces avant 2015. Pour le Schéma de Cohérence Territoriale du Val d'Essonne, ce type d'espace est présent sur les communes de **Vert-le-Petit** et **Vert-le-Grand**.

- **Les espaces partiellement urbanisables** sont présents sur les communes **d'Echarcon, Vert-le-Grand, Leudeville, Saint-Vrain, Vert-le-Petit, Itteville, La Ferté-Alais, Ballancourt, Champcueil, Mennecy, Ormoy et Fontenay-le-Vicomte**.

Le Schéma de Cohérence Territoriale du Val d'Essonne devra s'inscrire dans un rapport de compatibilité avec le SDRIF, ce principe demeurant valable en cas de modification du périmètre.

Ainsi, le Schéma de Cohérence Territoriale du Val d'Essonne devra délimiter ses espaces partiellement urbanisables qui seront maintenus dans leur usage actuel généralement naturel ou agricole, à hauteur de 40 % de leur surface et ceux qui seront ouverts à l'urbanisation. La délimitation des espaces qui seront maintenus dans leur usage actuel, à l'intérieur des espaces partiellement urbanisables devra prendre en compte les orientations du Schéma Directeur de la Région Île-de-France sur la continuité des espaces paysagers.

Les espaces ouverts à l'urbanisation avant 2015 devront représenter 60 % des espaces partiellement urbanisables du territoire couvert par ce document d'urbanisme. Le choix des espaces à ouvrir à l'urbanisation se fera en fonction de la cohérence du projet d'aménagement du SCOT et non en fonction des schémas directeurs antérieurs. Il convient de noter que les espaces partiellement urbanisables du territoire du Val d'Essonne éventuellement déjà consommés doivent bien évidemment être défalqués des 60 % d'espaces partiellement urbanisables devant être ouverts à l'urbanisation. Un bilan des surfaces d'ores et déjà ouvertes à l'urbanisation dans les plans locaux d'urbanisme des communes devra donc être établi afin d'en déduire les potentialités restantes.

Les communes d'**Auvernoux, Baulne, Cerny, Chevannes et Nainville-les-Roches** sont concernées par la notion de **développement modéré** du SDRIF de 1994.

« Dans les bourgs, villages et hameaux, qu'ils soient cartographiés ou non, situés dans les espaces agricoles, paysagers ou boisés, et qui ne comportent pas d'espace d'urbanisation nouvelle quadrillé ou hachuré adjacent, les parties actuellement urbanisées pourront s'étendre dans le cadre d'un développement modéré, respectueux de l'environnement et réalisé en continuité avec le bâti existant.

Ces dispositions s'appliquent également aux hameaux des communes pour lesquels le schéma prévoit des espaces d'urbanisation nouvelle quadrillé ou hachuré en continuité de leurs parties agglomérées centrales.

Les options d'aménagement prendront en compte le maintien de l'économie et des caractéristiques du milieu rural.

L'extension des bourgs, villages et hameaux demeurera compatible avec l'échelle et la morphologie des ensembles bâtis.

L'accueil des nouvelles zones bâties sera organisé dans le respect de la trame foncière traditionnelle. » (extrait du SDRIF de 1994, page 103).

Les règles du SDRIF de 1994 concernant la préservation du milieu naturel et l'équilibre avec le milieu urbain

Les **espaces verts** de Île-de-France sont composés des **espaces boisés** (représentés en « vert foncé ») et des **espaces paysagers** (représentés en « vert clair ») sur la carte du SDRIF de 1994 (voir un extrait de la carte en page suivante).

Le Val d'Essonne se caractérise par la présence de milieux humides remarquables aussi bien le long de la Juine que de l'Essonne qui correspondent à des espaces en vert foncé et en vert clair.

1 - Les espaces en « **vert foncé** » doivent assurer l'intégralité de leur état boisé et être protégés de toute urbanisation, comme de toute création d'infrastructure.
Toute nouvelle urbanisation devra être proscrite à moins de 50 mètres des lisières des massifs boisés de plus de 100 hectares en dehors des sites urbains constitués.

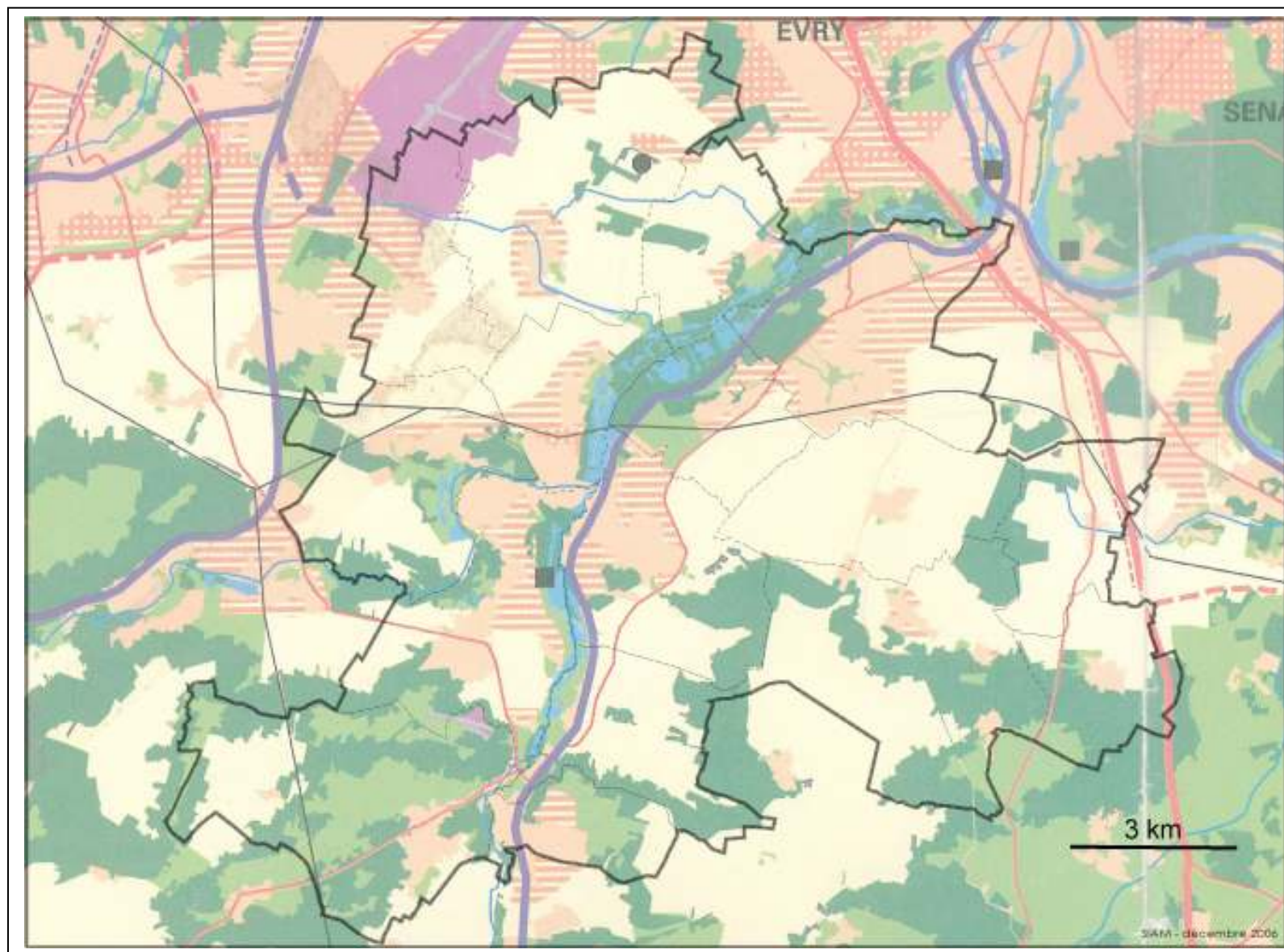
2 - Les espaces classés en « **espaces vert clair ou espaces paysagers** » comprennent un certain nombre de sites remarquables : franges de forêt, espaces agricoles, vallées et coteaux, rivières, zones humides et concernent particulièrement la vallée de l'Essonne.
Il conviendra donc de protéger et de préserver le caractère naturel et paysager de ces espaces qui assurent un rôle prépondérant dans la qualité du site tant au niveau de la flore et de la faune et qui sont inscrits à l'inventaires des zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique (ZNIEFF).

3 - Les espaces « **en jaune** » du SDRIF devront affirmer la pérennité de leur **usage agricole** à long terme.
Au Nord de la rivière Essonne, une zone agricole compacte d'au moins 2 000 hectares cultivés, masse critique nécessaire au maintien de l'agriculture de plaine, doit être maintenue pour le long terme. Au Sud de la rivière Essonne, le plateau de Chevannes doit être préservé de l'urbanisation.

L'extension des bourgs et des villages devra être maîtrisée afin d'éviter le mitage. L'urbanisation des terres agricoles identifiées comme destinées à être urbanisées au SDRIF, sera programmée de façon à limiter son impact sur l'économie agricole et à assurer la gestion du « front urbain ». L'urbanisation dans le prolongement du bâti actuel doit être privilégiée afin d'éviter les zones agricoles enclavées dans les zones bâties.

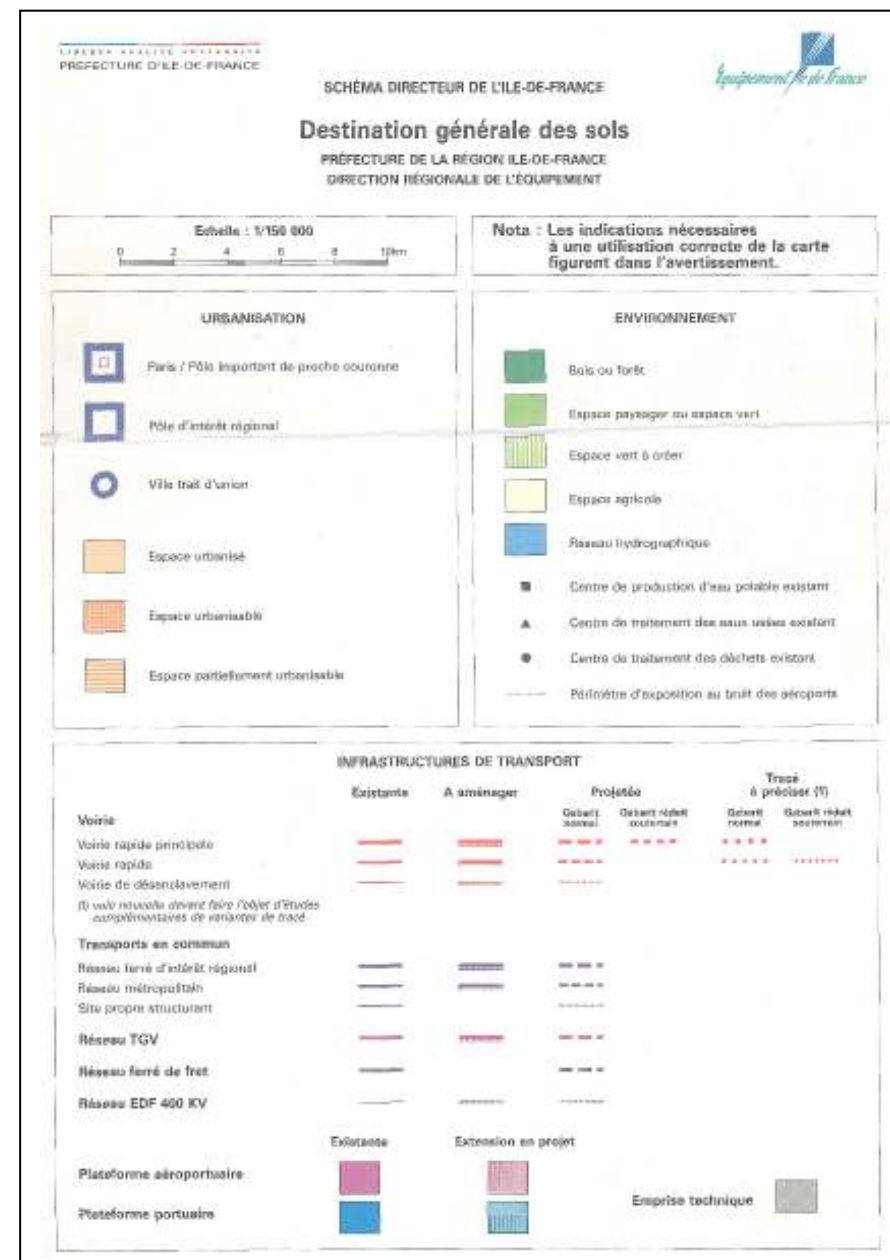
La circulation des véhicules agricoles entre les champs et les sièges d'exploitation d'une part et entre les sièges d'exploitation et les silos des magasins d'approvisionnement d'autre part, ne doit pas être rendue plus difficile du fait de l'urbanisation et de la création d'infrastructures nouvelles.

Extrait de la carte de destination générale des sols du Schéma Directeur Régional d'Ile-de-France de 1994.



Voir la légende en page suivante.

Extrait de la carte de destination générale des sols du Schéma Directeur Régional d'Ile-de-France de 1994.



2.2 - La Charte du Parc Naturel Régional du Gâtinais Français

Le Sud du territoire du Val d'Essonne est situé dans le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français classé par décret du 4 mai 1999. Quatre communes sont membres du parc : Baulne, Cerny, Champcueil et La Ferté-Alais.

Le SCOT du Val d'Essonne doit être compatible avec les orientations et les mesures de la Charte du PNR dont la convention d'application a été signée avec l'État le 18 juillet 2001.

Il s'agira notamment de :

- protéger et valoriser le remarquable patrimoine naturel et culturel ;
- participer au développement économique, des activités agricoles et sylvicoles tout en respectant l'environnement ;
- améliorer la qualité de la vie des habitants et rentabiliser les villages ;
- défendre et promouvoir l'identité rurale du Gâtinais Français ;
- s'unir pour maîtriser les pressions urbaines et veiller à la cohérence des stratégies d'aménagement du territoire ;
- favoriser un tourisme raisonné, et sensibiliser au respect de la nature, des activités rurales et de la propriété privée.

Les communes concernées sont intégrées dans trois chartes paysagères différentes :

- la vallée de l'Essonne (Baulne, La Ferté-Alais, Cerny),
- le plateau de Mondeville-Videlles et le relief Essonne-Ecole (Champcueil, La Ferté-Alais),
- la vallée de la Juine, le relief entre Juine et Essonne et le Plateau de Beauce-Gâtinais (Cerny).

Les communes se sont engagées à intégrer les recommandations des chartes paysagères dans leur document d'urbanisme.

2.3 - Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

L'article 7 de la Loi n° 2004-338 du 21 avril 2004, relative à la politique communautaire dans le domaine de l'eau demande, en complétant l'article L. 122.1 du Code de l'Urbanisme, de rendre également compatible les SCOT avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) en application de l'article L. 212-1 du Code de l'Environnement ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), en application de l'article L. 212-3 du même code.

Lorsqu'un SDAGE ou un SAGE est approuvé après l'approbation d'un SCOT, ces derniers doivent, si nécessaire, être rendus compatibles dans un délai de trois ans.

Le SDAGE du bassin Seine Normandie a été approuvé par arrêté n° 96-1868 du 20 septembre 1996, modifié les 19 octobre 2000 et 21 février 2003, par le Préfet de la région Île-de-France

Le territoire du Val d'Essonne est inclus dans le périmètre du SAGE Nappe de Beauce ; actuellement en phase de délibération, il n'a pas encore été approuvé.

2.4 - Le Plan d'Exposition au Bruit (PEB)

Les Communes de Leudeville et de Vert-le-Grand sont concernées par le Plan d'Exposition au Bruit de l'Aérodrome de Brétigny-sur-Orge par arrêté préfectoral du 1^{er} février 1979.

En application des dispositions de l'article L.147.1 du Code de l'Urbanisme, le SCoT du Val d'Essonne doit être compatible avec le PEB.

3 – L’EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU SCOT

3.1 - Rappel de la réglementation

Les dispositions du décret n° 2005-608 du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement et modifiant le code de l'urbanisme dispose notamment que "le rapport de présentation du SCoT :

[.....]

3° Analyse **l'état initial de l'environnement** et les **perspectives de son évolution** en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en oeuvre du schéma ;

4° Analyse les **incidences notables prévisibles** de la mise en oeuvre du schéma sur l'environnement et expose les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux articles R. 214-18 à R. 214-22 du code de l'environnement ainsi qu'à l'article 2 du décret n° 2001-1031 du 8 novembre 2001 relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000 ;

5° **Explique les choix retenus** pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et le document d'orientations générales et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles des projets alternatifs ont été écartés, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des autres solutions envisagées

6° Présente **les mesures envisagées** pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en oeuvre du schéma sur l'environnement et rappelle que le schéma fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de son approbation."

3.2 - L'évaluation environnementale dans le rapport de présentation du SCoT

L'analyse de **l'état initial de l'environnement** et de ses **perspectives de son évolution** est traitée en **partie 3** « État initial de l'environnement » du présent document.

L'**explication des choix** retenus figure en **partie 5** « Les réflexions qui ont conduit au PADD et au DOG ».

Les **incidences notables prévisibles** de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement sont traitées en **partie 6**, ainsi que, s'il y a lieu, les mesures dites « compensatoires » envisagées.

L'analyse des **résultats de l'application** du SCoT est rappelée en **partie 8** « Les modalités de gestion et de suivi de l'application du SCoT ». Des **indicateurs** sont proposés ici, dans la mesure du possible, pour permettre l'évaluation environnementale de la mise en œuvre du SCoT.

Un **résumé non technique** de l'évaluation environnementale est présenté en **partie 9** .

2. LE POSITIONNEMENT STRATEGIQUE DU TERRITOIRE



Un espace charnière à dominante rurale.

Un plateau fédéré par l'Essonne.

Un territoire hétérogène qui s'organise (renforcement de l'intercommunalité).

Un territoire influencé par diverses politiques supra territoriales

1 – UN ESPACE CHARNIERE A DOMINANTE RURALE

Le Val d'Essonne est situé au Sud de la région parisienne, à l'intérieur de la grande couronne, à une distance comprise entre 25 et 35 kilomètres du centre de la capitale.

C'est un **espace charnière à dominante rurale** au contact des secteurs très urbanisés du Nord de l'Essonne (Brétigny-sur-Orge au Nord-Ouest, la Ville Nouvelle d'Évry au Nord et Corbeil-Essonnes au Nord-Est).

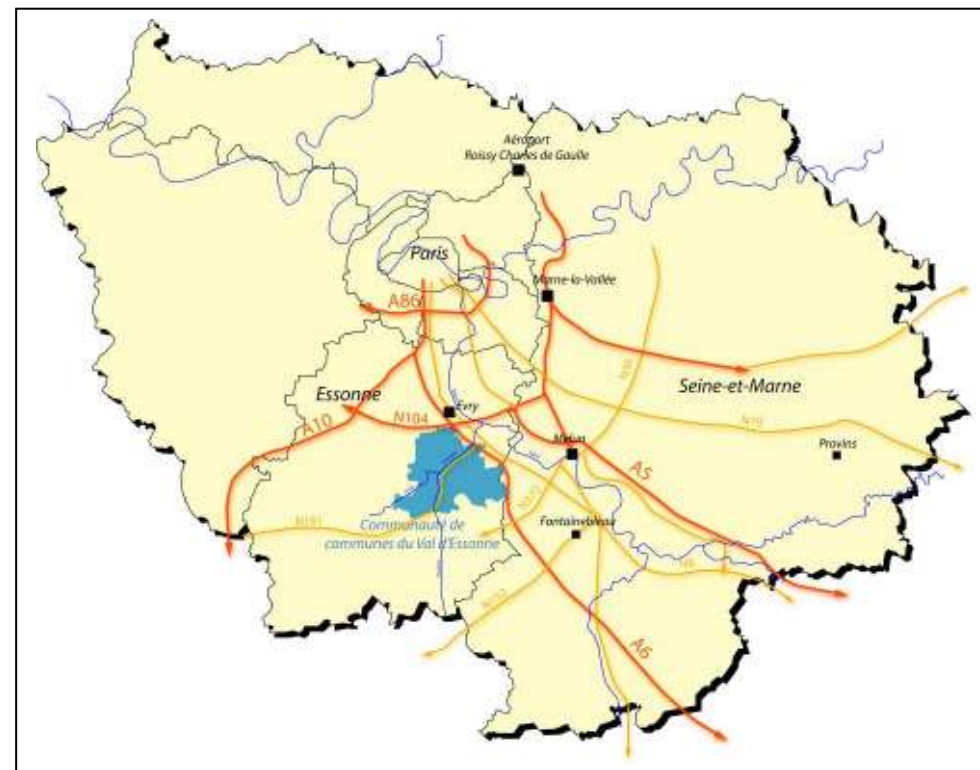
Il s'agit d'un **espace de transit** pour les nombreux actifs résidant dans le Sud Essonne et travaillant dans les pôles d'emplois du Nord/Est du département.

Le territoire est constitué de deux plateaux agricoles (plateaux de Vert-le-Grand et de Chevannes) bordant la Vallée de l'Essonne.

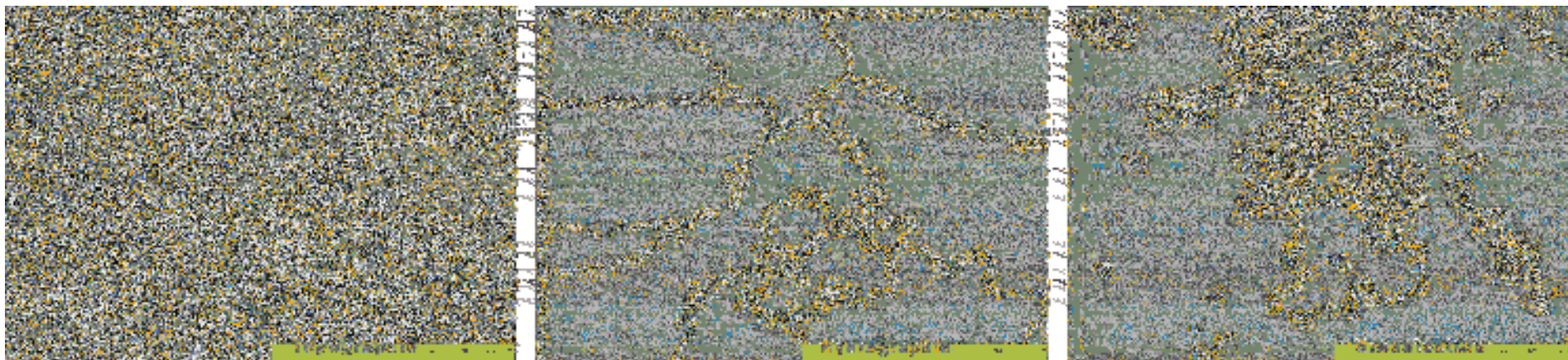
Le Val d'Essonne est structuré par un réseau de voiries départementales et par la RN191.

Il est accessible par la Francilienne au Nord et l'autoroute A6 à l'Est.

Le territoire est également desservi par les lignes du RER D (lignes Paris – Malesherbes et Paris – Melun via Corbeil) et du RER C (hors périmètre) mais accessible facilement



2 – UN PLATEAU FEDERE PAR L'ESSONNE



Le territoire du Val d'Essonne est cadré par des entités géographiques fortes : la vallée de la Seine à l'Est et celle de l'Orge à l'Ouest.

Au Sud, c'est la topographie singulière du plateau de Mondeville qui domine le Val d'Essonne. Au Nord, le continuum urbain marque le paysage de façon presque continue jusqu'à Paris.

Le territoire du Val d'Essonne est un plateau entaillé par les vallées de l'Essonne et de la Juine. Ces vallées profondes et sinueuses façonnent leur propre paysage. La position médiane de la vallée de l'Essonne fait l'armature structurante de ce territoire.

Le réseau autoroutier ne concerne le Val d'Essonne qu'à la marge, à son extrémité Est traversée par l'autoroute du Soleil (A6). Les grands réseaux primaires répondent aux orientations du territoire dictées par les vallées (la RN 191 accompagne l'Essonne et la RD 449 la vallée de la Juine).

Le Val d'Essonne ne présente pas de grands ensembles forestiers comme les forêts de Fontainebleau et de Sénart toutes proches. Si les espaces boisés sont néanmoins présents et importants, ils fonctionnent en réseau.

La dominante du territoire à très grande échelle apparaît agricole. Il existe comme le premier espace agricole vaste au Sud de Paris sur l'itinéraire de la RN 191.



3 - UN TERRITOIRE HETEROGENE QUI S'ORGANISE (RENFORCEMENT DE L'INTERCOMMUNALITE)

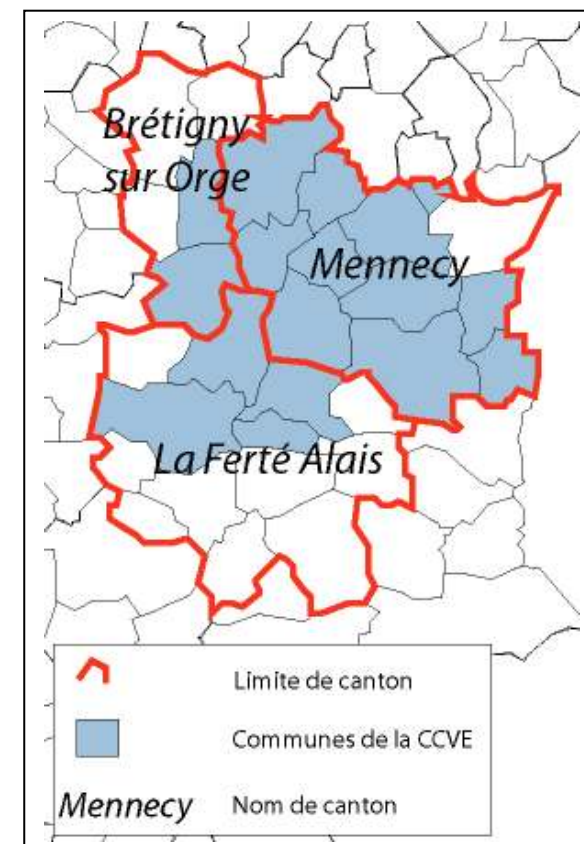
Le SCoT de la Communauté de Communes du Val d'Essonne regroupe **dix-sept communes** réparties sur 3 cantons ² :

- une commune de plus de 13 000 habitants (Mennecy) ;
- une commune de plus de 6 000 habitants (Ballancourt-sur-Essonne) ;
- trois communes de 3 000 à 5000 habitants (Itteville, La Ferté-Alais, Cerny,) ;
- huit communes de 1 000 à 3 000 habitants ;
- quatre communes de moins de 1 000 habitants.

Le territoire du SCoT comptait **48 134 habitants en 1999** (INSEE) sur 162,3 km² (et probablement près de 50 000 habitants actuellement). Cette population est installée sur 17 communes aux profils variés (villages de plateau, bourgs centres, communes de fond de vallée) et pesant de manière très inégale en termes démographique, d'emplois, de niveau d'équipements et de services, ...

La densité de population était de **297 habitants par km²** en 1999 (629 habitants par km² pour l'Essonne). Onze communes présentent une densité inférieure à la moyenne du territoire (principalement des communes de plateau).

Cette hétérogénéité dans les profils communaux apparaît comme une richesse pour l'ensemble du territoire (diversité du patrimoine bâti, richesse des paysages, ...).



² Le canton de Mennecy, le canton de La Ferté-Alais, le canton de Brétigny-sur-Orge.

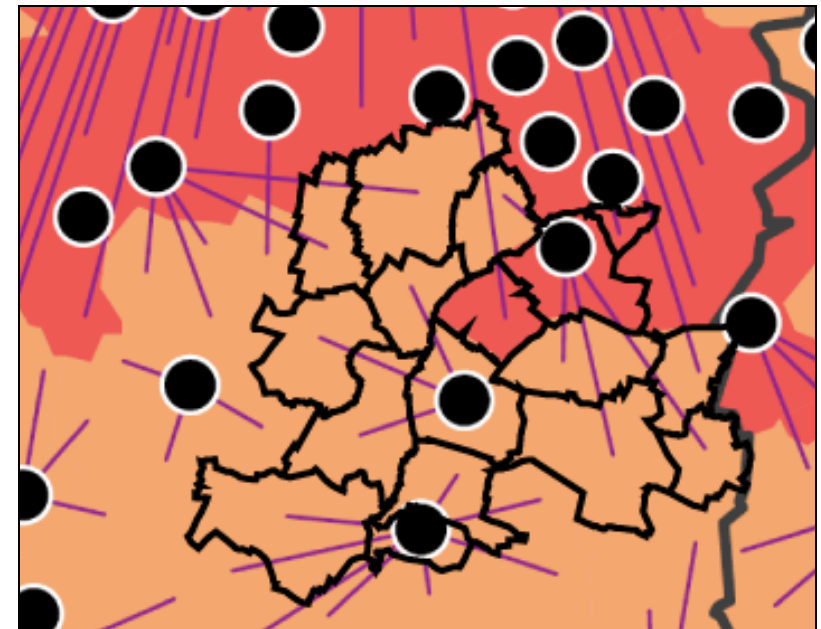
Trois pôles majeurs rayonnent sur le territoire du SCoT : Mennecy au Nord, Ballancourt-sur-Essonne au centre et La-Ferté-Alais au Sud.

En terme de bassin de vie, le SCoT présente une cohérence entre ces trois villes pôles et des communes périurbaines et rurales qui bénéficient de la proximité d'une offre d'équipements et de services de bon niveau.

La carte ci-contre établie par l'INSEE en 2002 illustre le rayonnement de ces trois pôles. L'aire d'influence de Ballancourt-sur-Essonne, de La-Ferté-Alais et de Mennecy (pôles de services bien équipés) est large (chaque trait relie une commune dont les habitants fréquentent habituellement l'un de ces trois pôles).

La tache rouge indique les pôles urbains (qui sont au sens de l'INSEE des unités urbaines regroupant plus de 5 000 emplois).

La tache orange mentionne les communes périurbaines (dans lesquelles au sens de l'INSEE 40 % ou plus des actifs résidents travaillent hors de la commune mais dans l'aire urbaine).



Source : INSEE, 2002.

En 2002, la création de la Communauté de Communes du Val d'Essonne associait, autour des pôles de Mennecy et Ballancourt-sur-Essonne, trois nouvelles communes :

- Leudeville et Saint-Vrain, précédemment associées au pôle d'Evry dans le cadre du Schéma Directeur Essonne-Centre,
- Cerny, commune du sud Essonne adhérente au Parc Naturel Régional du Gâtinais français.

Début 2004, deux nouvelles communes du Parc Naturel Régional du Gâtinais français ont rejoint la CCVE (La Ferté-Alais et Baulne), portant à 17 le nombre de communes engagées dans la définition d'un projet commun.

L'intercommunalité actuelle repose notamment sur une volonté de renforcer les possibilités d'actions de la structure en améliorant les moyens financiers de la CCVE. Le développement économique constitue la priorité en la matière.

L'évolution récente de cette intercommunalité s'appuie également sur une stratégie d'association reposant sur la volonté de se singulariser et de préserver son identité rurale (réaction à la constitution de structures intercommunales importantes au Nord).

De nombreuses politiques et actions ont été et sont encore mises en œuvre par la Communauté de Communes du Val d'Essonne (Projet de territoire, Plan Local de Déplacements, actions de développement économique, schéma de développement touristique...).

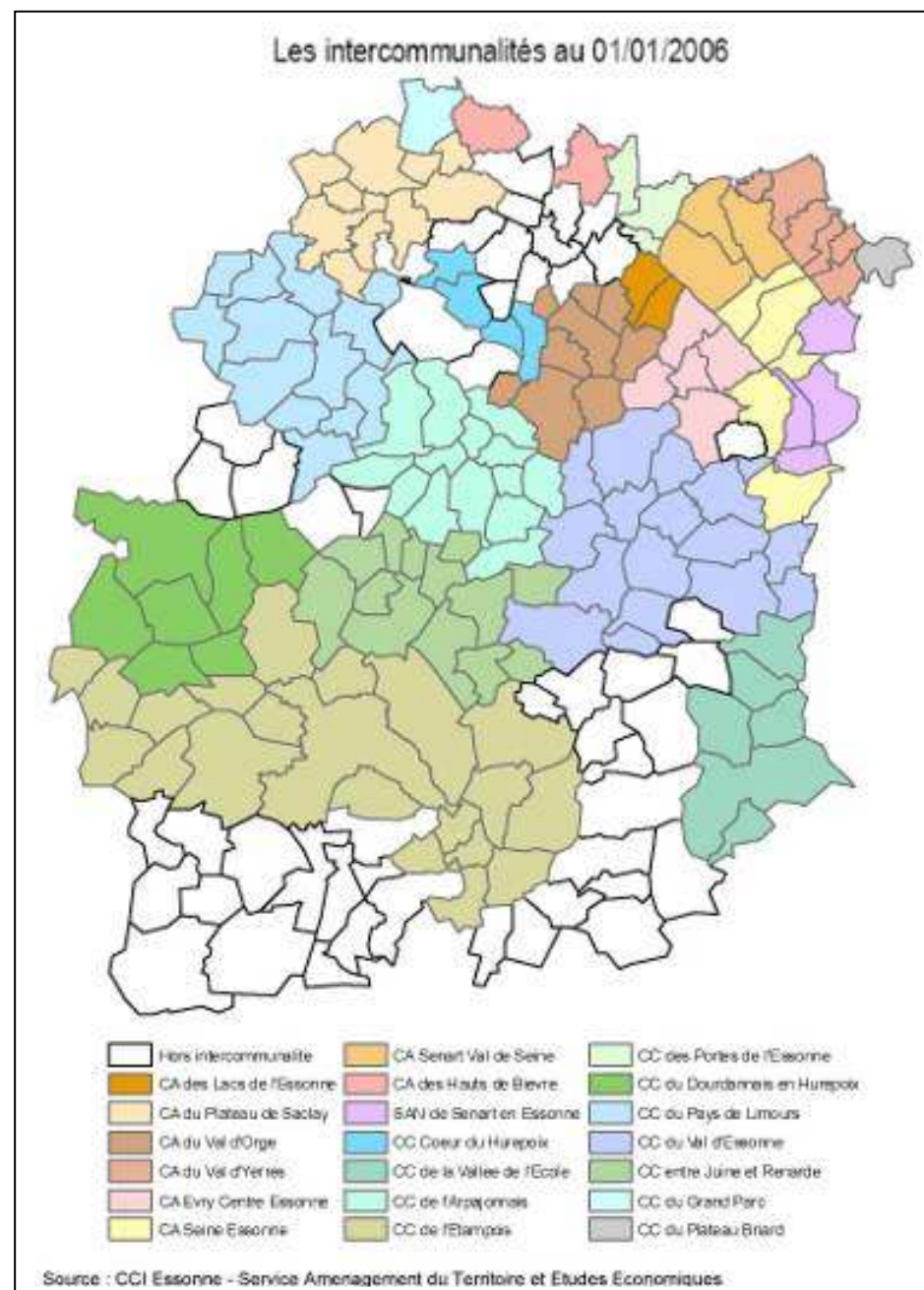
La CCVE, créée en 2002, est encore une structure jeune tout comme les intercommunalités limitrophes. Ces territoires diversifiés (de l'urbain au rural en passant par des secteurs périurbains) traduisent les objectifs de la dite « Loi Chevènement » du 13 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification intercommunale.

Les intercommunalités au Nord de la CCVE se sont constituées autour des deux principales villes du département (**Évry, Corbeil-Essonne**), ainsi qu'autour d'un ensemble de villes situées dans le Val d'Orge. Ces territoires sont caractérisés par une présence importante de l'urbanisation. Dès la fin des années 90, ces territoires se sont associés avec le département de l'Essonne et d'autres structures intercommunales (dont la CCVE) afin d'engager une réflexion globale sur les perspectives de développement du Centre Essonne Seine Orge (CESO).

A l'Ouest, une Communauté de Communes de taille similaire (l'**Arpajonnais**) présente certaines similitudes avec le profil de la CCVE, propres au caractère périurbain des deux structures (pressions démographiques et urbaines sur des territoires en capacité théorique d'accueillir un supplément de développement sur des secteurs actuellement agricoles mais dont une partie pourrait muter à moyen ou plus long terme).

	Nombre de communes	Population en 1999
CA du Val d'Orge	9	119 900
CA Évry Centre Essonne	5	104 200
CA Seine Essonne	5	58 800
SAN de Sénart en Essonne	4	12 400
CC de l'Arpajonnais	14	57 000
CC de la Vallée de l'École	6	9 100
CC Entre Juine et Renarde	13	15 700
Parc Naturel Régional du Gâtinais français	61 *	63 600

* Dont 29 communes de l'Essonne et 32 communes de Seine-et-Marne

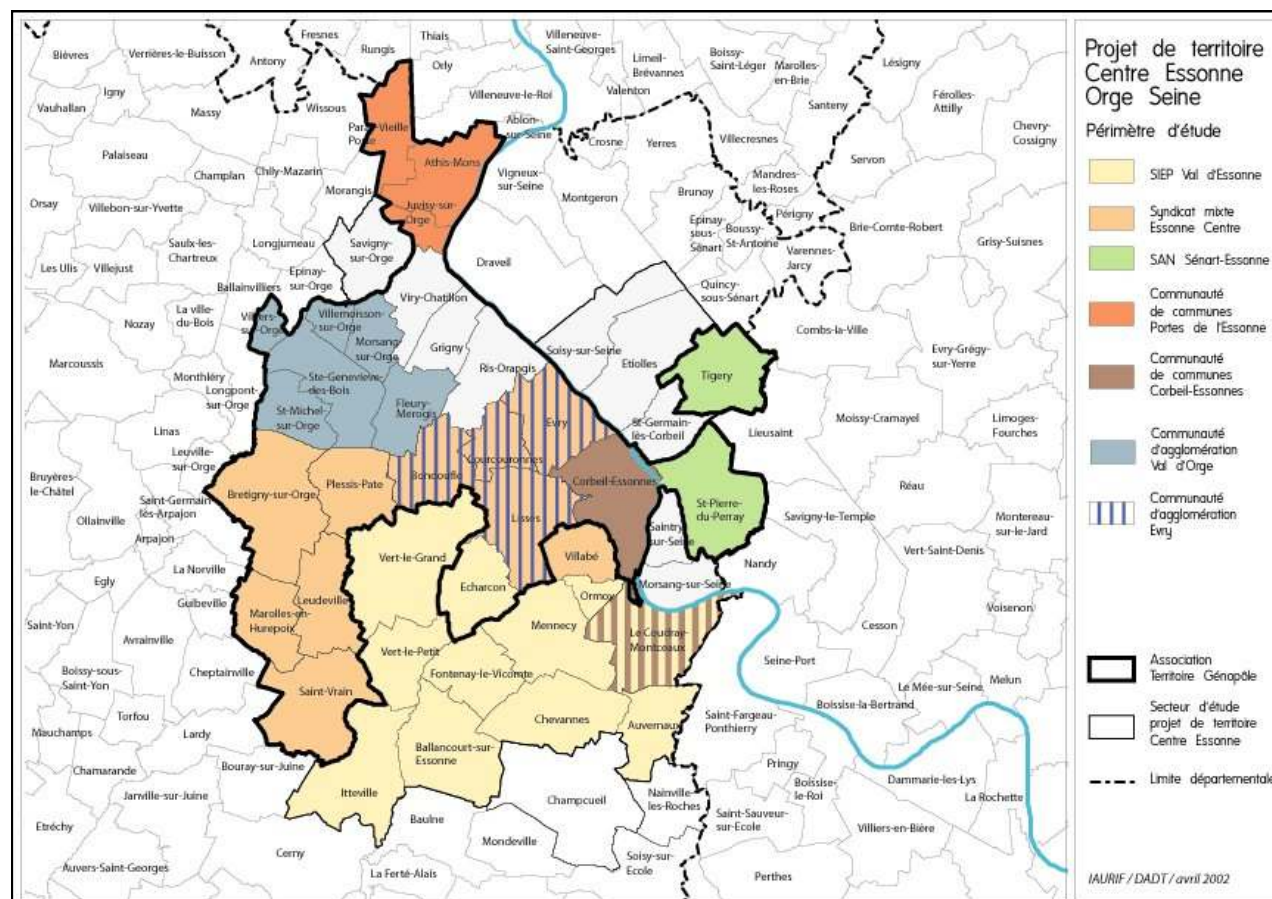


4 - UN TERRITOIRE INFLUENCE PAR DIVERSES POLITIQUES SUPRA TERRITORIALES

A une autre échelle que celle des EPCI existants (**Territoire Génomôle** : 480 000 habitants), des réflexions ont été engagées en 2000 par l'**Association Territoire Génomôle** (créée en juillet 1999, et réunissant le Département de l'Essonne, plusieurs EPCI dont la CCVE regroupant à l'époque 13 communes au sein du SIEP du Val d'Essonne), dans le cadre du volet territorial du Contrat de Plan État/Région 2000/2006.

La « **Démarche Territoriale Centre Essonne Seine Orge** », établie à la suite de nombreuses réflexions menées tout au long des années 2000 à 2003, a été approuvée début 2004. L'Agence d'Urbanisme créée en 2003 (l'**AUDES**) accompagne sa mise en oeuvre.

Actuellement, toutes les structures engagées dès le début des réflexions adhèrent à l'**AUDES**.



Source : **Projet de Territoire, Association Territoire Génomôle. IAURIF. novembre 2002**

Au Sud, le Parc Naturel Régional du Gâtinais français étend son champ d'intervention sur quelques communes de la CCVE (4 communes). La logique de développement affichée dans la Charte du PNR repose sur une modération de la croissance démographique et urbaine. Les actions du PNR sont principalement orientées vers la préservation et la mise en valeur des nombreux atouts (tant patrimoniaux et naturels) des territoires concernés.

Cette logique de préservation est également poursuivie à travers la définition d'un périmètre du site classé de la Vallée de la Juine qui concerne également quelques communes de la CCVE.

3. L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT



▢ Les éléments structurants du site.

▢ La gestion des ressources naturelles.

▢ Les contraintes liées aux milieux naturels et les pressions sur l'environnement.

1 – LES ELEMENTS STRUCTURANTS DU SITE

1.1 - Un milieu physique marqué par la présence de l'eau

Une topographie accidentée

Le territoire du Val d'Essonne est cadré par des entités géographiques fortes : la puissante vallée de la Seine à l'Est et celle de l'Orge à l'Ouest.

Au Sud, c'est la topographie singulière du plateau de Mondeville qui domine notre périmètre.

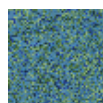
De 43 mètres (Ormoy) à 162 mètres (Champcueil), la topographie du val d'Essonne distingue clairement 3 grands ensembles :

- Les **vallées de l'Essonne et de la Juine** : elles sont constituées d'un replat alluvial marécageux (lit majeur) fortement marqué par la présence de l'eau (méandres naturels et artificiels). Les vallées dessinent un parcours sinueux avec des dilatations et des resserrements d'une amplitude allant d'environ 500 m (au niveau de la Ferté-Alais) à 1,5 kilomètres (au niveau de Fontenay-le-Vicomte). Les coteaux bien marqués, de 20 à 30 mètres, conduisent rapidement au plateau qui encadre la vallée.
- Le **plateau de la Brie** est profondément entaillé par ces vallées, il est relativement homogène à l'Ouest et à l'Est de l'Essonne avec une topographie très douce, seulement marquée par quelques buttes témoins,
- Le **plateau de la Beauce**, au Sud, est très découpé avec des coteaux assez escarpés qui dominent d'environ 60 m le plateau de la Brie et de 100 m la vallée de l'Essonne qui le creuse.

Topographie de la CCVE



Topographie au niveau du territoire de la CCVE



40 à 55 m : **vallées de l'Essonne et de la Juine**



70 à 80 m : **plateau de la Brie**



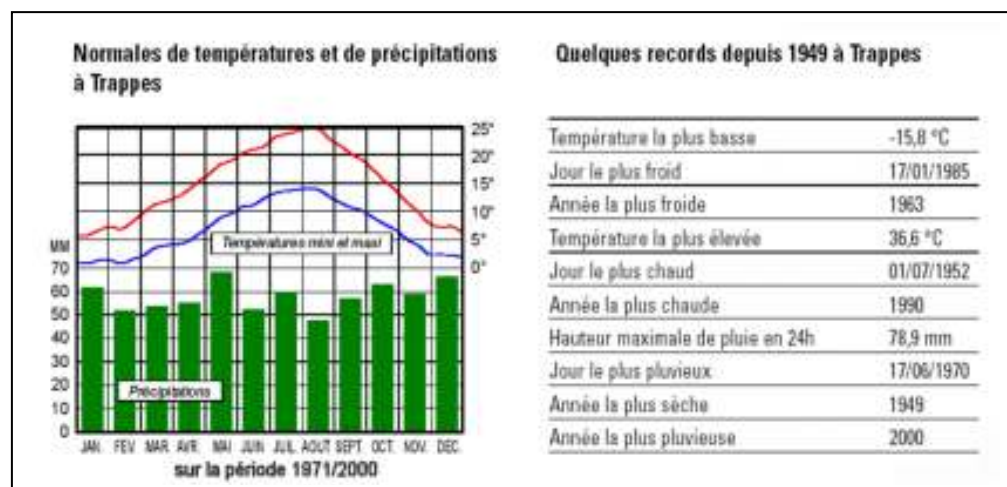
130 à 150 m : **plateau de la Beauce**

Un climat clément

Le climat de la région de la CCVE, enregistré à la station météorologique de Trappes, est de type océanique dégradé. Ce dernier se caractérise par un faible écart entre les températures moyennes minimales et maximales. En hiver, l'amplitude thermique est de 5°C (minimale de 0°C et maximale de 5°C au mois de janvier) et en été, elle est d'environ 10°C (minimale de 15°C et maximale de 25°C entre juillet et août).

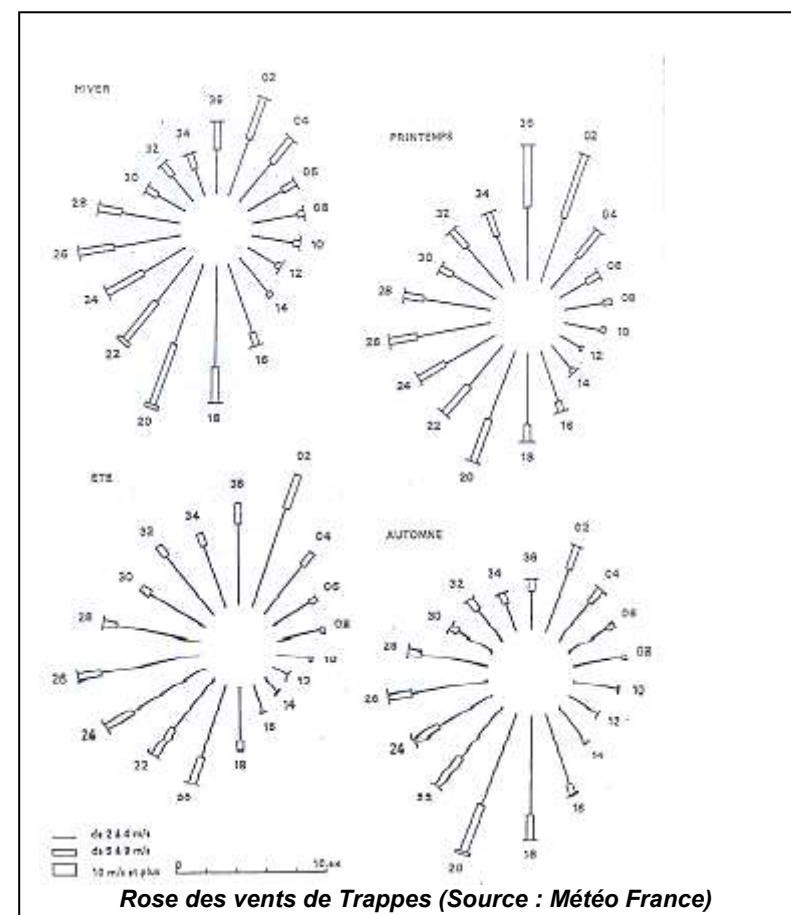
Par ailleurs, la répartition des précipitations tout au long de l'année est relativement homogène. Les précipitations mensuelles relevées sont en moyenne de 55 mm avec moins de 50 mm en été (août) et autour de 60 mm en automne-hiver (octobre-janvier), le pic étant en mai avec près de 70 mm.

Les températures moyennes mensuelles varient entre 2,8°C en février et 17,6 °C en août.



Données climatiques de la station de Trappes sur la période 1971-2000 (Source : Météo France)

Les vents dominants sont principalement de Sud-Ouest, et d'une vitesse moyenne observée inférieure à 9 km/h.



Les éléments de géologie

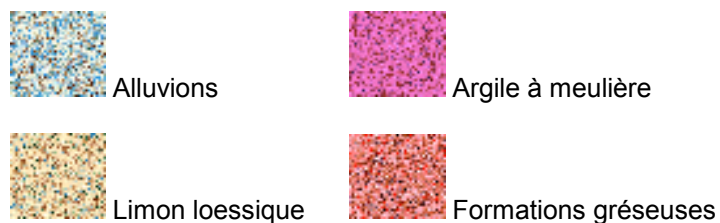
Le terrain présente un empilement stratigraphique clair :

- Au nord et Nord-Ouest, la majeure partie du périmètre est constitué de la terminaison du plateau de la Brie, largement entaillé par la vallée de l'Essonne et saupoudré de quelques buttes conservées grâce à leur armature de grès (Buttes d'Echarcon, de Montaubert, de Braseux, des Montils),

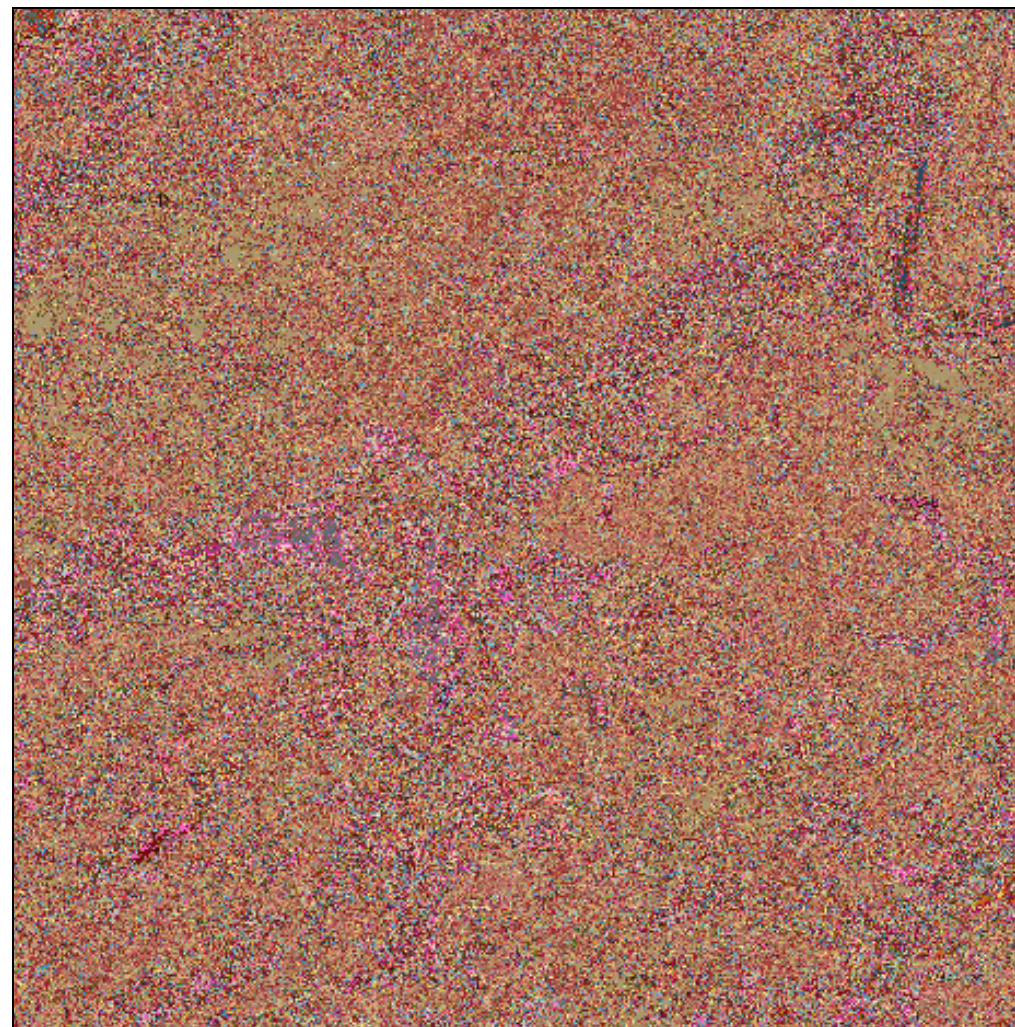
- Au Sud, la marge septentrionale du plateau de la Beauce domine de 70m la surface de la Brie avec une orientation Est-Ouest des barres gréseuses.

La nature du sous-sol est en cohérence forte avec le modelé topographique du territoire :

- les plateaux sont recouverts de limons loessiques,
- les coteaux laissent apparaître sur le plateau de la Brie et de la Beauce des calcaires et des argiles à meulière, seuls les versants du plateau de la Brie présentent sous le calcaire l'affleurement des grès et sables de Fontainebleau. Les grès sont souvent dénudés et forment des dalles (platières) ou éboulis de pente,
- les fonds de vallée sont recouverts d'alluvions (dépôts apportés par l'eau).



Géologie de la CCVE



Source : BRGM)

Les éléments de pédologie

Source : Chambre d'agriculture, 1998. Monographie agricole de Île-de-France

Parmi les sols que l'on observe en région Île-de-France, tous les degrés d'évolution sont présents : sols très évolués sur des reliefs peu accentués et soumis à un lessivage prononcé, sols de formation plus récente d'apports relativement anciens (alluvions), sols peu évolués en relief accentué ou d'apports récents.

Les formations sableuses donnent parfois lieu à des sols bruns plus ou moins calcaires, dont l'évolution, souvent influencée par la présence de nappes aquifères, conduit à des podzols.

Les formations argileuses ou argilo-sableuses donnent naissance à des sols bruns qui présentent souvent, du fait de la faible perméabilité des matériaux, un caractère d'hydromorphie marquée.

Enfin, les formations calcaires ont le plus souvent provoqué l'apparition de sols de type « rendzine ».

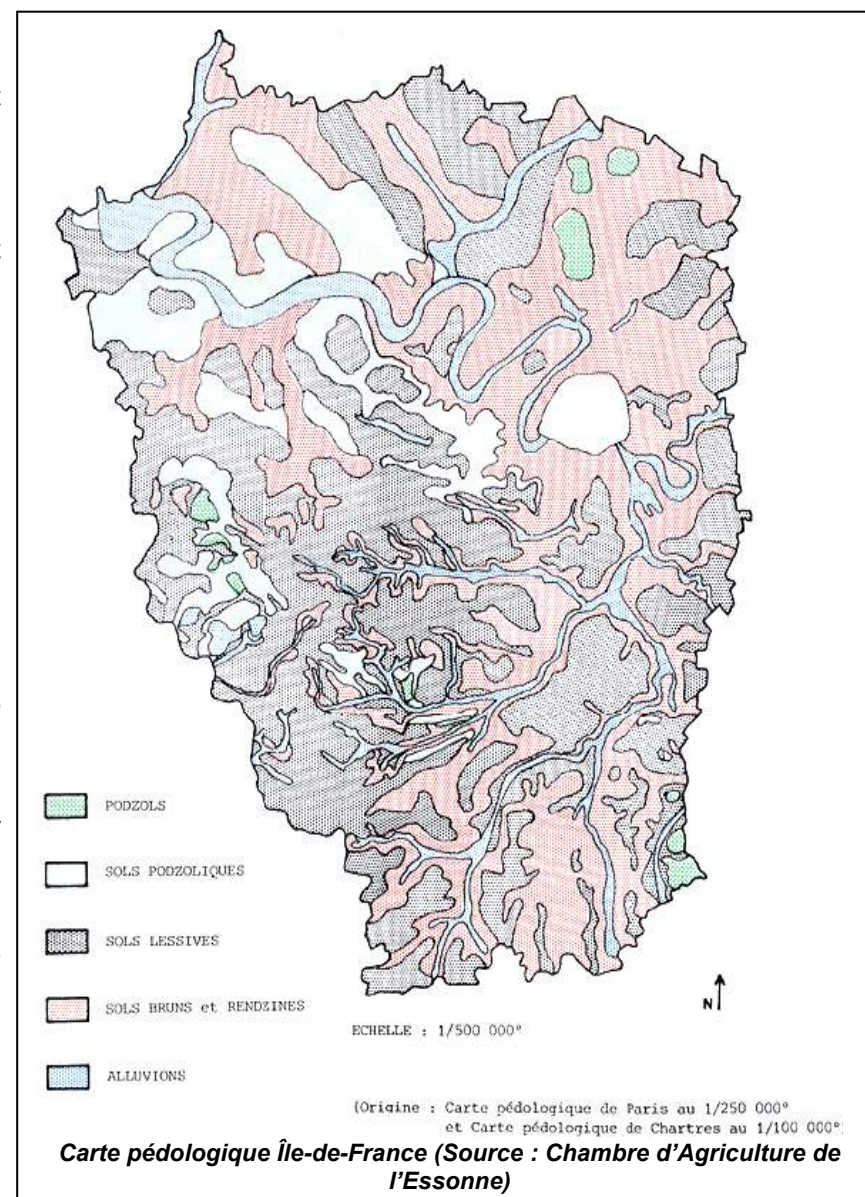
La couverture limoneuse des plateaux, souvent très épaisse, a fortement influencé l'évolution des formations tertiaires. Les sols y présentent alors un développement plus ou moins accentué selon l'hydromorphie : sols bruns faiblement lessivés, sols lessivés, pseudogley.

Le limon donne en général des terres argilo-siliceuses, souvent décalcifiées, de composition assez homogène ; pauvres en acide phosphorique, souvent riches en azote, elles sont d'une richesse en potasse assez variable.

La fertilité est due à la constitution physique : c'est une terre franche dont les qualités compensent les imperfections chimiques. La fertilité des terres est proportionnelle à leur épaisseur et à la perméabilité du sous-sol.

Sur le territoire de la CCVE, les sols présents correspondent aux alluvions au niveau des vallées de l'Essonne et de la Juine, aux sols lessivés en majorité localisés en rive gauche de ces deux cours d'eau et aux sols bruns et rendzines principalement situés sur les coteaux ainsi que sur la rive droite de l'Essonne.

Globalement, les sols des plateaux ont une valeur agronomique intéressante pour l'agriculture.



L'hydrogéologie

Le territoire de la CCVE est à la limite de **trois nappes phréatiques principales** : l'aquifère de Beauce, l'aquifère de Champigny et l'aquifère multicouche de l'Eocène moyen et inférieur. Par ailleurs, une nappe profonde, la **nappe de l'Albien-Néocomien** traverse le territoire de la CCVE.

L'aquifère de la nappe de Beauce, l'un des plus importants aquifères libres de France, est constitué d'une succession de couches géologiques alternativement perméables, semi-perméables et imperméables délimitant ainsi plusieurs réservoirs aquifères plus ou moins continus pouvant être en relation les uns avec les autres (calcaires de Pithiviers, calcaires d'Étampes, sables de Fontainebleau, calcaires de Brie et calcaires éocènes).

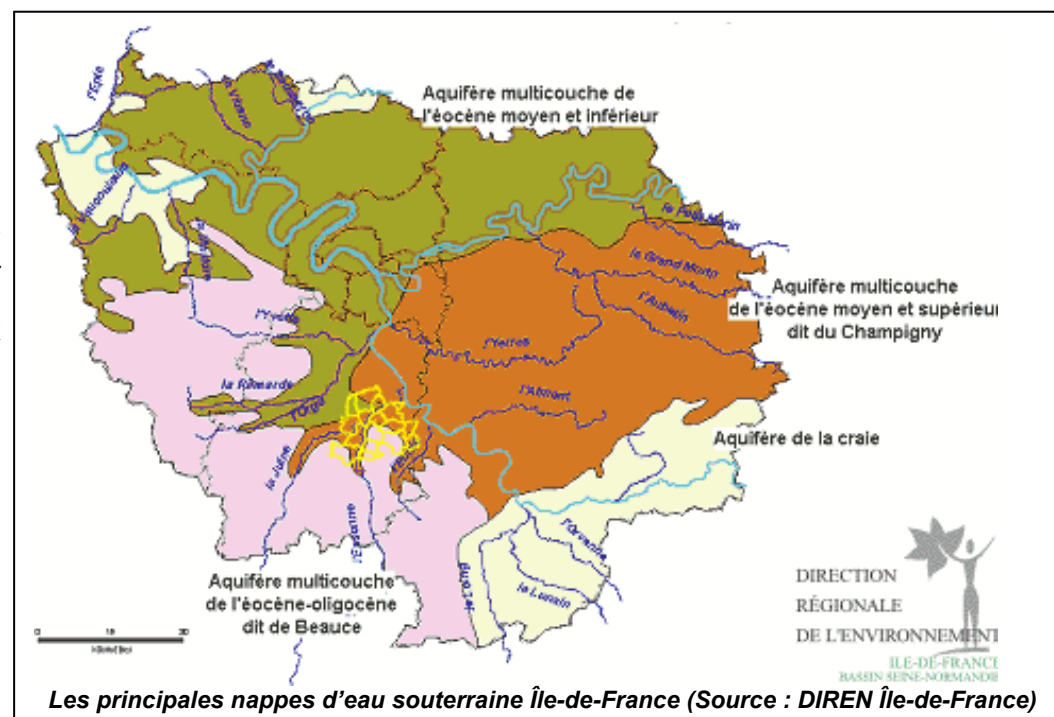
Une recharge quasi continue depuis 1999, conséquence des pluies excédentaires enregistrées durant cette période, et une diminution des prélèvements pour l'irrigation ont permis de retrouver au printemps 2002 des niveaux de nappe comparables à ceux les plus hauts connus de juillet 1983.

L'importance de ce réservoir (de l'ordre de la dizaine de milliards de m³) et le rôle essentiel de régulateur qu'elle joue tant pour le milieu naturel que pour les activités humaines, avec une capacité de restitution estivale de 700 millions de m³, a motivé la réalisation d'un SAGE pour la nappe de Beauce. Dans l'attente de l'achèvement du SAGE, dont le périmètre a été fixé par arrêté interpréfectoral du 13 janvier 1999, un dispositif provisoire de gestion volumétrique des prélèvements d'irrigation a été mis en place. Ce dispositif gère la répartition dans la limite de l'enveloppe globale fixée à 450 millions de m³ prélevable par an en nappe haute d'un volume individuel de référence pour chacun des 3300 irrigants.

Parallèlement, la nappe de Beauce est classée en Zone de répartition des eaux (ZRE). Une demande d'autorisation de prélèvement dans la zone de répartition des eaux est désormais nécessaire dès le seuil de 8 m³/h.

L'aquifère de Champigny, l'un des plus exploités Île-de-France, est de type calcaire dominant, fissuré, avec de nombreux phénomènes karstiques. La couche imperméable de marnes supra gypseuses et de marnes vertes qui l'isole sur les plateaux, disparaît dans les vallées et sur certains coteaux, lui conférant ainsi, en certaines zones, une vulnérabilité naturelle.

Les relations entre nappe et rivière sont caractérisées par des zones de pertes dans des vallées et des zones d'alimentation de la rivière par la nappe généralement en aval. Ces pertes sont la cause d'une importante vulnérabilité de la nappe.



La **nappe de l'Eocène inférieur et moyen** comprend plusieurs entités aquifères, séparées par des intercalations semi-perméables : les Sables de Bracheux, les Sables du Soissonais, les Sables de Cuise et les Calcaires grossiers, souvent regroupés sous le vocable de "nappe du Soissonais".

A l'exception des régions encore influencées par les exploitations, la surface piézométrique suit la surface topographique et elle est drainée par les rivières, notamment la Seine entre Melun et Paris. La direction générale des eaux souterraines est de direction est-ouest.

Les eaux souterraines sont captées depuis le XVIII^{ème} siècle et cette nappe a été longtemps surexploitée, surtout dans les zones de Paris et de Saint-Denis, ce qui a engendré un vaste cône de dépression jusqu'à 25 m de profondeur. Aujourd'hui, l'exploitation a fortement diminué et la nappe est remontée de plus que 10 m. Elle continue à remonter.

1.2 - Des espaces agricoles et naturels qui singularisent ce territoire

Des paysages variés

Le Val d'Essonne présente un cadre de vie naturel varié alternant paysages de vallées, de plateaux, de coteaux boisés et de forêts. L'ensemble est traversé par les **vallées de l'Essonne et de la Juine** dans lesquelles s'est implantée une majorité de la population.

Ce territoire possède un capital paysager fort par la présence de ces vallées qui sont un atout en terme économique, touristique et culturel. Ces vallées induisent une topographie accidentée : plateau, coteau et fond de vallée se côtoient.

Deux autres identités paysagères bordent la vallée :

- le **plateau de Vert-le-Grand** au Nord,
- et le **plateau Sud** avec la Beauce, plutôt ouvert.

Ces plateaux développent une identité rurale, notamment au Sud (proximité de la Beauce).

De ce contraste, une complémentarité est à trouver en terme de reconnaissance identitaire commune au Val d'Essonne.

Des **paysages variés** coexistent donc dans un espace restreint. **D'importants boisements au Sud** principalement et **une agriculture de plateau** sont les éléments paysagers les plus caractéristiques du Val d'Essonne.



Coteaux boisés et grandes cultures (Baulne)



Ru à Cerny



Vallée de l'Essonne depuis Baulne



Forêt des Grands Avaux à Beauvais

L'occupation des sols

En 1999, les espaces urbains construits et non construits représentent 17 % sur le territoire de la CCVE alors que les espaces ruraux représentent aux alentours de 82 %.

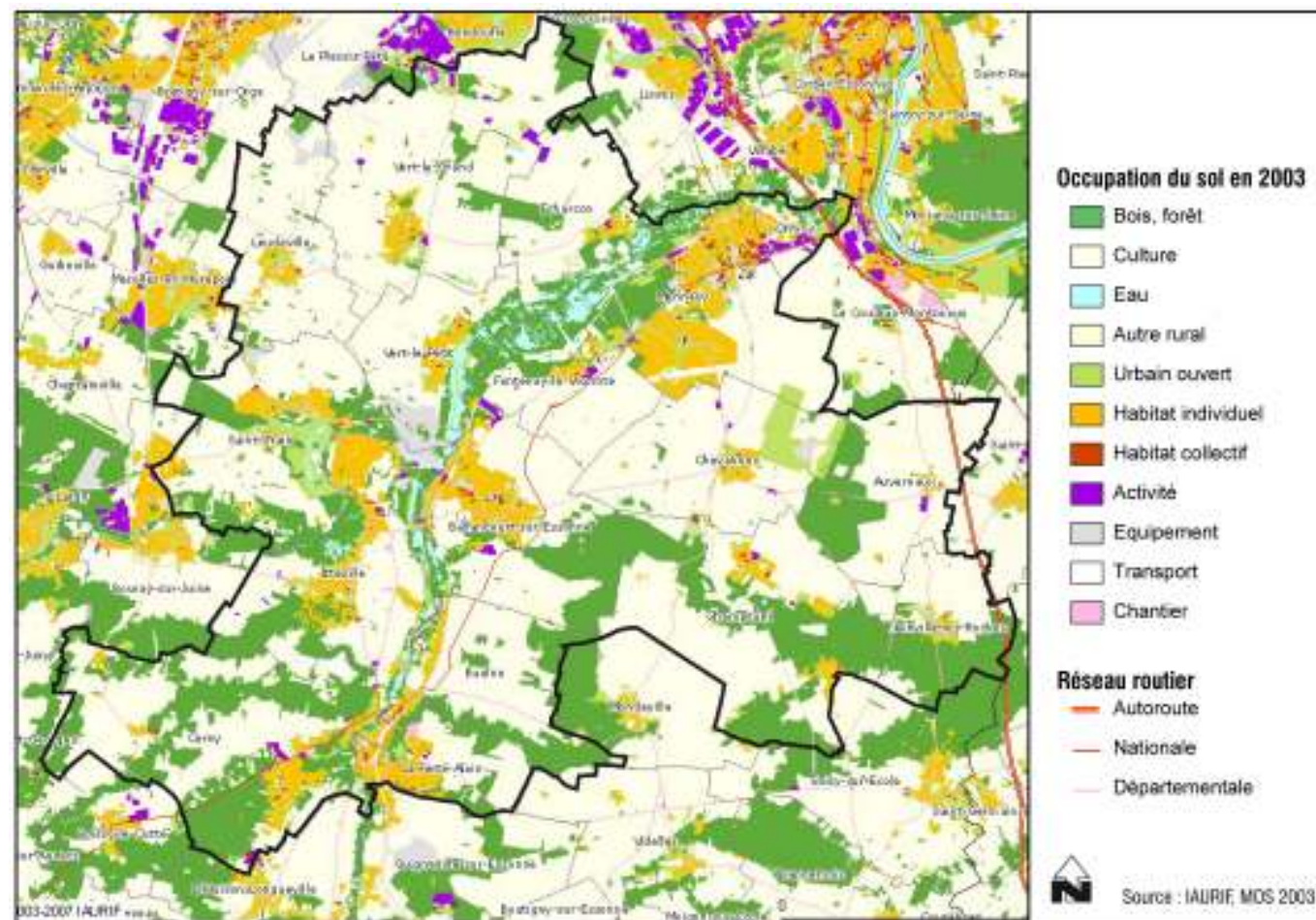
L'évolution des espaces urbains entre 1990 et 1999 a été relativement soutenue : + 19,3% (+ 8,1% à l'échelle régionale).

En effet, le phénomène de périurbanisation, généralisé dans les années 80, s'est poursuivi sous la forme d'un développement résidentiel dans la vallée et sur les plateaux. Les villages ont ainsi accueilli de nouveaux lotissements sans toujours pouvoir répondre à l'ensemble des besoins en matière d'équipements et de services émanant de populations nouvelles d'origine urbaine.

Toutefois, les surfaces vouées à l'agriculture dominant et les cultures représentent 52 % de la superficie totale de la CCVE (8 353 hectares).

L'IAURIF (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Île-de-France) met à disposition une version du MOS (Mode d'Occupation des Sols) de 2003 (cf. carte ci-contre). Toutefois, les données par commune ne sont pas disponibles pour 2003. C'est pourquoi les données de 1999 par commune sont prises en considération pour l'état initial du SCoT de la CCVE.

Occupation du sol de la CCVE



(Source : IAURIF, MOS 2003)

Une couverture boisée diversifiée

Outre le relief, la répartition des boisements concourt également à renforcer une structure étagée du paysage.

Les ensembles boisés couvrent les sols les plus difficiles à mettre en valeur en raison de leur piètre qualité agronomique ou de la configuration du relief.

Les boisements séculaires à vocation d'exploitation forestière sont rares :

- le bois des Montils (domaine privé) à l'Est du périmètre partagé par trois communes Champcueil, Auvernaux et Chevannes,
- le massif des Grands-Avaux propriété départementale (182 ha),
- le bois de la Coudraye (39 ha) propriété de l'Assistance Publique.

Ces deux derniers boisements sont gérés par l'Office National des Forêts.

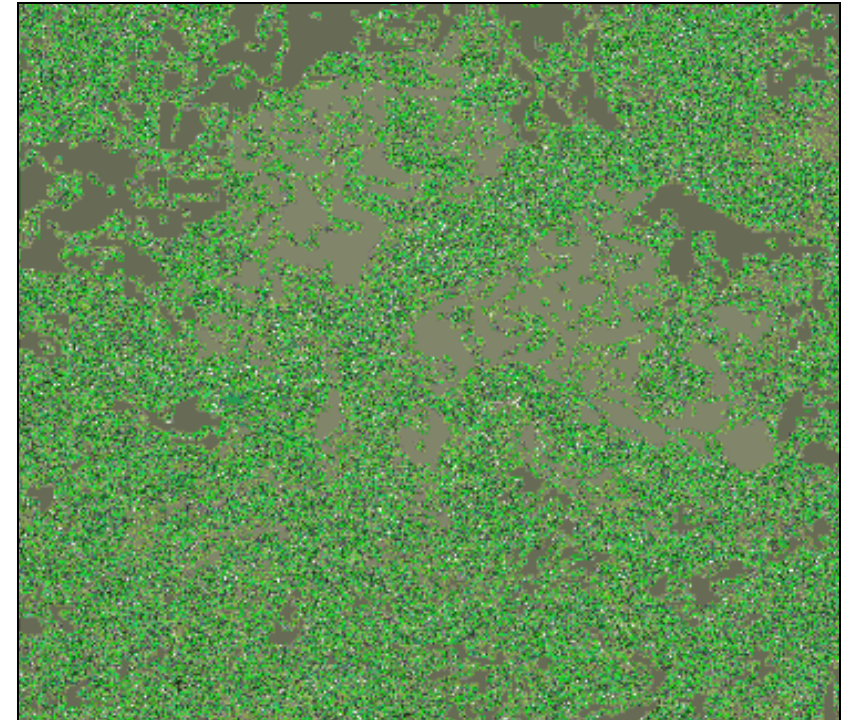
Les remises constituent des reliquats de l'économie paysanne. Ces petites parcelles boisées sont présentes sur l'ensemble du territoire du SCoT. Il s'agit de boisements en "timbre-poste" intégrés au système hydraulique agricole ayant vocation de drainage et de réserve en bois d'œuvre et de chauffage.

L'agriculture des plateaux exclut totalement la trame bocagère des haies qui présente ipso facto une grande ouverture du paysage. Ce paysage représente une respiration appréciable en contrepoint des espaces urbanisés complexes et fragmentés.

Les lits majeurs de la vallée de l'Essonne et de la Juine sont presque entièrement revêtus d'un manteau de boisements récents. Ceux-ci ont connu un fort développement depuis les années 1940 en raison de l'abandon des prairies marécageuses pâturées de fond de vallée. Ces aulnaies ou peupleraies spontanées de végétation hydrophile représentent une richesse en terme de biodiversité avec une faune et une flore spécifique. Les boisements artificiels, sous forme de peupleraie, ne recèlent pas cette biodiversité.

Les coteaux et les buttes impropres à la culture se boisent spontanément d'essences endémiques (chênes, charmes...). Ces forêts spontanées qui ne sont généralement pas exploitées pour leur bois donnent au relief une grande lisibilité. Ce type de formation concerne essentiellement les plateaux supérieurs dont les coteaux sont particulièrement accentués (butte d'Itteville et d'Orgemont et le plateau de Mondeville). Leur continuité dans le paysage en fait de véritables couloirs écologiques qui traversent le territoire sur sa frange Sud. Ils constituent aussi parfois des lieux récréatifs pittoresques (forêt départementale des Grands Avaux). Les coteaux des vallées de la Juine et de l'Essonne ne sont concernés que de façon discontinue par les boisements en raison de leurs pentes plus douces et leurs attractivités pour l'urbanisation. Sur le plateau agricole très ouvert, les boisements sommitaux des buttes (butte de Montaubert, de Braseux, d'Echarcon et les Monts de Filon, Mont de Durand) figurent des repères arborés dans un paysage ouvert.

Le couvert végétal du Val d'Essonne



Source : Agence OCTA



1.3 - Une occupation urbaine diffuse

Le territoire communautaire possède des permanences très fortes : Il s'agit de ces structures naturelles très lisibles plateau, coteaux et vallée. Sur ce socle, l'agriculture et les boisements, les routes et chemins n'ont pratiquement pas évolué dans leurs répartitions ou leurs tracés depuis le XIX^{ème} siècle.

Les grands équipements (aérodrome, stations d'épuration, hôpital, zones d'activités...) sont présents depuis les années 1950.

La dynamique qui fait basculer le paysage est essentiellement résidentielle. Les extensions sont créées sur le modèle du lotissement : pavillon centré sur une parcelle de dimension réduite, voirie de desserte à usage uniquement interne à l'opération. Ce modèle de développement concerne aujourd'hui l'ensemble des communes.

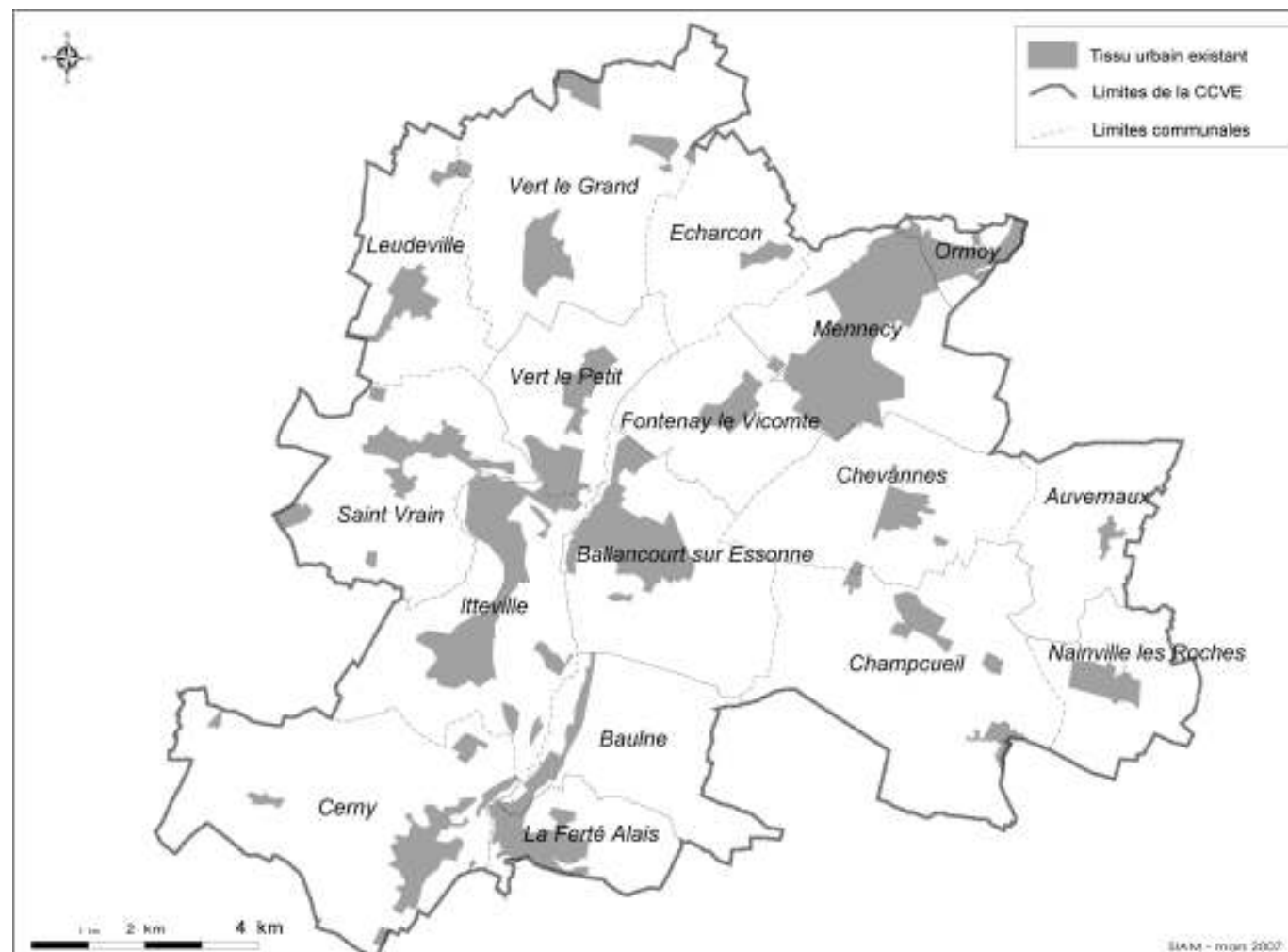
Le territoire communautaire n'est ni dominé ni fédéré par une ville centre, il s'agit d'un réseau de villes et village vertébré par une urbanisation plus dense et presque continue le long des vallées (Mennecy, Ballancourt, la Ferté-Alais), en lien direct avec les sites d'implantation.

L'évolution des espaces urbains entre 1990 et 1999 a été relativement soutenue : + 19,3% (+ 8,1% à l'échelle régionale).

Le phénomène de périurbanisation, généralisé dans les années 80, s'est poursuivi sous la forme d'un développement résidentiel dans la vallée et sur les plateaux.

Les villages ont accueilli de nouveaux lotissements sans toujours pouvoir répondre à l'ensemble des besoins en matière d'équipements et de services émanant de populations nouvelles d'origine urbaine.

Le tissu urbain existant du Val d'Essonne



Les typologies urbaines : villages de plateaux, de vallées ou de coteaux

L'étude paysagère menée dans le cadre de l'élaboration du SCoT par l'agence OCTA distingue trois types d'implantation des villages :

Les villages de plateau

Les villages de plateaux (Auvernaux, Champcueil, Leudeville, Ballancourt-sur-Essonne, Chevannes, Vert-le-Grand et Nainville-les-Roches) se trouvent dans des paysages agricoles ouverts et ponctuent régulièrement le territoire (de 3 à 4 km en moyenne entre chaque village) à la croisée des chemins. Leur évolution récente tend à diminuer leurs caractéristiques principales (caractère unitaire et ramassé le long des principales routes et chemins).

Les villages de bord de coteaux

Les villages de bord de coteaux (Vert-le-Petit, Echarcon, Fontenay-le-Vicomte, Mennecy, Saint-Vrain et Beauvais commune de Champcueil) sont souvent allongés le long de voies de communication. Ils se positionnent en corniche le long des vallons secondaires des vallées de l'Essonne et de la Juine. L'urbanisation récente s'effectue principalement sur les plateaux.

Les villages de fond de vallées

Les villages de fond de vallées (Cerny, La-Ferté-Alais, Ormoy, Baulne, Boigny et Itteville) se sont tous développés de façon allongée en bord de coteaux et en léger surplomb des rivières (Essonne et Juine). Leur extension récente s'oriente vers les coteaux, dont certains sont urbanisés (Ormoy, Itteville).



Source : Agence OCTA

Le réseau routier

Le Val d'Essonne n'est pas concerné par les grandes liaisons inter-régionales qui rayonnent depuis Paris : seule l'extrémité Est du territoire est détachée de la commune d'Auversaux par le franchissement de l'autoroute du Soleil (l'A6).

Le réseau primaire assurant la desserte du périmètre communautaire s'appuie sur l'Essonne du Nord au Sud pour diriger les flux : la N 191. Il s'agit d'une voie rapide (avec des tronçons très routiers) et d'une voie de desserte locale avec de nombreux points d'échanges et des traversées de villes et villages.

Sur le plateau, les routes relient les villages équidistants grâce à un maillage étoilé.

Les voiries tertiaires sont nettement plus complexes dans leurs dessins. Les plus anciennes correspondent à des chemins agricoles de traverse. Les plus récentes concernent essentiellement la desserte de quartiers urbanisés récemment, surchargeant les voiries déjà existantes pour les parcours inter-quartiers ou inter-urbains.



RD 948, porte d'Auversaux

Les chemins de randonnées Gr11 et Gr11c valorisent avec justesse les parcours sur les continuités naturelles majeures, à savoir la vallée de l'Essonne et de la Juine ainsi que les coteaux boisés du plateau de Mondeville.

Les réseaux à haute tension marquent fortement le paysage à partir du transformateur de Saint-Vrain. Il engendre des couloirs inconstructibles à l'habitat résidentiel à proximité des bourgs de Vert-le-Grand, Fontenay-le-Vicomte.

L'Aqueduc de la Vanne et du Loing représente un patrimoine majeur encore utilisé et entretenu. Il traverse le territoire du Nord au Sud.



Aqueduc de la Vanne et du Loing

Le réseau pédestre, équestre et cycliste balisé

Plan Départemental des Itinéraires de Randonnée (PDIPR)

La carte suivante présente les itinéraires de randonnée actuellement empruntables sur le département de l'Essonne.

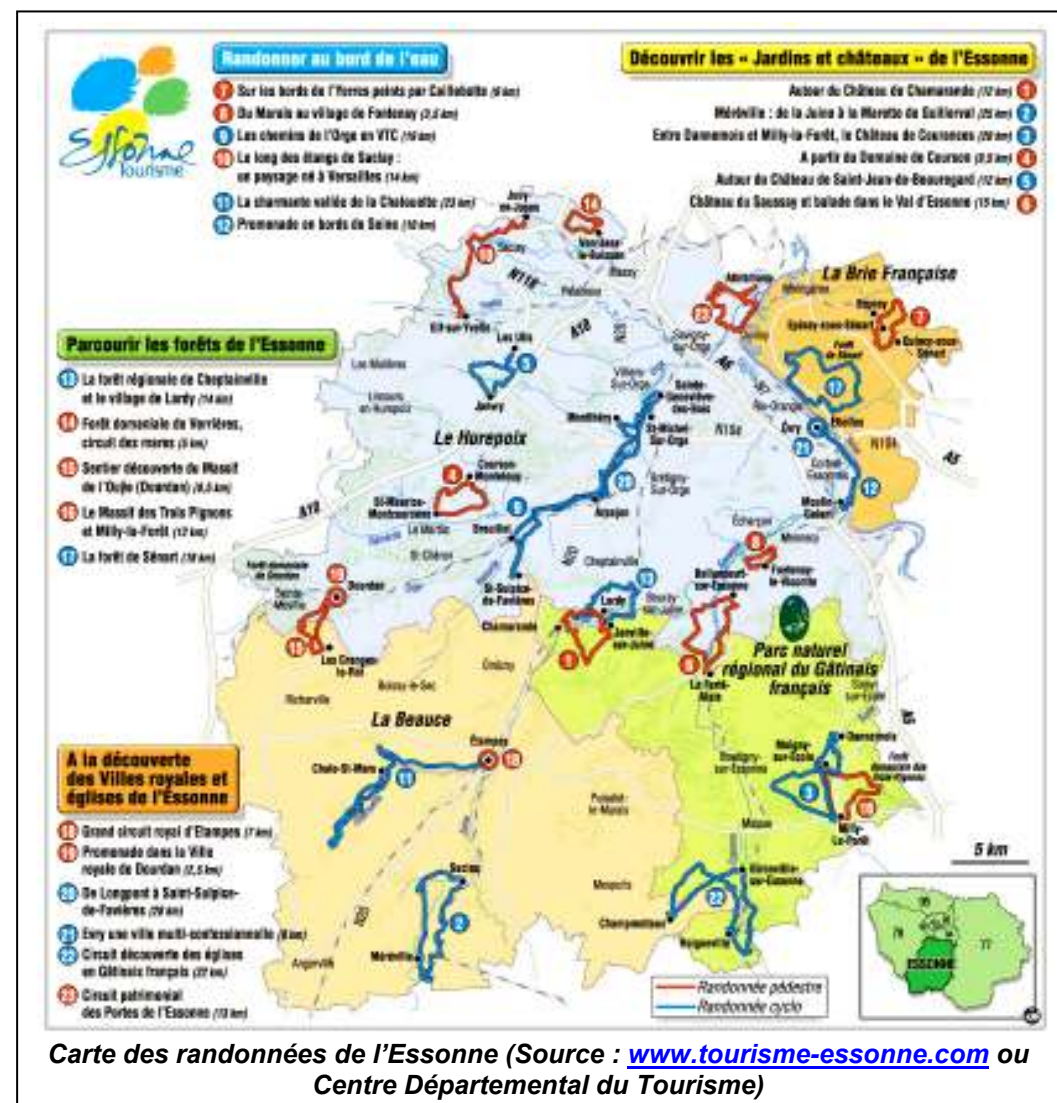
Seules les boucles n°6 « Château du Saussay et balade dans le Val d'Essonne » et n°8 « Du Marais au sillage de Fontenay » sont localisées au moins en partie sur le territoire de la CCVE.

Par ailleurs, pour encourager la pratique de la randonnée en Essonne, le département s'est doté d'un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR). Il s'agit d'un document regroupant l'ensemble des circuits de randonnée pédestre et équestre traversant le département, dont l'ouverture au public est garantie dans le temps, et formant un maillage continu. Les chemins se trouvent ainsi juridiquement protégés assurant la continuité des itinéraires : les communes souhaitant la suppression ou la modification de chemins ruraux existants doivent en proposer d'autres en substitution.

Le **Schéma Directeur Départemental des Circulations Douces** préconise 6 itinéraires différents concernant directement le territoire de la CCVE, à savoir :

- l'itinéraire n°10 de Corbeil-Essonne à Ballancourt-sur-Essonne via Ormoy, Mennecy et Fontenay-le-Vicomte,
- l'itinéraire n°11 de La Ferté-Alais à Ballancourt-sur-Essonne via Baulne et Itteville,
- l'itinéraire n°12 Évry à Ballancourt-sur-Essonne,
- l'itinéraire n°13 de Corbeil-Essonne à Ballancourt-sur-Essonne via Echarcon,
- l'itinéraire n°14 de Mennecy à Milly-la-Forêt via Chevannes et Champcueil,
- l'itinéraire n°16 d'Étréchy à Ballancourt-sur-Essonne via Saint-Vrain et Vert-le-Petit.

D'autre part, deux itinéraires ayant pour origine La Ferté-Alais en direction du sud du département, concernent partiellement le territoire : l'itinéraire n°28 vers Maisse et l'itinéraire n°29 vers Étampes



1.4 - Des espaces naturels sensibles protégés

Le territoire communautaire fait l'objet de nombreuses mesures de protection liées à son patrimoine naturel (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique, sites classés et inscrits, Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux, sites Natura 2000...) qui consacrent notamment l'intérêt et la richesse naturelle des vallées de l'Essonne et de la Juine.

A ces mesures réglementaires s'ajoute la politique du Conseil Général sur les Espace Naturels Sensible (ENS) qui a pour objet de préserver la qualité des sites : elle concerne la forêt Départementale des Grands Avaux (182 hectares), les marais des basses vallées de l'Essonne et de la Juine (800 hectares) et la Justice à La Ferté-Alais (10 hectares). Cette politique de protection est renforcée dans le cadre du Schéma de réhabilitation et de valorisation des marais des basses vallées de l'Essonne et de la Juine 2001-2010.

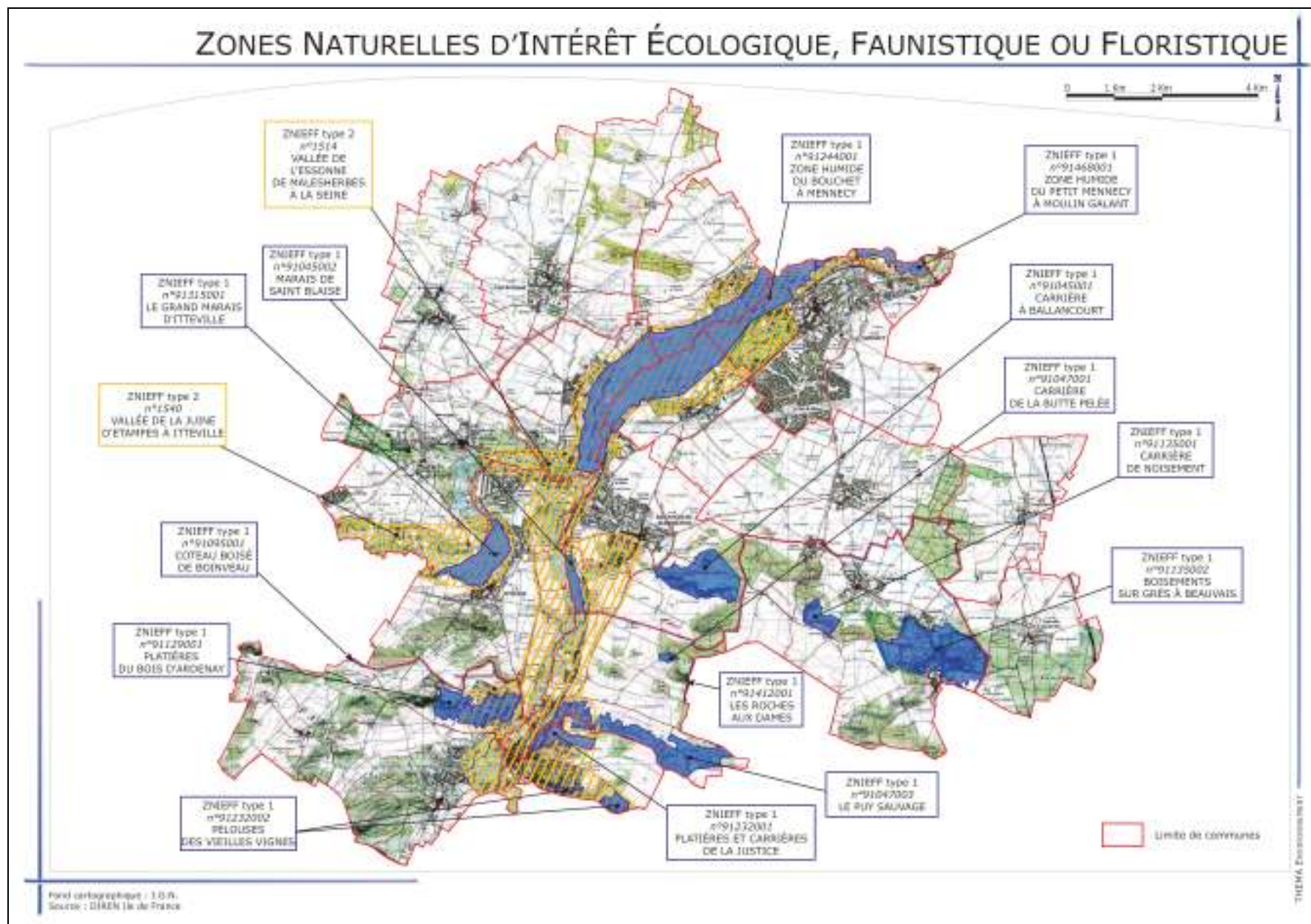
Les ZNIEFF

16 ZNIEFF sont recensées sur le territoire de la CCVE.

On notera que seules les communes d'Auvernaux, Chevannes, Leudeville, Nainville-les-Roches et Vert-le-Grand ne sont concernées par aucun inventaire de porter à connaissance.

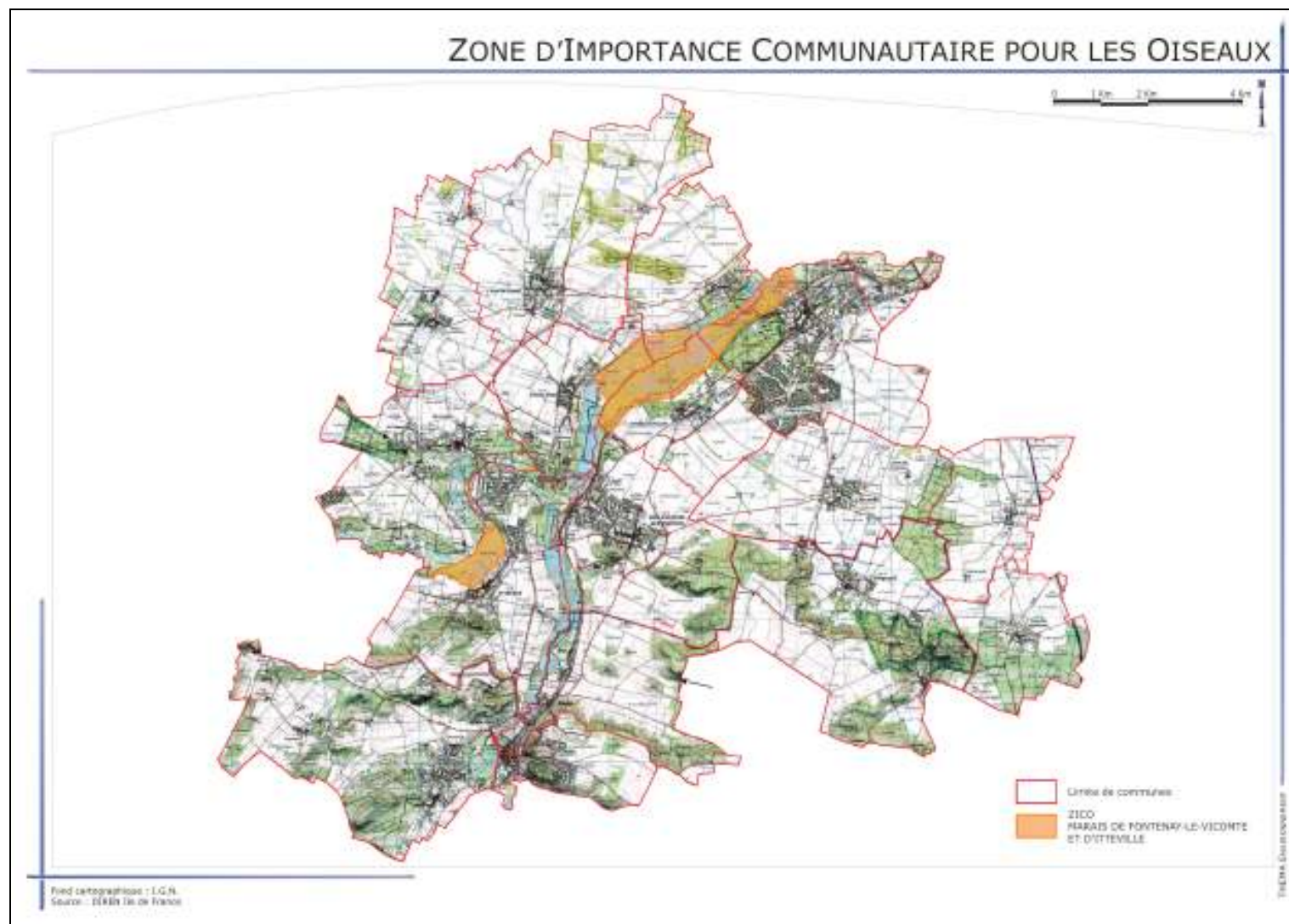
Type	N°	Nom du site	Communes concernées
ZNIEFF I	91047001	Carrière de la Butte pelée	Baulne
ZNIEFF I	91047003	Le Puy sauvage	Baulne
ZNIEFF I	91412001	Les Roches aux Dames	Baulne
ZNIEFF I	91232001	Platières et carrières de la Justice	Baulne
			La Ferté-Alais
ZNIEFF I	91045001	Carrière à Ballancourt	Ballancourt-sur-Essonne
ZNIEFF I	91045002	Marais de Saint Blaise	Ballancourt-sur-Essonne

Type	N°	Nom du site	Communes concernées
ZNIEFF I	91244001	Zone humide d'Echarcon du Bouchet à Mennecy	Ballancourt-sur-Essonne
			Echarcon
			Fontenay-le-Vicomte
			Mennecy
			Vert-le-Petit
ZNIEFF I	91095001	Coteau boisé de Boinveau	Cerny
ZNIEFF I	91129001	Platières du Bois d'Ardenay	Cerny
ZNIEFF I	91135001	Carrière de Noisement	Champcueil
ZNIEFF I	91135002	Boisement sur grès à Beauvais	Champcueil
ZNIEFF I	91315001	Grand marais d'Itteville	Itteville
ZNIEFF I	91232002	Pelouses des Vieilles Vignes	La Ferté-Alais
ZNIEFF I	91468001	Zone humide du petit Mennecy à Moulin Galant	Ormoy
ZNIEFF II	1514	Vallée de l'Essonne de Malesherbes à la Seine	Baulne
			Ballancourt-sur-Essonne
			Cerny
			Echarcon
			Fontenay-le-Vicomte
			Itteville
			La Ferté-Alais
			Mennecy
			Ormoy
			Saint-Vrain
			Vert-le-Petit
ZNIEFF II	1540	Vallée de la Juine Étampes à Itteville	Itteville
			Saint-Vrain
			Vert-le-Petit



Les ZICO

Les ZICO (Zones d'Importance pour la Conservation des Oiseaux) sont des zones sans protection réglementaire définies sur des secteurs riches d'un point de vue avifaunistique³. Une seule ZICO est présente sur le territoire de la CCVE : Marais de Fontenay-le-Vicomte et d'Itteville (cf. carte en page suivante).



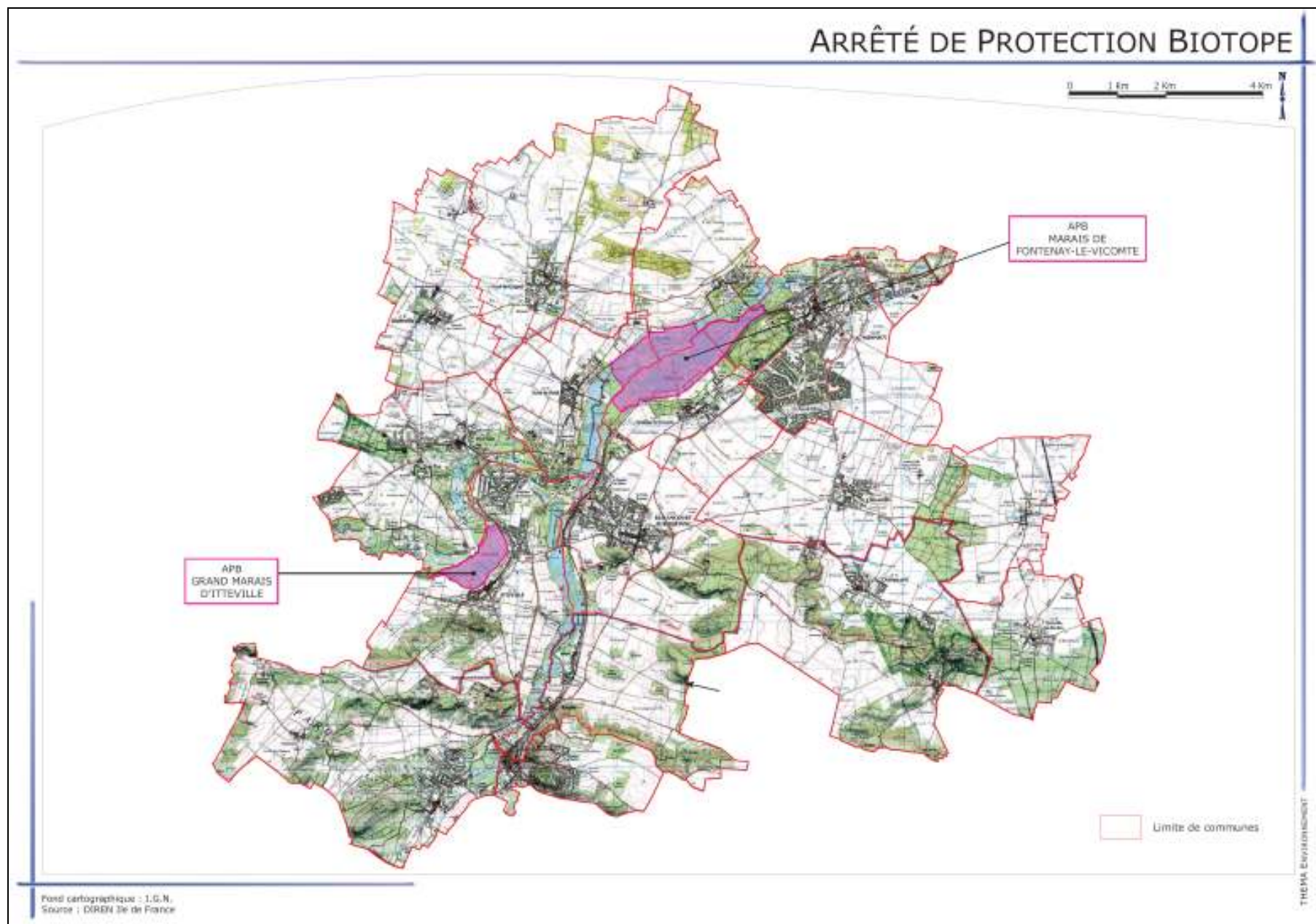
³ Relatif aux oiseaux.

Les zones protégées

LES ARRETES DE BIOTOPE

Deux arrêtés de protection de biotope sont présents sur le territoire de la CCVE : Marais de Fontenay-le-Vicomte et Le Grand Marais d'Itteville.

Nom	Date de l'arrêté	Commune concernée	Superficie dans la commune (ha)	Milieux concernés	Objet de la protection
Marais de Fontenay-le-Vicomte	19/09/1994	Echarcon	50,28	Étangs, boisements tourbeux	Avifaune (Butor blongios) et flore (Fougère des marais, Peucedan des marais)
		Fontenay-le-Vicomte	150,47		
		Mennecy	43,30		
		Vert-le-Petit	51,32		
Le Grand Marais d'Itteville	05/09/1989	Itteville	80	Étangs, marais, boisements humides	Avifaune (Butor blongios) et flore (Grande douve)
		Saint-Vrain	0,92		



LES NATURA 2000

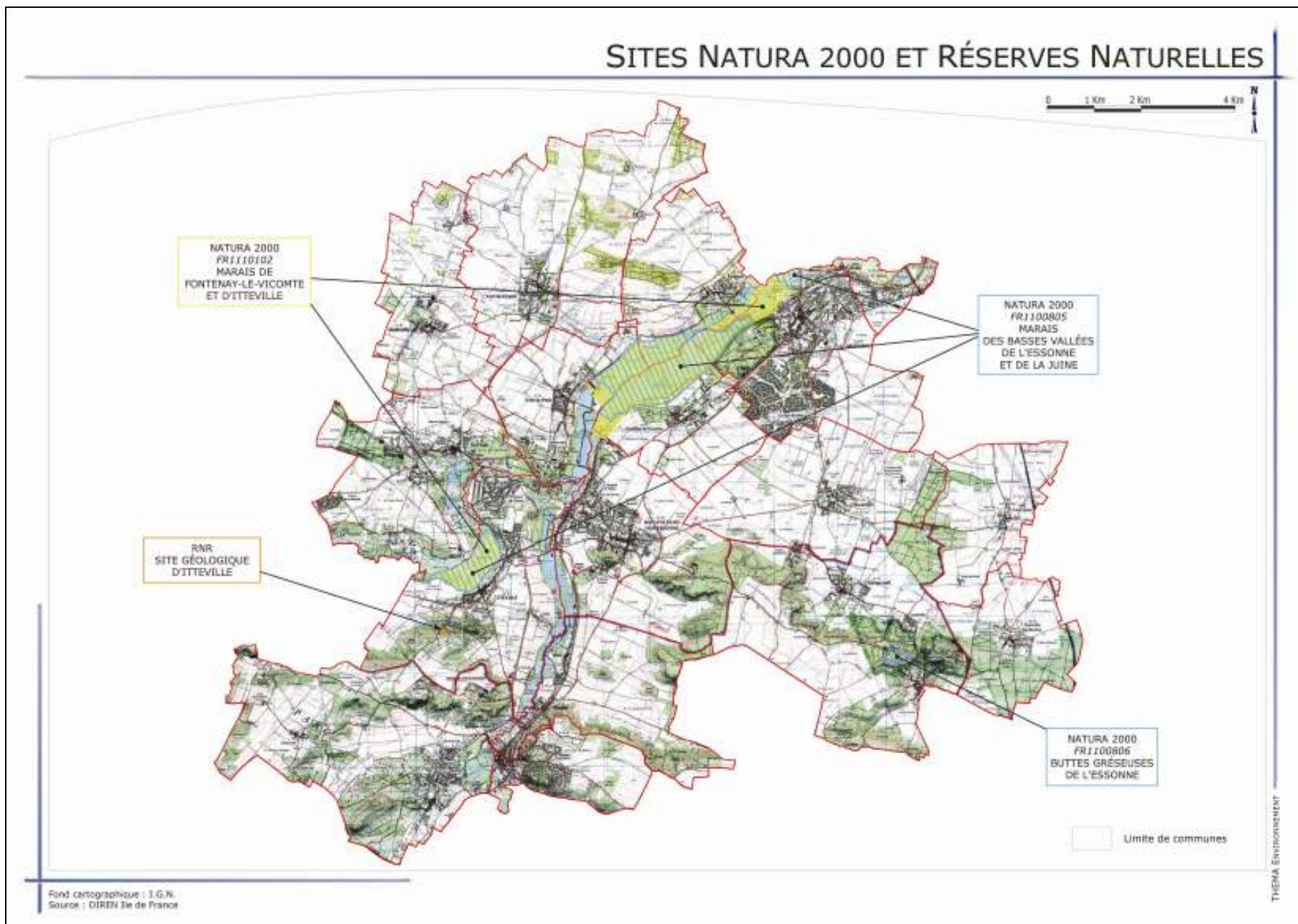
Les sites Natura 2000 présents sur le territoire de la CCVE sont les suivants : Marais de Fontenay-le-Vicomte et d'Itteville (Zone de Protection Spéciale « ZPS »), Marais des basses vallées de l'Essonne et de la Juine (proposition Site d'Intérêt Communautaire « pSIC »).

Type	Numéro	Intitulé	Date de l'arrêté	Commune	Superficie dans la commune (ha)	Superficie totale (ha)
ZPS	FR1110102	Marais de Fontenay-le-Vicomte et d'Itteville	23/12/2003	Ballancourt-sur-Essonne	0,15	522 ha
				Echarcon	70,44	
				Fontenay-le-Vicomte	172,39	
				Itteville	78,41	
				Mennecy	94,30	
				Saint-Vrain	1,94	
				Vert-le-Petit	71,68	
pSIC	FR1100806	Buttes gréseuses de l'Essonne	/	Champcueil	24,58	25 ha
pSIC	FR1100805	Marais des basses vallées de l'Essonne et de la Juine	/	Echarcon	49,18	397 ha
				Fontenay-le-Vicomte	154,18	
				Itteville	78,41	
				Mennecy	55,36	
				Saint-Vrain	1,93	
				Vert-le-Petit	56,42	

RESERVE NATURELLE

Le territoire de la CCVE n'englobe qu'une seule réserve naturelle : il s'agit d'une réserve naturelle régionale (anciennement réserve naturelle volontaire) localisée sur la commune d'Itteville : Réserve naturelle régionale d'Itteville (site géologique)

Cette ancienne carrière recèle une faune fossilifère de vertébrés terrestres de l'étage Stampien tout à fait remarquable qui se situe dans la partie supérieure des sables. Ce site d'Itteville est actuellement le plus fidèle témoin du niveau géologique de la Ferté-Alais. La faune fossile est constituée de grands mammifères (carnivores, cervidés...) et de micro-mammifères (rongeurs, insectivores) ce qui permet un excellent repérage dans l'échelle biostratigraphique continentale.



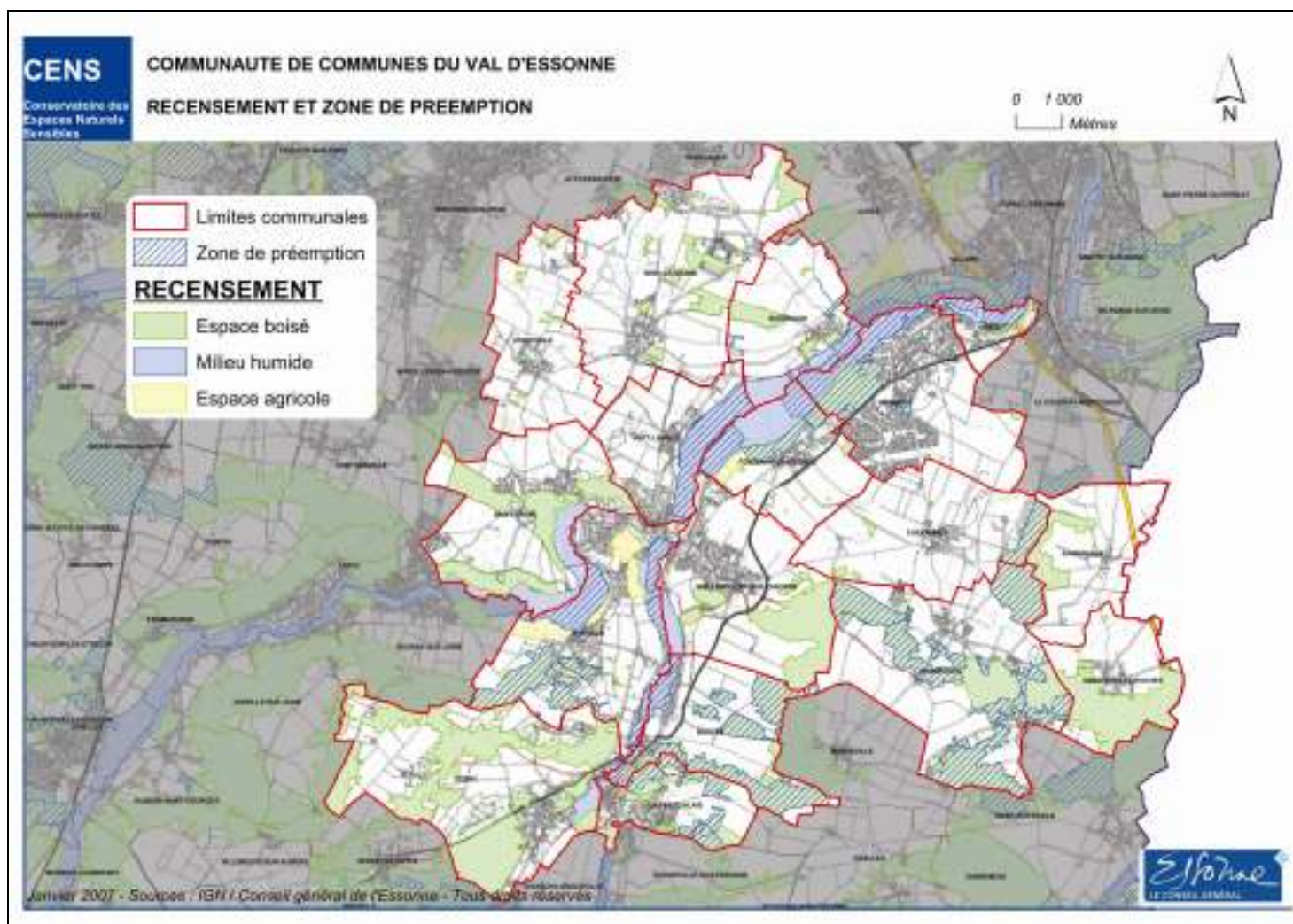
LES ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS)

Trois sites d'intervention du Conseil Général au titre des E.N.S. sont recensés au sein du territoire de la CCVE : Forêt départementale des Grands Avaux (182 hectares), Marais des Basses vallées de l'Essonne et de la Juine (800 hectares) et « La Justice » (La Ferté-Alais) (10 hectares).

Les marais des Basses vallées de l'Essonne et de la Juine font l'objet d'un schéma de réhabilitation et de mise en valeur sur la période 2000-2010. Ce document, adopté par les communes concernées et l'assemblée départementale, constitue un projet de territoire ayant vocation à concilier préservation et valorisation des espaces naturels.

Dans ce cadre, le département a acquis 350 hectares de terrains. Une convention de gestion a par ailleurs été passée entre le département et la commune d'Itteville pour l'aménagement de la gestion de son marais. Les marais de Misery (88 hectares), Fontenay (86 hectares) et la Grande Île (12 hectares), sont quant à eux aménagés et ouverts au public. Une boucle de randonnée (« Boucle des Marais » de 45 km) a été balisée dans le fond de la vallée et permet aux randonneurs de découvrir les espaces naturels et paysages du secteur.

La politique départementale concernant notamment les marais vise à préserver et à mettre en valeur ces espaces en permettant aux Essonniens d'y accéder et de se les réapproprier.



Source : Conseil Général de l'Essonne, janvier 2007

RESERVE DE BIOSPHERE

Le territoire la CCVE est concerné par la réserve de biosphère du Pays de Fontainebleau et du Gâtinais français : Réserve de Biosphère du Pays de Fontainebleau et du Gâtinais français



Localisation de la réserve de biosphère

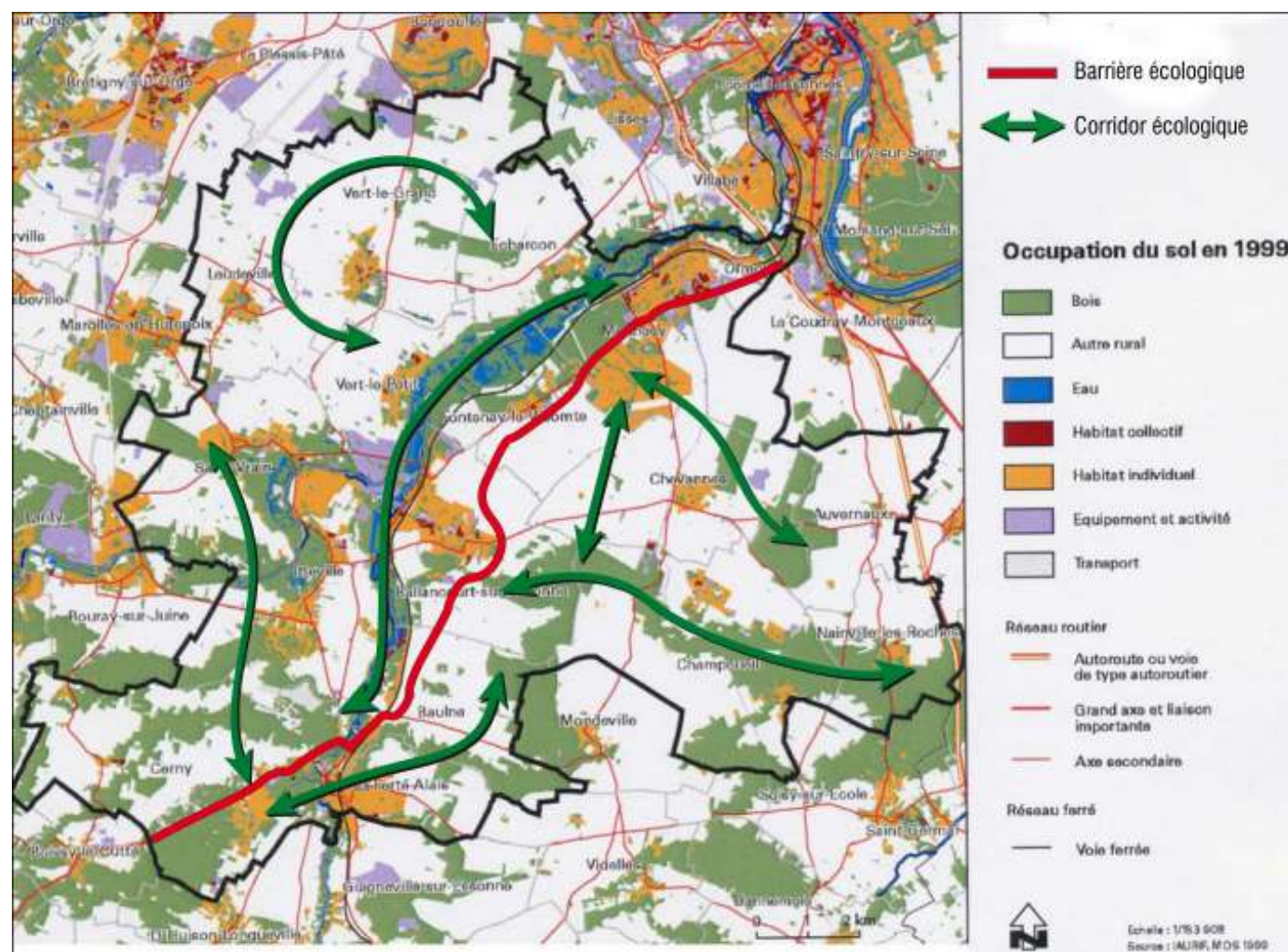
LES CORRIDORS BIOLOGIQUES

Un certain nombre de corridors biologiques existent sur le territoire de la CCVE. Ces corridors naturels sont essentiels au maintien d'une diversité faunistique et floristique et plus largement à l'échelle du département de l'Essonne et de la région Île-de-France

Les corridors naturels à préserver ou à conforter correspondent principalement aux déplacements au niveau des vallées de l'Essonne et de la Juine mais aussi aux liaisons entre les différents massifs boisés localisés principalement au sud du territoire. Il est également à noter que les territoires agricoles ouverts constituent, lorsqu'ils sont connectés à d'autres entités écologiques telles les boisements, des continuités naturelles de transit pour la faune.

Par ailleurs, on note que le territoire de la CCVE est marqué par la présence de barrières fortes qui empêchent certains échanges écologiques et/ou biologiques. On citera notamment la RN 191 ainsi que la voie ferrée, orientée selon un axe nord-sud, qui constituent les barrières les plus importantes à l'échelle du territoire.

Corridors écologiques sur le territoire de la CCVE



PERIMETRE REGIONAL D'INTERVENTION FONCIERE (PRIF)

Sur le territoire du SCoT, les PRIF créés sont : Forêt régionale de Saint-Vrain (181 hectares acquis depuis 1981).

LES SITES INSCRITS ET LES SITES CLASSES

Les sites classés et inscrits présents sur le territoire de la CCVE sont les suivants:

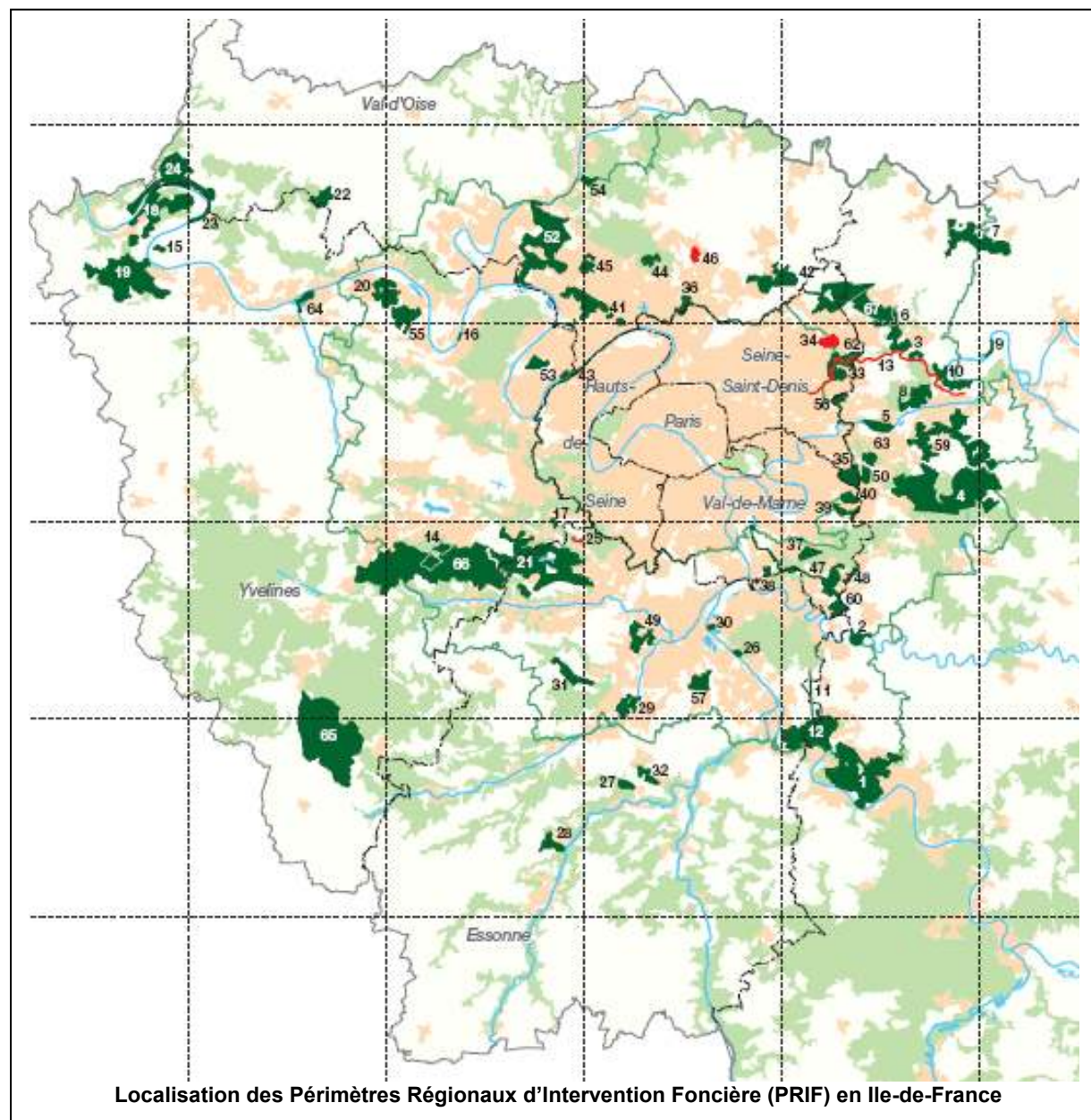
Site classé :

Les communes de Cerny, d'Itteville et de Saint-Vrain sont concernées par le site classé de la Vallée de la Juine et ses abords entre Morigny-Champigny et Saint-Vrain (décret du 18 juillet 2003).

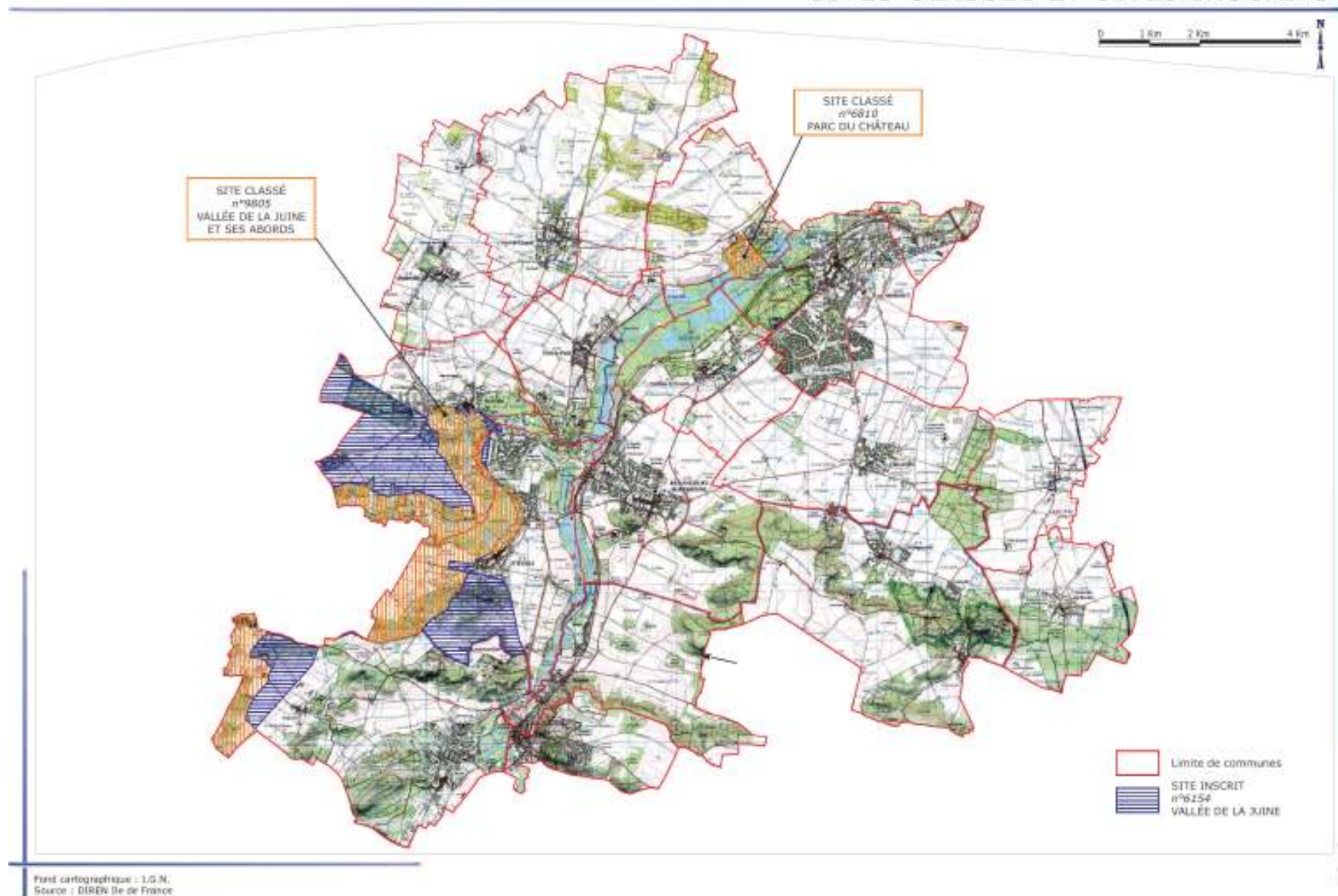
La commune d'Echarcon est concernée par le site du parc du Château d'Echarcon, classé par arrêté du 18 mai 1976. Cette protection concerne 32,62 hectares sur la commune.

Site inscrit :

Les communes de Cerny, d'Itteville et de Saint-Vrain sont concernées par l'inscription du site de la vallée de la Juine (arrêté du 25/10/1974).



SITES CLASSÉS ET SITES INSCRITS



1.5 - Le patrimoine culturel

Un héritage conséquent présentant un intérêt touristique

LES MONUMENTS HISTORIQUES

Douze des 17 communes de la CCVE sont concernées par la présence d'un ou plusieurs monument(s) historique(s) :

Il s'agit en premier lieu d'éléments du patrimoine religieux (8 églises inscrites ou classées), dans une moindre mesure de châteaux aristocratiques et de leurs parcs (Echarcon et Ballancourt-sur-Essonne), et de façon marginale, de sites préhistoriques (Baulne).

Chacun de ces monuments inscrit ou classé au titre des monuments historiques est doté d'un périmètre de protection de 500 m.

Par ailleurs, il est à noter la présence de monuments historiques sur les communes jouxtant le territoire de la CCVE et dont le périmètre de protection concerne le SCoT : Bouray-sur-Juine (Grotte ornée au lieu-dit la Vallée Gommier, Église).

D'autre part, aucune Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) n'est présente sur le territoire de la CCVE.

DES RICHESSES ARCHEOLOGIQUES

La réunion des données collectées par les Directions des Antiquités Préhistoriques et Historiques Île-de-France a permis la réalisation d'une carte des potentialités archéologiques de l'Essonne dès 1984. Ce document provisoire puisque susceptible d'être modifié par adjonction de nouveaux sites reconnus ultérieurement fait d'ores et déjà état de la présence de sites archéologiques historiques et préhistoriques sur le territoire de la CCVE.

Cette carte ne reflète que très partiellement la réalité archéologique du territoire puisque la plupart des sites répertoriés à ce jour l'ont été fortuitement, souvent au cours de travaux.

LE PATRIMOINE ARCHITECTURAL LIE A L'EAU

L'Essonne et la Juine alimentent de nombreux plans d'eau artificiels et irriguent des zones humides.

La forte présence de l'eau explique la diversité d'un riche patrimoine architectural lié à l'eau sur le territoire du SCoT. Ces éléments architecturaux sont de qualité et sont souvent bien mis en valeur au coeur des bourgs et villages.

La présence de l'eau attire également un tourisme basé sur les activités de loisirs nautiques et la pêche. Certaines installations spontanées liées à ces activités touristiques perturbent la cohérence des lieux.

D'autres constructions légères et sauvages en bord de l'Essonne constituent un élément pittoresque de l'appropriation de l'Essonne par ses riverains (pêcheurs). Ce sont de petits cabanons aux matériaux bigarrés postés sur les rives immédiates de l'Essonne. Sans les détruire, une attention particulière peut être portée sur les matériaux utilisés. Il est également important d'éviter à terme d'obstruer visuellement et physiquement les rives de l'Essonne par l'implantation de ces cabanons.



Lavoir de La Ferté-Alais

Enfin, il faut noter que la commune de La Ferté-Alais accueille un site de stockage d'hydrocarbures.



2.2 - Les ressources minières

Le sous-sol du territoire de la CCVE recèle des gisements de sables localisés sur le plateau, notamment entre l'Essonne et la Seine et entre l'Orge et l'Essonne. Il s'agit principalement de sables et de grès ou encore de sablons pour le BTP.

En ce qui concerne l'exploitation des ressources du sous-sol, la réglementation en vigueur veille à assurer une prise en compte équitable de l'activité extractive et de la sauvegarde de la ressource en matériaux, tout en limitant les contraintes pour les tiers, l'environnement et le paysage.

Pour cela, le Schéma Départemental des Carrières constitue un outil prospectif d'aide à la décision en matière d'exploitation de la ressource des matériaux.

Dans le département de l'Essonne, le Schéma Départemental des Carrières a été approuvé par arrêté préfectoral du 24 novembre 2000. Il dresse un état des lieux en matière de production et d'utilisation de matériaux de carrière, cartographie les ressources et les intérêts propres au département et examine les impacts des carrières existantes ainsi que les orientations à privilégier en terme de réaménagement.

Le Schéma Départemental des Carrières prend en compte les différentes contraintes identifiées sur le territoire et établit la présence de trois types de zones :

- zone 1 : exploitation de carrière interdite ou autorisable après levée de la (ou des) contrainte(s) ;
- zone 2 : exploitation de carrière possible sous réserve d'étude relative aux contraintes ;
- autre espace, hors zones 1 et 2 : exploitation de carrière possible sous réserve du seul respect de la réglementation en vigueur.

Au regard du Schéma Départemental des Carrières, sur le territoire de la CCVE, les communes qui présentent le moins de contraintes à l'exploitation de carrières, c'est-à-dire qui ne comportent aucune zone de type 1, sont les communes d'Auvernoux et de Chevannes.

2.3 - Les eaux superficielles

LE CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE

L'eau est très présente sur le territoire de la CCVE au niveau des vallées humides et marécageuses de l'Essonne et de la Juine en raison des méandres liés à la faible pente des rivières. Ces vallées présentent de nombreuses mares et biefs hérités de l'exploitation de la tourbe et de la force motrice de l'eau par des moulins.

Sur les plateaux, l'eau n'est présente qu'au travers d'un réseau hydraulique agricole qui draine l'ensemble du territoire. Les vidanges, fossés à ciel ouvert, relient un chapelet de mares et de boisements « en timbre-poste » : les remises. Ces éléments requièrent une attention particulière car leur fonctionnement en réseau rend l'ensemble du système interdépendant. Outre leur utilité de drainage, ils possèdent un évident rôle écologique car ils épurent les eaux de ruissellement et représentent un habitat pour une faune et une flore spécifique bien qu'ils soient fragilisés par l'utilisation de la chimie dans l'agriculture.

Le territoire de la CCVE se situe à la limite de six bassins versants :

- Essonne amont,
- Essonne Aval,
- Juine,
- Ecole,
- Almont,
- Seine amont.

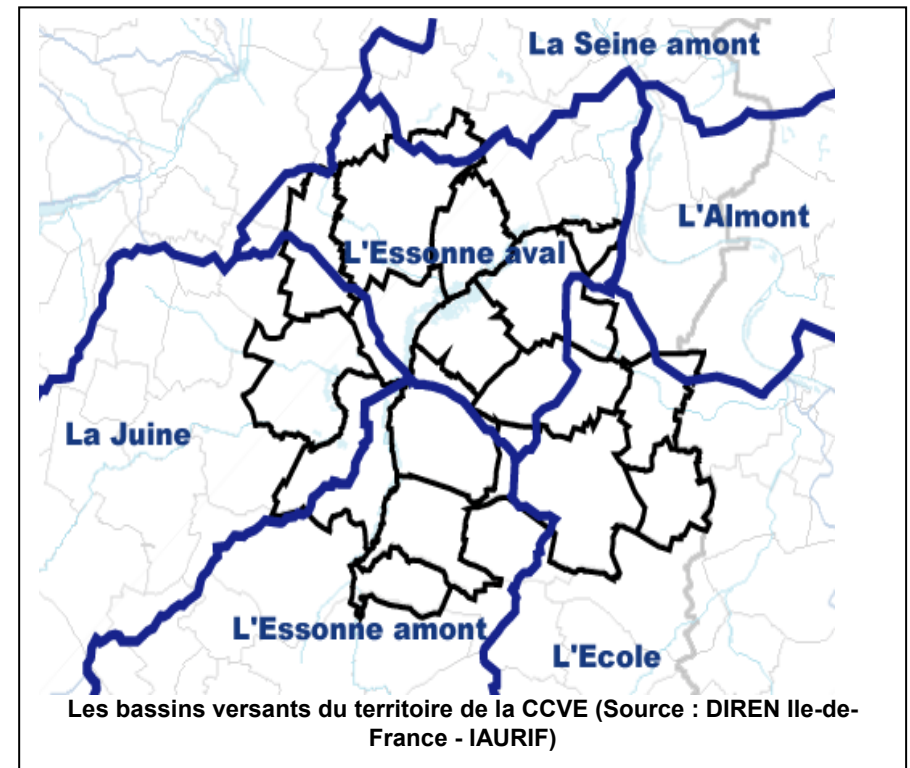
Le territoire de la CCVE est le lieu de confluence de la Juine et de l'Essonne.

La Juine, affluent de l'Essonne, suit un cours général sud-ouest/nord-est. Le talweg de la Juine, c'est-à-dire la ligne de fond de vallée, se situe à environ 65 mètres d'altitude tandis que des étangs constituent des zones humides dans les secteurs les plus bas.

La Juine est un cours d'eau profondément modelé et aménagé par l'homme qui y a multiplié bras et biefs du temps où les moulins fonctionnaient. L'homme a également exploité le fond de vallée, source d'alluvions propices au maraîchage.

L'Essonne est orientée selon un axe nord/sud, son talweg est à 50 mètres d'altitude. La présence du cours d'eau crée également des zones humides liées à l'existence de nombreux plans d'eau et étangs.

Les zones humides jouent un rôle essentiel dans la gestion naturelle des phénomènes hydrologiques (écrêtement des crues, maintien des débits d'étiage, assainissement) ; elles améliorent la qualité des eaux en agissant par filtration et décantation et elles sont source de diversité biologique.



QUALITE DES EAUX SUPERFICIELLES

La qualité de l'eau est régulièrement suivie au moyen d'un réseau de stations de mesure. Sur le territoire de la CCVE, ce réseau est géré par la DIREN Île-de-France (Réseau National de Bassin), le SATESE Yvelines-Essonne (Service d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'épuration) ainsi que par les syndicats de rivière.

D'après le suivi réalisé sur l'Essonne et sur la Juine au niveau de la CCVE, la qualité physico-chimique de l'eau pour la fonction biologique est globalement passable sur la période 1997-2004.

Sur l'Essonne au niveau de la CCVE, la qualité physico-chimique de l'eau pour la fonction biologique en 2004 peut être qualifiée de la manière suivante :

- passable pour les matières azotées ;
- bonne à passable pour les matières organiques et oxydables,
- bonne à mauvaise pour les matières phosphorées,
- mauvaise à très mauvaise pour les nitrates.

Pour ce qui concerne les produits sanitaires (produits chimiques de synthèse tels que les herbicides, les insecticides et les fongicides), la qualité est bonne sur l'Essonne et sur la Juine en 2003-2004.

Par ailleurs, la qualité biologique de l'eau peut être suivie au moyen des indicateurs suivants :

- l'Indice Biologique Diatomique (IBD),
- l'Indice Biologique Global Normalité (IBGN).

En 2004, les résultats des IBD et IBGN réalisés sur l'Essonne au niveau du territoire de la CCVE traduisent une qualité biologique bonne à mauvaise.

LES USAGES

L'alimentation en eau potable du département de l'Essonne s'effectue pour une part importante à partir d'eaux superficielles de trois origines (auxquelles il faut ajouter la prise d'eau de secours de l'interconnexion Essonne - Seine) : la Seine (usines de Corbeil-Essonne, Morsang-sur-Seine, Vigneux-sur-Seine et Viry-Châtillon) pour le Nord du département, l'Essonne (usine d'Itteville) et la Louette (Usine du Moulin à Tan à Étampes) pour le Sud du département, plutôt alimenté par des captages dans les nappes d'eaux souterraines.

Les captages en eaux superficielles pour l'alimentation en eau potable des communes de la CCVE sont situés à Corbeil-Essonne, Morsang-sur-Seine et Itteville

2.4 - Les eaux souterraines

La majorité des données concernant les nappes présentes au niveau du territoire de la CCVE proviennent du SAGE de la nappe de Beauce dont le périmètre couvre l'ensemble du territoire du SCoT.

DONNEES PIEZOMETRIQUES

Même si des variations saisonnières et interannuelles sont notables, l'évolution du niveau de la nappe est irrégulière. Les périodes de basses eaux, comme en 1994, ou de hautes eaux, comme en 2001, sont aléatoires : il n'est pas possible de déterminer un cycle récurrent de l'évolution du niveau de la nappe. L'écoulement apparaît divergent de part et d'autre de la ligne de partage des eaux entre le bassin de la Seine celui de la Loire. Cette ligne de partage des eaux est fluctuante d'une année à l'autre et peut être différente de la ligne de partage des eaux de surface.

PRODUCTIVITE ET VULNERABILITE

La productivité des ouvrages n'est pas uniforme : elle dépend fortement de la fissuration des massifs calcaires, de la zone captée et de la conception de l'ouvrage. Elle peut varier de quelques m³ par heure et par mètre de rabattement à plus de 200 m³ par heure et par mètre de rabattement.

La nappe de Beauce est très vulnérable lorsque les faciès perméables ne sont pas protégés. C'est le cas des Calcaires de Pithiviers et Étampes hormis sous la forêt d'Orléans car ils sont protégés par les sables et argiles. Il en est de même pour les sables de Fontainebleau qui sont très vulnérables, malgré des zones protégées en surface (forêt de Rambouillet et de Fontainebleau) ainsi que pour les Calcaires de Brie et de Champigny au nord du domaine du SAGE. Partout ailleurs, les faciès aquifères sont sous recouvrement et sont protégés géologiquement.

La vulnérabilité de la nappe de Beauce peut être aggravée par plusieurs facteurs comme l'existence de forages mettant en relation deux niveaux de la nappe de Beauce. C'est le cas pour les eaux des Calcaires de Pithiviers et des Calcaires Étampes Les puits absorbants peuvent également accentuer cette vulnérabilité.

Enfin, de nombreux ouvrages qui ne sont plus utilisés constituent également des sources potentielles de pollution pour la nappe. Afin d'éviter toute contamination de la nappe, un rebouchage de ces ouvrages devrait être réalisé.

QUALITE DES EAUX SOUTERRAINES

D'après le SAGE, la qualité des eaux de la nappe de Beauce est marquée par des zones à forts taux de nitrates auxquelles peuvent être associées des concentrations en produits phytosanitaires non négligeables. La tendance générale pour ces deux paramètres est à une dégradation hormis dans les zones captives où les nappes sont indemnes de pollution. Certains paramètres tels que le sélénium et l'arsenic sont présents naturellement en différents endroits à des teneurs parfois supérieures aux normes de potabilité.

D'après le bilan départemental 2005 de la qualité de l'eau potable publié par la DRASS, la qualité des eaux souterraines au niveau de la CCVE se caractérise par :

- des teneurs en nitrates très peu élevées à peu élevées, sauf pour les communes de Leudeville, Saint-Vrain, Vert-le-Grand et Vert-le-Petit où les teneurs sont élevées ;
- une très bonne qualité bactériologique ;
- des teneurs en pesticides peu élevées ;
- des teneurs en sélénium peu élevées, sauf pour les communes de Nainville-les-Roches et de Saint-Vrain où les teneurs sont élevées.

USAGES

A dominante agricole, le territoire du Val d'Essonne est particulièrement concerné par la gestion quantitative et qualitative de l'eau et des sols.

Si l'eau est abondante, couvrant les besoins actuels et futurs, sa qualité demeure moyenne sur le périmètre. Les problèmes portent sur la présence de nitrate et d'atrazine⁴.

Les prélèvements à usage agricole sont des facteurs importants à prendre en compte dans la gestion des ressources en eau, notamment lorsqu'il s'agit de captages dans les nappes phréatiques. Il convient de remarquer que les communes de la CCVE ne sont pas de fortes consommatrices d'eaux souterraines pour un usage agricole

En ce qui concerne les captages en eaux souterraines pour l'alimentation en eau potable (AEP) présents sur le territoire de la CCVE, ils sont présentés dans le tableau suivant :

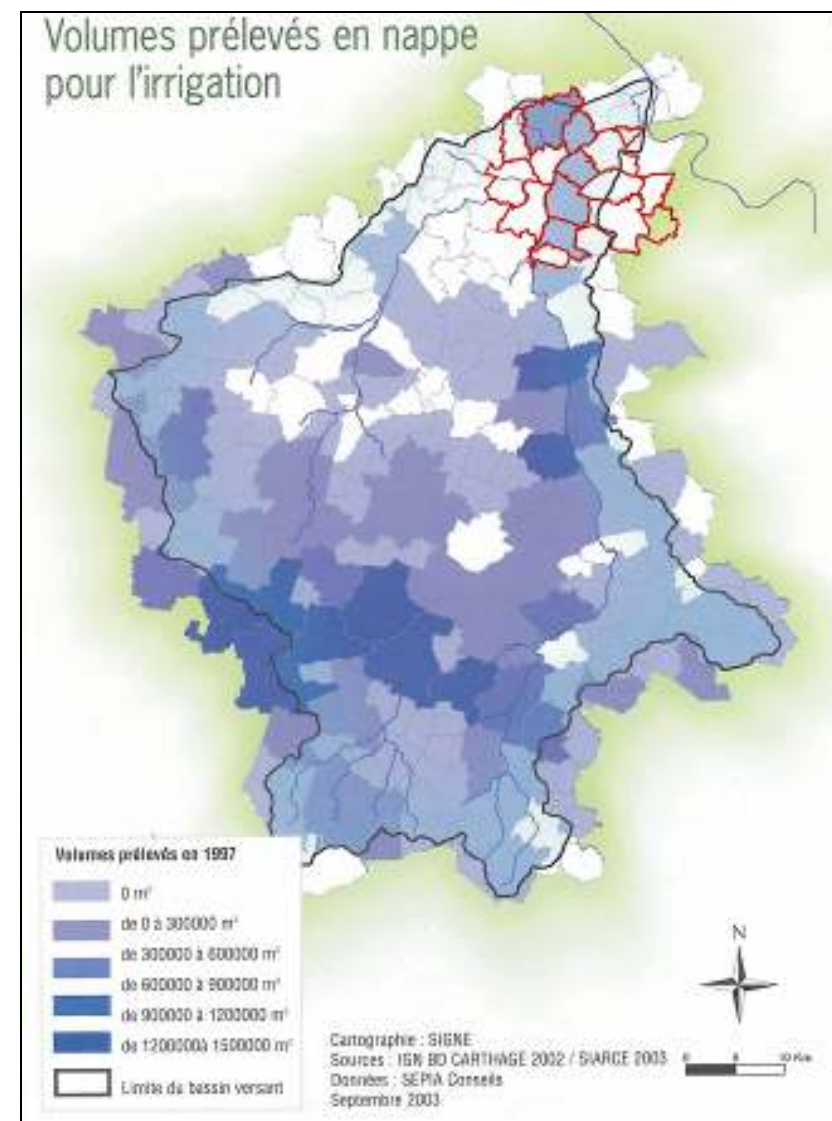
Commune du point captage	Captage AEP
Baulne	Captage du Moulin du Gué (DUP du 22/01/1985)
Champcueil	Captage du Trou Rouge (Champcueil 1) Captage de Courances (Actuel) (DUP du 06/11/1984) Captage des Trois Croix (Champcueil 2)
La Ferté-Alais	Captage de la Gâtine
Itteville	Captage Evangile (DUP du 21/09/1982) Captage des Mardelles (DUP du 21/09/1982) Captage de Vaussaux (DUP du 21/09/1982)
Nainville-les-Roches	Captage du Bois Carré (DUP du 12/03/2002)

Captages AEP en eaux souterraines sur le territoire de la CCVE (Source : DIREN Île-de-France)

Au niveau de ces captages AEP, il convient d'appliquer la réglementation en vigueur en matière de protection afin de limiter les risques de pollution.

Le dimensionnement actuel du réseau de distribution et les capacités de stockage sont suffisants pour répondre à l'évolution de la demande dans les années qui viennent.

⁴ Cependant, l'atrazine n'est plus utilisée par les agriculteurs depuis environ 3 ans.



Volumes prélevés en nappe pour l'irrigation en Essonne (Source : SIARCE)

Par ailleurs, l'organisation administrative de la distribution d'eau potable sur les communes de la CCVE est assurée par les syndicats suivants :

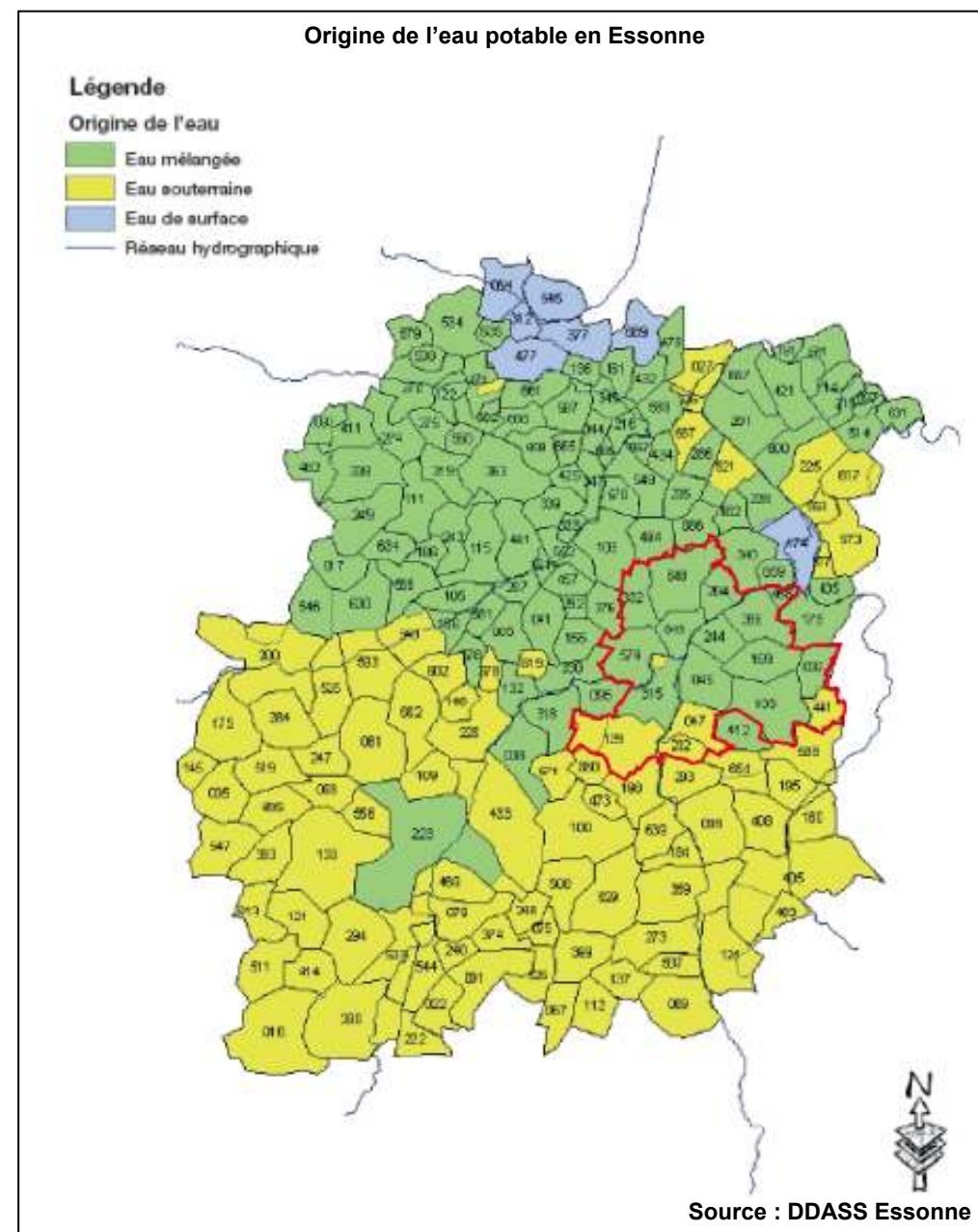
- le Syndicat Intercommunal des Eaux de la région du Hurepoix (Ballancourt-sur-Essonne, Itteville, Leudeville, Saint-Vrain, Vert-le-Grand et Vert-le-Petit),
- le Syndicat Intercommunal des Eaux de Champcueil et environs (Auvernaux, Champcueil, Chevannes, Fontenay-le-Vicomte et Nainville-les-Roches),
- le Syndicat Intercommunal de La Ferté-Alais (Baulne, Cerny et La Ferté-Alais).

D'autre part, la distribution de l'eau est gérée par les gestionnaires suivantes :

- Société des Eaux de l'Essonne (Echarcon, Mennecey et Ormoy) ;
- Générale des Eaux, Agence d'Arpajon (Ballancourt-sur-Essonne, Itteville, Leudeville, Saint-Vrain, Vert-le-Grand et Vert-le-Petit) ;
- Générale des Eaux, Agence de Cerny (Auvernaux, Baulne, Cerny, Champcueil, Chevannes, Fontenay-le-Vicomte, La Ferté-Alais et Nainville-les-Roches).

Il est à noter que l'eau potable distribuée sur les communes de la CCVE est issue à la fois de captages en nappes et en eau superficielle.

On notera que seules les communes de Baulne, Cerny, La Ferté-Alais et Nainville-les-Roches sont exclusivement alimentées en potable par de l'eau souterraine.



ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET DES EAUX PLUVIALES

Le principal problème relevé sur le territoire de la CCVE porte sur les apports excessifs d'eaux parasites qui touchent tous les réseaux, en raison notamment de la persistance de secteurs de réseaux de type unitaire, de mauvais branchements entre réseaux eaux usées et eaux pluviales, de problèmes d'étanchéité des réseaux et d'un manque d'entretien.

Ces apports provoquent des phénomènes de rejets directs dans le milieu naturel et contribuent à la dégradation de la qualité des milieux récepteurs (rivière Essonne).

La rivière Essonne, qui constitue le principal exutoire des eaux pluviales, doit subir une augmentation des flux polluants arrivant dans son cours en raison de l'insuffisance des réseaux existants en terme de capacité.

Concernant les stations d'épuration, il n'a pas été signalé de déficit en matière de capacité de traitement.

Les investissements à réaliser pour améliorer la situation actuelle demeurent importants à programmer. En effet, environ 30% des eaux usées se déversent dans le milieu naturel (source : SIARCE).

L'objectif recherché est une réduction des eaux parasites. Les réseaux de branchement nécessitent des mises en conformité.

Concernant le réseau pluvial, sa remise en ordre apparaît prioritaire. Sur le territoire de la CCVE, peu de réalisations sont constatées en terme de dépollution des eaux pluviales. Les actions à mener sont par conséquent nombreuses pour améliorer la situation.

L'obligation réglementaire de définir avant janvier 2006 les zonages d'assainissement collectifs et les zonages d'assainissement non collectif n'est pas pour l'instant respectée.

La détermination des zonages repose sur une mesure de la capacité des sols à accueillir des zones d'assainissement non collectif.

L'enjeu réside dans la mise aux normes des installations d'assainissement afin de préserver les milieux naturels.

Les Schémas Directeurs d'Assainissement sont anciens. Leur révision doit être envisagée.

Les eaux pluviales doivent être traitées avant leur arrivée dans les cours d'eaux (débourbeur, déshuileur).

L'objectif zéro rejet dans le milieu naturel visé par le SIARCE (Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration de Cours d'Eau) est un axe fort du Programme de mandature 2002-2007 du Syndicat (poursuite de la mise en oeuvre du Contrat de Bassin « Confluence Seine-Essonne » 2004-2007, base des actions du SIARCE en matière d'assainissement et d'aménagement de la rivière Essonne).

Le ru de Misery constitue un point noir en terme de pollution des cours d'eau (source : SIARCE). Les causes de cette pollution devront être clairement identifiées afin d'agir pour une amélioration de la situation. Une étude est en cours afin d'identifier les sources de cette pollution.

Conformément à la réglementation, les schémas directeurs d'assainissement des communes du territoire de la CCVE ont déjà été réalisées ou sont en cours de réalisation, sous le contrôle de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et du Conseil Général de l'Essonne. Ils permettent de définir les zones relevant des techniques d'assainissement collectif, et celles relevant des techniques d'assainissement non collectif. Les schémas directeurs d'assainissement représentent également l'engagement de la collectivité à moyen terme en matière de travaux pour l'assainissement collectif.

Selon les données du SATESE (Service d'Assistance Technique aux Exploitants des Stations d'Épuration) Yvelines-Essonne et du SIARCE (Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration de Cours d'Eau), les communes de la CCVE dotées d'un Schéma Directeur d'Assainissement sont les suivantes : Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Champcueil, Chevannes, Echarcon, Fontenay-le-Vicomte, La Ferté-Alais, Itteville, Mennecy, Nainville-les-Roches, Ormoy, Saint-Vrain, Vert-le-Grand et Vert-le-Petit.

Par ailleurs, toutes les communes de la CCVE disposent d'un système d'assainissement collectif.

Il est également à noter sur le territoire de la CCVE la présence de deux stations d'épuration privées :

- station d'épuration de l'Auberge du Saussay à Itteville ;
- station d'épuration de la ferme de l'INRA à Leudeville.

La station d'Itteville n'est pas aux normes et devra impérativement être raccordée à une nouvelle station d'épuration.

Le SIARCE (Syndicat Intercommunal d'Assainissement et de Restauration de Cours d'Eau) regroupe 29 communes du département de l'Essonne, dont 12 communes de la CCVE (Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Cerny, Echarcon, Fontenay-le-Vicomte, Itteville, La Ferté-Alais, Mennecy, Ormoy, Vert-le-Grand, Vert-le-Petit). Outre ses compétences à caractère obligatoire relative à l'aménagement, à la gestion des eaux de la rivière Essonne et de ses affluents (hors Juine) sur son territoire, il a également des compétences optionnelles pour lesquelles peuvent opter les collectivités adhérentes.

Le SIARCE gère ainsi :

- le transport intercommunal et le traitement des eaux usées à l'usine de dépollution de Corbeil-Essonne. Les Communes d'Echarcon, Fontenay-le-Vicomte et Vert-le-Petit ont pris la compétence à caractère optionnelle eaux pluviales. Mennecy et Ormoy disposent d'une convention financière avec le SIARCE sur cette thématique ;
- l'assainissement non collectif sur une partie de son territoire.

La capacité et le niveau de traitement de l'usine de dépollution du SIARCE ont été augmentés en 1991 pour répondre aux besoins et aux nouvelles normes de rejet dans le milieu naturel. Elle a aujourd'hui une capacité de traitement de 75 000 équivalents habitants et traite chaque jour environ 15 000 m³ d'eaux usées acheminées depuis les 12 collectivités de son bassin. La mise aux normes de cette station est en cours.

Pour les autres communes de la CCVE, la gestion de l'assainissement est assurée par les syndicats d'assainissement suivants :

- SIA du Plateau de Champcueil, Chevannes et Nainville-les-Roches pour les communes de Champcueil, Chevannes et Nainville-les-Roches ;
- SIA de Marolles-en-Hurepoix et Saint-Vrain pour les communes de Saint-Vrain et de Leudeville, ainsi que le Domaine d'Itteville ;
- SIA de la Région de la Ferté-Alais pour les communes de Baulne, Cerny et La Ferté-Alais.

A noter que le bourg d'Itteville ainsi que la commune de Vert-le-Grand ne sont raccordés à aucun syndicat d'assainissement et que la commune d'Auvernaux est raccordée à un syndicat du département de la Seine-et-Marne.

2.5 - Plans de gestion de la ressource en eau (SDAGE et SAGE)

Les dispositions de l'article L.212-1 du code de l'environnement précisent que les SCoT doivent prendre en compte les SDAGE et les SAGE

SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)

Le SDAGE Seine Normandie a été validé le 20 septembre 1996 ; il sera révisé en 2009 conformément à la Directive Cadre sur l'Eau (Dir. CE n°2000/60 du 23 octobre 2000).

Les mesures préconisées par le SDAGE Seine-Normandie sont les suivantes :

- développer la solidarité de bassin pour une gestion globale des vallées et des milieux aquatiques,
- assurer la cohérence hydraulique de l'occupation du sol et limiter l'érosion et le ruissellement,
- maîtriser les rejets polluants sur l'ensemble du bassin,
- améliorer la qualité générale des eaux superficielles et souterraines,
- maintenir, préserver et restaurer les écosystèmes aquatiques et les zones humides.

En terme de qualité de l'eau, le SDAGE de 1996 fixe un objectif de qualité bonne (1B) sur l'Essonne et sur la Juine.

En outre, la directive cadre sur l'eau (Dir. CE n°2000/60 du 23 octobre 2000) impose aux États membres de parvenir d'ici 2015 à un bon état écologique des eaux de surface européennes. Une grille d'évaluation du bon état écologique qui remplacera la précédente est en cours de validation (Circulaire DCE 2005-12). L'ensemble des objectifs de qualité sera revu lors de la réalisation du Plan de Gestion imposé par la directive cadre sur l'eau au plus tard en 2009, ce plan de gestion constituera le nouveau SDAGE.

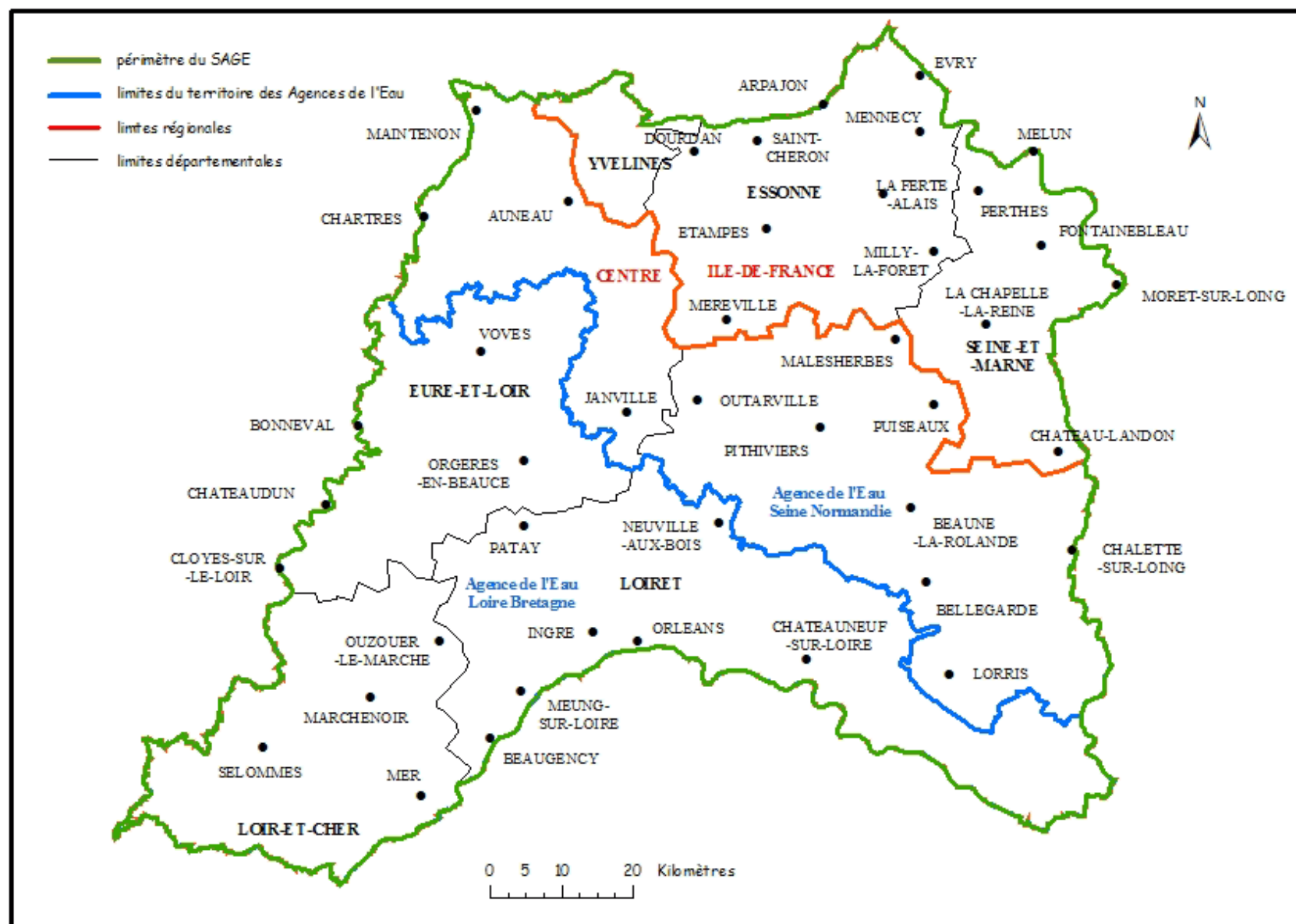
SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE)

Les communes de la CCVE sont situées sur le territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la nappe de Beauce. Son périmètre a été fixé par arrêté du 13 janvier 1999. Il couvre deux régions (Île-de-France et Centre), six départements (Eure-et-Loir, Loir-et-Cher, Loiret, Seine-et-Marne, Essonne et Yvelines) et 681 communes, soit 1,4 million d'habitants concernés.

Les quatre enjeux majeurs du SAGE de la nappe de Beauce ont été identifiés à partir des attentes exprimées par les acteurs rencontrés et des conclusions de l'état des lieux :

- 1- Une gestion équilibrée de la ressource en eau : un défi à relever
- 2- Une nappe fragile à mieux protéger, la qualité des cours d'eau à reconquérir
- 3- Prévenir et gérer les risques d'inondation et de ruissellement
- 4- Le SAGE pour une gestion concertée des milieux aquatiques

Périmètre du SAGE de la nappe de Beauce



Fond cartographique : BD Carthage
Réalisation : août 2002

2.6 - Les énergies renouvelables

ÉTAT DES LIEUX

Le territoire de la CCVE se caractérise par une utilisation prépondérante des énergies fossiles et de l'électricité, au même titre que la région Île-de-France qui est à 95 % dépendante de l'importation de ce type d'énergie. L'accès à l'énergie étant à l'origine d'enjeux économiques et sociaux importants, et les besoins ne cessant de s'accroître, l'utilisation d'énergies locales renouvelables présente un fort intérêt sur le territoire de la CCVE.

A l'échelle de la CCVE, on relève à plusieurs niveaux des dispositions de développement de l'énergie renouvelable :

- La valorisation du bois

Le territoire de la CCVE possède des massifs boisés qui sont exploités et dont l'entretien fourni déjà à l'heure actuelle des quantités importantes de grumes et de bois de chauffage. Le développement de cette filière peut être envisagé.

- Le potentiel des terres agricoles (paille, cultures énergétiques)

- La valorisation des déchets

Les déchets verts produits sur le territoire de la CCVE sont traités en centre de compostage et en centre de valorisation des biogaz sur l'écosite de Vert-le-Grand. Le SIREDOM (Syndicat Intercommunal de Ramassage et d'Élimination des Déchets et Ordures Ménagères) valorise ainsi une partie des déchets récoltés respectivement par la production de compost et la production de biogaz.

Le biogaz est composé majoritairement de méthane (CH₄) et résulte de la dégradation de la matière organique en absence d'oxygène.

- l'énergie éolienne :

Suite aux travaux régionaux, le département de l'Essonne a mené une réflexion pour une cohérence territoriale des Zones de Développement de l'Éolien (ZDE). Un atelier départemental éolien a donc été constitué en juin 2004 au sein de l'atelier architecture, aménagement et paysage de la DDE. Une charte départementale éolienne a ainsi été signée le 22 novembre 2005 par les opérateurs éoliens prospectant en Essonne et par le Préfet du département dans le respect des préconisations d'implantation départementale.

Le territoire de la CCVE n'est pas concerné par les zones d'implantation préférentielles et est majoritairement situé en zones sensibles. Le développement de l'énergie éolienne sur le territoire de la CCVE n'est donc envisageable qu'à une échelle locale : éolienne de bâtiments collectifs (collectivités) ou à titre privé...).

- Le solaire :

A l'échelle du territoire de la CCVE comme à celle de la région, l'énergie solaire constitue le plus grand potentiel théorique Île-de-France : en effet le soleil fournit annuellement plus d'1 MWh par m².

Cette abondante ressource peut être exploitée (hors production de biomasse par photosynthèse) soit par des systèmes thermiques passifs (construction bioclimatique) ou actifs (panneaux solaires thermiques), soit par des générateurs photovoltaïques. Les expérimentations actuelles sont encore trop peu nombreuses à l'échelle de la CCVE.

- La géothermie :

Un développement de l'exploitation de ce type d'énergie peut être envisagé sur le territoire de la CCVE compte tenu du potentiel géothermique non négligeable.

3 – LES CONTRAINTES LIEES AUX MILIEUX ET LES PRESSIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

3.1 - Une gestion des déchets cohérente

LA GESTION DES DECHETS SUR LE TERRITOIRE

Depuis le 1^{er} janvier 2006, la CCVE s'est vu transférer de ses communes adhérentes la compétence « élimination et valorisation des déchets ». En exerçant cette nouvelle compétence, la CCVE entend réaliser des économies sur la gestion des déchets dans l'ensemble des communes.

Le traitement des ordures ménagères

Toutes les communes de la CCVE, à l'exception de Leudeville, adhèrent au Syndicat Intercommunal pour la Revalorisation et Élimination des Déchets et des Ordures Ménagères (SIREDOM) qui regroupe 109 communes. Il assure le traitement et l'élimination des déchets sur l'écosite de Vert-le-Grand.

L'écosite de Vert-le-Grand comprend :

- le **Centre Intégré de Traitement des Déchets (CITD)** de Vert-le-Grand,
- le **Centre de Stockage des Déchets Ultimes** de Braseux (CSDU) dont la capacité technique de stockage des déchets ultimes est de 220 000 tonnes par an. Il permet l'enfouissement des encombrants (déchets de classe 2) et des gravats inertes (déchets de classe 3),
- la **station de valorisation** des biogaz. Elle produit annuellement environ 30 millions de kWh d'électricité correspondant aux besoins d'une population d'environ 20 000 habitants,
- le **centre de traitement** des lixiviats,
- la **plate-forme de compostage** de déchets verts d'une capacité d'accueil de 55 000 tonnes par an.

La capacité globale du CITD est donc suffisante pour supporter une augmentation de la quantité de déchets ménagers liée par exemple aux évolutions des communes adhérentes au SIREDOM.

D'autre part, un site de stockage des déchets du bâtiment et des travaux publics de type carrière avec remblaiement d'inertes est situé sur la Commune de Ballancourt-sur-Essonne.

La collecte des ordures ménagères

La collecte des déchets est assurée principalement par le SIRCOM (Syndicat Intercommunal de Ramassage et de Collecte des Ordures Ménagères) de la région de La Ferté-Alais. Les communes membres sont : Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Cerny, Echarcon, La Ferté-Alais, Fontenay-le-Vicomte, Itteville, Nainville-les-Roches, Ormoy et Vert-le-Petit.

Leudeville est membre du SICTOM de l'Hurepoix. Les communes restantes (Champcueil, Chevannes, Mennecy, Saint-Vrain, et Vert-le-Grand) font appel à des entreprises privées.

Globalement, la collecte des déchets sur le territoire répond aux besoins. Les quantités de déchets collectés sont certes parmi les plus importantes Île-de-France, mais celles-ci sont à la fois un indicateur d'une production forte de déchets par les riverains et un indicateur de l'efficacité de la collecte.

D'autre part, les taux de déchets issus de la collecte sélective par rapport à l'ensemble des déchets collectés sont eux aussi parmi des plus élevés Île-de-France

3.2 - Les risques naturels

Crués et inondation

Un **Plan de Prévention des Risques** (PPR) sur la rivière Essonne a été prescrit en juin 2001.

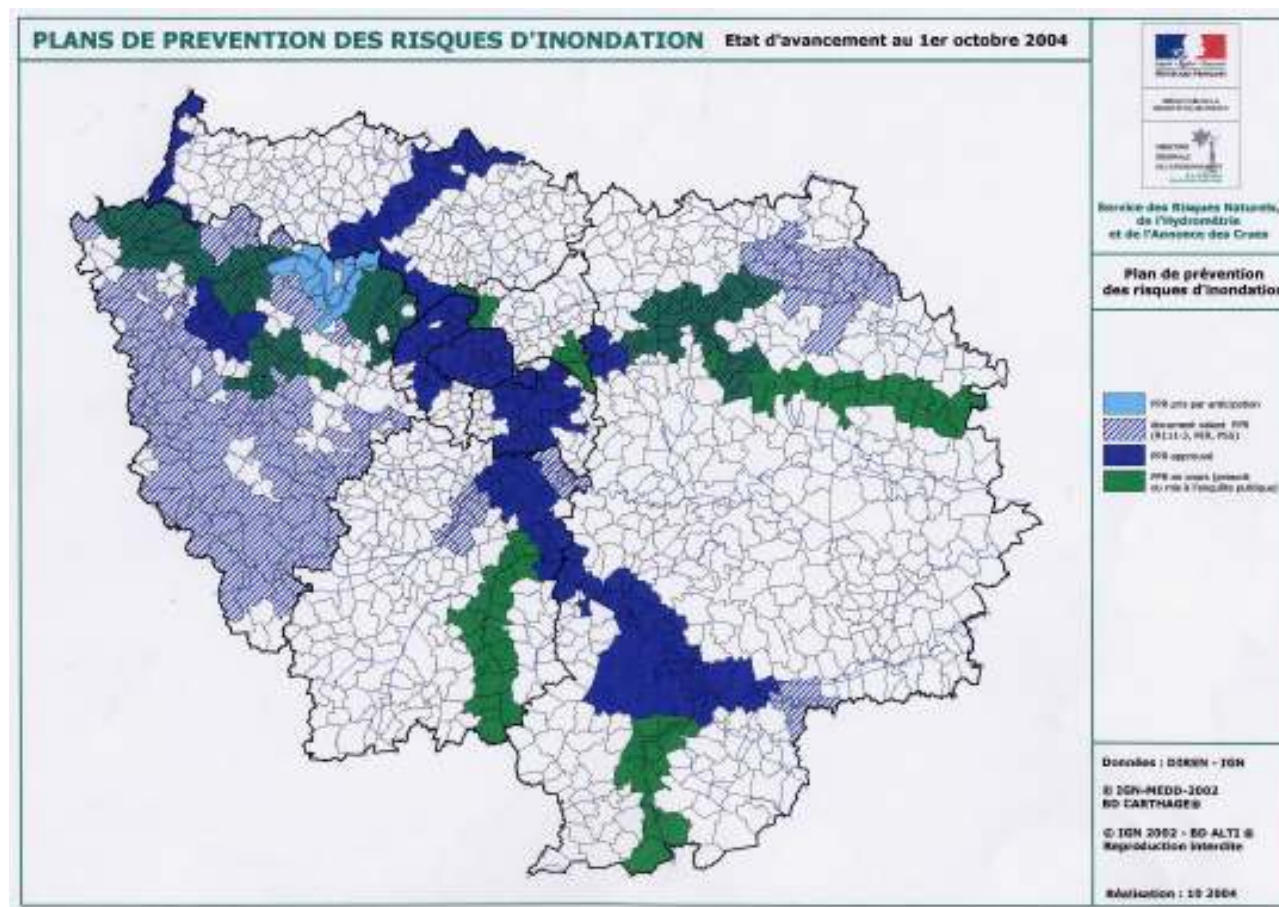
Cette procédure, en cours, permettra de recenser les zones à risques, les zones à préserver de l'urbanisation afin de conserver les possibilités d'expansion de la rivière en période de crue (les crues de mars 2001 ont rappelé l'importance de ces problèmes d'inondation).

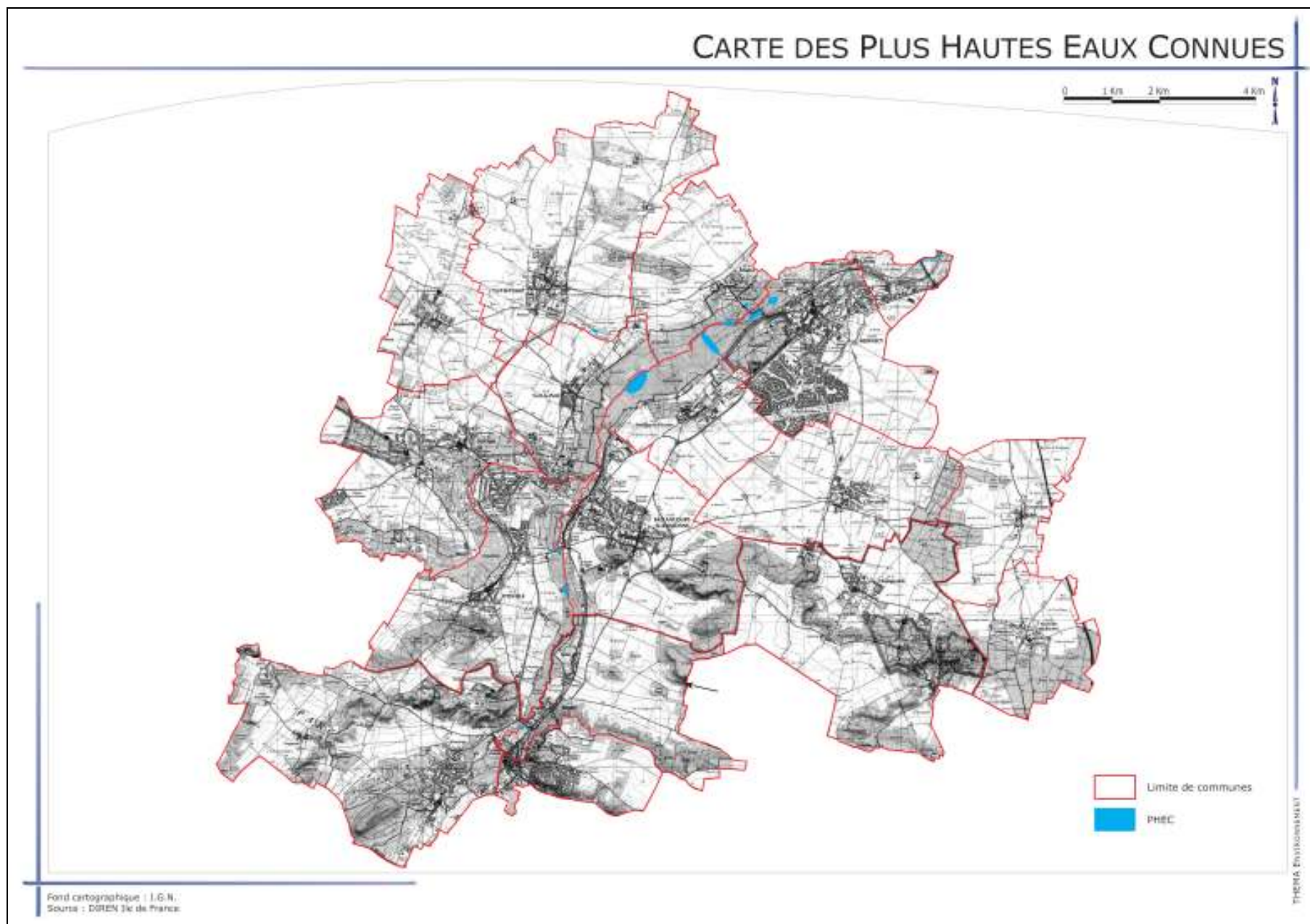
La candidature du Bassin versant de l'Essonne à un **Plan d'Action pour la Prévention des Inondations** a été retenue début 2004 (dans le cadre d'un appel à projet initié par le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable).

Établi sur trois ans, ce plan opérationnel permettra d'engager principalement des travaux de ralentissement dynamique des crues notamment sur l'amont du bassin versant.

Cette démarche, qui n'a pas de valeur réglementaire, est complémentaire au PPRI de la Vallée de l'Essonne.

Les informations relatives aux PHEC (Atlas des Plus Hautes Eaux Connues : atlas purement historique) recueillies auprès des services de la DIREN font apparaître que les communes de la CCVE inondées sont les suivantes : Baulne, Cerny, Echarcon, Fontenay-le-Vicomte, Itteville, La Ferté-Alais, Mennecy, Ormoy et Vert-le-Grand. Ces communes, à l'exception de Vert-le-Grand, sont concernées par le PPRI de la Vallée de l'Essonne. Il en va de même pour Ballancourt-sur-Essonne, Itteville et Vert-le-Petit. Enfin, Champcueil apparaît dans la liste des communes soumises à un risque d'inondation dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs (source : Porter à Connaissance de État, juin 2005).





Les mouvements de terrain

Bien qu'aucune commune de la CCVE ne soit concernée par le risque de mouvement de terrain, le principal risque de mouvement de terrain dans le département de l'Essonne est lié à l'existence de carrières souterraines ou à la constitution du sol, aggravés par les intempéries.

Il est ainsi à noter que la commune de Ballancourt-sur-Essonne fait l'objet d'un périmètre de zones affectées ou susceptibles de l'être par des travaux souterrains. Ce risque naturel n'a pas encore fait l'objet de mesures particulières : le périmètre n'a pas encore été érigé comme Plan de Prévention des Risques (PPR) naturels relatifs aux zones de risque d'effondrement ou d'affaissement du sol liés à la présence d'anciennes carrières abandonnées. Néanmoins, le porter à connaissance évoque la nécessité de le prendre en compte pour information dans le SCoT ; les projets de construction pouvant être soumis à des règles techniques spéciales ou être refusés.

Retrait et gonflements des argiles (sécheresse)

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs, ce risque concerne les communes de la CCVE suivantes : Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Echarcon, Mennecy, Ormoy et Vert-le-Petit.

Seule une étude géotechnique permet de déterminer avec certitude la présence d'argile sujette au phénomène de retrait-gonflement. Néanmoins, le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable publie une carte des aléas des retraits et gonflements des sols argileux. L'extrait de cette carte permet de constater l'importance de ce risque naturel sur le territoire de la CCVE (forte part d'aléa moyen et présence d'aléa fort au niveau de la vallée de l'Essonne).

Incendies de forêts

Aucune commune de la CCVE n'est soumise au risque d'incendies de forêt. Néanmoins, une vigilance particulière peut être émise pour les communes du territoire où les espaces boisés sont de grande ampleur et représentent une part non négligeable du territoire communal. Le risque d'incendie n'est donc pas exclu même s'il n'est pas identifié comme tel au niveau du Dossier Départemental des Risques Majeurs.

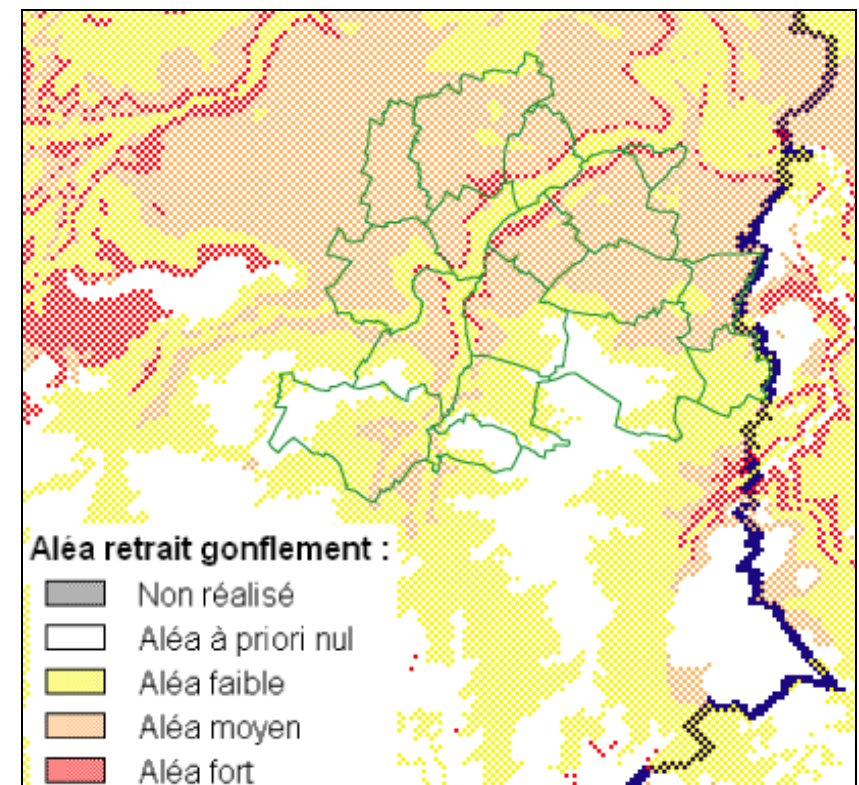
Séisme

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs, aucune commune de la CCVE n'est soumise au risque sismique.

Selon la réglementation parasismique en vigueur, le territoire de la CCVE est situé dans une zone 0, de sismicité négligeable mais non nulle, où il n'y a pas de prescriptions parasismiques particulières : aucune secousse d'intensité supérieure à VIII n'y a été observée historiquement.

En outre, considérant le nouveau porter à connaissance de l'État basé sur une approche probabiliste exposé au paragraphe précédent, les communes de la CCVE sont situées en zone d'aléa très faible.

Aléa retrait-gonflement des sols argileux



Source : BRGM

3.3 - Les risques technologiques

Transports de matières dangereuses

Le risque de transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport par voie routière, ferroviaire, aérienne, d'eau ou par canalisation, de matières dangereuses. D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs, ce risque affecte toutes les communes de la CCVE.

On notera que les produits les plus souvent transportés sont les hydrocarbures liquides, le gaz haute pression et d'autres produits chimiques.

Risques industriels

Deux sites SEVESO sont recensés sur le territoire, à Vert-le-Petit.

D'après le porter à connaissance, l'installation de la SME est inscrite dans un polygone d'isolement dont les limites ont été fixées par décret ministériel. Quant à ISOCHEM, le porter à connaissance précise qu'il serait opportun de veiller à limiter toute urbanisation à usage d'habitation individuelle ou collective à proximité compte tenu de ses activités de recherche et de production qui sont susceptibles de générer des nuisances.

Les sites SEVESO

<i>Établissement</i>	<i>Activité</i>	<i>Types de risques</i>
ISOCHEM	Pharmacie	Incendie - Toxique
Société des Matériaux Énergétiques	Stockage d'explosifs	Explosion – Incendie - Toxique

Source : *DRIRE, 2005*

3.4 - Les nuisances

Les nuisances sonores

Des nuisances sonores sont relevées (arrêtés préfectoraux) :

- à proximité de secteurs résidentiels : à Vert le Grand (RD 31), à Echarcon (RD 26), à Cerny (RN 191), communes à proximité de l'A6 (Auvernaux, Nainville-les-Roches, Ormoy), à Itteville (RD 449), entre Ballancourt et Chevannes (RD 74), à Leudeville (RD 117),
- au sein des communes : traversées d'Itteville (RD 8), de Mennecy (RN 191 et RD 137), du nord de Ballancourt-sur-Essonne (RD 17), d'Ormoy (report de la RD 153) et d'Echarcon.

Les nuisances sonores sur le territoire de la CCVE sont issues du trafic routier mais également ferroviaire et aérien (couloirs des aéroports de Roissy et d'Orly).

Les pollutions

D'après le registre français des émissions polluantes, deux communes du territoire de la CCVE sont concernées par des entreprises réalisant des déclarations d'émissions polluantes. Il s'agit de la commune de Vert-le-Grand avec le Centre d'Incinération et de Traitement des Déchets (déchets et traitements) et l'entreprise Total E&P France (pétrole et gaz) ainsi que la commune de Vert-le-Petit avec l'entreprise ISOICHEM établissement du Bouchet (chimie et parachimie).

Pollution atmosphérique

Le territoire de la CCVE n'est pas directement couvert par le réseau de surveillance de la qualité de l'air en Île-de-France géré par AIRPARIF. Les stations les plus proches sont basées à Évry (station urbaine) et à Melun (station périurbaine).

Les bilans annuels établis par AIRPARIF indiquent que le territoire de la CCVE dispose d'une qualité de l'air satisfaisante. Ainsi, entre 83 et 88 % des jours de l'année 2005, la qualité de l'air était bonne ou très bonne sur les communes de la CCVE.

Pollution des sols et des eaux

Six sites font l'objet d'une inscription sur le site BASOL. Cette inscription signifie que les sites suivants sont susceptibles d'être pollués :

- un site sur la commune de Ballancourt-sur-Essonne : Société RODANET,
- un site sur la commune de Champcueil : Société MIGNON,
- un site sur la commune de Mennecy : Usine SOFRA PCB,
- un site sur la commune d'Ormoy : Société VERALINE,
- un site sur la commune de Vert-le-Grand : ELF AQUITAINE PRODUCTION,
- un site sur la commune de Vert-le-Petit : ISOICHEM Vert-le-Petit.

Pollutions des eaux : les rejets sont de manière générale, de plus en plus traités par l'intermédiaire des réseaux de STation d'EPuration (STEP). Cependant, il arrive encore que certains effluents rejoignent directement le milieu naturel (rejets non autorisés, dysfonctionnements des ouvrages de traitement, pollutions accidentelles...) et peuvent entraîner une pollution des eaux réceptrices ainsi que des nuisances pour les usages et les riverains.

Les carrières

D'après le Schéma Départemental des Carrières de l'Essonne (1997), il existe 3 carrières en exploitation sur le territoire de la CCVE. Les communes concernées sont Ballancourt-sur-Essonne, Mennecy et Vert-le-Grand.

4. LES GRANDES CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE



Une dynamique de développement de l'habitat sur l'ensemble du territoire.

Un territoire peu autonome en terme de création d'emplois.

Une bonne desserte du territoire mais des conditions de déplacements internes à améliorer.

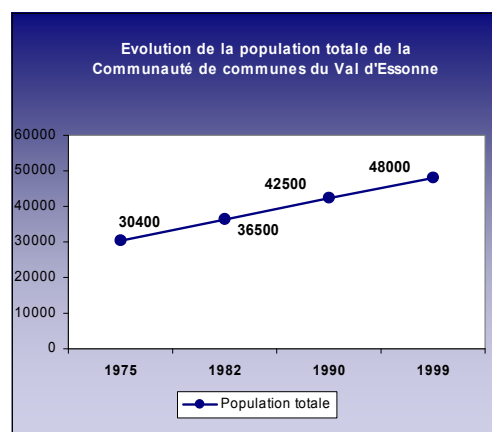
1 – UNE DYNAMIQUE DE DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

1.1 - Un territoire attractif

Un territoire dynamique...

La population totale du Val d'Essonne était de 48 000 habitants en 1999. Elle a augmenté de **1,38 % par an** depuis 1990 (et de 1,94% par an depuis 25 ans, soit 17 700 nouveaux habitants). Dans le même temps, la population départementale n'a augmenté que de 0,50 % par an depuis 1990 (et de 0,86 % par an depuis 25 ans).

L'accueil de nouvelles populations s'est poursuivi de manière soutenue depuis 1990 (près de 5 600 nouvelles personnes), contrairement à ce qui est observé à l'échelle du Centre Essonne (ralentissement de la croissance démographique).



Source : INSEE, RGP 1999

En 2004 et 2005, 4 des 17 communes du SCoT ont été soumises au nouveau recensement de l'INSEE (Il s'agit de Ballancourt-sur-Essonne, La-Ferté-Alais, Nainville-les-Roches et Saint-Vrain). Elles enregistrent globalement une croissance élevée, similaire à celle de l'ensemble du territoire du SCoT entre 1990 et 1999 : environ **+ 1,4 % par an**.

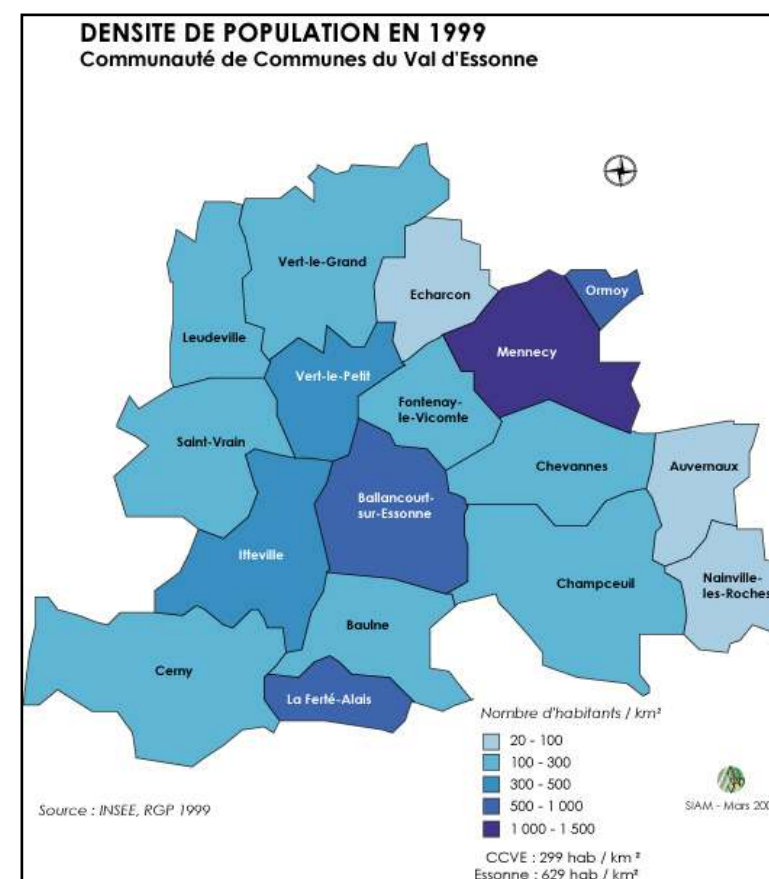
Le Val d'Essonne apparaît par conséquent comme un territoire dynamique en terme démographique.

Pour mémoire : + 27 100 habitants au cours des 30 dernières années (1968 à 1999) ; population multipliée par 2,3.

Le territoire rural de la CCVE est faiblement urbanisé (la densité de population, 299 habitants par km², est deux fois moins élevée que la densité moyenne départementale).

Ce territoire est soumis à des **pressions urbaines de plus en plus fortes** : cette densité a été multipliée par 1,6 depuis 1975 contre 1,2 à l'échelle départementale.

Ce territoire périurbain constitue l'un des principaux gisements fonciers du territoire périurbain de l'Essonne (secteur défini par la DDE : du canton de Limours au Val d'Essonne en passant par l'Arpajonnais).



Le solde migratoire explique plus de 70% de la croissance démographique depuis 1975, illustrant l'apport massif de populations nouvelles sur le territoire de la CCVE. Le solde naturel tient une place plus importante dans la croissance démographique entre 1990 et 1999 : résultat de l'installation de nombreux jeunes ménages dans les années 80.

Près de 43 % de la population recensée en 1999 n'habitaient pas dans la même commune en 1990 (cette proportion est égale à 39% à l'échelle du département).

... qui connaît un vieillissement de sa population

La tendance au vieillissement n'échappe pas à la population du Val d'Essonne, malgré l'accueil de nouveaux habitants.

En effet, l'indice de jeunesse baisse régulièrement depuis 1982, signe d'une place de plus importante prise par les populations âgées dans la population totale.

Les conditions de logement (parc monotypé, prix élevés) sur le territoire accentuent ce phénomène en rendant plus difficile l'installation des jeunes actifs.

1.2 - Un dynamisme de l'activité de construction de logements

Une accélération de l'activité de construction de logements dans les années 2000

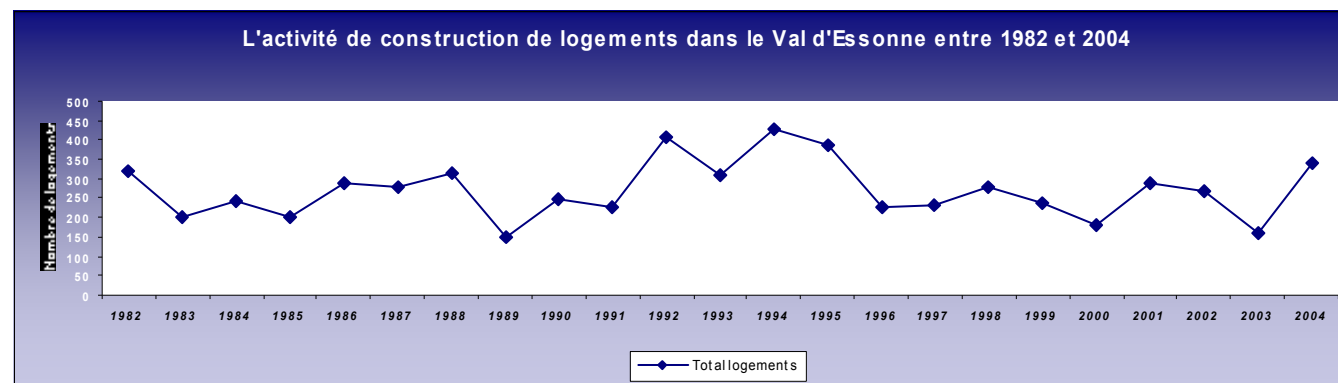
6 200 logements ont été construits sur le territoire communautaire entre 1982 et 2004 (24 ans), soit un rythme moyen annuel de 270 logements.

Le rythme de développement du parc a été plus soutenu au cours des années 1990 : plus de 300 logements par an.

Récemment (de 1999 à 2004), ce rythme a baissé (245 logements par an), notamment en raison de la nécessité d'adapter les documents d'urbanisme locaux pour permettre l'engagement de nouvelles opérations d'aménagements. Actuellement, des procédures de révision de POS sont engagées par 7 Communes (La Ferté-Alais, Itteville, Leudeville, Mennecy, Nainville-les-Roches, Ormoy, Saint-Vrain). Cerny est en modification de POS.

4 autres Communes souhaitent revoir leur document d'urbanisme à court terme (Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Echarcon, Vert-le-Grand).

Les premiers effets se font sentir dans la courbe ci-dessous en 2003 (nette reprise de l'activité).



Source : fichier SITADEL, DRE, 2005

Une majorité de propriétaires en pavillons

Comparé à la situation départementale, le parc de logements dans le périmètre du SCoT est plus récent (près de 47 % des logements ont été réalisés après 1975 contre 36% pour l'Essonne). Le parc récent est bien représenté dans le SCoT (illustration de l'étalement urbain).

L'activité de construction est essentiellement orientée vers la production de logements individuels (82%), en majorité hors opérations groupées (73%).

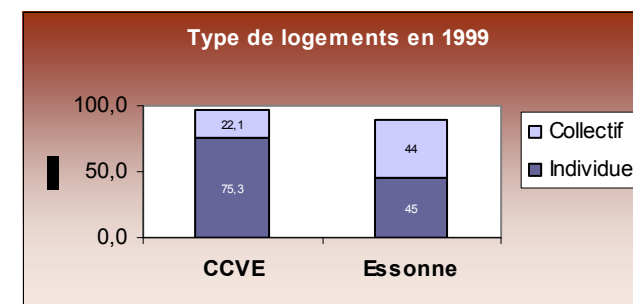
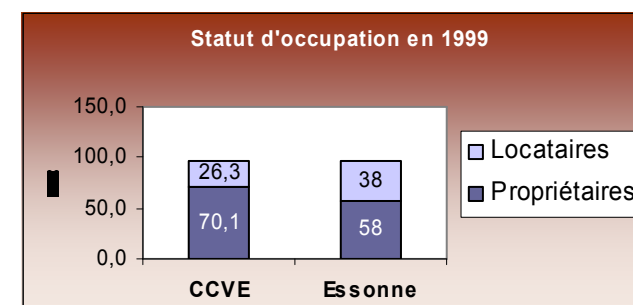
Cette dynamique résidentielle favorise le phénomène de périurbanisation et la consommation d'espaces naturels.

Cette production renforce la place déjà prépondérante du logement individuel dans le parc global sur le Val d'Essonne (pour le département de l'Essonne, les logements de type individuel et ceux de type collectif sont en proportion identique).

Les logements pavillonnaires occupés par des propriétaires sont majoritaires dans le Val d'Essonne. Le taux de propriétaires est largement supérieur au taux moyen départemental.

Les pavillons ont représenté une part importante des nouveaux logements réalisés au cours des 10 dernières années. Cette spécialisation du parc de logements concourt au départ des jeunes (favorisé par des niveaux de prix dans l'immobilier qui sont élevés).

Cependant, la part des logements en collectif s'est renforcée, contribuant à une plus grande diversité dans le parc de logements.



Source : INSEE, RGP 1999

TYPOLOGIES DES FORMES BATIES RENCONTREES SUR LE TERRITOIRE DE LA CCVE



Itteville



Saint-Vrain



Leudeville



Echarcon



Champcueil



Chevannes



Cerny



Chevannes



Vert-le-Grand



Vert-le-Grand



Mennecey



Auvernaux

Un parc locatif aidé bien représenté mais trop concentré

L'OFFRE

Le parc locatif social compte **2 081 logements** en 2003 sur le territoire communautaire, soit **12,1%** du parc de logements.

Ce parc a été renforcé au cours des dernières années, notamment sur la commune de Mennecy qui a répondu largement aux obligations de la Loi SRU (article 55) dans le cadre d'engagements triennaux successifs depuis 1995. Cependant, le taux de logements sociaux à Mennecy demeure inférieur aux 20% imposés à terme par l'article 55 de la Loi SRU (14,96 % en 2006).

Ce parc a sensiblement progressé depuis 1999 (+ 84 logements).

La commune de Fontenay-le-Vicomte a réalisé un programme de 22 logements locatifs sociaux dans le centre bourg. De même, 15 logements ont été réalisés à Vert-le-Grand, 18 logement sur la commune de La Ferté-Alais et une dizaine de logements à Ballancourt.



Opération réalisée à Fontenay-le-Vicomte

LA DEMANDE

Malgré ces différentes réalisations, la demande sur ce segment du marché du logement demeure importante : **702 demandes** enregistrées en 2003 sur le territoire de la CCVE.

1.3 - Un bon niveau d'équipements et de services

Un territoire bien équipé (niveau d'équipement en 1998)

En 1998, le niveau d'équipement des communes de la CCVE établi par l'INSEE faisait apparaître **trois pôles structurants** (Mennecy, Ballancourt-sur-Essonne, La Ferté-Alais) et **un pôle secondaire** (Itteville).

Un groupe de communes de taille moyenne proposait une offre locale de base tandis que les plus petites communes du territoire regroupaient très peu d'équipements.

Ce schéma a peu évolué depuis cette date, à l'exception de l'implantation d'un cinquième collège sur la commune de Champcueil.

Les équipements structurants

Les principaux équipements structurants sont les suivants :

- **2 lycées** publics et privés (Cerny : lycée professionnel ; Mennecy : lycée polyvalent). Les autres lycées fréquentés par les élèves de la CCVE sont implantés sur les communes suivantes : Arpajon, Corbeil-Essonnes, Étampes, Évry
- **5 collèges** publics et privés (Ballancourt, Champcueil, Itteville, La Ferté-Alais, Mennecy). Les autres collèges fréquentés par les élèves de la CCVE sont situés à Bondoufle, Corbeil-Essonnes, Étampes, Évry et Lisses.
- **2 conservatoires de musiques** et de danse (Ballancourt en intercommunalité, et Mennecy). Le conservatoire intercommunal est géré par le SIMED.
- **2 salles de spectacles** (Itteville et Mennecy).
- **2 campings** (Itteville et La Ferté-Alais).
- **3 hôtels** (Itteville, Ormoy, Vert-le-Grand).
- **1 piscine** à Mennecy.
- **1 golf** à Chevannes.
- **1 ferme pédagogique** à La Ferté-Alais.
- **équipement sportif d'intérêt communautaire** à Mennecy.

Autres équipements d'intérêt local :

- A l'exception d'Auvernaux, toutes les communes de la CCVE accueillent une ou plusieurs **écoles primaires** (publiques et privées).
- Les **structures d'accueil de la petite enfance** (crèches, halte-garderies, centres de loisirs) sont présentes dans 12 des 17 communes de la CCVE (par exemple Maison de la petite enfance à Mennecy). Les habitants des communes suivantes doivent s'orienter vers des équipements extérieurs à la commune : Auvernaux, Baulne, Echarcon, Nainville-les-Roches, Ormoy.
- Huit communes accueillent une **médiathèque** ou une **bibliothèque** : Ballancourt, La Ferté-Alais, Itteville, Leudeville, Mennecy (agrandissement et transfert), Saint-Vrain, Vert-le-Grand et Vert-le-Petit.
- EHPAD et nouveau cimetière à Mennecy.



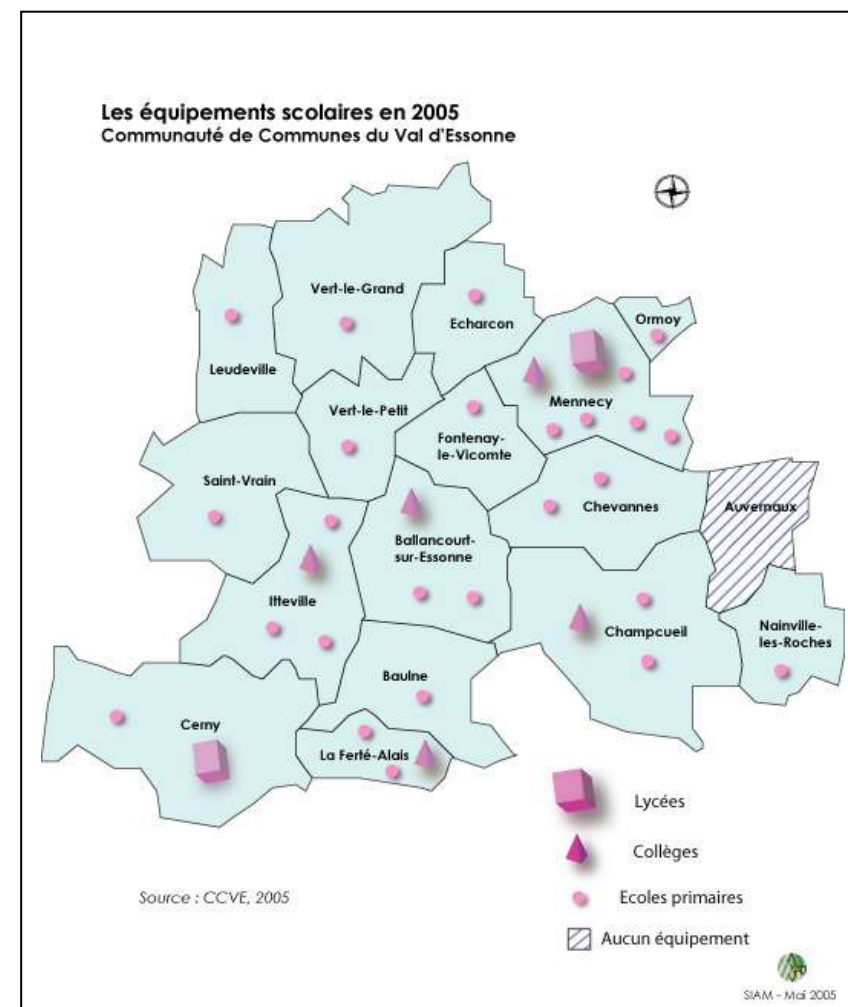
La Ferté-Alais :
ferme pédagogique



Saint-Vrain :
salle de sport



Mennecy :
piscine



2 – UN TERRITOIRE PEU AUTONOME EN TERME DE CREATION D'EMPLOI

2.1 - Une progression du nombre d'emplois moins rapide que celle du nombre d'actifs

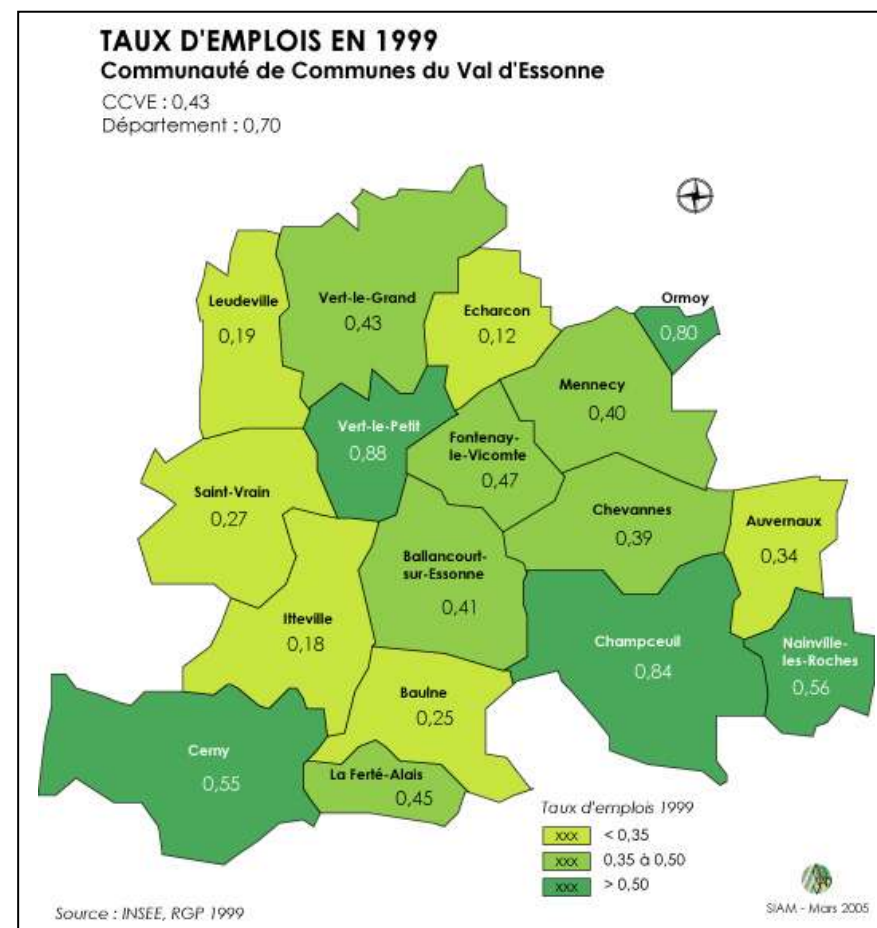
Un faible taux d'emplois

En 1999, la CCVE présentait un **taux d'emplois égal à 0,43** soit **10 457 emplois**. Ce taux est largement insuffisant. Les difficultés de certaines entreprises locales à maintenir des emplois existants, les implantations peu nombreuses de nouvelles entreprises viennent s'ajouter à l'augmentation des actifs résidents qui travaillent en dehors de la CCVE dans l'explication d'un taux d'emplois déficitaire dans le secteur.

Les taux d'emploi les plus élevés (supérieurs à 0,80) sont constatés sur trois communes : Vert-Le-Petit, Champcueil et Ormoy.

	Emplois en 1999	Taux d'emplois
Auvernaux	47	0.34
Ballancourt-sur-Essonne	1 269	0.41
Baulne	178	0.25
Champcueil	1 247	0.84
Cerny	642	0.55
Chevannes	292	0.39
Echarcon	37	0.12
La Ferté-Alais	810	0.45
Fontenay-le-Vicomte	208	0.47
Itteville	504	0.18
Leudeville	117	0.19
Mennecy	2 543	0.40
Nainville-les-Roches	134	0.56
Ormoy	532	0.80
Saint-Vrain	355	0.27
Vert-le-Grand	432	0.43
Vert-le-Petit	1 110	0.88
Total CCVE	10 457	0.43
Département 91	392 548	0.70

Source : INSEE, RGP 1999



Un déséquilibre actifs/emplois qui se renforce

La population active a augmenté régulièrement d'un recensement à l'autre : + 23,6% entre 1982 et 1990, puis malgré un léger ralentissement + 17,7% depuis 1999. En 1999, la CCVE comptait 24 000 actifs dont 22 400 étaient occupés.

La répartition par Catégories Socio-Professionnelles (CSP) de ces actifs occupés montre un profil similaire au profil moyen départemental :

- une large majorité de professions intermédiaires et d'employés (59%) avec une représentation un peu plus forte des professions intermédiaires (31%) ;
- une proportion identique de cadres (18%) et d'ouvriers (18%).

Les déplacements domicile / lieu de travail sont de plus en plus nombreux. En l'espace de trois recensements, la part des actifs de la CCVE travaillant dans leur commune de résidence est passée **de 25% en 1982 à 15% en 1999**.

Cette évolution illustre le bond démographique de la CCVE au cours des dernières décennies sans contrepartie en terme de création d'emplois.

Le déséquilibre habitat-emplois s'accroît (tendance observée sur de nombreux territoires sur le plan national) avec son corollaire en terme de déplacements toujours plus nombreux.

Les actifs de la CCVE s'orientent principalement vers les pôles d'emplois au nord (nord Essonne, Paris, Val de Marne).

La répartition par Catégories Socio-Professionnelles (CSP) des emplois proposés sur le territoire de la CCVE en 1999 indique une surreprésentation des emplois d'ouvriers et d'employés.

En revanche, les emplois de cadres et de professions intermédiaires sont moins représentés globalement.

A l'échelle communale, les emplois de cadres sont localisés en grande proportion à Vert-le-Petit et Vert-le-Grand (près de 30% dans ces deux communes). Les emplois intermédiaires y sont également nombreux en proportion, de même qu'à Mennecy.

Ces caractéristiques de l'emploi local qui démontre un **réel déficit au regard du profil des actifs** expliquent l'importance des déplacements des actifs vers des territoires présentant une offre d'emplois adaptée à leur profil.

Si globalement le territoire est déficitaire en nombre d'emplois, les déficits les plus importants sont situés dans les catégories Professions intermédiaires, Employés et Cadres.

Principales destinations des actifs occupés en 1999

Destinations	%
Essonne hors CCVE	63,4
Paris	13,6
Val de Marne	8,7
Hauts-de-Seine	5,5
Seine-et-Marne	3,8
Yvelines	1,9
Province	1,3
Seine-Saint-Denis	1,2
Val d'Oise	0,7

Source : INSEE, RGP 1999

	Différentiel emplois – actifs *
Artisans, commerçants	- 300
Cadres	- 2 200
Professions intermédiaires	- 4 200
Employés	- 3 000
Ouvriers	- 1 600

Source : INSEE, RGP 1999

* Différence entre le nombre d'emplois proposés dans le Val d'Essonne et le nombre d'actifs résidents dans le Val d'Essonne.

2.2 - Une activité agricole fortement présente sur le territoire

La dominante du territoire de la CCVE à très grande échelle apparaît comme rurale.

La surface agricole (8 353 hectares) représente en effet 52% de la superficie totale de la CCVE (48,3% à l'échelle départementale et 48,6% en Île-de-France).

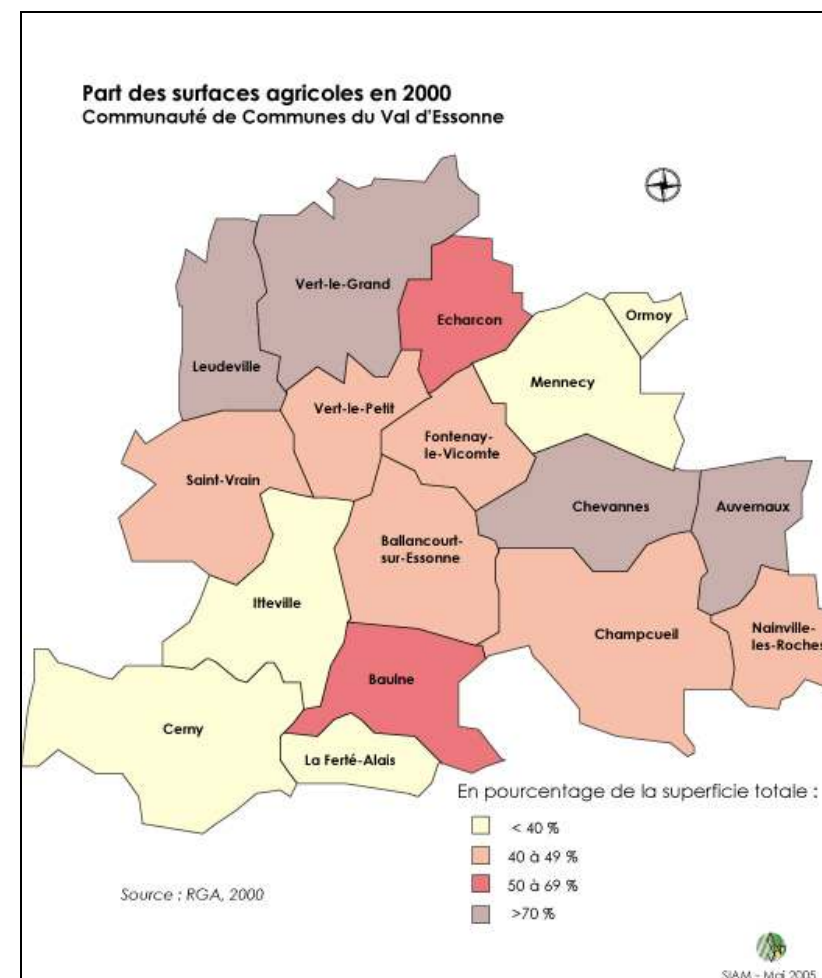
Cette part varie fortement à l'échelle communale : de 21% à Ormoy jusqu'à plus de 70% sur les territoires communaux d'Auvernoux, de Leudeville, de Chevannes et de Vert-le-Grand.

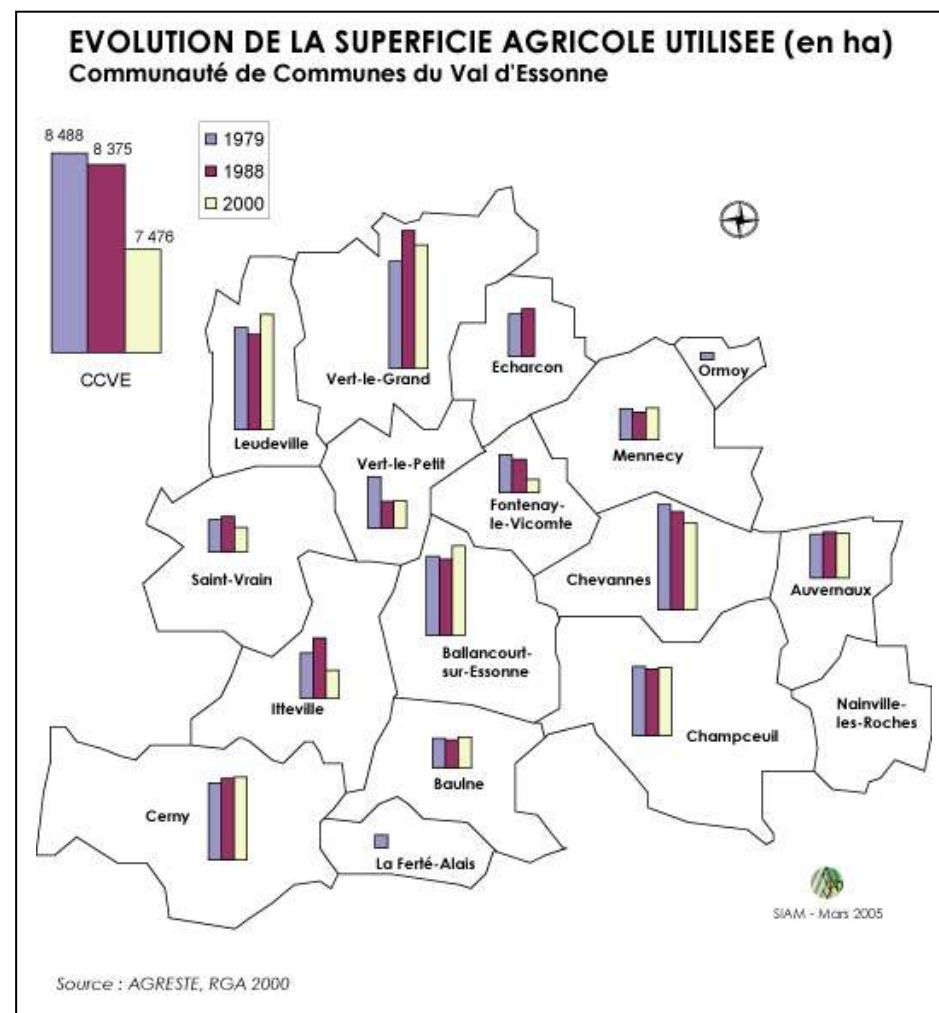
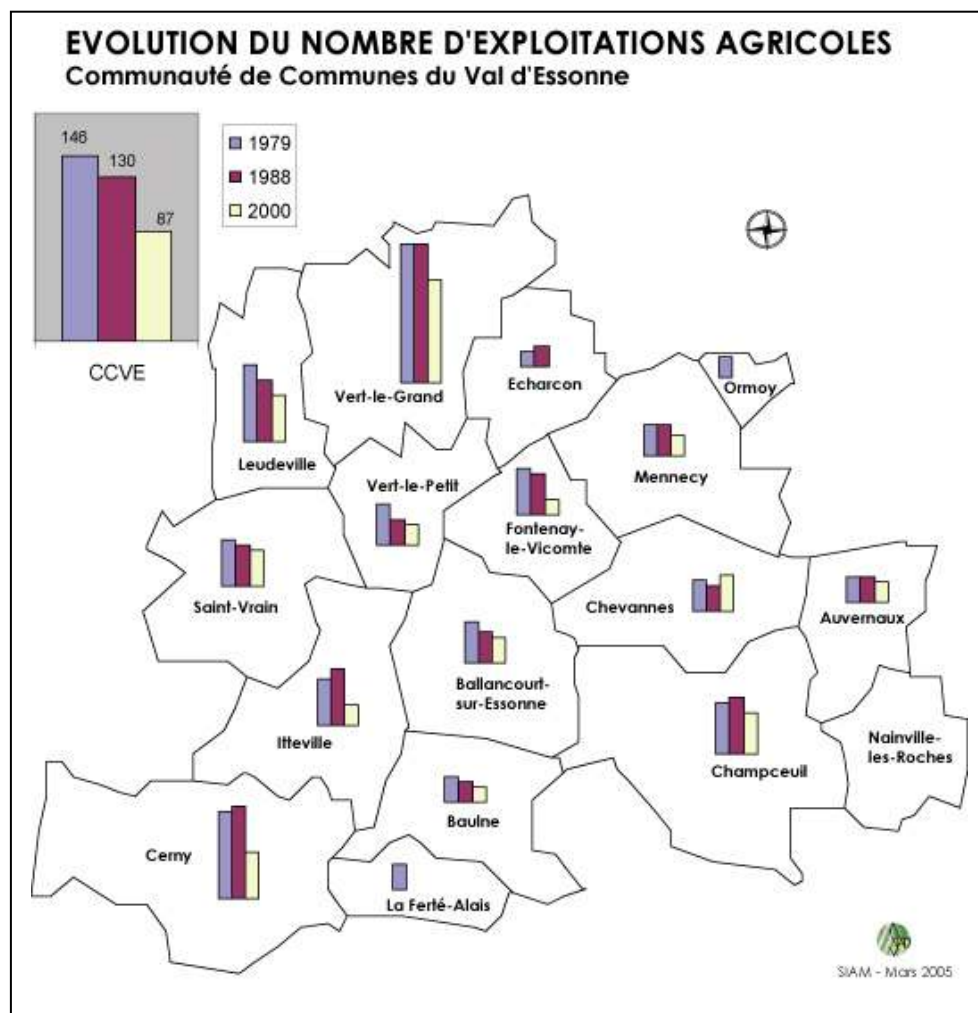
La production céréalière domine (65% des surfaces cultivées), notamment sur Leudeville et Vert-le-Grand (plus de 70%).

Une part non négligeable est consacrée à des cultures industrielles (19%).

Malgré la baisse du nombre d'exploitations agricoles principalement dans les années 90 (93 exploitations en 2000 contre 148 recensées en 1979), l'activité agricole demeure un volet important de l'économie locale.

Occupant plus de 8 000 hectares (Surface Agricole Utile –SAU- en 2000), son rôle dans la structuration des paysages de plateaux est essentiel. La réduction de la SAU (Surface Agricole Utile) depuis 1988 porte sur 419 hectares.





De nouvelles créations d'entreprises au cours des dernières années

Le secteur tertiaire regroupe une grande majorité des emplois (72%). Cette part est sensiblement inférieure à la moyenne départementale (78%). De même, la place de l'industrie est en léger retrait par rapport à la moyenne essonnienne : 12% des emplois (14,5% en Essonne). Territoire marqué par l'agriculture, la CCVE présente une part d'emplois agricoles largement supérieure à la moyenne départementale.

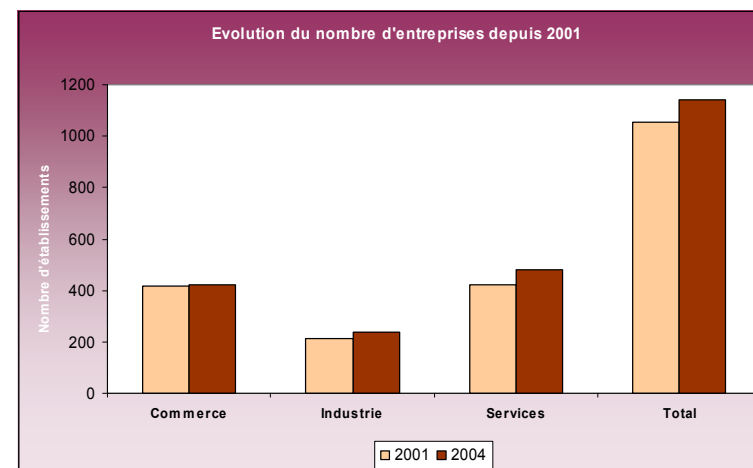
Une croissance du nombre d'établissements

Le nombre d'entreprises inscrites au registre du commerce augmente au cours des dernières années.

En effet, la CCVE compte **1 140 établissements en 2004** contre 1 056 établissements en 2001.

18 entreprises comptent plus de 50 salariés (soit deux entreprises supplémentaires par rapport à la situation en 2001).

Une seule entreprise sur le territoire de la CCVE accueille plus de 500 salariés.



Source : CCI de l'Essonne, 2005

2.3 - Des capacités d'accueil insuffisantes

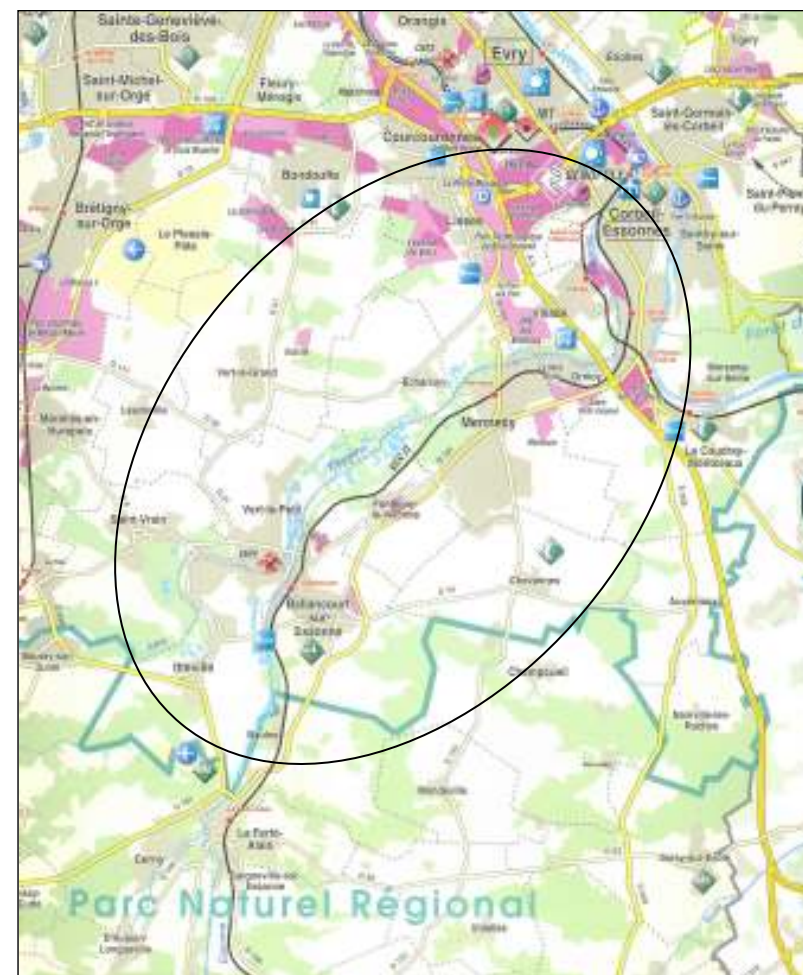
12 zones d'activités sont recensées sur le territoire de la CCVE, réparties **sur 9 communes**.
La taille de ces zones demeure dans l'ensemble modeste (pas plus de 15 hectares)
Les disponibilités foncières actuelles sont modestes (moins de 10 hectares).

Les zones d'activités de la CCVE en 2006

	Nom	Création	Surface totale (en ha)	Disponibilités foncières (en ha)
Auvernaux				
Ballancourt-sur-Essonne	Les Gros L'Aunaie*	1995 Projet	4,5 12,2	
Baulne				
Cerny	Les Grouettes L'Ardenais	1987 1969	2,5 2,5	0 0
Champcueil	La Bigotte	1989	0,14	0
Chevannes	L'Orne à Bonnet	1989	5	1
Echarcon				
La-Ferté-Alais				
Fontenay-le-Vicomte	La Nozole	1989	5,2	2,7
Itteville	La Bâche		5	
Leudeville				
Mennecy	Montvrain	1991	15	
Nainville-les-Roches				
Ormoy	La Belle Etoile La Saule St Jacques	1980 1986	12 6,4	1,7 0
Saint-Vrain				
Vert-le-Grand	La Croix Boissée	1981	1,4	0
Vert-le-Petit				
Total CCVE			71,84	5,4

Dont 6 hectares pour l'accueil d'activités économiques

Source : CCVE, 2006



Source: Agence pour l'Économie en Essonne,
CCI Essonne, 2004

3 – UNE BONNE DESSERTE DU TERRITOIRE MAIS DES CONDITIONS DE DEPLACEMENTS INTERNES A AMELIORER

3.1 - Une mobilité croissante des ménages

De plus en plus de véhicules sur le réseau routier

Le **taux de motorisation** moyen des ménages du Val d'Essonne (91,8 %) est supérieur à celui du département (85 %).
En 1999, le taux de multimotorisation (ménages équipés de 2 voitures ou plus) sur le Val d'Essonne (49,2 %) était nettement supérieur au taux moyen du département.

Taux de motorisation des ménages en 1999

	Ménages véhiculés	Ménages possédant 1 véhicule	Ménages possédant 2 véhicules et plus
Val d'Essonne	91,8 %	42,6 %	49,2 %
Essonne	85%	51%	35%

Source : INSEE, RGP 1999

Les travaux d'élaboration du PLD du Val d'Essonne ont montré l'importance des flux sortants du territoire communautaire (seuls 21 % des navettes domicile-travail sont internes au Val d'Essonne).

Les communes extérieures les plus attractives sont les communes desservies par les lignes C et D du RER et les principaux pôles d'emplois à proximité du Val d'Essonne (accessibles majoritairement en véhicules particuliers).

D'autre part, le diagnostic du PLD a mis en évidence la multipolarisation des flux internes au Val d'Essonne (majorité de flux dispersés et faible ampleur, inférieurs à 30 navettes par jour).

3.2 - Un réseau routier performant

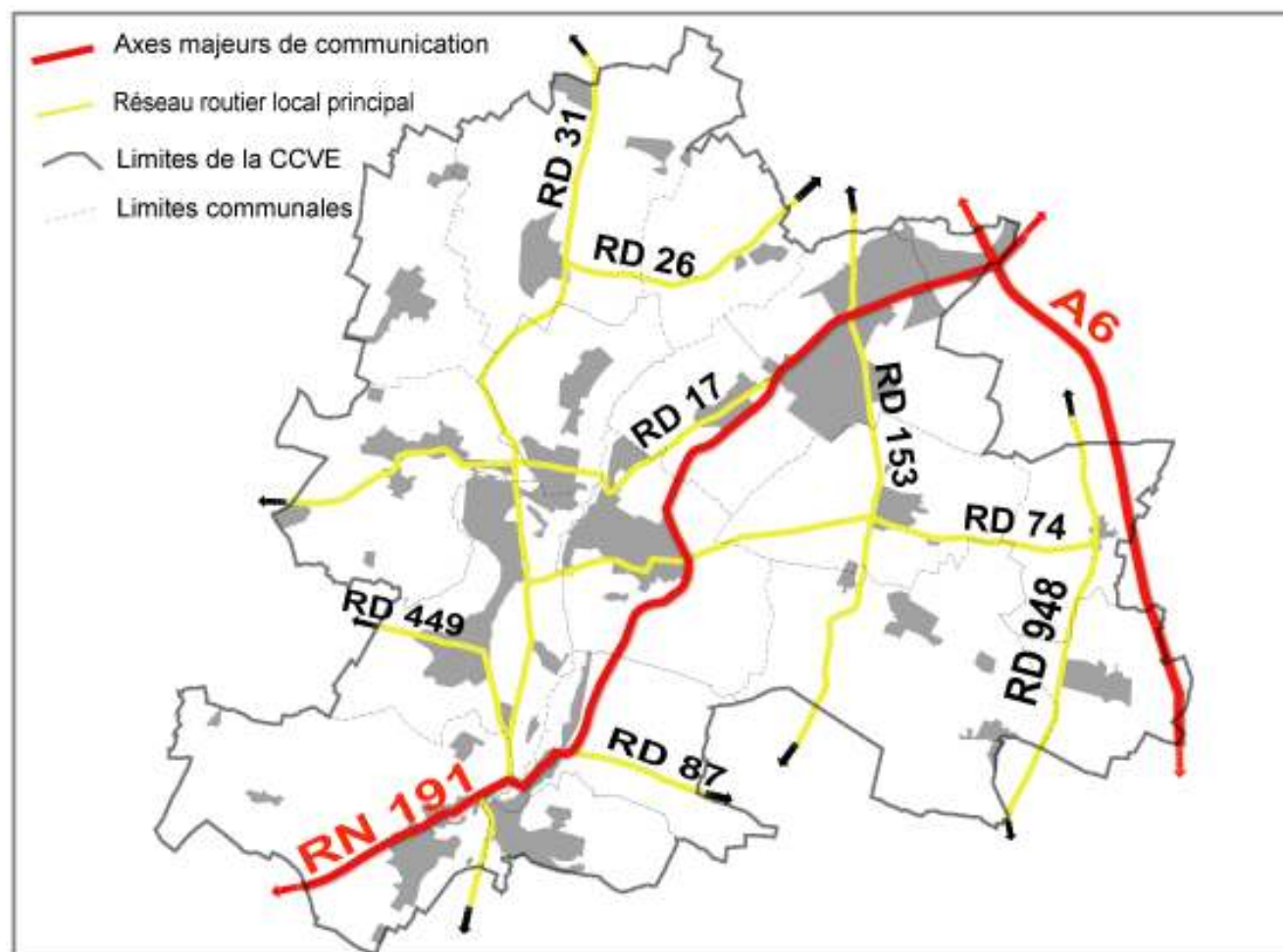
La structure du réseau

Le territoire de la CCVE est positionné à proximité de l'autoroute A6 (une entrée unique à hauteur d'Auvernaux, et une sortie au niveau d'Ormoy).

La RN191 irrigue le territoire du sud-ouest au nord-est. Un réseau de départementales complète ce maillage du territoire : RD31, RD26, RD153, RD948, RD74.

Les principaux constats établis dans le cadre de l'élaboration du **Plan Local de Déplacements du Val d'Essonne** sont les suivants :

- des **nuisances sonores** à proximité de secteurs résidentiels : à Vert le Grand (RD31), à Echarcon (RD26), à Cerny (RN191), communes à proximité de l'A6 (Ormoy, Auvernaux, Nainville).
- des **nuisances sonores** au sein des communes : traversées d'Itteville (RD8), de Mennecy (RN191), nord Ballancourt (RD17), Ormoy (report de la RD153), Echarcon.
- la **congestion du trafic sur certains axes** : RD 153 (côte de Montauger), RN191 (Mennecy), jonction RD31/RD26 (sud de Vert le Grand).
- des **traversées dangereuses** : Auvernaux, Chevannes, Echarcon, Vert le Petit, Itteville.
- un **transit de poids lourds** source de nuisances sur les axes urbains et dans les centres urbains.



Le « *Schéma Directeur de la voirie départementale 2015* » (Conseil Général de l'Essonne) identifie des projets routiers concernant directement le territoire de la CCVE :

- devenir de la RN 191 (opération concertée F),
- liaison Centre Essonne,
- aménagement de la RD 449 (liaison RN 191 - Loiret),
- aménagement de la liaison La-Ferté-Alais – Francilienne via la RD 31,
- suppressions de passages à niveau (notamment PN 19 à Mennecey).

La réflexion sur le devenir de la RN 191 amorcée dans le « *Schéma Directeur de la voirie départementale 2015* » a conduit au projet de déviation de cet axe (de Ballancourt-sur-Essonne à l'A 6). Le projet est désormais dénommé « Desserte du Val d'Essonne ».

Le trafic local

La répartition du trafic sur les principales infrastructures du territoire montre la place prépondérante de la RN 191, avec plus de 15 000 véhicules par jour en moyenne en 2004 au niveau de Mennecey.

Le Val d'Essonne supporte un transit Nord/Sud de plus en plus important. Ainsi, entre 2000 et 2004, le trafic sur la RN 191 a augmenté jusqu'à 11 % au niveau de Ballancourt-sur-Essonne.

Néanmoins, le trafic reste globalement homogène.

Les voies structurantes du territoire supportent toutes un trafic de plus de 1 500 véhicules par jour à l'exception de la RD 87 et de la RD 233. Si la RN 191 se détache nettement, les autres voies drainent cependant des flux d'ampleur équivalente : les flux sont donc globalement dispersés et la hiérarchisation de l'usage des axes est peu marquée.

L'accidentologie

Certains axes ne sont pas traités de manière paysagère et urbaine dans leurs traversées de communes. Les conducteurs n'ont pas le sentiment d'entrer en milieu urbanisé et n'adoptent pas un comportement prudent adéquat.

Les communes du SCoT soulignent toutes des comportements routiers dangereux et des voies inadaptées. La vitesse de circulation des véhicules est excessive dans la majorité des bourgs ; les voies de circulation et la morphologie des centres bourgs sont inadaptées au trafic poids lourds et au trafic de transit en général.

3.3 – Une desserte locale en transports collectifs à améliorer et un maillage de circulations douces à développer

Les travaux du PLD ont mis en évidence que la majorité des flux de courte distance sont réalisés en véhicules particuliers. Cela est dû notamment des situations d'inadaptation de la desserte locale en transports collectifs, qui s'explique entre autre par la multipolarisation des flux.

Ainsi, le PLD dégage notamment trois enjeux :

- l'adaptation de la desserte en transports collectifs par des solutions plus souples et innovantes que les lignes de bus classiques (transport à la demande...),
- le renforcement de l'intermodalité (utilisation de plusieurs modes de transport pour un même trajet),
- le développement du maillage de circulations douces permettra également d'améliorer les conditions de transport alternatives à la voiture particulière.

5. LES REFLEXIONS QUI ONT CONDUIT AU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD) ET AU DOCUMENT D'ORIENTATIONS GENERALES (DOG)



📄 **Le diagnostic : des atouts importants mais des évolutions préoccupantes.**

📄 **Un scénario volontariste d'équilibre.**

📄 **La prise en compte du scénario retenu dans les documents du SCoT (PADD, DOG ⁵).**

⁵ PADD : *Projet d'Aménagement et de Développement Durable.*
DOG : *Document d'Orientations Générales.*

1 – LE DIAGNOSTIC : DES ATOUTS IMPORTANTS MAIS DES EVOLUTIONS PREOCCUPANTES

1.1 - Les dynamiques de développement constatées

1. Un territoire hétérogène qui a connu un développement important :

- Des profils communaux variés (villages de plateau, bourgs centres, communes de bord de vallée, villes moyennes).
- Une croissance démographique soutenue au cours des 25 dernières années.

2. Des conditions d'accueil (logements, équipements, ...) à adapter :

- L'activité de construction de logements est soutenue (près de 300 logements/an), mais insuffisamment diversifiée : le logement individuel en propriété domine.
- Le niveau d'équipements du territoire s'est amélioré mais certains manques sont relevés (sports, loisirs...).

3. Un contexte économique qui révèle des indications préoccupantes :

- Un nombre d'emplois insuffisant (déséquilibre habitat/emploi).
- Un potentiel fiscal par habitant inférieur à la moyenne départementale.
- Un environnement concurrentiel qui nécessite de renforcer l'attractivité économique de la Communauté de Communes du Val d'Essonne.

4. Des conditions de transport et de déplacement qui se compliquent :

- Des trafics de plus en plus importants (notamment un fort trafic de transit).
- Une offre de transports en commun insuffisante malgré la présence de 3 gares RER et de lignes de transports en commun.
- La faiblesse des moyens de transports en commun favorise l'usage de la voiture particulière.

1.2 - Les principaux constats en matière de développement de l'urbanisation

1. **Un développement de l'urbanisation qui fragilise en plus en plus certains équilibres essentiels à la préservation de l'identité du territoire :**
 - Des pressions urbaines de plus en plus fortes
 - Renforcement des déplacements en voitures particulières.
2. **Une accentuation du phénomène de périurbanisation, sous la forme d'un développement résidentiel dans les vallées et sur les plateaux :**
 - Consommation d'espaces naturels.
 - Cependant, certaines potentialités dans le tissu urbain existant ont pu être identifiées (« dents creuses » dans les villes et villages ...).
3. **Des marges de manœuvre réduites concernant le foncier urbanisable :**
 - Des situations bloquées sur certains secteurs (plus d'offre foncière pour des logements).
 - Une offre foncière réduite et dispersée en zones d'activités économiques.
 - Une programmation d'environ 140 ha dans les documents d'urbanisme locaux opposables, mais parfois bloquée par certaines contraintes.
4. **Des pressions urbaines grandissantes :**
 - Des niveaux de prix dans l'immobilier toujours plus élevés.
 - Un marché de l'habitat actif mais de plus en plus sélectif.
 - Le foncier urbanisable se raréfie et est plus difficile à maîtriser (cherté).

1.3 - Les principaux constats relatifs à l'identité du Val d'Essonne

1. **Des paysages menacés par le phénomène de périurbanisation :**
 - La poursuite de l'étalement urbain constitue une menace à terme pour la qualité des paysages du Val d'Essonne.
2. **Une poursuite des mutations agricoles :**
 - Un secteur agricole présent aujourd'hui sur le territoire. Il subit de profondes mutations. Les conséquences pour le territoire pourraient être importantes à terme (notamment en terme de gestion des paysages).
3. **De nombreuses contraintes en matière de protection :**
 - Une partie Sud du territoire est incluse dans le PNR (4 communes), qui poursuit une politique qualitative et de développement modéré.
 - De nombreux espaces naturels classés (Natura 2000, ZNIEFF, ENS).
4. **Des potentialités à préserver et à mettre en valeur :**
 - Un patrimoine naturel et bâti prégnant.
 - Une présence forte de l'eau.

2 – UN SCENARIO VOLONTARISTE D'EQUILIBRE

Le scénario d'aménagement retenu par les élus du Val d'Essonne pour les dix prochaines années (horizon 2016) est fondé sur une volonté de poursuivre le développement du territoire, principalement en matière de développement économique (objectif de rééquilibrer le rapport habitat/emploi), tout en respectant les éléments identitaires du Val d'Essonne.

Chaque partie du territoire (urbaine, périurbaines, rurale) participe à ce développement dans le respect des équilibres actuels (pôles urbains, pôles relais, villages, hameaux), en cherchant à corriger certaines tendances non souhaitables pour le territoire.

Le projet de SCoT repose sur un compromis entre une nécessité de poursuivre son développement pour répondre aux objectifs régionaux inscrits dans le SDRIF de 1994 et la préservation et la valorisation d'espaces naturels de transition soumis à des pressions foncières de plus en plus fortes afin de respecter le volet environnement du SDRIF de 1994 et la Charte du PNR du Gâtinais français.

Il intègre notamment une programmation de nouveaux logements qui pourront bénéficier aux nouveaux actifs travaillant dans les pôles d'emplois du secteur Évry.

2.1 - Les aspects quantitatifs du scénario d'aménagement

Développement économique.

RENFORCER LES CAPACITES D'ACCUEIL ACTUELLES.

Il est apparu que les marges de manœuvre foncières autorisées dans les anciens schémas directeurs n'étaient pas suffisantes ou adaptées au regard de l'ambition de la CCVE en terme de développement économique, priorité affichée des élus communautaires.

D'autre part, les principaux constats établis au cours de l'élaboration du diagnostic étaient :

- Un faible taux d'emplois : « 0,43 emploi pour un actif » en 1999.

Le nombre de nouveaux actifs augmente toujours plus vite que le nombre de nouveaux emplois.

Le déséquilibre habitat/emploi se creuse, avec pour conséquence un nombre de plus en plus important d'actifs travaillant en dehors du territoire communautaire.

- Un déficit en emplois qualifiés à très qualifiés.

Les déficits les plus importants sont situés dans les catégories Professions intermédiaires, Employés et Cadres.

- Un tissu économique local qui se tertiarise.

Plus de 70 % des emplois sont tertiaires.

- Un tissu artisanal dynamique et diversifié.

Cependant, la principale menace pour ce secteur d'activité réside dans le vieillissement de la population dirigeante.

On note également une diminution du nombre d'actifs dans les domaines de l'alimentaire et de la petite industrie.

- Un territoire pas suffisamment attractif en terme d'accueil d'entreprises.

Une concurrence des territoires limitrophes (intercommunalités constituées au cours des dernières années).

- Des disponibilités foncières insuffisantes.

Une offre foncière réduite en zones d'activités (moins de 10 hectares disponibles) et dispersée : 12 sites répartis sur 9 Communes.

Il n'existe pas sur le territoire communautaire de grandes zones structurantes pour le développement économique. Les projets recensés portent sur des secteurs d'une trentaine d'hectares maximum, sur des zones qui n'apparaissent pas pour certaines très attractives (selon les conclusions de l'étude économique menée pour le compte de la Communauté de Communes en 2004).

Compte tenu du contexte actuel (faible disponibilité en zones d'activités, concurrence des territoires limitrophes), la démarche SCoT doit permettre de compléter l'offre foncière globale proposée dans cette partie du département.

Par conséquent, les élus de la Communauté de Communes du Val d'Essonne ont porté leur choix sur un **renforcement de la programmation foncière** sur des sites de développement économiques structurants, en donnant la priorité aux projets portés par une **maîtrise d'ouvrage intercommunale**.

Le renforcement des capacités d'accueil de nouvelles entreprises doit passer par :

- la requalification des zones d'activités existantes ;
- le renforcement de secteurs existants et la programmation de nouveaux secteurs de développement à moyen et plus long terme.

On peut citer notamment la future ZAC de Montvrain 2 à Mennecy.

Ces perspectives de développement économique ressortent des constats établis dans le cadre du SCoT et d'une étude économique réalisée pour le compte de la CCVE en 2004 : une analyse concurrentielle sur le territoire de la CCVE a précisé le positionnement économique du Val d'Essonne dans un environnement économique plus large (les intercommunalités limitrophes).

Les conclusions de cette étude ont permis de définir la stratégie économique des élus du Val d'Essonne qui repose sur le développement de certains sites structurants repris dans la programmation du SCoT.

Outre la création et la gestion de zones d'activités économiques, la CCVE a également en charge d'autres actions liées au développement économique : recherches de nouvelles entreprises, partenariats, aides et assistances notamment aux artisans et petits commerçants...

Ainsi, la création de futures zones d'activités économiques à maîtrise d'ouvrage intercommunale sera privilégiée.

L'objectif des élus de la CCVE à travers cette programmation du développement économique est de tendre vers une amélioration du taux d'emplois (0,43 en 1999) : rechercher les moyens d'atteindre un taux d'emplois supérieur à 0,5 en 2016.

L'objectif est par conséquent de tendre vers un taux d'emplois égal à 0,6 à l'horizon 2016, soit en tenant compte de la perspective démographique (58 800 habitants à l'horizon 2016) la création de plus de 420 emplois supplémentaires tous les ans.

Développement de l'habitat.

UN RYTHME DE DEVELOPPEMENT MODERE.

Le scénario retenu par les élus communautaires porte sur la production d'**environ 400 nouveaux logements par an** au cours des dix prochaines années (dont 120 pour répondre aux besoins endogènes⁶ et 280 pour l'accueil de populations nouvelles).

Ce scénario **représente par conséquent à l'échelle du territoire communautaire un rythme d'urbanisation plus soutenu** en comparaison avec l'activité de construction qui a été constatée entre 1990 et 2004 (moins de 300 logements par an).

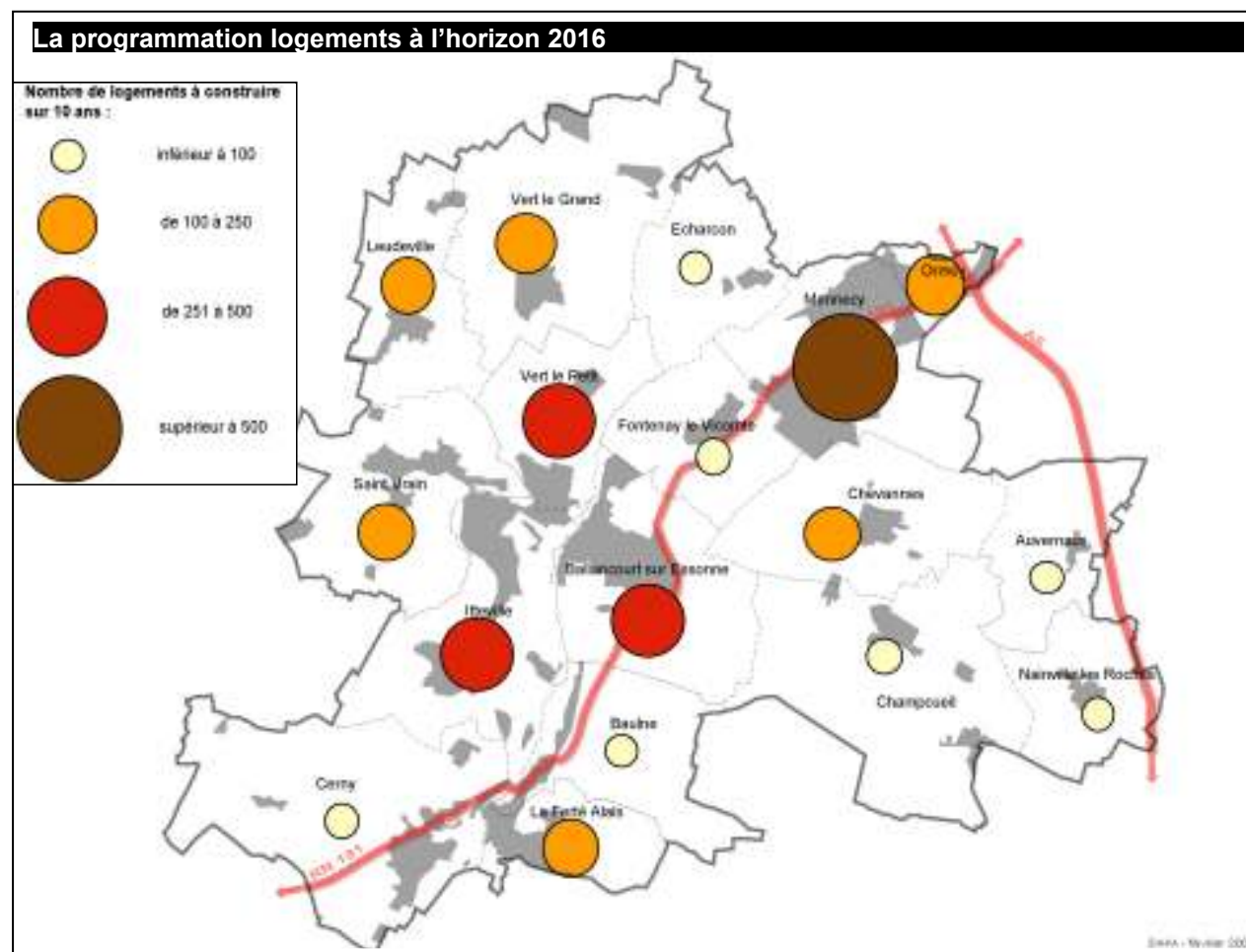
Il prend en compte les objectifs exprimés dans la Charte du Parc Naturel du Gâtinais Français⁷ : développement modéré des communes de Baulne, Champcueil, Cerny et La Ferté-Alais.

Il prend en compte également la nécessité de rééquilibrer le rapport habitat/emploi et de répondre aux demandes tandis que l'activité de construction de logements avait tendance à ralentir au début des années 2000 sur le territoire de la CCVE.

La poursuite du développement du parc de logements suivant ce rythme soutenu au cours des prochaines années permet d'estimer une population totale de la Communauté de Communes du Val d'Essonne à **près de 58 800 habitants à l'horizon 2016**, soit près de 7 600 habitants supplémentaires par rapport à une population estimée à environ 51 200 personnes en 2006 (et en appliquant un taux moyen d'occupation de 2,7 personnes par logement).

⁶ Les besoins endogènes correspondent aux besoins liés au phénomène de desserrement des ménages, au renouvellement du parc et à la variation du nombre de résidences secondaires et de logements vacants.

⁷ Dans le Porter à connaissance « SCoT du Val d'Essonne » transmis par le PNR du Gâtinais Français à la Communauté de Communes du Val d'Essonne, il est précisé que les communes devront respecter « **un développement démographique modéré et peu consommateur d'espace (Baulne et Champcueil peuvent accueillir entre 3 à 5 nouveaux logements par an, Cerny et La Ferté-Alais entre 5 et 10 nouveaux logements par an), le terme logement correspondant à une construction possible (d'un ou plusieurs logements).** »



DIVERSIFIER LA TYPOLOGIE DES LOGEMENTS.

L'objectif des élus est de rééquilibrer la production de logements trop orientée vers le logement individuel en accession à la propriété :

- 75 % des logements recensés dans le Val d'Essonne sont individuels et 58 % des ménages sont propriétaires de leur logement ;
- plus de 80 % des logements réalisés depuis 1982 sont de type individuel.

Les élus du Val d'Essonne souhaitent tendre vers une plus grande diversité dans la typologie des nouveaux logements.

Ainsi, au cours des travaux préparatoires à l'élaboration du PADD, des proportions ont été définies par commune (cf. tableau ci-contre) afin de favoriser telle ou telle typologie de logement (maison de ville, logement individuel, petit collectif) et de corriger ainsi les déséquilibres.

	Typologie des logements		
	Collectif	Maison de ville	Individuel
	%	%	%
Auvernaux	0	10	90
Ballancourt	20	20	60
Baulne	0	10	90
Cerny	20	7	73
Champcueil	0	44	55
Chevannes	0	10	90
Écharcon	0	10	90
La Ferté-Alais	10	70	20
Fontenay-le-Vicomte	15	6	79
Itteville	10	30	60
Leudeville	8	8	84
Mennecy	40	33	27
Nainville-les-Roches	0	20	80
Ormoy	0	30	70
Saint-Vrain	0	10	90
Vert-le-Grand	10	10	80
Vert-le-Petit	30	20	50
CCVE	21	26	53

RENFORCER LA MIXITE SOCIALE DANS LE PARC DE LOGEMENTS.

Les élus du Val d'Essonne souhaitent agir pour développer le logement aidé sur l'ensemble du territoire du SCoT (en fonction des capacités d'accueil des communes en terme de niveau d'équipements et de services, de desserte en transports en commun).

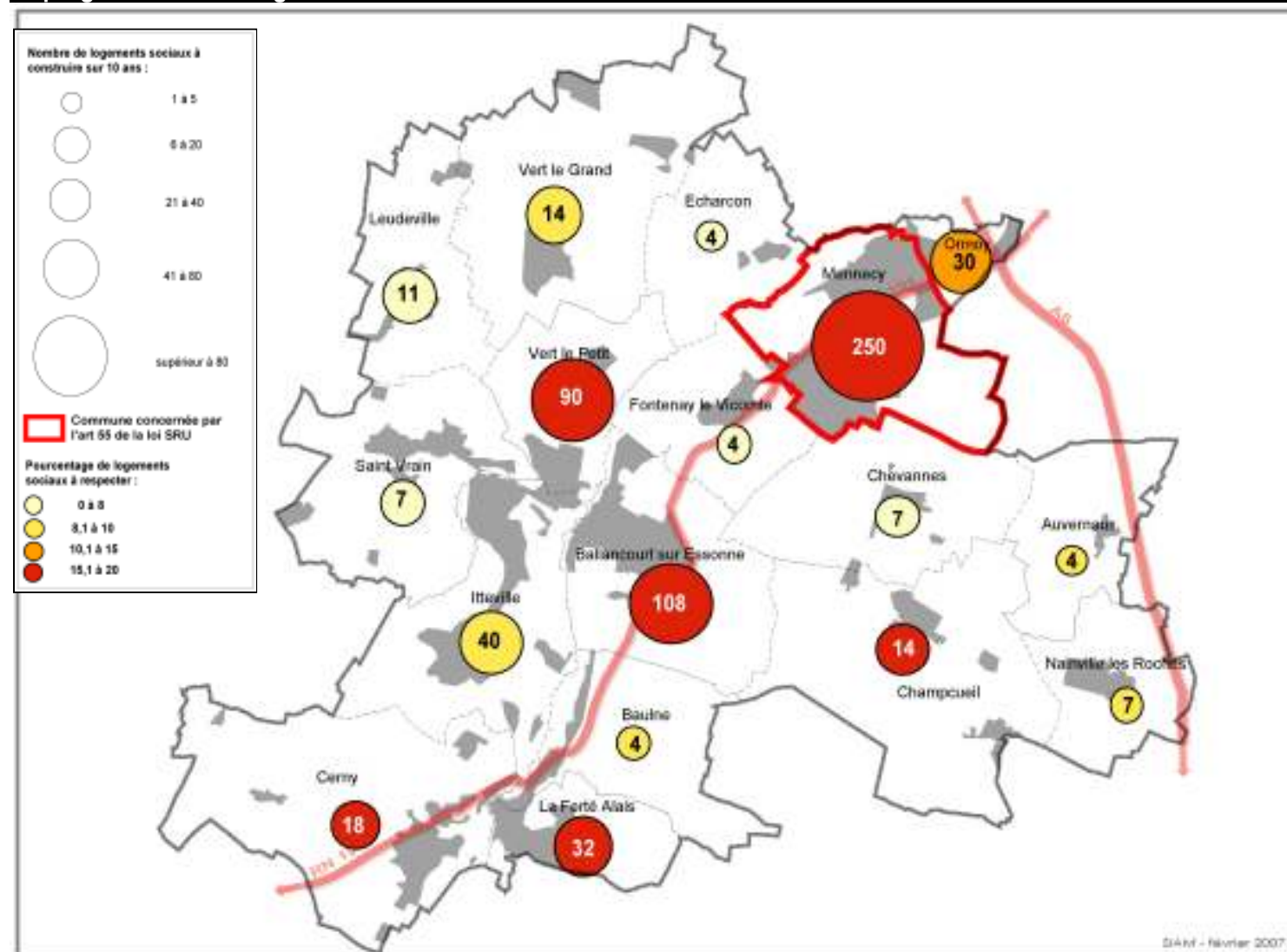
Au cours des travaux préparatoires à l'élaboration du PADD, diverses hypothèses ont été débattues afin de renforcer à terme l'offre locative aidée sur l'ensemble du territoire du SCoT. Des proportions ont été définies par type de communes (pôles urbains, pôles relais, autres communes).

Il s'agit de pourcentages de la production globale de logements qui devront être consacrés au renforcement du parc locatif aidé (voir le Document d'Orientations Générales sur ce point).

Cette règle prescriptible devra être déclinée dans les documents d'urbanisme locaux (PLU) et un Programme Local de l'Habitat communautaire.

Mennecy est la seule commune concernée par l'article 55 de la Loi SRU (obligation de parvenir à terme à 20 % de logements aidés). La Commune recherchera les moyens pour atteindre cet objectif. Ainsi, pour la période 2005-2007, 37 logements aidés ont été programmés sur la commune.

La programmation en logements locatifs aidés à l'horizon 2016



La politique de la CCVE en matière d'habitat (dans le cadre de l'élaboration d'un PLH intercommunal par exemple) devra prendre en compte le PIG sur l'habitat que le PNR du Gâtinais Français met actuellement en place.

	Nb. de logements locatifs sociaux en 2006 (source DDE)
Auvernaux	0
Ballancourt-sur-Essonne	652
Baulne	0
Cerny	1
Champcueil	108
Chevannes	262
Écharcon	0
La Ferté-Alais	204
Fontenay-le-Vicomte	49
Itteville	153
Leudeville	8
Mennecy	766
Nainville-les-Roches	12
Ormoy	27
Saint-Vrain	16
Vert-le-Grand	58
Vert-le-Petit	198
Total CCVE	2514

Programmation sur 10 ans (2006/2016)		
volume de logements sur 10 ans	% de logements sociaux	logements sociaux à construire
40	10	4
540	20	108
40	10	4
90	20	18
70	20	14
140	5	7
70	5	4
160	20	32
80	5	4
400	10	40
140	8	11
1250	20	250
70	10	7
200	15	30
140	5	7
140	10	14
450	20	90
4020		644

MAITRISER LE DEVELOPPEMENT URBAIN.

L'examen des capacités foncières déjà programmées dans les documents d'urbanisme locaux (POS/PLU) a permis de souligner l'insuffisance quantitative de l'offre foncière sur certaines parties du territoire communautaire.

Le projet des élus du Val d'Essonne repose par conséquent sur un **renforcement de cette offre foncière (de l'ordre de 195 hectares)**.

Les besoins en foncier ont été estimés en retenant les ratios moyens suivants :

- Moyenne de **500 m²** pour le logement individuel.
- Moyenne de **300 m²** pour le logement groupé (ou en bande, en grappe).
- Moyenne de **140 m²** pour le logement collectif.

Par ailleurs, au cours des travaux préparatoires à l'élaboration du PADD, des **directions préférentielles de développement** ont été définies afin de mieux cadrer les extensions urbaines futures dans le respect de l'environnement et des paysages.

La carte n°4 présentée dans les documents graphiques (« *Le principe de développement de la zone urbanisée à terme* ») a vocation d'illustrer **de manière schématique ces directions possibles du développement** dans le respect des orientations générales du SCoT. Il ne s'agit pas d'un zonage mais d'une orientation.

Les Communes devront s'appuyer sur ce document graphique afin de définir dans leur PLU les zones à urbaniser sous la forme d'un zonage précis à la parcelle, dans la limite des besoins quantitatifs définis par le SCoT, des potentialités du site et du respect des orientations générales du SCoT en matière de développement du tissu urbain (en continuité de l'existant ...).

2.2 - Les aspects qualitatifs du scénario d'aménagement

Au cours des travaux préparatoires à l'élaboration du PADD, un important travail d'analyse sensible du territoire du SCoT et de ses éléments identitaires a été mené. Un croisement de ces travaux avec les perspectives de développement de l'urbanisation déjà programmées ou souhaitées a permis de faire ressortir les points suivants :

- Un **respect global des grandes continuités écologiques** mises en avant lors de l'analyse paysagère (vallées de l'Essonne et de la Juine, coteaux boisés de la Beauce).
- Des tendances qui se confirment à la **fermeture du territoire le long de l'axe majeur qu'est la RN191** (effet de vitrine...).
- Une **accélération de la césure** entre les communes de la ceinture Sud (PNR) et le reste du territoire communautaire.
- La **bonne localisation globale des zones d'habitat** à proximité des centres historiques, leur dimension restant parfois à mesurer par rapport aux besoins, et les greffes à l'existant (réseau viaire, urbain et paysage) à anticiper.
- L'**isolement fréquent des centres d'activités** dont les extensions s'appuient sur des noyaux existants.

Les conclusions de ces réflexions ont conduit les élus du Val d'Essonne à se positionner sur des propositions de prescriptions en matière de préservation et de mise en valeur de l'environnement et des paysages.

Ainsi, le scénario volontariste d'équilibre retenu par les élus du Val d'Essonne comporte un important volet qualitatif qu'il apparaît indispensable de mettre en oeuvre afin de tendre vers un développement harmonieux et respectueux de l'identité territoriale.

D'autre part, la prise en compte de toutes les contraintes d'urbanisation existantes relevées dans l'état initial de l'environnement (espaces naturels protégés, nuisances, risques naturels et industriels...) a conduit à définir un projet de développement urbain plus modéré que les orientations du SDRIF de 1994. Cette modération s'inscrit pleinement dans le scénario volontariste d'équilibre retenu par les élus.

« *Le principe de développement de la zone urbanisée à terme* » présenté sur la carte n°4 des documents graphiques et les valeurs de cadrage pour l'habitat ainsi que les perspectives de développement économique à respecter précisées dans le DOG ont été déterminés en tenant compte de ces contraintes d'urbanisation et dans le respect de la qualité des espaces urbains (existants et à venir) et des milieux naturels ou agricoles.

L'ouverture de nouveaux secteurs à l'urbanisation pourra tenir compte des plans d'épandage des boues actuellement en service sur les parcelles agricoles du territoire de la CCVE.

Des coupures physiques à préserver

Cette orientation est intégrée dans le SCoT afin d'organiser les futures implantations urbaines dans le respect des grandes entités paysagères du territoire.

Des entrées du territoire, de villes et de villages à gérer.

Cette orientation est intégrée dans le SCoT afin de limiter les effets négatifs de la périurbanisation et de rendre le territoire plus attractif par une valorisation du cadre de vie.

Il s'agit d'affirmer l'identité du Val d'Essonne en préservant et en valorisant les principaux éléments qui forgent cette identité territoriale.

De plus, afin de maîtriser l'affichage publicitaire sur le territoire (et notamment sur les entrées de villes), les Communes pourront instituer des zones de publicité restreinte (cf. articles L 581-11 à L 581-14 du Code de l'Environnement). Ces dispositions ne devront pas s'opposer à la nécessité de publicité des initiatives de vente à la ferme, d'hébergement en gîte ou d'accueil d'enfants à la ferme.

Les Communes devront prendre en compte dans leur PLU la mise en valeur des entrées de ville et de village. Elles définiront les espaces concernés et les modalités à mettre en œuvre. Ces modalités pourront porter sur la réglementation publicitaire, la réhabilitation de certaines façades commerciales, l'organisation de la circulation, l'aménagement d'espaces verts (plantations), les conditions d'éclairage public, la restructuration du stationnement...

Une trame verte dans les vallées à valoriser

Cette orientation doit permettre de valoriser ce capital environnemental, notamment d'un point de vue économique, dans le respect des équilibres existants dans ces milieux.

L'élaboration d'une charte paysagère des bords de l'Essonne et des zones humides (en y associant les principaux partenaires : Conseil Régional, Conseil Général, PNR, SIARCE...) contribuera à l'amélioration du cadre de vie et à la préservation du territoire.

Espaces naturels, boisés, paysagers ou agricoles à préserver

Les nombreux espaces naturels présents sur le territoire communautaire, et notamment les espaces boisés, paysagers et agricoles du SDRIF de 1994, font l'objet d'une préservation dans le SCoT. Les espaces paysagers du SDRIF de 1994 sont identifiés sur les cartes n° 5 et 10 des documents graphiques.

Des aménagements pourront être autorisés sous conditions sur les espaces boisés et les espaces paysagers indiqués au SDRIF de 1994.

Par leur caractère remarquable, les espaces boisés et paysagers pourront être le support d'activités récréatives ou touristiques. « *Le Schéma de développement touristique du Val d'Essonne* » identifie par exemple les actions suivante :

- « Assurer la reprise des marais en location par les Communes »
- « Créer un circuit sur le patrimoine hydraulique : moulins, puits, lavoirs... »
- « Créer un parcours sportif en forêt... »

La préservation des espaces agricoles pourra être recherchée à travers le maintien de bonnes conditions de fonctionnement des exploitations (maintien de bonnes conditions de circulation des engins agricoles, maintien d'exploitations de taille suffisante...). Le classement en zone agricole dans les PLU (zone A) sera également à rechercher.

Les acquisitions d'ENS dans le cadre communal ou intercommunal constituent des mesures de protection efficaces du patrimoine naturel.

Maîtriser le développement urbain.

Cette orientation générale intégrée dans le scénario des élus du Val d'Essonne porte sur une limitation de l'étalement urbain en préconisant diverses règles tendant :

- à privilégier le renouvellement urbain lorsque les conditions sont réunies pour permettre une opération d'aménagement dans le tissu urbain existant ;
- à éviter le risque de « conurbation » (développement d'une urbanisation en continue entre deux sites urbains existants) sur le territoire communautaire,
- à modérer le développement urbain au niveau des hameaux,
- à cadrer les extensions urbaines dans le respect des paysages,
- à mettre en place une politique foncière permettant une meilleure maîtrise des extensions urbaines.

Afin de favoriser le renouvellement urbain (densification du tissu urbain existant), les Communes pourront effectuer, lors de l'élaboration ou de la révision des documents d'urbanisme locaux, un inventaire des disponibilités et potentialités des espaces urbains (espaces non construits, de faible densité, appelant une requalification, bâtiments désaffectés, reconversion ou réhabilitation d'immeubles anciens etc ...).

La réalisation des extensions urbaines dans chaque commune nécessitera d'entrer dans une logique de projet urbain maîtrisé. Les moyens et les procédures adaptés devront être mis en œuvre. Il s'agira par exemple d'annexer aux documents d'urbanisme locaux des schémas d'organisation et d'aménagement de secteurs centraux (centres-villes, centres-bourgs), d'avoir recours à des procédures d'aménagement d'ensemble (de type Zone d'Aménagement Concerté) pour maîtriser la réalisation des opérations...

La qualité des opérations d'aménagement sera également à rechercher, dans un souci de respect de l'environnement et dans une démarche de développement durable. Ainsi, par exemple, une charte de qualité pourra être mise en place à l'échelle communautaire afin d'établir des recommandations architecturales qui pourront être prises en compte par les Communes à l'occasion de modifications, révisions des documents d'urbanisme locaux. Les recommandations architecturales pourront être définies sur l'évolution de l'habitat, l'implantation et le volume du bâti, les matériaux de façade et de toiture, les couleurs, les modénatures, les percements, les devantures commerciales, les clôtures et les haies ...

La qualité environnementale des opérations sera encouragée. Cette démarche, qui vise à préserver l'environnement en engageant une réflexion globale sur les incidences d'un projet d'aménagement, devra être initiée par les Communes dans le cadre de la réalisation d'opérations d'aménagement.

L'intégration paysagère des opérations sera à rechercher, en se basant par exemple sur des projets d'intégration paysagère :

- réflexion préalable à l'implantation et l'organisation d'une extension urbaine ;
- accompagnement végétal approprié ;
- utilisation d'essences végétales variées.

Amélioration des conditions de transport et de déplacement

Les principaux constats établis au cours de l'élaboration du diagnostic étaient :

- Peu de réalisation par rapport à la programmation des anciens schémas directeurs.

Un seul programme concrétisé : la déviation de la RD 153 au Sud/Est de Mennecey.

- Des difficultés croissantes de déplacement dans le Val d'Essonne.

Augmentation du trafic routier sur certains axes (RD 153, RN 191, ...).

- Des problèmes de sécurité et de nuisance.

Des traversées de village provoquant des problèmes de sécurité.

Des axes nuisances : nuisances sonores de l'A6, ...

- Un usage développé de la voiture particulière.

Le taux de motorisation des ménages a tendance à augmenter.

- Un réseau de transport collectif mal adapté.

Éclatement et dispersion des flux en raison du caractère multipolaire du territoire communautaire.

Une insuffisance ou une inadaptation de dessertes bus.

Des communes non couvertes à certains moments de la semaine par une offre de transport en commun.

- Il existe sur le territoire communautaire un potentiel à développer en matière de circulations douces (piétons, vélos).

Par conséquent, les élus de la Communauté de Communes du Val d'Essonne ont engagé la démarche d'élaboration d'un **Plan Local de Déplacements du Val d'Essonne**. Le volet transports du SCoT reprend les principaux objectifs exprimés par les élus communautaires dans le cadre de cette procédure, ainsi que des orientations pour améliorer les conditions de transport et de déplacement sur le Val d'Essonne et vers les principaux pôles extérieurs.

3 – LA PRISE EN COMPTE DU SCENARIO RETENU DANS LES DOCUMENTS DU SCOT (PADD ET DOG)

3.1 - Les orientations générales pour le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)

Trois axes présentent de manière transversale le projet des élus du Val d'Essonne sous la forme d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) débattu en avril 2006 :

Axe 1 : Renforcer l'attractivité du territoire (les dynamiques de développement).

Les orientations inscrites dans ce premier axe visent à agir sur les leviers qui pourront permettre d'améliorer l'attractivité du Val d'Essonne.

Les élus du Val d'Essonne ont intégré dans leur projet des orientations pour infléchir les tendances récentes et se positionner sur un scénario de développement maîtrisé et équilibré. Leur projet pour une croissance équilibrée du territoire et son rayonnement repose sur les orientations suivantes :

- Renforcer la position du territoire dans l'environnement régional.
- Poursuivre l'accueil de populations nouvelles.
- Répondre aux différents besoins en logement de la population.
- Compléter le dispositif en équipements et services.
- Favoriser la création de nouveaux emplois.
- Veiller à l'équilibre de l'offre commerciale.
- Organiser le déplacement des personnes.

Axe 2 : Organiser un développement urbain respectueux du territoire (les modes d'urbanisation).

Les orientations inscrites dans ce second axe visent à définir les conditions d'un développement respectueux des qualités paysagères et environnementales du Val d'Essonne. Définies dans un souci d'économiser l'espace et de maintenir un cadre de vie attractif, ces orientations s'attachent à cadrer les développements urbains futurs de manière cohérente et équilibrée. Par conséquent, les élus du Val d'Essonne ont intégré dans leur projet les orientations suivantes :

- Limiter l'étalement urbain.
- Engager une politique de renouvellement urbain pour économiser l'espace.
- Programmer une offre foncière adaptée aux besoins.
- Mettre en place une politique foncière.

Axe 3 : Valoriser le cadre de vie et l'environnement (les mesures de protection et les actions de valorisation).

Les orientations inscrites dans ce troisième axe visent à préserver et à mettre en valeur les potentialités du Val d'Essonne. Le patrimoine bâti et non bâti ainsi que l'activité agricole constituent des éléments forts de l'identité du territoire. Cependant, cette identité est menacée par diverses dégradations et pollutions. Par conséquent, les élus du Val d'Essonne ont intégré dans leur projet les orientations suivantes :

- Veiller à la qualité paysagère des espaces urbanisés et à urbaniser.
- Préserver et valoriser l'outil agricole.
- Protéger et valoriser les espaces naturels.
- Assurer une cohérence dans la gestion des ressources.
- Prendre en compte les risques dans l'aménagement du territoire.

Le PADD expose par conséquent les grands objectifs politiques suivants (**présentés de manière synthétique**) :

Axe 1 - Renforcer l'attractivité du territoire.

Un **développement économique ambitieux** et une **croissance modérée de l'habitat** (environ 58 000 habitants en 2016), telles sont les grandes lignes du scénario sur lesquelles se base le SCoT.

Ces objectifs intègrent l'attractivité du Val d'Essonne et la nécessité de développer des partenariats équilibrés.

De la même façon, le projet tient compte de la capacité d'accueil du territoire. Il est nécessaire d'anticiper les besoins que créent ces croissances économique et démographique.

Ces besoins touchent notamment l'habitat (environ 400 logements par an), l'emploi (structuration des zones d'activités et développement de nouveaux secteurs), les équipements et services (sur les pôles urbains et les pôles relais), et les déplacements (contournements routiers, renforcement de l'offre de transports en commun ...).

Axe 2 - Organiser un développement respectueux du territoire

Le scénario d'aménagement retenu a des conséquences directes sur l'occupation des sols. Il s'agit de développer de manière réfléchie les espaces bâtis et à bâtir, chaque commune devant **adapter son potentiel d'accueil aux besoins**.

A titre d'exemple, les zones constructibles destinées à l'habitat correspondent à environ 195 hectares sur 10 ans. Elles devront proposer une offre diversifiée de logements (locatif aidé / habitat privé, pavillon / maison de ville / petit collectif).

Les extensions pour renforcer les capacités d'accueil d'entreprises seront également à renforcer (environ 225 hectares).

Le **renouvellement du parc existant** est également une orientation qui doit être encouragée.

Axe 3 – Valoriser le cadre de vie et l'environnement

Une bonne gestion des ressources naturelles (**l'eau**) est un axe fort du projet.

Des espaces naturels et agricoles font l'objet de protections en raison d'un intérêt particulier, environnemental (diversité faune / flore) ou économique (pérennisation de l'activité agricole).

La piste des **énergies locales** est à explorer.

L'**identité du Val d'Essonne** repose sur la présence de nombreux éléments patrimoniaux (naturels et bâtis) qu'il convient de préserver et de mettre en valeur.

Dans ce sens, les opérations d'urbanisation devront intégrer une **approche paysagère** (entrée de ville, franges urbaines ...) et tenir compte des contraintes locales (inondations, risques ...).

3.2 - La déclinaison du PADD dans le Document d'Orientations Générales (DOG)

Tableau de concordance entre le PADD et le DOG.

<i>Objectifs du PADD</i>	<i>Parties et principales orientations du Document d'Orientations Générales</i>	
	<i>Parties</i>	<i>Principales orientations</i>
<p><u>Axe 1</u> : Renforcer l'attractivité du territoire (les dynamiques de développement).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la position du territoire dans l'environnement régional. - Poursuivre l'accueil de populations nouvelles. - Répondre aux différents besoins en logement de la population. - Compléter le dispositif en équipements et services. - Favoriser la création de nouveaux emplois. - Veiller à l'équilibre de l'offre commerciale. - Organiser le déplacement des personnes. 	<p><u>Partie 1</u> : Orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration des espaces urbanisés.</p> <p>→ Les grandes orientations d'aménagement.</p>	<p>1 – Organiser le territoire autour de l'armature pôles urbains/pôles relais/villages.</p> <p>2 – Conforter le développement des activités économiques.</p> <p>3 – Organiser les grands équipements de service à la population.</p> <p>4 – Améliorer la desserte du territoire et les déplacements.</p> <p>5 – Inciter à un développement respectueux de l'environnement et favoriser une réflexion sur le développement durable.</p>
<p><u>Axe 2</u> : Organiser un développement urbain respectueux du territoire (les modes d'urbanisation).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'étalement urbain. - Engager une politique de renouvellement urbain. - Programmer une offre foncière adaptée aux besoins. - Mettre en place une politique foncière. 	<p>→ Les principes de restructuration urbaine.</p>	<p>1 – Encourager le renouvellement urbain et recentrer les extensions de chaque commune.</p> <p>2 – Rechercher une optimisation de l'occupation foncière.</p> <p>3 – Respecter des coupures d'urbanisation.</p> <p>4 – Développer modérément les hameaux.</p>

Objectifs du PADD	Parties et principales orientations du Document d'Orientations Générales	
	<i>Parties</i>	<i>Principales orientations</i>
<p>Axe 2 : Organiser un développement urbain respectueux du territoire (les modes d'urbanisation).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Limiter l'étalement urbain. - Engager une politique de renouvellement urbain (ZAC Darblay à Mennecy...). - Programmer une offre foncière adaptée aux besoins. - Mettre en place une politique foncière. 	<p>Partie 2 : Les grands équilibres dans l'urbanisation.</p> <p>→ Les orientations générales en matière de logement.</p>	<p>1 – Diversifier la production de logements.</p> <p>2 – Poursuivre le renforcement de l'offre en logements sociaux.</p> <p>3 – Programmer une offre foncière adaptée aux besoins.</p>
	<p>→ La cohérence entre l'urbanisation et la création de dessertes de transports collectifs.</p>	<p>1 – Favoriser les extensions urbaines principalement dans les pôles urbains bien desservis.</p> <p>2 – Renforcer les transports collectifs.</p>
	<p>→ La localisation des activités économiques.</p>	<p>1 – Maintenir un tissu économique local diversifié.</p> <p>2 – Renforcer les capacités d'accueil d'activités économiques.</p> <p>3 – Programmer des capacités d'accueil adaptées aux petites entreprises artisanales et commerciales.</p> <p>4 – Veiller à l'équilibre de l'offre commerciale.</p>

Objectifs du PADD	Parties et principales orientations du Document d'Orientations Générales	
	<i>Parties</i>	<i>Principales orientations</i>
Axe 3 : Valoriser le cadre de vie et l'environnement (les mesures de protection et les actions de valorisation). - Veiller à la qualité paysagère des espaces urbanisés et à urbaniser. - Préserver et valoriser l'outil agricole. - Protéger et valoriser les espaces naturels (EVIP, EBC...). - Assurer une cohérence dans la gestion des ressources. - Prendre en compte les risques dans l'aménagement du territoire.	Partie 3 : Une gestion de l'espace valorisant les espaces urbains et naturels. → Valoriser le grand paysage et les espaces urbains et naturels. → Les espaces naturels et sites à protéger.	1 – Protéger les paysages. 2 – Mettre en valeur les entrées sur le territoire. 3 – Les espaces urbains à protéger et à mettre en valeur.
	Partie 4 : Optimisation des ressources et prévention des risques. → Gérer les ressources.	1 – Protéger les ressources en eau potable. 2 – Préserver les milieux humides. 3 – Encourager le recours aux énergies renouvelables.
	→ La gestion des risques et nuisances.	1 – Maîtriser la gestion des eaux pluviales. 2 – Gérer les risques naturels et industriels. 3 – Gérer les nuisances sonores.

6. LES INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU SCHEMA SUR L'ENVIRONNEMENT



- ▢ Effets du projet et mesures concernant le cadre physique.
- ▢ Effets du projet et mesures concernant la ressource en eau.
- ▢ Effets du projet et mesures concernant le patrimoine naturel.
- ▢ Effets du projet et mesures concernant les risques et les nuisances.
- ▢ Effets du projet et mesures concernant la gestion des déchets.
- ▢ Effets du projet et mesures concernant les énergies renouvelables.
- ▢ Effets du projet et mesures concernant le paysage.
- ▢ Effets du projet et mesures concernant le patrimoine naturel.
- ▢ Effets du projet et mesures concernant les déplacements.

La mise en oeuvre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) aura nécessairement des incidences sur l'environnement.

L'évaluation des incidences prévisibles sur l'environnement a pour objectif de déterminer l'impact :

- des objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), coeur du projet,
- des propositions d'orientations générales déclinées dans le Document d'Orientations Générales (DOG).

En évaluant le PADD, l'ensemble des incidences prévisibles liées aux grands objectifs est balayé. Les analyses plus précises sont renvoyées, suivant le principe de subsidiarité essentiel aux SCoT, aux analyses d'incidences dans le cadre des PLU et aux études d'impact des projets soumis à cette procédure.

L'évaluation du DOG (qui décline le PADD en prescriptions) est réalisée chaque fois que le niveau de précision concernant les projets le permet : pour certains projets routiers (mentionnés comme tracés de principe), ou de zone d'activités (localisée sur la carte, mais dont la surface exacte et la destination précise reste à affiner dans le cadre des PLU), seuls des effets prévisibles seront déterminés.

Pour chacun des thèmes :

- les pressions environnementales existantes sont rappelées ;
- les objectifs environnementaux du schéma en réponse à ces pressions, en réponse à la prise en compte obligatoire des politiques supra-territoriales ou volontaire des politiques de certains partenaires sont identifiés ;
- les incidences directes ou indirectes des actions prévues par le SCoT (notion d'acceptabilité environnementale) sont appréciées.

Il s'agit aussi bien des incidences prévisibles positives (manière dont le SCoT prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement) que négatives. Elles peuvent découler directement ou indirectement des orientations.

L'évaluation environnementale, démarche itérative permettant de définir des orientations plus favorables à l'environnement, donne également les moyens à la Collectivité de justifier ses choix.

Cependant, s'il s'avère que le parti d'aménagement retenu a des incidences négatives, la Collectivité définit des mesures permettant de les limiter voire envisager des mesures compensatoires améliorant la qualité de l'environnement sur une autre partie du territoire.

1 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE CADRE PHYSIQUE

1.1 - Analyse des effets

Le territoire de la CCVE présente des caractéristiques géomorphologiques, topographiques et hydrologiques d'une grande variété : la vallée de l'Essonne et celle de la Juine, les coteaux et les plateaux.

Ce cadre physique (géologie, climat, hydrographie) n'évolue que très lentement d'une manière générale (sauf bouleversements ponctuels liés à l'exploitation de carrières, à de grands travaux d'aménagement tels que la création de nouvelles infrastructures de transports...).

Aujourd'hui, peu de bouleversements sont à attendre compte tenu de la mise en place de politiques de protection.

Sur cette thématique physique, les communes s'engagent à travers le SCoT sur les orientations suivantes :

- préserver les vallées,
- garantir la lisibilité du réseau hydrographique,
- affirmer les vallées comme éléments structurants du paysage,
- insérer l'urbanisation avec qualité dans son environnement. Par exemple, le DOG demande aux PLU de respecter au moment de la définition des périmètres d'extension urbaine des limites physiques et des franges de protection.

Ces orientations vont dans le sens d'une préservation de l'identité territoriale de la CCVE, par la prise en compte dans les aménagements futurs d'un cadre physique hérité qu'il convient de respecter.

Elles permettront de préserver un cadre de vie de qualité pour les habitants actuels et futurs.

Les dispositions réglementaires du SCoT n'ont aucune incidence négative sur le cadre physique.

1.2 - Mesures envisagées

Elles résident dans la prise en compte des éléments structurants du paysage : le relief, les lignes de crête, les zones humides, les cours d'eau qui nécessitent de s'interroger sur des conditions d'urbanisation adaptées au site.

2 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LA RESSOURCE EN EAU

2.1 - Analyse des effets

La préservation de la qualité

En l'absence de mesures préventives, les aménagements prévus peuvent avoir un impact négatif sur les eaux superficielles et souterraines, que ce soit pour la construction de routes, de bâtiments ou d'équipements.

Globalement, le Document d'Orientations Générales prend bien en compte la ressource en eau.

La construction de voies nouvelles est prévue sur le territoire. Ces projets auront un impact négatif sur la ressource en eau superficielle car ils peuvent être à l'origine de plusieurs types de pollution :

- même si la probabilité d'une pollution accidentelle, consécutive par exemple à un accident de la circulation, reste faible, la création d'une voie nouvelle à proximité d'un cours d'eau augmente ce risque,
- ces projets peuvent être à l'origine d'une pollution saisonnière, peu impactante, liée à l'utilisation d'herbicides et d'engrais pour l'entretien des abords végétalisés et de sels de déverglaçage pour les jours d'enneigement,
- enfin, ils peuvent avoir une forte incidence sur l'environnement en terme de pollution chronique, résultant du ruissellement des eaux de pluie sur les chaussées : ces eaux se chargent en éléments toxiques issus des gaz d'échappement des véhicules ainsi que de l'usure des matériaux.

Par ailleurs, de nouvelles urbanisations (à vocation d'habitat ou d'activités) sont également envisagées. Ces projets menacent d'augmenter la pollution des cours d'eau présents (Juine et Essonne).

Ces impacts peuvent être d'autant plus importants que ces cours d'eau sont de qualité moyenne. Une aggravation de leur qualité n'est donc pas acceptable.

Ressources en eau

Concernant la ressource en eau et la qualité des eaux de surface, le développement urbain attendu est susceptible d'entraîner une augmentation de la pression exercée sur les ressources actuellement exploitées et une augmentation des volumes d'effluents à traiter.

Si la question de l'approvisionnement en eau potable, c'est-à-dire le dimensionnement actuel du réseau de distribution et les capacités de stockage, est suffisante pour répondre à l'évolution de la demande dans les années futures, les dysfonctionnements de l'assainissement ont été démontrés dans le diagnostic. Toutefois, la collectivité a pris la mesure des actions à entreprendre et les a traduites au travers des orientations inscrites dans le PADD et le DOG.

Par ailleurs le Syndicat des Eaux du Hurepoix qui réalise actuellement un schéma directeur d'alimentation en eau potable sera bientôt en mesure de démontrer que le réseau atteindra en plusieurs endroits ses limites à l'horizon 2020.

2.2 - Mesures envisagées

La préservation de la qualité

Le SCoT préconise plusieurs mesures visant à préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines :

- intégrer les conclusions des études en cours sur ce thème,
- appliquer la réglementation en vigueur en matière de protection de captages,
- préserver la liaison Essonne-Seine qui a son importance d'un point de vue économique et écologique, notamment sur le débit minimum de l'Essonne en période d'étiage,
- mettre en place un schéma directeur d'aménagement durable de l'eau (SIARCE),
- intégrer les conclusions des études menées par le SIARCE et en particulier l'EPAGRE (Etude Préalable à l'Aménagement Global de la Rivière Essonne) de 1997,
- mettre en place un schéma directeur d'eau potable sur le territoire communautaire, en actualisant le document établi par le SIEP du Val d'Essonne,
- la préservation des zones humides qui, outre leur intérêt écologique connu, ont un rôle essentiel dans l'épuration des eaux,
- la préservation de la qualité des eaux de surface à travers une meilleure prise en compte des rejets de polluants dans les sols,
- le maintien, le respect et la protection des périmètres de protection de captage des eaux.

Ressources en eau

Les incidences négatives prévisibles de l'augmentation de la pression sur la ressource naturelle en eau sont compensées par plusieurs orientations visant à :

- poursuivre les investissements pour la mise aux normes d'installations d'assainissement. La modernisation des systèmes d'assainissement est encore incomplète. Les efforts devront être poursuivis pour améliorer les réseaux actuels, poursuivre la définition des zonages d'assainissement,
- traiter les problèmes de rejets directs dans le milieu naturel (notamment par une mise en conformité des installations d'assainissement non collectif,
- diminuer les rejets de pollution dans la rivière,
- mieux gérer les eaux pluviales (dépollution, réseau à renforcer,...). Il s'agit notamment de gérer les problèmes de ruissellement identifiés sur deux communes de la CCVE, de créer des ouvrages de dépollution des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel, de demander à l'État de dépolluer les eaux de ruissellement provenant de l'autoroute traversant le territoire en créant des ouvrages de dépollution,
- déterminer les zonages d'assainissement,
- revoir les Schémas Directeurs d'Assainissement (documents pour la plupart anciens),
- appliquer la réglementation en vigueur en matière de protection des captages.

Il faut noter qu'un certain nombre de projets d'aménagements peuvent être soumis à la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et ses décrets d'application (décret n° 93-743 du 29 mars 1993 et décret n°2006-881 du 17 juillet 2006 le modifiant). La conformité de ces projets à cette réglementation permet de garantir la pérennité de la ressource en eau en mettant en place les dispositifs permettant un contrôle quantitatif et qualitatif des eaux générés par ces aménagements. De la même manière, les projets d'aménagements devront respecter la Directive Cadre européenne sur l'Eau (qui vise l'atteinte d'un bon état des eaux d'ici 2015).

D'autre part, les aménagements devront respecter les règles de construction et d'entretien liés à la gestion des eaux pluviales. Par exemple :

- Dans le cadre de nouveaux aménagements, la gestion sur sites pourra être préconisée.
- Pour les zones déjà urbanisées présentant des dysfonctionnements, le renforcement des réseaux pourra être prescrit.
- L'entretien des réseaux de fossés devra être maintenu,
- La gestion des boisements de berges pourra être favorisée.

3 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE PATRIMOINE NATUREL

3.1 - Analyse des effets

S'agissant d'un document d'urbanisme fixant le cadre général des urbanisations futures nécessaires à la croissance démographique attendue, le SCoT détermine un espace d'urbanisation potentielle qui, de fait, est soustrait aux espaces naturels et agricoles⁸. Cette diminution des espaces naturels constitue une incidence prévisible négative sur l'environnement.

Protections réglementaires

Le SCoT a recensé les protections réglementaires et les inventaires existants. Le SCoT prend bien en compte ces « espaces naturels majeurs » où toute urbanisation nouvelle est interdite. Cela concerne les milieux classés au titre des ZNIEFF, du réseau NATURA 2000, des Espaces Naturels Sensibles, des arrêtés de protection de Biotope...

Faune, flore, habitats sensibles

Dans le cas présent, le développement pressenti respecte globalement les équilibres naturels.

Les espaces à enjeux naturels les plus forts sont :

- les vallées humides de l'Essonne et de la Juine (marais ...),
- les boisements des plateaux pour leur rôle de biodiversité et de corridors biologiques.

Si les premiers bénéficient d'une superposition de protections réglementaires, les seconds sont relativement exposés : il s'agit d'espaces relativement réduits, plus ou moins discontinus et parfois au contact d'espaces urbanisés en croissance.

Pour la petite faune (petits mammifères, amphibiens, reptiles) et les oiseaux, les zones humides sont également des sites de repos et de gagnage très importants (voire essentiels).

Il convient de noter que pour la faune terrestre, il faut assurer la protection des zones fréquentées mais surtout des corridors, c'est-à-dire des liaisons fonctionnelles entre écosystèmes ou entre différents habitats d'une espèce, permettant sa dispersion et sa migration. A ce titre, la préservation des principes de liaisons naturelles définies sur la carte des coupures d'urbanisation à respecter du DOG est essentielle. Cela concerne entre autres les connexions des systèmes vallées – coteaux – plateaux mais également les systèmes espaces agricoles – espaces boisés des plateaux. Une interruption de ces échanges causerait probablement l'isolement de certaines espèces impliquant une fragilisation des populations isolées (perte de brassage génétique ...). Ces isolements peuvent être à l'origine de la disparition du territoire considéré de certaines espèces.

Cela implique donc dès en amont du projet d'urbanisme :

- des mesures au niveau de l'aménagement du territoire garantissant leur non urbanisation,
- des mesures de franchissement sur les voies de circulation (passage à faune).

⁸ Si on excepte les secteurs de renouvellement urbain et de densification.

Les secteurs concentrant le plus d'urbanisation prévue, donc ceux qui subiront les effets les plus forts sur les habitats naturels et par voie de conséquence sur la faune et la flore, sont les territoires situés au niveau des pôles urbains structurants ainsi qu'au niveau des pôles relais, avec :

- pour les transports : les différents projets de déviation, doublement et élargissement de voies,
- pour l'habitat : le développement de secteurs d'habitat est prévu dans toutes les communes, mais la priorité est d'urbaniser les pôles urbains structurants de Mennecey, Ballancourt-sur-Essonne et La Ferté-Alais,
- pour les activités économiques : le projet prévoit de développer les activités principalement au nord et au centre du territoire de la CCVE.

Les effets prévisibles de ces projets sur le milieu naturel sont :

- du point de vue de la flore, le projet aura un impact avec la suppression d'une partie du couvert végétal sur les secteurs qui seront aménagés. Des boisements et des espaces agricoles pourraient être concernés,
- du point de vue de la faune, la destruction de secteurs boisés ou agricoles peut engendrer localement des changements dans les habitudes de vie de l'avifaune et des petits mammifères, ces zones constituant des zones privilégiées (refuge, gagnage).

Les impacts liés aux travaux seront temporaires : bruit amplifié et poussières soulevées, vibrations, circulation d'engins... Ces nuisances peuvent éloigner temporairement la faune.

Par ailleurs, les travaux peuvent être à l'origine de destruction ou dégradation d'habitats remarquables ou d'arbres patrimoniaux.

Boisement

Le SCoT entend protéger cette ressource. Sa prise en compte peut être jugée très satisfaisante.

Zones humides

Les vallées de la Juine et de l'Essonne renferment des territoires humides de grands intérêts écologiques. Ces territoires (marais) sont une richesse que la CCVE souhaite mettre en valeur d'un point de vue touristique. Cette ouverture au public peut constituer une menace pour la préservation de ces espaces et des espèces qu'ils renferment. Ces zones humides font l'objet d'inventaires et sont en majorité protégées par des mesures réglementaires (NATURA 2000 notamment). Néanmoins, il appartient à chaque commune de les protéger dans leur document d'urbanisme.

3.2 - Mesures envisagées

Protections réglementaires

Le SCoT recense les protections réglementaires existantes et identifie également les espaces à enjeux majeurs.

Il permet de mettre en évidence les secteurs que chaque commune devra protéger dans son PLU grâce à des zonages adaptés.

Comme indiqué dans le PADD, le SCoT préserve l'ensemble de ces espaces en pérennisant le statut d'espace naturel protégé des sites repérés.

Faune, flore, habitats sensibles

Les incidences négatives du projet sur les habitats, la faune et la flore sont compensées par plusieurs orientations.

Des coupures vertes sont maintenues pour faciliter la libre circulation de la faune. Elles ont été identifiées sur une carte : au sein de celles-ci, toute extension de l'urbanisation existante et toute implantation de bâtiments, quelle que soit leur nature ou leur vocation, est proscrite. En revanche, la mise en culture ou l'exploitation forestière des terres est autorisée.

Les espaces les plus sensibles sur le plan écologique - bords de cours d'eau, boisements de plateau - ont été identifiés et cartographiés.

Le SCoT engage les communes à protéger ces espaces dans leur document d'urbanisme (mode de protection adapté pouvant être concrétisé par le classement N dans les PLU par exemple).

Le projet de SCoT intègre dans ses orientations les mesures nécessaires au maintien des milieux naturels de qualité puisque la préservation de ces espaces est inscrite à travers les orientations suivantes :

- la préservation de continuités biologiques naturelles, exemple : vallée de l'Essonne, vallée de la Juine, corridors biologiques constitués par les boisements de plateau notamment sur les communes de Cerny, Champcueil et Nainville-les-Roches,
- la détermination de limites aux fronts urbains, exemple : Auvernaux, Chevannes, Leudeville, Vert-le-Grand,
- le maintien de respirations agricoles non urbanisables (coupures d'urbanisation), exemple : Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Champcueil, Auvernaux, Mennecy, Leudeville, Vert-le-Grand.

Boisement

Le SCoT porte une attention particulière aux boisements du territoire notamment pour leur rôle structurant. Le SCoT intègre la préservation de leur diversité en préservant :

- les boisements qui renforcent les continuités territoriales (coteaux de la Beauce),
- les remises (entités de plateau) qui assurent un rôle écologique important,
- les lisères boisées.

Zones humides

Le SCoT identifie au travers de l'état initial du rapport de présentation ces espaces à enjeux importants. Les orientations relatives aux zones humides inscrites au PADD et au DOG permettent d'assurer leur préservation. Celle-ci s'appuie notamment sur :

- le respect de la qualité des rivières Essonne, Juine et École en proscrivant toute urbanisation à proximité du lit mineur de ces cours d'eau, le remblaiement de marais et en mettant en œuvre les prescriptions du PPRI (lorsque celui-ci sera validé),
- le programme « A Qualité 2015 » du SIARCE intégrant une politique sur la rivière Essonne et sur l'assainissement ainsi que la co-gestion partenariale des ENS avec le Département de l'Essonne,
- la valorisation des marais, notamment sous un angle économique (valorisation touristique en autorisant certains types d'implantation : activités légères de loisirs et de tourisme, ...).

S'agissant de ce dernier point, l'ouverture au public devra se faire avant tout dans le respect des milieux et des espèces en présence. Ces aménagements, qui devront demeurer légers, veilleront notamment à rester en conformité avec la réglementation en vigueur et en particulier vis-à-vis du PPRI et de la réglementation spécifique applicable au site du réseau NATURA 2000.

Des études complémentaires semblent être indispensables pour apporter des réponses précises quant à la coordination de deux des objectifs du SCoT que sont la préservation des milieux naturels et leur valorisation qui passe notamment par l'ouverture d'une partie de ces espaces au public. L'importance d'une réflexion sur la nature et la localisation des aménagements visant à valoriser les milieux naturels humides (cours d'eau) est cruciale compte tenu des sensibilités identifiées (milieux d'intérêts européens, espèces animales et végétales protégées...).

Le SCoT affiche la volonté de veiller à garder le caractère naturel des rivières en dehors des zones urbanisées. Pour ce faire, ces milieux fragiles devront faire l'objet d'une attention particulière dans les documents d'urbanisme locaux afin de préserver leur richesse écologique et paysagère.

En outre, les champs d'expansion des crues devront être préservés.

Par ailleurs, les opérations d'aménagement urbain et les projets d'infrastructure devront mettre en valeur le milieu végétal naturel des vallées et démontrer qu'ils ne portent pas atteinte à ces milieux naturels.

4 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LES RISQUES ET LES NUISANCES

4.1 - Analyse des effets

Inondations

Concernant le risque d'inondation, le développement urbain attendu est susceptible d'entraîner une augmentation de l'imperméabilisation des sols au niveau des bassins versants et, par voie de conséquence, une augmentation du volume et de la vitesse des écoulements.

Sur une échéance de 10 ans, les surfaces destinées à l'accueil de nouveaux logements sont estimées à 195 hectares, et celles destinées à l'accueil de nouvelles entreprises à 225 hectares. Ces emprises, représentant 2,7 % de l'espace rural, apparaissent comme très raisonnables en comparaison à la surface totale du territoire.

Par contre, la construction de bâtiments peut avoir un impact négatif s'ils se situent dans la zone d'expansion des crues. En effet, plusieurs communes sont concernées par le risque inondations et l'Atlas des PHEC précise que plusieurs zones du territoire ont historiquement déjà été inondées lors d'épisodes de crues.

Retrait et gonflement des argiles

Le risque de retrait et de gonflement des argiles concerne 6 communes du territoire du SCoT (Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Echarcon, Mennecy, Ormoy et Vert-le-Petit). Les projets de développement des zones urbanisées, bien que parfois situés sur des zones à risque non négligeable, ne contribuent pas à augmenter ce risque sur le territoire, dans la mesure où celui-ci est bien identifié dans le PADD.

Risques industriels

La présence de risques technologiques concerne particulièrement la commune de Vert-le-Petit avec la présence de 2 entreprises SEVESO seuil haut.

Le projet d'aménagement n'entraîne aucune augmentation de ce risque dans la mesure où celui-ci est identifié dans le PADD. En outre, il faut rappeler que le SCoT n'a pas pour vocation de se substituer aux structures compétentes existantes. En la matière, le SCoT s'appuie sur la création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) autour des installations SME et ISOCHM.

De la même manière, le projet d'aménagement de SCoT prend en compte la présence d'anciens sites industriels pollués, de puits de pétrole et de sites de stockage d'hydrocarbures.

Nuisances sonores

Sur le territoire de la CCVE, les principales sources de nuisances sonores sont les infrastructures de transport. L'Aérodrome de Brétigny-sur-Orge qui n'est plus en service reste néanmoins régi par un zonage du Plan d'Exposition au Bruit.

La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation, en valeur absolue, des déplacements motorisés. Cette perspective est susceptible de provoquer, sous réserve de l'évaluation des effets aggravants de l'évolution du transit routier et des effets atténuants des progrès technologiques dans le domaine de l'automobile, des incidences négatives sur l'ambiance sonore.

Par ailleurs, les incidences sonores du projet sont liées à la mise en place de nouvelles infrastructures viaires sur le territoire. Sont ainsi prévus dans le SCoT :

- l'élargissement de la RD74 entre Ballancourt-sur-Essonne et Chevannes ;
- la déviation de la RN191 à partir de Ballancourt-sur-Essonne en contournant Chevannes, Mennecy et Ormoy avec connexion A6 ;
- la déviation d'Itteville sur la RD31 ;
- la déviation de la RD449 et itinéraire conseillé par la D87 avant La Ferté-Alais ;
- la déviation d'Auvernaux (RD948) ;
- le contournement du village de Leudeville afin d'éviter la traversée du village ;
- le désenclavement de la zone industrielle de Cerny ;
- le dédoublement de la RN191 à hauteur de Cerny ;
- la déviation de la RD 153 à Mennecy.

Qualité de l'air

La principale source de dégradation de la qualité de l'air est représentée par les transports. La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation des déplacements motorisés.

Cette perspective est susceptible de provoquer, sous réserve de l'évaluation des effets aggravants de l'évolution du transit routier et des effets atténuants des progrès technologiques dans le domaine de l'automobile, des incidences négatives sur la qualité de l'air.

Il est bon de rappeler qu'une infrastructure routière génère : des oxydes d'azote (NOx), du monoxyde de carbone (CO), du benzène et des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et des particules. Ces polluants ont des impacts négatifs sur la santé humaine et sur l'environnement.

Les principaux effets sur la santé des polluants issus du trafic automobile sont les suivants : migraines, irritations, altération des fonctions pulmonaires, toux, anoxie, troubles cardiovasculaires, vertiges, troubles de la vision, diminution des défenses immunitaires, cancers...

Les principaux effets sur l'environnement sont : pluies acides, effet de serre, contamination des sols et des végétaux puis par l'intermédiaire des chaînes alimentaires des animaux, altération des bâtiments (salissures et noircissements).

La seconde source de dégradation de l'air est l'habitat : le chauffage notamment, à partir d'énergies fossiles (charbon, gaz) est extrêmement polluant et contribue fortement à augmenter l'effet de serre.

4.2 - Mesures envisagées

Inondations

Le PADD préconise un développement urbain respectueux du territoire ainsi qu'une protection et une valorisation des espaces naturels. Une forte volonté de limiter l'urbanisation est ainsi affichée, ce qui est favorable à la limitation des inondations.

Concernant le risque inondation, des orientations visent par ailleurs à :

- prendre en compte le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) sur la rivière Essonne, lorsque celui-ci sera validé, qui réglera l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues. On rappelle que la prescription d'un PPRI sur tout le linéaire de l'Essonne et la réalisation d'études hydrauliques et géomorphologiques sont programmées pour le 1^{er} semestre 2007 pour une approbation du PPRI prévue en 2009 ;
- protéger la protection des zones inondables non urbanisées en zones inconstructibles ;
- prendre en compte la mise en œuvre du Plan d'Action pour la Prévention des Inondations sur 3 ans en collaboration avec le SIARCE.

D'autre part, les orientations relatives à la préservation des zones humides et des rivières ainsi qu'à la gestion des eaux pluviales vont dans le sens de la limitation du risque inondation.

Risques industriels

Aucune mesure n'a été prévue spécifiquement sur ce thème hormis une vigilance accrue dans le cadre des projets d'urbanisation. On rappelle la création d'un CLIC et le projet de lancement d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) probablement à la fin 2007 après remise de l'étude de danger par l'industriel.

Nuisances sonores

Les orientations relatives aux nuisances sonores concernent :

- la maîtrise des nuisances sonores en prônant des principes protégeant l'habitat (insonorisation des bâtiments, respect de marges de recul, ...), en travaillant sur la localisation des équipements et des infrastructures générant ce type de nuisance,
- la lutte contre les nuisances sonores liées à l'A6 (pose d'un nouveau revêtement silencieux ou rénovation du revêtement existant),
- la prise en compte dans le projet d'aménagement du SCoT du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aérodrome de Brétigny-sur-Orge (qui concerne les communes de Leudeville et Vert-le-Grand) avec une obligation de compatibilité du SCoT avec le PEB (en cours de révision).

Qualité de l'air

Les incidences négatives liées à la qualité de l'air sont compensées par les orientations visant à :

- renforcer les transports en commun afin de limiter l'usage des voitures particulières,
- développer les circulations douces de type pistes cyclables et voies piétonnes,
- organiser un développement urbain respectueux du territoire,
- promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables qui dégradent moins la qualité de l'air que les énergies fossiles.

Retrait et gonflement des argiles

Aucune mesure n'a été prévue spécifiquement sur ce thème hormis une vigilance accrue dans le cadre des projets d'urbanisation. Toutefois, il est recommandé de mettre en œuvre les mesures constructives préventives suivantes :

On sait parfaitement construire sur des sols argileux sujets au phénomène de retrait-gonflement et ceci moyennant le respect de règles relativement simples qui n'entraînent pas de surcoût majeur sur les constructions.

Il est donc fondamental de savoir identifier avant construction la présence éventuelle d'argile gonflante au droit de la parcelle, afin de prendre en compte ce paramètre lors de la mise en œuvre du projet. Les règles à respecter concernent la réalisation des fondations et, dans une moindre mesure, la structure même de la maison. Elles concernent aussi l'environnement immédiat du projet et en particulier la maîtrise de la teneur en eau dans le sol à proximité immédiate des fondations.

Ces règles préventives à respecter sont désormais bien connues des professionnels de la construction. Encore faut-il savoir identifier les zones susceptibles de renfermer à faible profondeur des argiles sujettes au phénomène de retrait-gonflement. Les cartes départementales d'aléa retrait-gonflement élaborée par le BRGM dans les régions les plus touchées par le phénomène peuvent contribuer à attirer l'attention des maîtres d'ouvrage sur la question. Cependant, pour déterminer avec certitude la nature du terrain situé au droit de la parcelle et adapter au mieux les caractéristiques de la construction aux contraintes géologiques locales, une étude géotechnique menée par un bureau d'études techniques spécialisé constitue la mesure *a priori* la plus sûre.

Les dispositions préventives généralement prescrites pour construire sur un sol argileux sujet au phénomène de retrait-gonflement obéissent aux quelques principes suivants, sachant que leur mise en application peut se faire selon plusieurs techniques différentes dont le choix reste de la responsabilité du constructeur. Dans les communes dotées d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) qui prend en compte spécifiquement le phénomène de retrait-gonflement des argiles, les mesures à respecter dans chacune des zones réglementées sont celles qui sont définies par le règlement du PPRN.

- Les fondations sur semelle doivent être suffisamment profondes pour s'affranchir de la zone superficielle où le sol est sensible à l'évaporation. A titre indicatif, on considère que cette profondeur d'ancrage, qui doit être au moins égale à celle imposée par la mise hors gel, doit atteindre au minimum 0,80 m en zone d'aléa faible à moyen et 1,20 m en zone d'aléa fort. Une construction sur vide sanitaire ou avec sous-sol généralisé est préférable à un simple dallage sur terre-plein. Un radier généralisé, conçu et réalisé dans les règles de l'art, peut aussi constituer une bonne alternative à un approfondissement des fondations.
- Les fondations doivent être ancrées de manière homogène sur tout le pourtour du bâtiment (ceci vaut notamment pour les terrains en pente (où l'ancrage aval doit être au moins aussi important que l'ancrage amont) ou à sous-sol hétérogène. En particulier, les sous-sols partiels qui induisent des hétérogénéités d'ancrage sont à éviter à tout prix.
- La structure du bâtiment doit être suffisamment rigide pour résister à des mouvements différentiels, d'où l'importance des chaînages haut et bas.
- Deux éléments de construction accolés et fondés de manière différente doivent être désolidarisés et munis de joints de rupture sur toute leur hauteur pour permettre des mouvements différentiels.
- Tout élément de nature à provoquer des variations saisonnières d'humidité du terrain (arbre, drain, pompage ou au contraire infiltration localisée d'eaux pluviales ou d'eaux usées) doit être le plus éloigné possible de la construction. On considère en particulier que l'influence d'un arbre s'étend jusqu'à une distance égale à au moins sa hauteur à maturité.
- Sous la construction, le sol est à l'équilibre hydrique alors que tout autour il est soumis à évaporation saisonnière, ce qui tend à induire des différences de teneur en eau au droit des fondations. Pour l'éviter, il convient d'entourer la construction d'un dispositif, le plus large possible, sous forme de trottoir périphérique ou de géomembrane enterrée, qui protège sa périphérie immédiate de l'évaporation.
- En cas de source de chaleur en sous-sol (chaudière notamment), les échanges thermiques à travers les parois doivent être limités par une isolation adaptée pour éviter d'aggraver la dessiccation du terrain en périphérie.
- Les canalisations enterrées d'eau doivent pouvoir subir des mouvements différentiels sans risque de rompre, ce qui suppose notamment des raccords souples au niveau des points durs.

5 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LA GESTION DES DECHETS

5.1 - Analyse des effets

La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation, en valeur absolue, des déchets.

5.2 - Mesures envisagées

Cette incidence négative est compensée par la prise de compétence « élimination et traitement des déchets » à compter du 1^{er} janvier 2006 par la CCVE. Elle souhaite ainsi améliorer son dispositif de gestion des déchets :

- en réalisant des économies dans la gestion des déchets sur l'ensemble du territoire,
- en encourageant la réduction des déchets à la source.

D'autre part, l'orientation visant à limiter l'étalement urbain permet de faciliter la collecte des déchets et de limiter les coûts de la collecte.

6 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LES ENERGIES RENOUVELABLES

6.1 - Analyse des effets

La croissance démographique attendue, les extensions urbaines ainsi que la progression des transports devraient entraîner une augmentation, en valeur absolue, de la consommation d'énergie.

6.2 - Mesures envisagées

Cette incidence négative est compensée par le souhait des élus de la CCVE de favoriser le développement de diverses formes d'énergies renouvelables (géothermie, éoliennes, panneaux solaires,...) adaptés aux capacités d'accueil et d'insertion sur le territoire.

Il est effectivement louable de promouvoir notamment l'implantation de champs d'éolien mais celle-ci devra s'apprécier en fonction des contraintes d'intégration du territoire ; seules des études complémentaires fines peuvent indiquer la faisabilité de tels projets. On rappelle qu'à ce sujet, le développement de l'énergie éolienne sur le territoire de la CCVE n'est donc envisageable qu'à une échelle locale : éolienne de bâtiments collectifs (collectivités) ou à titre privé... puisque le territoire n'est pas concerné par les zones d'implantation préférentielles (territoire majoritairement situé en zones sensibles).

En outre, le recours aux énergies renouvelables sera encouragé dans le domaine de la construction. Il est bon de rappeler que des solutions alternatives existent pour réduire les consommations d'énergies. Elles revêtent diverses appellations et forme selon l'échelle de travail :

- au niveau d'une construction, la démarche de Haute Qualité Environnementale (HQE) permet d'obtenir des gains substantiels en terme d'économie d'énergie mais également d'économie financière (solaire passif...),
- au niveau d'un aménagement global, l'Approche Environnementale de l'Urbanisme (AEU) est aussi une alternative efficace (optimisation des déplacements, maintien de la biodiversité, choix d'implantations des bâtiments...).

Ces pistes sont autant de solutions envisageables dans la recherche des économies d'énergie.

7 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE PAYSAGE

7.1 - Analyse des effets

Le développement de l'habitat et de zones d'activités économiques est susceptible d'avoir une incidence négative sur le paysage : développement anarchique, mauvaise intégration...

A l'inverse, il peut avoir des impacts positifs sur le paysage en organisant les espaces : requalification des entrées en ville, requalification des bâtiments, aménagement du réseau viaire et des espaces publics... Ces aménagements peuvent ainsi devenir le support d'une nouvelle structuration du territoire et d'une amélioration du paysage.

Sur le plan des transports, les projets auront un impact sur le paysage suivant que les nouvelles voies ou celles qui seront éventuellement requalifiées seront plus ou moins perceptibles et qu'elles structureront ou non le territoire. Elles pourront alors devenir le support de nouvelles urbanisations.

7.2 - Mesures envisagées

Les incidences négatives du SCoT sur le paysage sont compensées par une orientation du PADD veillant à la qualité paysagère des espaces urbanisés et à urbaniser. En effet, les orientations paysagères définies dans le SCoT ont pour objectif de limiter les effets négatifs de la périurbanisation et de rendre le territoire plus attractif pour une valorisation du cadre de vie. L'objectif est également d'affirmer l'identité du Val d'Essonne en préservant et en valorisant les principaux éléments qui forgent cette identité territoriale, en se dotant d'une charte paysagère des bords de l'Essonne et des zones humides.

Cette orientation se décline en plusieurs points :

- gérer les limites urbanisation/agriculture (orientation à décliner dans tous les nouveaux programmes d'aménagement) ;
- traiter les entrées sur le territoire (abandon du caractère routier au profit d'aménagements plus urbains à l'entrée des villes et des bourgs) ;
- préserver les ouvertures du paysage (conservation d'échappées visuelles sur le territoire agricole, intégration paysagère des aménagements dans le respect de l'environnement, préservation de l'identité du territoire pour éviter la banalisation du bâti) ;
- préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti.

Par ailleurs, les incidences sur le paysage sont réduites par la volonté de limiter l'étalement urbain et de préserver l'agriculture et les espaces naturels. Seront ainsi préservées et maintenues des continuités naturelles (notamment dans les vallées), des respirations agricoles non urbanisables (coupures d'urbanisation). De la même manière, des limites aux fronts urbains seront déterminées.

8 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LE PATRIMOINE CULTUREL

8.1 - Analyse des effets

Les projets envisagés dans le cadre du présent projet d'urbanisme sont susceptibles d'intercepter le périmètre de protection défini autour d'un Monument Historique.

De plus, il est à signaler que de nombreux vestiges archéologiques ont été découverts sur le territoire. Les projets d'urbanisation prévus peuvent donc être à l'origine de la dégradation ou de la destruction d'une partie de ce patrimoine.

8.2 - Mesures envisagées

Les impacts négatifs identifiés dans le présent chapitre sont compensés par les orientations suivantes :

- Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti

La valorisation du bâti ancien s'exerce par de multiples outils : la réhabilitation en logement locatif d'habitat ancien de centre bourg, la valorisation des espaces publics en cœur de village favorisant les initiatives privées de restauration, l'investissement des anciens domaines par des équipements publics, le maintien de l'individualité des bourgs dans le paysage par la préservation de vastes coupures dans l'urbanisation et l'évitement de l'urbanisation en manchons le long des voiries.

Ainsi, les documents d'urbanisme locaux devront inscrire le principe d'une préservation et d'une mise en valeur de ce patrimoine bâti ancien.

L'identification fine du patrimoine remarquable à préserver (y compris les bâtiments agricoles) pourra être réalisée à l'occasion de modifications, de révisions simplifiées ou révisions de POS, de PLU. Chaque Commune pourra établir un recensement des édifices remarquables. Ce recensement pourra être accompagné d'une réflexion sur les modes de réinvestissement et de préservation du patrimoine bâti. Par exemple, la commune de Mennecy a déjà élaboré dans son futur PLU la liste des bâtis anciens à protéger.

9 – EFFETS DU PROJET ET MESURES CONCERNANT LES DEPLACEMENTS

9.1 - Analyse des effets

La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation des déplacements motorisés. Par voie de conséquence, cela entraînera une augmentation du risque d'accidents, une augmentation de la pollution des bâtiments proches des voies de circulation et une diminution de la qualité du cadre de vie.

D'autre part, le projet établi dans le SCoT prévoit le renforcement du maillage du réseau de transport, entraînant à la fois des incidences négatives (accidents, pollutions...) et des incidences positives du fait de l'amélioration globale du réseau routier et du renforcement de l'accessibilité de certains secteurs du territoire.

9.2 - Mesures envisagées

Le SCoT a prévu plusieurs mesures visant à prévenir ces impacts sur les déplacements :

- l'amélioration du maillage routier du territoire comprend notamment la réalisation de déviations pour certains bourgs, entraînant une amélioration du cadre de vie et de la sécurité des riverains ; de plus, dans la même optique, des aménagements pour la sécurisation des déplacements seront mis en place (jalonnements, aménagements des entrées de villes et de villages, réduction des vitesses...) ;
- le renforcement des transports en commun permettra de favoriser l'usage d'autres modes de transport que celui de la voiture particulière, transport ayant tendance à augmenter du fait de l'étalement urbain et qui sont sources de nombreuses nuisances ; une meilleure couverture du territoire est ainsi prévue ainsi que la mise en place d'un transport à la demande ;
- le développement des circulations douces (piétons, deux roues) est prévu afin d'assurer une continuité dans les circuits ; ce développement ne pourra être engagé qu'à condition de respecter les impératifs de sécurité et sur des voies où ce type d'implantation s'avère réalisable sans faire obstacle au stationnement notamment. Cette orientation s'appuiera sur les actions suivantes :
 - relier par des circuits cyclables les pôles de centralité (habitat, emploi, équipements publics, scolaires, sportifs et de loisirs) en s'appuyant sur le Schéma Directeur Cyclable du département ;
 - créer des franchissements supplémentaires de l'Essonne et des voies ferrées ;
 - favoriser la circulation des piétons par des aménagements adaptés (sécurité...).
- la mise en place d'un Schéma Directeur des Circulations Douces.

7. LA COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS SUPRA TERRITORIAUX



☞ Compatibilité du projet avec le SDAGE.

☞ Compatibilité du projet avec le zonage NATURA 2000.

☞ Compatibilité du projet avec le SDRIF de 1994.

☞ Compatibilité du projet avec la Charte du Parc Naturel Régional du Gâtinais Français.

1 – COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)

La CCVE est incluse dans le territoire du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la nappe de Beauce.

Les orientations du SCoT intègrent un certain nombre de mesures visant à la gestion de la ressource en eau ; celles-ci concernent des objectifs de préservation de la qualité de l'eau, de gestion de l'assainissement (eaux usées et eaux pluviales) et de protection et mise en valeur des zones humides.

Compte tenu de ces objectifs, le SCoT tel qu'il est défini, est compatible avec les objectifs suivants du SDAGE :

- améliorer la qualité générale des eaux superficielles et souterraines,
- maintenir, préserver et restaurer les écosystèmes aquatiques et les zones humides.

D'autre part, le SCoT devra être compatible avec les objectifs de protection définis par le SAGE de la nappe de Beauce en cours d'élaboration.

2 – COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE ZONAGE NATURA 2000

Protéger la diversité biologique est un objectif majeur des politiques environnementales mondiale, européenne ou française. Afin de répondre à ce défi, l'Union européenne a mis en place le réseau NATURA 2000.

Rompant avec la tradition de protection stricte et figée des espaces et des espèces, l'approche proposée par la démarche NATURA 2000 privilégie la recherche collective d'une gestion équilibrée et durable qui tient compte des préoccupations économiques et sociales.

Aucune procédure d'autorisation nouvelle n'est créée. Mais les projets susceptibles d'affecter de façon notable les habitats ou espèces d'intérêt communautaire présents dans un site NATURA 2000 doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences.

Aucun projet d'aménagement ne s'inscrit sur les zones NATURA 2000 recensées sur le territoire de la CCVE (proposition de Sites d'Intérêt Communautaire -pSIC, Zone de Protection Spéciale -ZPS). Le projet d'urbanisme n'aura donc aucune incidence sur ces sites.

Le SCoT de la CCVE s'inscrit donc bien en compatibilité avec les préconisations de la démarche NATURA 2000.

3 – COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR REGIONAL ILE-DE-FRANCE (SDRIF) DE 1994

Le SCoT, à travers le PADD et le DOG, expose la nature des orientations initiées par la CCVE. Ces positions s'affirment autour de plusieurs axes forts que sont entre autres :

- organiser le territoire autour de l'armature urbaine existante,
- conforter le développement des activités économiques,
- organiser les grands équipements de service à la population, améliorer la desserte du territoire et les déplacements,
- inciter à un développement respectueux de l'environnement et favoriser une réflexion sur le développement durable,
- encourager le renouvellement urbain et recentrer les extensions de chaque commune,
- rechercher une optimisation de l'occupation foncière, respecter les coupures d'urbanisation,
- développer modérément les bourgs, villages et hameaux...

Toutes ces orientations générales sont autant d'éléments de compatibilité avec le Schéma Directeur Île-de-France de 1994, qui prône le développement de l'urbanisation, dans et en périphérie des secteurs déjà urbanisés, le respect des milieux naturels dont les vallées des cours d'eau, des boisements et des espaces agricoles.

Le SDRIF de 1994 fixe des zones urbanisées ou à urbaniser, des zones partiellement à urbaniser selon la règle des 40-60 (40% espaces naturels ou agricoles ; 60% espaces urbanisés à l'horizon 2015). Ainsi, le SDRIF de 1994 indique environ 505 hectares restant actuellement à urbaniser à l'horizon 2015.

Cependant, dans cette enveloppe foncière, des secteurs ne pourront être urbanisés à terme car fortement contraints (secteurs classés SEVESO, présence de lignes haute tension ...) ou présentant un intérêt paysager ou environnemental fort. Ces espaces représentent un ensemble foncier de l'ordre de 130 hectares.

L'objectif du SCoT de la CCVE est d'ouvrir à l'urbanisation près de 420 hectares (environ 225 hectares pour le développement économique et près de 195 hectares pour le développement de l'habitat) Ces perspectives du SCoT rentrent dans le cadre des zones partiellement urbanisables et du développement modéré des bourgs, villages et hameaux inscrits au SDRIF de 1994.

Cette programmation⁹ se répartit ainsi :

- 382 hectares en zones urbanisables en intégralité ou partiellement urbanisables du SDRIF de 1994 ;
- 26 hectares dans le cadre d'un développement modéré des bourgs, villages et hameaux ;
- 11 hectares hors zone partiellement urbanisable mais avec compensation (maintien à vocation agricole d'une superficie au moins égale de zones partiellement urbanisables).

La programmation du SCoT présente donc un déficit de 122 hectares sur les zones urbanisables (ZU) et les zones partiellement urbanisables (ZPU) du SDRIF de 1994. Ce déficit se répartit ainsi :

- 125 ha sont fortement contraints, donc, non urbanisables,
- 29 ha ne sont pas pertinents et ne sont donc pas retenus dans la programmation du SCoT,
- 32 ha sont consommés au-delà des 60 % des ZPU à l'échelle communale.

La justification détaillée par commune de la compatibilité du SCoT avec le SDRIF de 1994 est présentée en annexe 3.

⁹ La programmation exacte est de 419 hectares : 195 hectares pour l'habitat et 224 pour l'activité.

4 – COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LA CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL DU GATINAIS FRANCAIS

Le SCoT, à travers le PADD et le DOG, expose la nature des orientations initiées par la CCVE.
Ces positions s'affirment autour de plusieurs axes repris pour partie au point précédent.

Pour les communes de la CCVE adhérentes au PNR du Gâtinais Français (Baulne, Cerny, Champcueil et La Ferté-Alais), ces orientations renforcent leur engagement vis-à-vis des objectifs de la Charte du Parc : protection du patrimoine naturel et culturel, maîtrise de l'urbanisation, développement économique, amélioration du cadre de vie.

Le SCoT de la CCVE s'inscrit donc bien en compatibilité avec les préconisations de la Charte du Parc Naturel Régional du Gâtinais Français.

8. LES MODALITES DE GESTION ET DE SUIVI DE L'APPLICATION DU SCOT



📄 La mise en place d'un observatoire.

📄 Une démarche de suivi du SCoT.

Les dispositions du décret n° 2005-608 du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement et modifiant le Code de l'Urbanisme dispose notamment que *"le rapport de présentation du SCoT :*

[.....]

6° (...) rappelle que le schéma fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de son approbation."

1 – BILAN DES EFFETS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET SUIVI DES MESURES AU MOYEN D'INDICATEURS

Les indicateurs les plus pertinents pour l'évaluation des incidences de la mise en œuvre du SCoT ont été retenus (cf. tableaux en pages suivantes).

Ces indicateurs doivent garantir une gestion optimale et un suivi permanent de l'évolution du territoire de la Communauté de Communes du Val d'Essonne.

1.1 - Méthode d'élaboration / de sélection

Ces indicateurs ont été sélectionnés en fonction de leur pertinence, de leur fréquence, de leur degré de faisabilité, de leur niveau géographique et de la réalité des sources d'information.

Les indicateurs sont quantitatifs, lorsque les données sont présentes ou qualitatifs dans le cas inverse.

Tout en se référant aux documents proposant des méthodes d'évaluation des incidences, la méthode mise en place sur le territoire de la Communauté de Communes du Val d'Essonne a été adaptée au contexte et aux enjeux du territoire.

Les indicateurs retenus doivent être :

- faciles à mettre en œuvre,
- adaptés aux destinataires.

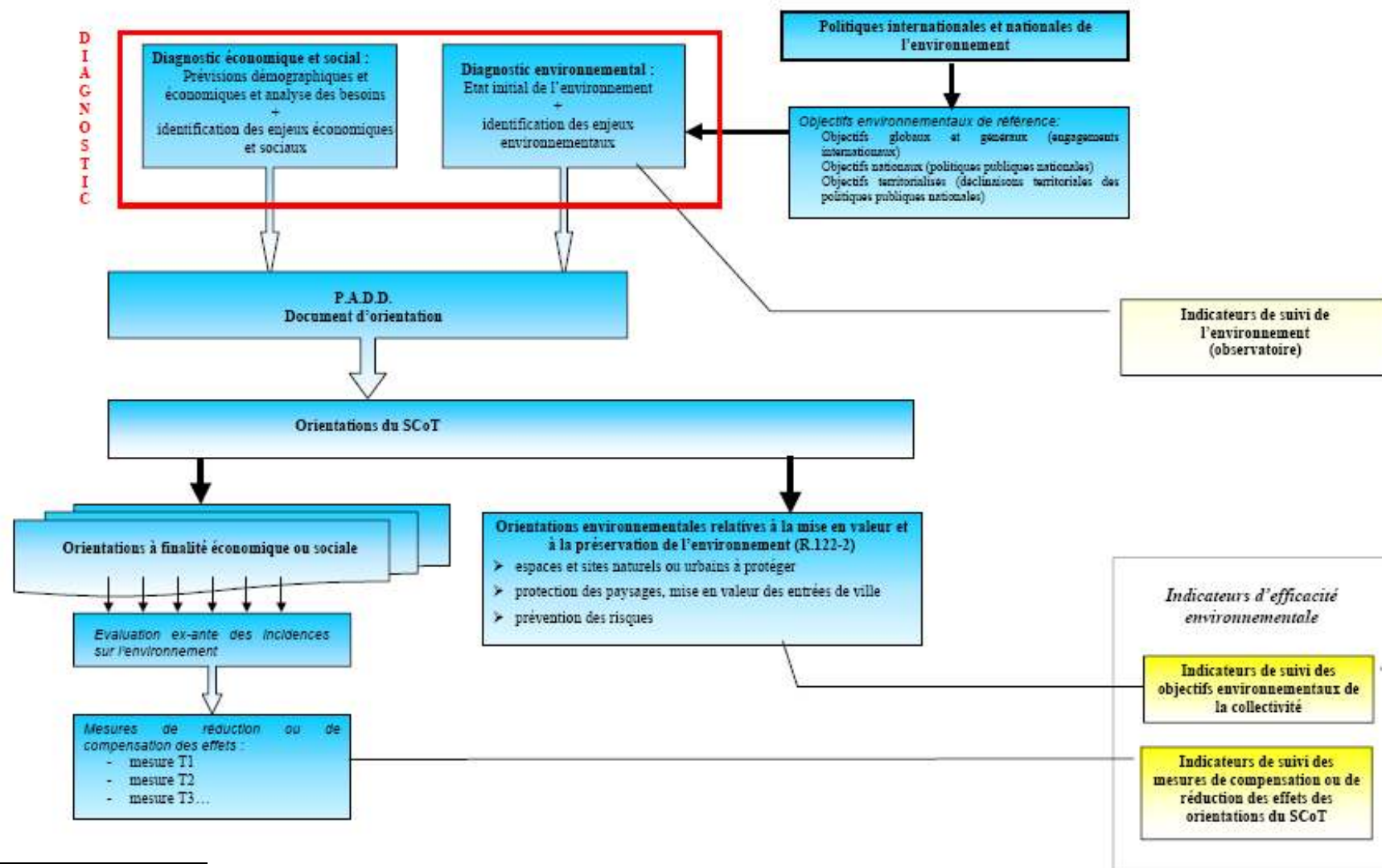
Ces indicateurs doivent être établis :

- à l'état zéro,
- au moment du bilan : dans 10 ans.

Un indicateur numérique pourra être comparé sur une évolution en pourcentage.

1.2 - Insertion dans la démarche

La place des indicateurs dans la démarche SCoT est la suivante¹⁰ :



¹⁰ Source : Méthodologie pour l'évaluation des SCoT au regard des principes de développement durable, application au cas de Montpellier, Synthèse, DIREN Languedoc-Roussillon, 2005.

1.3 - Présentation des indicateurs retenus

Le tableau suivant dresse, par thème, les indicateurs de suivi retenus :

Thème 1 : l'occupation du sol				
N°	Nom de l'indicateur	Définition – unité de mesure	Origine des données	Valeur initiale (2006)
1.1	<i>Occupation du sol</i>			
	% de territoires artificialisés, de territoires agricoles à vocation affirmée, de territoires agricoles existants, de forêt (boisements), d'espaces naturels majeurs, d'espaces naturels, de zones humides et de surface en eau.	% par rapport à la superficie communale	Analyse de la cartographie de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003
1.2	<i>Évolution de l'occupation du sol</i>			
	% de zones stables (n'ayant pas connu de modification de leur occupation du sol pour la période concernée, même si elles ont connu des modifications importantes : par exemple : densification urbaine, coupes forestières, en fait zones n'ayant pas subi de changement de destination de sol), % de zones en évolution.	% par rapport à la superficie communale	Analyse de la cartographie de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003
1.3	<i>Évolution de l'urbanisation</i>			
	Consommation de l'espace : <ul style="list-style-type: none"> à destination du logement, à destination des activités économiques, à destination des équipements publics. 	Nombre et % par rapport à la superficie communale	Suivis des PLU et des permis de construire, suivis des ZAC communautaires, des ZAC communales, analyse de la cartographie de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003
	Densité de population	Nombre d'habitants / hectare	Fiche communale de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003

Thème 2 : paysage et patrimoine				
N°	Nom de l'indicateur	Définition – unité de mesure	Origine des données	Valeur initiale (2006)
2.1	<i>Évolution du paysage</i>			
	Suivi photographique de quelques points paysagers sensibles	Photos	CCVE	Données 2006
	Compilation des études paysagères couvrant le territoire du SCoT (étude sur les entrées de ville,...)	Nombre	Communes	Données 2006

Thème 3 : la ressource en eau				
N°	Nom de l'indicateur	Définition – unité de mesure	Origine des données	Valeur initiale (2006)
3.1	<i>Eaux superficielles</i>			
	Amélioration générale de la qualité de l'eau	Qualité globale des eaux de surface : suivi des teneurs en nitrates, en phosphates...	Stations de suivi de la DIREN (RNB), du SATESE et du SIARCE	Cf. état initial SCoT
		Rendement des stations d'épuration (flux de pollution rejeté dans le milieu naturel)	Bilans SATESE	
3.2	<i>Eaux souterraines</i>			
	Amélioration générale de la qualité des eaux souterraines	Qualité globale des eaux souterraines	SAGE de Beauce (en cours d'élaboration)	Cf. Données du SAGE
3.3	<i>Eau potable</i>			
	Pourcentage d'analyse d'eaux brutes (eaux superficielles et souterraines) dépassant les normes pour les nitrates, les pesticides, la bactériologie et le sélénium.	% par rapport au nombre total d'analyse	DDASS Essonne	Cf. état initial SCoT

Thème 4 : la qualité de la vie				
N°	Nom de l'indicateur	Définition – unité de mesure	Origine des données	Valeur initiale (2006)
4.1	<i>Les déchets</i>			
	Quantité de déchets produits par habitant et répartition de ces déchets (ordures ménagères, tri sélectif...)	kg/j/hab	CCVE, rapport d'activité des syndicats de traitement des déchets (SIREDOM, SITREVA) et des collecteurs de déchets	Rapport d'activité de 2006
	Quantité totale de déchets collectés en déchetteries et répartition de ces déchets	tonne et %		
	Quantité de déchets industriels	tonne		
	Efforts internes de la collectivité pour la sensibilisation à la réduction et au recyclage des déchets	Analyse des supports de communication		
4.2	<i>L'énergie</i>			
	Surface de panneaux solaires installés avec une distinction entre le solaire thermique et le solaire photovoltaïque	m²	ADEME, ARENE	Données 2006
	Nombre de démarches HQE et AEU, de démarches énergie éolienne recensées sur le territoire	Nombre	ADEME, CCVE	Données 2006
4.3	<i>Déplacements alternatifs à la voiture</i>			
	Mise en place de ligne de transports en commun (hors SNCF)	Nombre	CCVE, exploitants	Données 2006
	Fréquentation des transports en commun (hors SNCF)	Nombre de voyageur par lignes		
	Nombre de kilomètres de pistes cyclables	Nombre	Communes	Données 2006
4.4	<i>La qualité de l'air</i>			
	Nombre de kilomètres de pistes cyclables	Nombre	Communes	Données 2006
	Nombre moyen de véhicules par jour sur les principaux axes routiers	Nombre	DDE pour l'A6, département pour le reste du réseau routier	Données 2006
	Évolution de la qualité globale de l'air	Suivi des données historiques et statistiques	Données AIRPARIF	Données 2006

Thème 4 : la qualité de la vie (suite)				
N°	Nom de l'indicateur	Définition – unité de mesure	Origine des données	Valeur initiale (2006)
4.5	<i>Les nuisances sonores</i>			
	Linéaire des voies bruyantes	Nombre	DDE	Données 2006
	Compatibilité avec le PEB	Surface urbanisée sur les sites exposés	Analyse de la cartographie de l'IAURIF	Cf. MOS 1999 et 2003

2 – LA MISE EN PLACE D'UN OBSERVATOIRE

Le respect des orientations du SCoT implique un investissement de la Communauté de Communes dans le suivi de leur application. La **mise en place par la CCVE d'un observatoire des évolutions de l'habitat et du foncier** offrira les moyens d'évaluer l'application du SCoT (et de répondre ainsi à l'obligation réglementaire de suivi et d'évaluation des SCoT – article L. 122-14 du Code de l'Urbanisme).

→ Nécessité d'établir un tableau de bord basé sur des indicateurs fiables et incontestables :

La Communauté de Communes mettra en place **un suivi annuel** des évolutions communales.

Dès 2004, l'INSEE a engagé un nouveau recensement ¹¹. A partir de 2008, la Communauté de Communes pourra dans ce cadre disposer annuellement de données actualisées. Ces données seront analogues à celles des recensements traditionnels (population légale, évolution du parc de logements, migrations résidentielles, ...).

La Communauté de Communes pourra s'appuyer sur l'évolution de l'activité de construction de logements afin d'estimer le rythme de développement du parc. Cette évolution sera suivie à travers l'analyse des données des fichiers SITADEL de la DRE sur la construction (les logements commencés).

Les études réalisées par le SIARCE sur la rivière Essonne permettront un suivi de l'état de la ressource en eau.

3 – LA MISE EN PLACE D'UNE DEMARCHE DE SUIVI

La mise en place d'une **démarche de concertation** à l'échelle de la CCVE s'appuiera sur :

- une commission technique analysant les indicateurs retenus et donnant un avis sur l'application du SCoT ; elle émet également un avis sur les révisions/élaborations des PLU,
- une commission d'élus validant le bilan et les éventuels recadrages d'objectifs.

Pour l'ensemble des indicateurs retenus, il est proposé :

- une périodicité d'actualisation biennale,
- une réflexion à l'échelle intercommunale (échelle du SCoT).

¹¹ **Les communes inférieures à 10 000 habitants** feront l'objet d'un recensement exhaustif (1 commune sur 5 chaque année, soit toutes les communes de cette strate de population recensées sur une période de 5 ans).

Les communes supérieures à 10 000 habitants font l'objet d'autres modalités de recensement (méthode de sondage) : répartition du territoire communal en 5 groupes d'adresses (une même rue appartenant à plusieurs groupes) ; chaque année, recensement d'un échantillon de population dans l'un des groupes (8% des logements) ; 40% de la population sera recensée au bout de 5 ans.

9. RESUMES NON TECHNIQUES



📄 **Résumé non technique de l'évaluation environnementale du SCoT.**

📄 **Résumé non technique du SCoT.**

1 – RESUME NON TECHNIQUE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU SCOT

1.1 - Présentation

La Communauté de Communes du Val d'Essonne (CCVE) est en charge de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). L'analyse environnementale relative au dossier de SCoT est ainsi structurée autour des 4 phases suivantes :

- 1 - Analyse environnementale.
- 2 - Évaluation des incidences.
- 3 - Recherche de mesures réductrices et correctrices d'incidences.
- 4 - Suivi et bilan des effets sur l'environnement au moyen d'indicateurs.

1.2 - Analyse de l'état initial de l'environnement

Le contexte physique

Le climat de la région de la CCVE est de type océanique dégradé. Ce dernier se caractérise par un faible écart entre les températures moyennes minimales et maximales. La répartition des précipitations tout au long de l'année est relativement homogène. Les vents dominants sont principalement de sud-ouest.

Au niveau géologique, au nord et au nord-ouest, le territoire est constitué par le plateau de la Brie, entaillé par la vallée de l'Essonne et saupoudré de buttes de grès. Au sud du territoire, le plateau de la Beauce domine.

Sur le territoire de la CCVE, les sols présents correspondent aux alluvions au niveau des vallées de l'Essonne et de la Juine, aux sols lessivés en majorité localisés en rive gauche et aux sols bruns et rendzines principalement situés sur les coteaux ainsi que sur la rive droite de l'Essonne. Globalement, les sols des plateaux ont une valeur agronomique intéressante pour l'agriculture.

La topographie du territoire de la CCVE distingue clairement 3 grands ensembles : les vallées de l'Essonne et de la Juine, le plateau de la Brie et le plateau de la Beauce.

Le territoire de la CCVE est à la limite de trois nappes phréatiques principales : l'aquifère de Beauce, l'aquifère de Champigny et l'aquifère multicouche de l'Eocène moyen et inférieur. Par ailleurs, une nappe profonde, la nappe de l'Albien-Néocomien, classé en zone de répartition des eaux, traverse le territoire de la CCVE. On notera par ailleurs qu'un piézomètre mesure en continu les fluctuations de la nappe « Calcaire du Saint-Ouen et sables de Beauchamp » sur la commune d'Itteville.

Les ressources naturelles

Sur le territoire de la CCVE, on note la présence de trois gisements de pétrole en cours d'exploitation au niveau des communes de Vert-le-Petit, Vert-le-Grand et Itteville.

Au regard du Schéma Départemental des Carrières, sur le territoire de la CCVE, les communes qui présentent le moins de contraintes à l'exploitation de carrières sont les communes d'Auvernaux et de Chevannes.

Le territoire de la CCVE est le lieu de confluence de la Juine et de l'Essonne. Les zones humides associées à ces cours d'eau jouent un rôle essentiel dans la gestion naturelle des phénomènes hydrologiques (écrêtement des crues, maintien des débits d'étiage, assainissement) ; elles améliorent la qualité des eaux en agissant par filtration et décantation et elles sont source de diversité biologique.

L'Essonne et la Juine sont caractérisés par des régimes hydrauliques différents. L'Essonne est marquée par un régime hydrique avec des hautes eaux hivernales et des basses eaux estivales. La Juine est en revanche marquée par des débits mensuels constants qui traduisent son artificialisation (moulins, biefs), régulant ainsi les débits de cette rivière. La qualité de l'eau est suivie au moyen de stations de mesure. La qualité physico-chimique de l'eau pour la fonction biologique est globalement passable. Sur l'Essonne, la qualité physico-chimique de l'eau pour la fonction biologique peut être qualifiée de passable pour les matières azotées, bonne à passable pour les matières organiques et oxydables, bonne à mauvaise pour les matières phosphorées, mauvaise à très mauvaise pour les nitrates. Pour ce qui concerne les produits sanitaires (produits chimiques de synthèse tels que les herbicides, les insecticides et les fongicides), la qualité est bonne sur l'Essonne et sur la Juine.

D'après le bilan départemental 2005 de la qualité de l'eau potable publié par la DRASS, la qualité des eaux souterraines au niveau de la CCVE se caractérise par des teneurs en nitrates très peu élevées à peu élevées, sauf pour les communes de Leudeville, Saint-Vrain, Vert-le-Grand et Vert-le-Petit où les teneurs sont élevées, une très bonne qualité bactériologique, des teneurs en pesticides peu élevées, des teneurs en sélénium peu élevées, sauf pour les communes de Nainville-les-Roches et de Saint-Vrain où les teneurs sont élevées.

Il convient de remarquer que les communes de la CCVE ne sont pas de fortes consommatrices d'eaux souterraines pour un usage agricole.

Le dimensionnement actuel du réseau de distribution de l'eau et les capacités de stockage sont suffisants pour répondre à l'évolution de la demande dans les années qui viennent.

Conformément à la réglementation, les schémas directeurs d'assainissement des communes du territoire de la CCVE ont été réalisées ou sont en cours de réalisation, sous le contrôle de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et du Conseil Général de l'Essonne.

Le SDAGE Seine Normandie a été validé le 20 septembre 1996 ; il sera révisé en 2009 conformément à la Directive Cadre sur l'Eau (Dir. CE n°2000/60 du 23 octobre 2000). Les mesures préconisées par ce SDAGE sont : développer la solidarité de bassin, assurer la cohérence hydraulique de l'occupation du sol et limiter l'érosion et le ruissellement, maîtriser les rejets polluants, améliorer la qualité générale des eaux superficielles et souterraines, maintenir, préserver et restaurer les écosystèmes aquatiques et les zones humides. En terme de qualité de l'eau, le SDAGE de 1996 fixe un objectif de qualité bonne (1B) sur l'Essonne et sur la Juine. Les quatre orientations relatives à la gestion quantitative de la ressource en eau validées par ce SDAGE sont : protéger les personnes et les biens, ne plus implanter dans les zones inondables des activités ou des constructions susceptibles de subir des dommages graves, assurer une occupation du territoire qui permette la conservation des zones naturelles d'expansion des crues, assurer la cohérence des actions de prévention et de protection contre les inondations à l'échelle du bassin versant.

En outre, la directive cadre sur l'eau (Dir. CE n°2000/60 du 23 octobre 2000) impose aux États membres de parvenir d'ici 2015 à un bon état écologique des eaux de surface européennes.

Les communes de la CCVE sont situées sur le territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la nappe de Beauce. Les quatre enjeux majeurs de ce SAGE sont : une gestion équilibrée de la ressource en eau (un défi à relever), une nappe fragile à mieux protéger et la qualité des cours d'eau à reconquérir, prévenir et gérer les risques d'inondation et de ruissellement et enfin le SAGE pour une gestion concertée des milieux aquatiques.

Le patrimoine naturel

Les espaces urbains construits et non construits représentent 17 % sur le territoire de la CCVE alors que les espaces ruraux représentent aux alentours de 82 % (selon les données du MOS de 1999).

16 ZNIEFF sont recensées sur le territoire de la CCVE.

On notera que seules les communes d'Auvernoux, Chevannes, Leudeville, Nainville-les-Roches et Vert-le-Grand ne sont concernées par aucun inventaire de portée à connaissance.

Une seule ZICO est présente sur le territoire de la CCVE.

Deux arrêtés de protection de biotope sont présents sur le territoire de la CCVE.

Le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français concerne quatre communes du Sud du territoire de la CCVE : Baulne, Cerny, Champcueil et La Ferté-Alais.

Le SCoT de la CCVE doit être compatible avec les orientations et les mesures de la Charte du PNR adoptée en mai 1999 et qui concerne plusieurs points : protéger et valoriser le patrimoine naturel et culturel, contribuer au développement économique, notamment des activités agricoles et sylvicoles, en respectant l'environnement, améliorer la qualité de vie des habitants et revitaliser les villages, s'unir pour maîtriser les pressions urbaines et veiller à la cohérence des stratégies d'aménagement du territoire, défendre et promouvoir l'identité rurale du Gâtinais français, favoriser un tourisme raisonné et sensibiliser au respect de la nature, des activités rurales et de la propriété privée.

Trois sites Natura 2000 sont présents sur le territoire de la CCVE : Marais de Fontenay-le-Vicomte et d'Itteville (ZPS n° FR1110102, 522 hectares), Buttes gréseuses de l'Essonne (pSIC n° FR1100806, 25 hectares), Marais des basses vallées de l'Essonne et de la Juine (pSIC n° FR1100805, 397 hectares).

Le territoire de la CCVE n'englobe qu'une seule réserve naturelle : il s'agit d'une réserve naturelle régionale (anciennement réserve naturelle volontaire) localisée sur la commune d'Itteville.

Trois sites d'intervention du Conseil Général au titre des E.N.S. sont recensés au sein du territoire de la CCVE : Forêt départementale des Grands Avaux (182 hectares), Marais des Basses vallées de l'Essonne et de la Juine (800 hectares), « La Justice » 10 hectares (La-Ferté-Alais).

Un certain nombre de corridors biologiques existent sur le territoire de la CCVE. Ces corridors naturels sont essentiels au maintien d'une diversité faunistique. Ils correspondent principalement aux déplacements au niveau des vallées de l'Essonne et de la Juine mais aussi aux liaisons entre les différents massifs boisés localisés au Sud du territoire. Il est à noter que les territoires agricoles ouverts constituent, lorsqu'ils sont connectés à d'autres entités écologiques telles les boisements, des continuités naturelles de transit pour la faune.

Les sites classés et inscrits présents sur le territoire de la CCVE sont les suivants : Vallée de la Juine et ses abords entre Morigny-Champigny et Saint-Vrain (site classé), Parc du château à Echarcon (site classé), Vallée de la Juine (site inscrit).

Les communes de Cerny, d'Itteville et de Saint-Vrain sont concernées par le site classé de la Vallée de la Juine et ses abords entre Morigny-Champigny et Saint-Vrain. La commune d'Echarcon est concernée par le site du parc du Château d'Echarcon. Les communes de Cerny, d'Itteville et de Saint-Vrain sont concernées par l'inscription du site de la vallée de la Juine.

Sur le territoire du SCoT, l'Agence des Espaces Verts ne possède qu'un seul Périmètre Régional d'Intervention Foncière (PRIF) : la Forêt Régionale de Saint-Vrain.

Le Schéma Directeur Départemental des Circulations Douces préconise 6 itinéraires différents concernant directement le territoire de la CCVE.

Le patrimoine culturel

Douze des 17 communes de la CCVE sont concernées par la présence d'un ou plusieurs monument(s) historique(s).

De nombreux sites archéologiques historiques et préhistoriques sont présents sur le territoire de la CCVE. Les sites répertoriés ne reflètent que très partiellement la réalité archéologique du territoire puisque la plupart l'ont été fortuitement, souvent au cours de travaux.

Gestion des risques, des nuisances et des pollutions

Un Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) sur la rivière Essonne a été prescrit par arrêté préfectoral le 22 juin 2001 ; il concerne le territoire de la CCVE à l'exception des communes d'Auvernoux, Champcueil, Chevannes, Leudeville, Nainville-les-Roches, Saint-Vrain et Vert-le-Grand.

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs, le risque de retrait-gonflement des argiles concerne les communes d'Auvernoux, Ballancourt-sur-Essonne, Echarcon, Mennecy, Ormoy et Vert-le-Petit.

Aucune commune de la CCVE n'est soumise au risque d'incendies de forêt.

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs, aucune commune de la CCVE n'est soumise au risque sismique.

Le risque de transport de matières dangereuses affecte toutes les communes de la CCVE.

Deux sites SEVESO seuil haut sont recensés sur le territoire de la commune de Vert-le-Petit.

Les nuisances sonores identifiées sur le territoire de la CCVE sont, entre autres :

- à proximité de secteurs résidentiels : à Vert le Grand (RD 31), à Echarcon (RD 26), à Cerny (RN 191), communes à proximité de l'A6 (Auvernoux, Nainville-les-Roches, Ormoy),
- au sein des communes : traversées d'Itteville (RD 8), de Mennecy (RN 191), du nord de Ballancourt-sur-Essonne (RD 17), d'Ormoy (report de la RD 153) et d'Echarcon.

Par ailleurs, la CCVE est située dans les couloirs aériens des aéroports de Roissy et d'Orly. De fait, les populations concernées sont soumises à des nuisances sonores induites par le survol des avions en provenance et à destination de ces deux aéroports.

Les bilans annuels établis par AIRPARIF indiquent que le territoire de la CCVE dispose d'une qualité de l'air satisfaisante.

Six sites font l'objet d'une inscription sur le site BASOL, signifiant que les sites suivants sont susceptibles d'être pollués : Société RODANET (Ballancourt-sur-Essonne), Société MIGNON(Champcueil), Usine SOFRA PCB (Mennecy), Société VERALINE (Ormoy), ELF AQUITAINE PRODUCTION (Vert-le-Grand), ISOCHÉM (Vert-le-Petit).

La gestion des déchets de la CCVE est cohérente. Les installations du SIREDOM sur l'écosite de Vert-le-Grand (le Centre Intégré de Traitement de Déchets – CITD) traite les déchets ménagers de 16 des 17 communes de la CCVE (seule la commune de Leudeville n'est pas rattachée à ces installations). Depuis le 1er janvier 2006, la CCVE s'est vu attribuée la compétence « élimination et valorisation des déchets ».

La collecte des déchets est assurée principalement par le SIRCOM (Syndicat Intercommunal de Ramassage et de Collecte des Ordures Ménagères) de la région de La Ferté-Alais. Les communes membres sont : Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Cerny, Echarcon, La Ferté-Alais, Fontenay-le-Vicomte, Itteville, Nainville-les-Roches, Ormoy et Vert-le-Petit.

Leudeville est membre du SICTOM de l'Hurepoix. Les communes restantes (Champcueil, Chevannes, Mennecey, Saint-Vrain, et Vert-le-Grand) font appel à des entreprises privées.

Le territoire de la CCVE se caractérise par une utilisation prépondérante des énergies fossiles et de l'électricité, au même titre que la région Île-de-France qui est à 95 % dépendante de l'importation de ce type d'énergie.

A l'échelle de la CCVE, on relève à plusieurs niveaux des dispositions de développement de l'énergie renouvelable :

- la valorisation du bois ;
- le potentiel des terres agricoles ;
- la valorisation des déchets ;
- l'énergie éolienne. On rappellera à ce sujet que le territoire de la CCVE n'est pas concerné par les zones d'implantation préférentielles et est majoritairement situé en zones sensibles. Le développement de l'énergie éolienne sur le territoire de la CCVE n'est donc envisageable qu'à une échelle locale : éolienne de bâtiments collectifs (collectivités) ou à titre privé ;
- le solaire,
- la géothermie.

1.3 - Analyse des effets du PADD et/ou du DOG sur l'environnement / Mesures envisagées pour limiter, réduire et si possible supprimer les effets du SCoT sur l'environnement

Thème	Impact	Mesures
Cadre physique	<p>Sur cette thématique physique, les communes s'engagent à travers le SCoT sur les orientations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • préserver les vallées, • garantir la lisibilité du réseau hydrographique, • affirmer les vallées comme éléments structurants du paysage, • insérer l'urbanisation avec qualité dans son environnement. Par exemple, le DOG demande aux PLU de respecter au moment de la définition des périmètres d'extension urbaine des limites physiques et des franges de protection. <p>Ces orientations vont dans le sens d'une préservation de l'identité territoriale de la CCVE, par la prise en compte dans les aménagements futurs d'un cadre physique hérité qu'il convient de respecter.</p> <p>Elles permettront de préserver un cadre de vie de qualité pour les habitants actuels et futurs.</p>	<p><i>Elles résident dans la prise en compte des éléments structurants du paysage : le relief, les lignes de crête, les zones humides, les cours d'eau qui nécessitent de s'interroger sur des conditions d'urbanisation adaptées au site.</i></p>

Thème	Impact	Mesures
Ressource en eau	<p>En l'absence de mesures préventives, les aménagements prévus peuvent avoir un impact négatif sur les eaux superficielles et souterraines, que ce soit pour la construction de routes, de bâtiments ou d'équipements.</p> <p>Par ailleurs, de nouvelles urbanisations (à vocation d'habitat ou d'activités) sont également envisagées. Ces projets menacent d'augmenter la pollution des cours d'eau présents (Juine et Essonne).</p> <p>Ces impacts peuvent être d'autant plus importants que ces cours d'eau sont de qualité moyenne. Une aggravation de leur qualité n'est donc pas acceptable.</p> <p>Concernant la ressource en eau et la qualité des eaux de surface, le développement urbain attendu est susceptible d'entraîner une augmentation de la pression exercée sur les ressources actuellement exploitées et une augmentation des volumes d'effluents à traiter.</p>	<p><i>Le SCoT préconise plusieurs mesures visant à préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines ainsi que la quantité de la ressource :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>intégrer les conclusions des études en cours sur ce thème,</i> • <i>préserver la liaison Essonne-Seine qui a son importance d'un point de vue économique et écologique, notamment sur le débit minimum de l'Essonne en période d'étiage,</i> • <i>mettre en place un schéma directeur d'aménagement durable de l'eau (SIARCE),</i> • <i>intégrer les conclusions des études menées par le SIARCE et en particulier l'EPAGRE de 1997 (Etude Préalable à l'Aménagement Global de la Rivière Essonne),</i> • <i>mettre en place un schéma directeur d'eau potable sur le territoire communautaire, en actualisant le document établi par le SIEP du Val d'Essonne,</i> • <i>la préservation des zones humides qui, outre leur intérêt écologique connu, ont un rôle essentiel dans l'épuration des eaux,</i> • <i>la préservation de la qualité des eaux de surface à travers une meilleure prise en compte des rejets de polluants dans les sols,</i> • <i>le maintien, le respect et la protection des périmètres de protection de captage des eaux (appliquer la réglementation en vigueur).</i> • <i>poursuivre les investissements pour la mise aux normes d'installations d'assainissement. La modernisation des systèmes d'assainissement est encore incomplète. Les efforts devront être poursuivis pour améliorer les réseaux actuels, poursuivre la définition des zonages d'assainissement,</i> • <i>traiter les problèmes de rejets directs dans le milieu naturel (notamment par une mise en conformité des installations d'assainissement non collectif,</i> • <i>diminuer les rejets de pollution dans la rivière,</i> • <i>mieux gérer les eaux pluviales (dépollution, réseau à renforcer,...). Il s'agit notamment de gérer les problèmes de ruissellement identifiés sur deux communes de la CCVE, de créer des ouvrages de dépollution des eaux pluviales avant rejet dans le milieu naturel, de demander à l'État de dépolluer les eaux de ruissellement provenant de l'autoroute traversant le territoire en créant des ouvrages de dépollution,</i> • <i>déterminer les zonages d'assainissement,</i> • <i>revoir les Schémas Directeurs d'Assainissement (documents pour la plupart anciens).</i>

Thème	Impact	Mesures
Patrimoine naturel	<p>S'agissant d'un document d'urbanisme fixant le cadre général des urbanisations futures nécessaires à la croissance démographique attendue, le SCoT détermine un espace d'urbanisation potentielle qui, de fait, est soustrait aux espaces naturels et agricoles. Cette diminution des espaces naturels constitue une incidence prévisible négative sur l'environnement.</p> <p>Le SCoT a recensé les protections réglementaires et les inventaires existants. Le SCoT prend bien en compte ces « espaces naturels majeurs » où toute urbanisation nouvelle est interdite. Cela concerne les milieux classés au titre des ZNIEFF, du réseau NATURA 2000, des Espaces Naturels Sensibles, des arrêtés de protection de Biotope...</p>	<p><i>Le SCoT recense les protections réglementaires existantes et identifie également les espaces à enjeux majeurs.</i></p> <p><i>Il permet de mettre en évidence les secteurs que chaque commune devra protéger dans son PLU grâce à des zonages adaptés.</i></p> <p><i>Comme indiqué dans le PADD, le SCoT préserve l'ensemble de ces espaces en pérennisant le statut d'espace naturel protégé des sites repérés.</i></p> <p><i>Des coupures vertes sont maintenues pour faciliter la libre circulation de la faune. Elles ont été identifiées sur une carte : au sein de celles-ci, toute extension de l'urbanisation existante et toute implantation de bâtiments, quelle que soit leur nature ou leur vocation, est proscrite. En revanche, la mise en culture ou l'exploitation forestière des terres est autorisée.</i></p> <p><i>Les espaces les plus sensibles sur le plan écologique - bords de cours d'eau, boisements de plateau - ont été identifiés et cartographiés.</i></p> <p><i>Le SCoT engage les communes à protéger ces espaces dans leur document d'urbanisme (mode de protection adapté pouvant être concrétisé par le classement N dans les PLU par exemple).</i></p> <p><i>Le projet de SCoT intègre dans ses orientations les mesures nécessaires au maintien des milieux naturels de qualité puisque la préservation de ces espaces est inscrite à travers les orientations suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• la préservation de continuités biologiques naturelles, exemple : vallée de l'Essonne, vallée de la Juine, corridors biologiques constitués par les boisements de plateau notamment sur les communes de Cerny, Champcueil et Nainville-les-Roches,</i> <i>• la détermination de limites aux fronts urbains, exemple : Auvernaux, Chevannes, Leudeville, Vert-le-Grand,</i> <i>• le maintien de respirations agricoles non urbanisables (coupures d'urbanisation), exemple : Ballancourt-sur-Essonne, Baulne, Champcueil, Auvernaux, Mennecy, Leudeville, Vert-le-Grand.</i>

Thème	Impact	Mesures
Patrimoine naturel	...	<p><i>Le SCoT porte une attention particulière aux boisements du territoire notamment pour leur rôle structurant. Le SCoT intègre la préservation de leur diversité en préservant :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • les boisements qui renforcent les continuités territoriales (coteaux de la Beauce), • les remises (entités de plateau) qui assurent un rôle écologique important, • les lisères boisées. <p><i>Le SCoT identifie au travers de l'état initial du rapport de présentation ces espaces à enjeux importants. Les orientations relatives aux zones humides inscrites au PADD et au DOG permettent d'assurer leur préservation. Celle-ci s'appuie notamment sur :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • le respect de la qualité des rivières Essonne, Juine et École en proscrivant toute urbanisation à proximité du lit mineur de ces cours d'eau, le remblaiement de marais et en mettant en œuvre les prescriptions du PPRI (lorsque celui-ci sera validé), • le programme « A Qualité 2015 » du SIARCE intégrant une politique sur la rivière Essonne et sur l'assainissement ainsi que la co-gestion partenariale des ENS avec le Département de l'Essonne, • la valorisation des marais, notamment sous un angle économique (valorisation touristique en autorisant certains types d'implantation : activités légères de loisirs et de tourisme, ...). <p><i>S'agissant de ce dernier point, l'ouverture au public devra se faire avant tout dans le respect des milieux et des espèces en présence. Ces aménagements, qui devront demeurer légers, veilleront notamment à rester en conformité avec la réglementation en vigueur et en particulier vis-à-vis du PPRI et de la réglementation spécifique applicable au site du réseau NATURA 2000 (pSIC, SIC, ZPS, ZSC).</i></p>

Thème	Impact	Mesures
Les risques et les nuisances	<p>Concernant le risque d'inondation, le développement urbain attendu est susceptible d'entraîner une augmentation de l'imperméabilisation des sols au niveau des bassins versants et, par voie de conséquence, une augmentation du volume et de la vitesse des écoulements.</p> <p>Sur une échéance de 10 ans, les surfaces destinées à l'accueil de nouveaux logements sont estimées à 195 hectares, et celles destinées à l'accueil de nouvelles entreprises à 225 hectares. Ces emprises, représentant 2,7 % de l'espace rural, apparaissent comme très raisonnables en comparaison à la surface totale du territoire.</p> <p>Par contre, la construction de bâtiments peut avoir un impact négatif s'ils se situent dans la zone d'expansion des crues. En effet, plusieurs communes sont concernées par le risque inondations et l'Atlas des PHEC précise que plusieurs zones du territoire ont historiquement déjà été inondées lors d'épisodes de crues.</p> <p>Le risque de retrait et de gonflement des argiles concerne 6 communes du territoire du SCoT (Auvernaux, Ballancourt-sur-Essonne, Echarcon, Mennecy, Ormoy et Vert-le-Petit). Les projets de développement des zones urbanisées, bien que parfois situés sur des zones à risque non négligeable, ne contribuent pas à augmenter ce risque sur le territoire, dans la mesure où celui-ci est bien identifié dans le PADD.</p> <p>La présence de risques technologiques concerne particulièrement la commune de Vert-le-Petit avec la présence de 2 entreprises SEVESO seuil haut.</p> <p>Le projet d'aménagement n'entraîne aucune augmentation de ce risque dans la mesure où celui-ci est identifié dans le PADD. En outre, il faut rappeler que le SCoT n'a pas pour vocation de se substituer aux structures compétentes existantes. En la matière, le SCoT s'appuie sur la création du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) autour des installations SME et ISOCHM.</p> <p>De la même manière, le projet d'aménagement de SCoT prend en compte la présence d'anciens sites industriels pollués, de puits de pétrole et de sites de stockage d'hydrocarbures.</p>	<p><i>Le PADD préconise un développement urbain respectueux du territoire ainsi qu'une protection et une valorisation des espaces naturels. Une forte volonté de limiter l'urbanisation est ainsi affichée, ce qui est favorable à la limitation des inondations.</i></p> <p><i>Concernant le risque inondation, des orientations visent par ailleurs à :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>• prendre en compte le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) sur la rivière Essonne, lorsque celui-ci sera validé, qui réglera l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues. On rappelle que la prescription d'un PPRI sur tout le linéaire de l'Essonne et la réalisation d'études hydrauliques et géomorphologiques sont programmées pour le 1er semestre 2007 pour une approbation du PPRI prévue en 2009 ;</i> <i>• protéger la protection des zones inondables non urbanisées en zones inconstructibles ;</i> <i>• prendre en compte la mise en œuvre du Plan d'Action pour la Prévention des Inondations sur 3 ans en collaboration avec le SIARCE.</i> <p><i>D'autre part, les orientations relatives à la préservation des zones humides et des rivières ainsi qu'à la gestion des eaux pluviales vont dans le sens de la limitation du risque inondation.</i></p> <p><i>Aucune mesure n'a été prévue spécifiquement sur le thème du risque de retrait et gonflement des argiles hormis une vigilance accrue dans le cadre des projets d'urbanisation.</i></p> <p><i>Aucune mesure n'a été prévue spécifiquement sur ce thème hormis une vigilance accrue dans le cadre des projets d'urbanisation. On rappelle la création d'un CLIC et le projet de lancement d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) probablement à la fin 2007 après remise de l'étude de danger par l'industriel.</i></p>

Thème	Impact	Mesures
Les risques et les nuisances	<p>Sur le territoire de la CCVE, les principales sources de nuisances sonores sont les infrastructures de transport. L'aérodrome de Brétigny-sur-Orge qui n'est plus en service reste néanmoins régi par un zonage du Plan d'Exposition au Bruit.</p> <p>La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation, en valeur absolue, des déplacements motorisés. Cette perspective est susceptible de provoquer, sous réserve de l'évaluation des effets aggravants de l'évolution du transit routier et des effets atténuants des progrès technologiques dans le domaine de l'automobile, des incidences négatives sur l'ambiance sonore.</p> <p>Par ailleurs, les incidences sonores du projet sont liées à la mise en place de nouvelles infrastructures viaires sur le territoire. Sont ainsi prévus dans le SCoT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'élargissement de la RD74 entre Ballancourt-sur-Essonne et Chevannes ; - la déviation de la RN191 à partir de Ballancourt-sur-Essonne en contournant Chevannes, Mennecy et Ormoy avec connexion A6 ; - la déviation d'Itteville sur la RD31 ; - la déviation de la RD449 et itinéraire conseillé par la D87 avant La Ferté-Alais ; - la déviation d'Auvernoux (RD948) ; - le contournement du village de Leudeville afin d'éviter la traversée du village ; - le désenclavement de la zone industrielle de Cerny ; - le dédoublement de la RN191 à hauteur de Cerny ; - la déviation de la RD 153 à Mennecy. <p>La principale source de dégradation de la qualité de l'air est représentée par les transports. La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation des déplacements motorisés. Cette perspective est susceptible de provoquer, sous réserve de l'évaluation des effets aggravants de l'évolution du transit routier et des effets atténuants des progrès technologiques dans le domaine de l'automobile, des incidences négatives sur la qualité de l'air.</p>	<p><i>Les orientations relatives aux nuisances sonores concernent :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>la maîtrise des nuisances sonores en prônant des principes protégeant l'habitat (insonorisation des bâtiments, respect de marges de recul, ...), en travaillant sur la localisation des équipements et des infrastructures générant ce type de nuisance,</i> • <i>la lutte contre les nuisances sonores liées à l'A6 (pose d'un nouveau revêtement silencieux ou rénovation du revêtement existant),</i> • <i>la prise en compte dans le projet d'aménagement du SCoT du Plan d'Exposition au Bruit (PEB) de l'aérodrome de Brétigny-sur-Orge (qui concerne les communes de Leudeville et Vert-le-Grand) avec une obligation de compatibilité du SCoT avec le PEB (en cours de révision).</i> <p><i>Les incidences négatives liées à la qualité de l'air sont compensées par les orientations visant à :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>renforcer les transports en commun afin de limiter l'usage des voitures particulières,</i> • <i>développer les circulations douces de type pistes cyclables et voies piétonnes,</i> • <i>organiser un développement urbain respectueux du territoire,</i> • <i>promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables qui dégradent moins la qualité de l'air que les énergies fossiles.</i>

Thème	Impact	Mesures
Gestion des déchets	La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation, en valeur absolue, des déchets.	<p><i>Cette incidence négative est compensée par la prise de compétence « élimination et traitement des déchets » à compter du 1er janvier 2006 par la CCVE. Elle souhaite ainsi améliorer son dispositif de gestion des déchets :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>en réalisant des économies dans la gestion des déchets sur l'ensemble du territoire,</i> • <i>en encourageant la réduction des déchets à la source.</i> <p><i>D'autre part, l'orientation visant à limiter l'étalement urbain permet de faciliter la collecte des déchets et de limiter les coûts de la collecte.</i></p>
Énergies renouvelables	La croissance démographique attendue, les extensions urbaines ainsi que la progression des transports devraient entraîner une augmentation, en valeur absolue, de la consommation d'énergie.	<p><i>Cette incidence négative est compensée par le souhait des élus de la CCVE de favoriser le développement de diverses formes d'énergies renouvelables (géothermie, éoliennes, panneaux solaires,...) adaptés aux capacités d'accueil et d'insertion sur le territoire.</i></p> <p><i>En outre, le recours aux énergies renouvelables sera encouragé dans le domaine de la construction. Il est bon de rappeler que des solutions alternatives existent pour réduire les consommations d'énergies. Elles revêtent diverses appellations et forme selon l'échelle de travail :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>au niveau d'une construction, la démarche de Haute Qualité Environnementale (HQE) permet d'obtenir des gains substantiels en terme d'économie d'énergie mais également d'économie financière (solaire passif...),</i> • <i>au niveau d'un aménagement global, l'Approche Environnementale de l'Urbanisme (AEU) est aussi une alternative efficace (optimisation des déplacements, maintien de la biodiversité, choix d'implantations des bâtiments...).</i> <p><i>Ces pistes sont autant de solutions envisageables dans la recherche des économies d'énergie.</i></p>

Thème	Impact	Mesures
Paysage	<p>Le développement de l'habitat et de zones d'activités économiques est susceptible d'avoir une incidence négative sur le paysage : développement anarchique, mauvaise intégration...</p> <p>A l'inverse, il peut avoir des impacts positifs sur le paysage en organisant les espaces : requalification des entrées en ville, requalification des bâtiments, aménagement du réseau viaire et des espaces publics... Ces aménagements peuvent ainsi devenir le support d'une nouvelle structuration du territoire et d'une amélioration du paysage.</p> <p>Sur le plan des transports, les projets auront un impact sur le paysage suivant que les nouvelles voies ou celles qui seront éventuellement requalifiées seront plus ou moins perceptibles et qu'elles structureront ou non le territoire. Elles pourront alors devenir le support de nouvelles urbanisations.</p>	<p><i>Les incidences négatives du SCoT sur le paysage sont compensées par une orientation du PADD veillant à la qualité paysagère des espaces urbanisés et à urbaniser.</i></p> <p><i>Cette orientation se décline en plusieurs points :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>gérer les limites urbanisation/agriculture (orientation à décliner dans tous les nouveaux programmes d'aménagement) ;</i> • <i>traiter les entrées sur le territoire (abandon du caractère routier au profit d'aménagements plus urbains à l'entrée des villes et des bourgs) ;</i> • <i>préserver les ouvertures du paysage (conservation d'échappées visuelles sur le territoire agricole, intégration paysagère des aménagements dans le respect de l'environnement, préservation de l'identité du territoire pour éviter la banalisation du bâti) ;</i> • <i>préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti.</i> <p><i>Par ailleurs, les incidences sur le paysage sont réduites par la volonté de limiter l'étalement urbain et de préserver l'agriculture et les espaces naturels. Seront ainsi préservées et maintenues des continuités naturelles (notamment dans les vallées), des respirations agricoles non urbanisables (coupures d'urbanisation). De la même manière, des limites aux fronts urbains seront déterminées.</i></p>
Patrimoine culturel	<p>Les projets envisagés dans le cadre du présent projet d'urbanisme sont susceptibles d'intercepter le périmètre de protection défini autour d'un Monument Historique.</p> <p>De plus, il est à signaler que de nombreux vestiges archéologiques ont été découverts sur le territoire. Les projets d'urbanisation prévus peuvent donc être à l'origine de la dégradation ou de la destruction d'une partie de ce patrimoine.</p>	<p><i>Les impacts négatifs identifiés dans le présent chapitre sont compensés par les orientations suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti</i> <p><i>La valorisation du bâti ancien s'exerce par de multiples outils : la réhabilitation en logement locatif d'habitat ancien de centre bourg, la valorisation des espaces publics en cœur de village favorisant les initiatives privées de restauration, l'investissement des anciens domaines par des équipements publics, le maintien de l'individualité des bourgs dans le paysage par la préservation de vastes coupures dans l'urbanisation et l'évitement de l'urbanisation en manchons le long des voiries.</i></p> <p><i>Ainsi, les documents d'urbanisme locaux devront inscrire le principe d'une préservation et d'une mise en valeur de ce patrimoine bâti ancien.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Identifier finement le patrimoine à préserver</i> <p><i>Il est ainsi prévu qu'à l'occasion de modifications, de révisions simplifiées ou révisions de POS, de PLU, chaque commune établira un recensement des édifices remarquables. Ce recensement devra être accompagné d'une réflexion sur les modes de réinvestissement et de préservation du patrimoine bâti.</i></p>

Thème	Impact	Mesures
Déplacements	<p>La croissance démographique attendue devrait entraîner une augmentation des déplacements motorisés. Par voie de conséquence, cela entraînera une augmentation du risque d'accidents, une augmentation de la pollution des bâtiments proches des voies de circulation et une diminution de la qualité du cadre de vie.</p> <p>D'autre part, le projet établi dans le SCoT prévoit le renforcement du maillage du réseau de transport, entraînant à la fois des incidences négatives (accidents, pollutions...) et des incidences positives du fait de l'amélioration globale du réseau routier et du renforcement de l'accessibilité de certains secteurs du territoire.</p>	<p><i>Le SCoT a prévu plusieurs mesures visant à prévenir ces impacts sur les déplacements :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>l'amélioration du maillage routier du territoire comprend notamment la réalisation de déviations pour certains bourgs, entraînant une amélioration du cadre de vie et de la sécurité des riverains ; de plus, dans la même optique, des aménagements pour la sécurisation des déplacements seront mis en place (jalonnements, aménagements des entrées de villes et de villages, réduction des vitesses...) ;</i> • <i>le renforcement des transports en commun permettra de favoriser l'usage d'autres modes de transport que celui de la voiture particulière, transport ayant tendance à augmenter du fait de l'étalement urbain et qui sont sources de nombreuses nuisances ; une meilleure couverture du territoire est ainsi prévue ainsi que la mise en place d'un transport à la demande ;</i> • <i>le développement des circulations douces (piétons, deux roues) est prévu afin d'assurer une continuité dans les circuits ; ce développement ne pourra être engagé qu'à condition de respecter les impératifs de sécurité et sur des voies où ce type d'implantation s'avère réalisable sans faire obstacle au stationnement notamment. Cette orientation s'appuiera sur les actions suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"> - <i>relier par des circuits cyclables les pôles de centralité (habitat, emploi, équipements publics, scolaires, sportifs et de loisirs) en s'appuyant sur le Schéma Directeur Cyclable du département ;</i> - <i>créer des franchissements supplémentaires de l'Essonne et des voies ferrées ;</i> - <i>favoriser la circulation des piétons par des aménagements adaptés (sécurité...).</i> • <i>la mise en place d'un Schéma Directeur des Circulations Douces.</i>

1.4 - La compatibilité du SCoT

Compatibilité avec le SAGE

La CCVE est incluse dans le territoire du SDAGE Seine-Normandie et le SAGE de la nappe de Beauce. Les orientations du SCoT intègrent un certain nombre de mesures visant à la gestion de la ressource en eau ; celles-ci concernent des objectifs de préservation de la qualité de l'eau, de gestion de l'assainissement (eaux usées et eaux pluviales) et de protection et mise en valeur des zones humides. Compte tenu de ces objectifs, le SCoT est compatible avec les objectifs du SDAGE (améliorer la qualité générale des eaux superficielles et souterraines, maintenir, préserver et restaurer les écosystèmes aquatiques et les zones humides). D'autre part, le SCoT devra être compatible avec les objectifs de protection définis par le SAGE de la nappe de Beauce en cours d'élaboration.

Compatibilité avec le réseau NATURA 2000

Aucun projet d'aménagement ne s'inscrit sur les zones NATURA 2000 recensées sur le territoire de la CCVE (pSIC, ZPS). Le projet d'urbanisme n'aura donc aucune incidence sur ces sites. En tout état de cause, une vigilance particulière vis-à-vis des aménagements périphériques aux sites NATURA 2000 du territoire de la CCVE s'impose. Le SCoT de la CCVE s'inscrit donc bien en compatibilité avec les préconisations de la démarche NATURA 2000.

Compatibilité avec le SDRIF de 1994

Le SCoT expose la nature des orientations initiées par la CCVE. Ces positions s'affirment autour de plusieurs axes forts que sont entre autres :

- organiser le territoire autour de l'armature urbaine existante,
- conforter le développement des activités économiques,
- organiser les grands équipements de service à la population, améliorer la desserte du territoire et les déplacements,
- inciter à un développement respectueux de l'environnement et favoriser une réflexion sur le développement durable,
- encourager le renouvellement urbain et recentrer les extensions de chaque commune,
- rechercher une optimisation de l'occupation foncière, respecter les coupures d'urbanisation,
- développer modérément les hameaux...

Toutes ces orientations générales sont autant d'éléments de compatibilité avec le Schéma Directeur Île-de-France de 1994, qui prône le développement de l'urbanisation, dans et en périphérie des secteurs déjà urbanisés, respecter les milieux naturels dont les vallées des cours d'eau, les boisements et les espaces agricoles.

Néanmoins, le projet de SCoT prévoit, en terme de logement, 195 hectares de surfaces à urbaniser dont une partie est déjà inscrite aux documents d'urbanisme des communes (POS, PLU). Il prévoit également 225 hectares destinées à l'accueil de nouvelles entreprises.

Le SDRIF de 1994 fixe quant à lui des zones urbanisées ou à urbaniser, des zones partiellement à urbaniser selon la règle des 40-60 (40% espaces naturels ou agricoles ; 60% espaces urbanisés à l'horizon 2015). Ainsi, le SDRIF de 1994 indique environ 505 hectares restant actuellement à urbaniser à l'horizon 2015. L'objectif du SCoT d'ouvrir à l'urbanisation environ 420 hectares est en deçà des objectifs du SDRIF de 1994. Cette modération dans la programmation foncière repose sur :

- une volonté de rééquilibrer le rapport Habitat / Emploi : programmation plus modérée concernant l'habitat par rapport au développement économique qui est une priorité communautaire ;
- la prise en compte des contraintes pour l'urbanisation ;
- une volonté de préserver des coupures d'urbanisation sur le territoire communautaire ;
- une volonté de préserver des espaces agricoles.

Compatibilité avec le Parc Naturel Régional du Gâtinais Français

Le SCoT expose la nature des orientations initiées par la CCVE. Ces positions s'affirment autour de plusieurs axes repris pour partie au paragraphe précédent. Pour les communes de la CCVE adhérentes au PNR du Gâtinais Français, ces orientations renforcent leur engagement vis-à-vis des objectifs de la charte du parc : protection du patrimoine naturel et culturel, développement économique, amélioration du cadre de vie... Le SCoT de la CCVE s'inscrit en compatibilité avec les préconisations de la charte du PNR du Gâtinais Français.

1.5 - Bilan des effets du projet sur l'environnement et suivi des mesures au moyen d'indicateurs

Les tableaux suivants dressent, par thème, les indicateurs de suivi retenus :

Thème 1 : l'occupation du sol

N°	Nom de l'indicateur
1.1	<i>Occupation du sol</i>
	% de territoires artificialisés, de territoires agricoles à vocation affirmée, de territoires agricoles existants, de forêt (boisements), d'espaces naturels majeurs, d'espaces naturels, de zones humides et de surface en eau.
1.2	<i>Évolution de l'occupation du sol</i>
	% de zones stables (n'ayant pas connu de modification de leur occupation du sol pour la période concernée, même si elles ont connu des modifications importantes : par exemple : densification urbaine, coupes forestières, en fait zones n'ayant pas subi de changement de destination de sol), % de zones en évolution.
1.3	<i>Évolution de l'urbanisation</i>
	Consommation de l'espace : <ul style="list-style-type: none"> • à destination du logement, • à destination des activités économiques, <ul style="list-style-type: none"> • à destination des équipements publics.
	Densité de population

Thème 2 : paysage et patrimoine

N°	Nom de l'indicateur
2.1	<i>Évolution du paysage</i>
	Suivi photographique de quelques points paysagers sensibles
	Compilation des études paysagères couvrant le territoire du SCoT (étude sur les entrées de ville,...)

Thème 3 : la ressource en eau

N°	Nom de l'indicateur
3.1	<i>Eaux superficielles</i>
	Amélioration générale de la qualité de l'eau
3.2	<i>Eaux souterraines</i>
	Amélioration générale de la qualité des eaux souterraines
3.3	<i>Eau potable</i>
	Pourcentage d'analyse d'eaux brutes (eaux superficielles et souterraines) dépassant les normes pour les nitrates, les pesticides, la bactériologie et le sélénium.

Thème 4 : la qualité de la vie

N°	Nom de l'indicateur
4.1	<i>Les déchets</i>
	Quantité de déchets produits par habitant et répartition de ces déchets (ordures ménagères, tri sélectif...)
	Quantité totale de déchets collectés en déchetteries et répartition de ces déchets
	Quantité de déchets industriels
	Efforts internes de la collectivité pour la sensibilisation à la réduction et au recyclage des déchets
4.2	<i>L'énergie</i>
	Surface de panneaux solaires installés avec une distinction entre le solaire thermique et le solaire photovoltaïque
	Nombre de démarches HQE et AEU, de démarches énergie éolienne recensées sur le territoire
4.3	<i>Déplacements alternatifs à la voiture</i>
	Mise en place de ligne de transports en commun (hors SNCF)
	Fréquentation des transports en commun (hors SNCF)
	Nombre de kilomètres de pistes cyclables
4.4	<i>La qualité de l'air</i>
	Nombre de kilomètres de pistes cyclables
	Nombre moyen de véhicules par jour sur les principaux axes routiers
	Évolution de la qualité globale de l'air
4.5	<i>Les nuisances sonores</i>
	Linéaire des voies bruyantes
	Compatibilité avec le PEB

1.6 - Analyse des méthodes utilisées et des difficultés rencontrées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement

Généralités – Notions d'effet ou d'impact du projet

En matière d'aménagement, les projets interfèrent avec l'environnement dans lequel ils sont réalisés. La procédure d'évaluation environnementale a pour objectif de fournir des éléments d'aide à la décision quant aux incidences environnementales du projet et d'indiquer les mesures correctives à mettre en œuvre, afin d'en assurer une intégration optimale. On comprend que l'estimation des effets du projet (« impacts ») occupe une importance certaine dans la procédure d'évaluation environnementale.

La démarche adoptée est la suivante :

- ⇒ une analyse de l'état « actuel » de l'environnement ;
- ⇒ une description du projet de SCoT, de ses modalités de réalisation, afin d'apprécier les conséquences sur l'environnement et de justifier les raisons de son choix ;
- ⇒ une indication des impacts du projet sur l'environnement. Il s'agit d'apprécier la différence d'évolution afférant à :
 - la dynamique « naturelle » du domaine environnemental concerné en l'absence de réalisation du projet d'une part,
 - la dynamique nouvelle créée par la mise en œuvre du projet, vis-à-vis de ce thème de l'environnement.

Les conséquences de cette différence d'évolution correspondent aux impacts du projet sur le thème environnemental concerné.

⇒ dans le cas des impacts négatifs, des « mesures correctives ou compensatoires » visent à optimiser ou améliorer l'insertion du projet dans son environnement, et limiter les impacts bruts.

Estimation des impacts et difficultés rencontrées - Généralités

L'estimation des impacts sous-entend :

- ⇒ de disposer de moyens permettant de qualifier et de quantifier l'environnement,
- ⇒ de savoir gérer, de façon prédictive, les évolutions environnementales.

Le premier point, pour sa partie qualitative, est réel : l'environnement est appréciable vis-à-vis de ses diverses composantes, avec des niveaux de finesse satisfaisants, et de façon objective (existence de méthodes descriptives).

La partie quantitative n'est appréciée que dans les domaines s'y prêtant, plutôt orientés dans les thèmes de cadre physique ou bien de l'environnement humain et socio-économique (hydraulique, bruit...) ; d'autres (l'environnement paysager par exemple) font appel à certaines appréciations subjectives, dont la quantification ne peut être aisément envisagée.

Le second point soulève des difficultés liées au fait que certaines sciences, complexes, telles les sciences biologiques et écologiques, ne sont que modérément prédictives.

Ces considérations montrent la difficulté d'apprécier l'impact d'un projet sur l'environnement ; l'agrégation des impacts (addition des effets sur des thèmes distincts de l'environnement) reste donc du domaine de la vue de l'esprit, à ce jour, dans la mesure où elle supposerait de façon objective :

- ⇒ de pouvoir quantifier chaque impact thématique (dans tous les domaines de l'environnement), ce qui n'est pas le cas,
- ⇒ de savoir pondérer l'importance relative des différents thèmes environnementaux les uns par rapport aux autres, ce qui n'est pas le cas non plus.

Cas du Schéma de Cohérence Territoriale du Val d'Essonne

La présente évaluation environnementale est intégrée au dossier de SCoT soumis à l'enquête publique.

Dans le cadre du présent dossier, la méthode utilisée a consisté en la définition, pour chacun des thèmes de l'environnement, de critères susceptibles de permettre l'appréciation progressive et objective des incidences des orientations d'aménagements.

La collecte des données a été menée auprès des détenteurs de l'information :

- étude de documents existants, porter à connaissance de l'État, études préalables (inventaires du patrimoine naturel, historique, recensement des usages de la ressource aquatique, ...),
- consultation des services de l'Administration, des Collectivités,

complétés par des reconnaissances de terrain. On notera que, compte tenu de l'ampleur du territoire étudié, les investigations mettent en évidence la sensibilité des milieux naturels sans toutefois prétendre à leur exhaustivité. Selon le principe de subsidiarité, le SCoT renvoie aux dossiers réglementaires (étude d'impact, dossier Loi sur l'Eau, PLU, ...) qui seront engagés au cas par cas lors de la phase de conception et de réalisation des orientations d'aménagements projetées.

Ces informations ont été gérées par des spécialistes qui mènent régulièrement, de façon professionnelle, les évaluations environnementales de cette nature, dans des contextes voisins (même si à chaque étude des spécificités apparaissent). Les différents impacts ont été établis par thèmes, à partir de l'expérience des chargés d'études.

2 – RESUME NON TECHNIQUE DU SCOT

2.1 - Le contexte

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un document de planification réfléchi sur un terme de 10 ans qui donne les grands principes d'aménagement d'un territoire.

Sur le Val d'Essonne, cette démarche poursuit les actions conduites aussi bien dans les domaines de l'économie, de l'emploi, de l'habitat, du commerce que des transports afin de se préparer ensemble aux défis à relever.

Des orientations générales d'aménagement ont été déclinées dans le projet de SCoT, exprimées dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), puis déclinées en règles prescriptibles dans le Document d'Orientations Générales. Les Communes devront intégrer ces règles dans leur document d'urbanisme local (Plan Local d'Urbanisme /PLU).

2.2 - Les orientations d'aménagement

Par choix ou faute d'alternative, les habitants résident désormais à une distance significative de leur lieu de travail. Qu'ils soient dépendant ou non, les administrés souhaitent de plus en plus de services de proximité (école, crèche, sport, culture...). Face à ces constats, la solidarité ne peut se jouer que si le territoire est placé dans une dynamique de croissance. Cette dernière suppose préalablement une économie locale forte et un environnement attractif.

Ayant pour objectif de répondre à ces questions au niveau local, la Communauté de Communes du Val d'Essonne a travaillé avec la volonté de créer des conditions favorables au maintien d'un cadre de vie de qualité pour les populations et activités en place, tout en essayant d'attirer de nouveaux éléments.

Les pistes étudiées lors de la définition du projet visent la recherche d'équilibres globaux et débouchent sur des règles partagées à l'échelle des 17 communes, en gardant à l'esprit un développement maîtrisé du territoire communautaire.

Sur quels leviers de développement agir ? (notion d'attractivité)

Les 17 communes du SCoT constituent un périmètre cohérent autour de trois pôles urbains : Mennecy, Ballancourt-sur-Essonne et La Ferté-Alais.

La poursuite d'actions communautaires à cette échelle confortera le rôle de la Communauté de Communes tant localement qu'au niveau régional.

Passer **de 48 000 à 58 800 habitants** entre 1999 et 2016 est un objectif que le territoire pourra absorber en renforçant le niveau d'équipements et de services.

Environ 4 000 logements neufs seront alors nécessaires pour accueillir cette nouvelle population.

Sur le plan économique, l'accueil d'activités et de commerces devra se faire principalement en appui des zones existantes pour accentuer la lisibilité du territoire. Les besoins fonciers sont estimés à **environ 420 hectares** (pour le développement économique et le développement de l'habitat).

Tout secteur économique devra être développé afin de diversifier le tissu local et créer de nouveaux emplois.

Quelle répartition définir pour structurer le territoire ? (notion de hiérarchisation)

Tout le territoire doit proposer un développement modulé selon le niveau d'équipement local.

Ainsi, les **pôles urbains** (Mennecy, Ballancourt-sur-Essonne, La Ferté-Alais) supportera une grande part du développement, secondés par des **pôles relais**, puis plus modérément les **autres communes du territoire**.

L'offre de logements sera **diversifiée** : en propriété, en location privée et aidée.

Afin d'économiser l'espace, la densité de construction mixera pavillons, maisons en bande et petits collectifs.

Si l'accueil de ces nouveaux logements passe principalement par l'ouverture de zones naturelles à l'urbanisation, le **renouvellement du parc** existant en réduira d'autant la consommation, notamment sur les pôles urbains.

Une telle structuration du territoire a pour ambition d'affirmer la vocation de chaque entité.

Comment concilier cadre de vie et aménagement ? (notion de préservation)

Au-delà des éléments naturels déjà protégés (milieux humides, boisements ...), le SCoT conforte la diversité de la **faune et de la flore**.

Chaque intervention ponctuelle ou aménagement d'ensemble devra intégrer une **approche paysagère**.

Selon l'ampleur, il sera recherché une qualité dans le traitement des espaces publics, l'intégration des constructions.

Un regard devra également être porté sur les entrées sur le territoire communautaire.

Qu'elle soit liée à un espace naturel ou à une activité humaine, une protection est à instaurer afin de **limiter l'exposition des populations** (zone inondable ...).

De la même façon, la recherche de solutions aux **questions environnementales** devra être poursuivie (gestion des déchets, qualité et approvisionnement en eau potable, gestion des eaux pluviales ...).

L'étalement urbain sera maîtrisé en instituant des **coupures d'urbanisation** à proximité des éléments naturels (rivières, bois...) ou des sources de nuisances (chemin de fer, routes...).

LISTE DES SIGLES

A	Autoroute
AUDES	Agence d'Urbanisme départementale Essonne Centre Orge
AEP	Adduction d'Eau Potable
AEU	Analyse Environnementale de l'Urbanisme
CA	Communauté d'Agglomération
CC	Communauté de Communes
CCVE	Communauté de Communes du Val d'Essonne
CESO	Centre Essonne Seine Orge
CDEC	Commission Départementale d'Équipement Commercial
CITD	Centre d'Incinération et de Traitement des Déchets
DIREN	Direction Régionale de l'ENvironnement
DRIRE	Direction Régionale de l'Industrie et de la REcherche
DOG	Document d'Orientations Générales
CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie
EBC	Espaces boisés classés
EPAGRE	Etude Préalable d'
EPCI	Établissement Public de Coopération Intercommunale
ENS	Espace Naturel Sensible
EVIP	Espaces Verts Intérieurs à Protéger
GR	Grande Randonnée
HQE	Haute Qualité Environnementale
INSEE	Institut National de Statistiques et Études Économiques
MOS	Mode d'Occupation des Sols
OPAH	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
PADD	Projet d'Aménagement et de Développement Durable
PEB	Plan d'Exposition au Bruit
PLH	Programme Local de l'Habitat
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PME – PMI	Petites et Moyennes Entreprises – Petites et Moyennes Industries
PNR	Parc Naturel Régional
PPRI	Plan de Prévention des Risques d'Inondation
PPRT	Plan de Prévention des Risques Technologiques
RD	Route Départementale
RGP	Recensement Général de la Population
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SROS	Schéma Régional d'Organisation Sanitaire
SRU	Solidarité et Renouvellement Urbains
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale
ZAC	Zone d'Aménagement Concerté
ZAE	Zone d'Activités Économiques
ZDE	Zone de Développement de Éolien
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique

ANNEXES

ANNEXE 1 : LE PARC DE LOGEMENTS EN 1999 SELON LA TYPOLOGIE : INDIVIDUEL/COLLECTIF

1 - En nombre de logements :

	Totale des résidences principales	Maisons individuelles	Immeuble en collectif	Autres types (fermes, ...)
Auvernaux	94	90	0	4
Ballancourt-sur-Essonne	2372	1568	663	141
Baulne	503	428	61	14
Cerny	1068	997	55	16
Champcueil	765	631	115	19
Chevannes	467	339	122	6
Écharcon	203	192	7	4
La Ferté-Alais	1272	800	417	55
Fontenay-le-Vicomte	294	227	64	3
Itteville	1917	1706	187	24
Leudeville	409	355	42	12
Mennecy	4620	3146	1377	97
Nainville-les-Roches	160	140	18	2
Ormoy	448	366	68	14
Saint-Vrain	998	831	150	17
Vert-le-Grand	709	528	168	13
Vert-le-Petit	882	590	281	11
Total CCVE	17181	12934	3795	452

2 - En pourcentage :

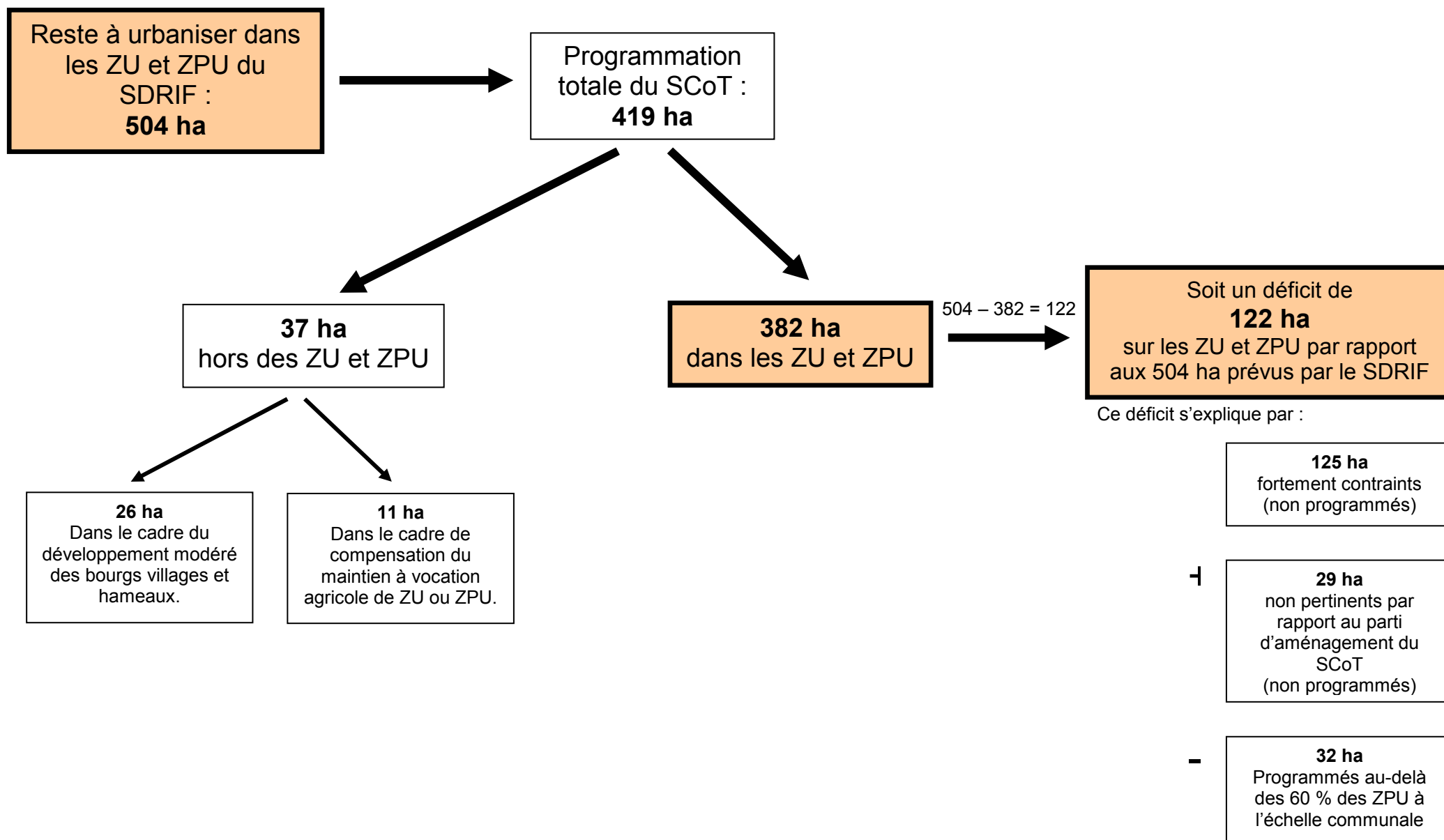
	Totale des résidences principales	Maisons individuelles	Immeuble en collectif	Autres types (fermes, ...)
Auvernaux	100,0	95,7	0,0	4,3
Ballancourt-sur-Essonne	100,0	66,1	28,0	5,9
Baulne	100,0	85,1	12,1	2,8
Cerny	100,0	93,4	5,1	1,5
Champcueil	100,0	82,5	15,0	2,5
Chevannes	100,0	72,6	26,1	1,3
Écharcon	100,0	94,6	3,4	2,0
La Ferté-Alais	100,0	62,9	32,8	4,3
Fontenay-le-Vicomte	100,0	77,2	21,8	1,0
Itteville	100,0	89,0	9,8	1,3
Leudeville	100,0	86,8	10,3	2,9
Mennecy	100,0	68,1	29,8	2,1
Nainville-les-Roches	100,0	87,5	11,3	1,3
Ormoy	100,0	81,7	15,2	3,1
Saint-Vrain	100,0	83,3	15,0	1,7
Vert-le-Grand	100,0	74,5	23,7	1,8
Vert-le-Petit	100,0	66,9	31,9	1,2
Total CCVE	100,0	75,3	22,1	2,6

Source : INSEE, RGP 1999

ANNEXE 2 : TYPOLOGIE DES LOGEMENTS CONSTRUITS ENTRE 2000 ET 2004

	Individuel	Collectif	Total	% Individuel	% Collectif
Auvernaux	13	0	13	100,0	0,0
Ballancourt-sur-Essonne	148	15	163	90,8	9,2
Baulne	16	5	21	76,2	23,8
Cerny	40	8	48	83,3	16,7
Champcueil	26	9	35	74,3	25,7
Chevannes	73	0	73	100,0	0,0
Écharcon	21	8	29	72,4	27,6
La Ferté-Alais	42	56	98	42,9	57,1
Fontenay-le-Vicomte	30	0	30	100,0	0,0
Itteville	169	2	171	98,8	1,2
Leudeville	22	21	43	51,2	48,8
Mennecey	242	30	272	89,0	11,0
Nainville-les-Roches	4	0	4	100,0	0,0
Ormoy	62	1	63	98,4	1,6
Saint-Vrain	24	0	24	100,0	0,0
Vert-le-Grand	72	3	75	96,0	4,0
Vert-le-Petit	65	8	73	89,0	11,0
CCVE	1069	166	1235	86,6	13,4

Source : fichier SITADEL de la DRE

ANNEXE 3 : PROGRAMMATION DU SCoT ET COMPATIBILITE AVEC LE SDRIF DE 1994 : ELEMENTS DE JUSTIFICATION

① Localisation de la programmation SCoT au regard des capacités offertes par le SDRIF de 1994 (ZU,ZPU, Développement modéré des bourgs, villages et hameaux)

Croisement entre les secteurs à urbaniser du SDRIF de 1994 et la programmation du SCoT (superficies en ha)

	SDRIF ¹²			Valeurs de cadrage du SCoT (2006-2016)	Observations
	ZU ¹³ + ZPU ¹⁴	100 % des ZU + 60 % des ZPU	reste à urbaniser (2003-2015)		
Auvernaux	0,5	0,4	0,4	2,5	Les 2,5 ha inscrits au SCoT sont hors ZPU .
Ballancourt-sur-Essonne	175	105	79	76	Les 76 ha inscrits au SCoT sont dans les ZPU du SDRIF.
Baulne	0	0	0	2,5	Les 2,5 ha inscrits au SCoT sont hors ZPU .
Cerny	0	0	0	7	Les 7 ha inscrits au SCoT sont hors ZPU .
Champcueil	20	12	5	6	Les 6 ha inscrits au SCoT sont dans les ZPU du SDRIF.
Chevannes	11	6	6	10	Les 10 ha inscrits au SCoT sont hors ZPU .
Écharcon	42	25	18	19	Les 19 ha inscrits au SCoT sont dans les ZPU du SDRIF.
La Ferté-Alais	36	25	- 2	7	Les 7 ha inscrits au SCoT sont dans les ZPU du SDRIF.

¹² D'après les informations transmises par les Services de l'État.

¹³ ZU : Zones Urbanisables en intégralité.

¹⁴ ZPU : Zones Partiellement Urbanisables.

Croisement entre les secteurs à urbaniser du SDRIF et la programmation du SCoT (suite)

	SDRIF			Valeurs de cadrage du SCoT (2006-2016)	Observations
	ZU + ZPU	100 % des ZU + 60 % des ZPU	reste à urbaniser (2003-2015)		
<i>Fontenay-le-Vicomte</i>	54	32	6	4	Les 4 ha inscrits au SCoT sont hors ZPU du SDRIF.
<i>Itteville</i>	162	97	73	28	7 ha inscrits au SCoT sont hors ZPU du SDRIF.
<i>Leudeville</i>	165	99	86	34	Les 34 ha inscrits au SCoT sont dans les ZPU du SDRIF.
<i>Mennecy</i>	201	120	54	61	Les 61 ha inscrits au SCoT sont dans les ZPU du SDRIF.
<i>Nainville-les-Roches</i>	0	0	0	4	Les 4 ha inscrits au SCoT sont hors ZPU .
<i>Ormoy</i>	35	21	16	26	Les 26 ha inscrits au SCoT sont dans les ZPU du SDRIF.
<i>Saint-Vrain</i>	51	30	28	9	Les 9 ha inscrits au SCoT sont dans les ZPU du SDRIF.
<i>Vert-le-Grand</i>	233	147	66	70	Les 70 ha inscrits au SCoT sont dans les ZPU du SDRIF.
<i>Vert-le-Petit</i>	118	81	69	53	Les 53 ha inscrits au SCOT sont dans les ZU ou les ZPU du SDRIF.
Total CCVE	1304	800	504	419	<p>Sur les 419 ha inscrits dans le SCoT :</p> <p>382 ha sont programmés dans les ZU (24 ha) ou ZPU (358 ha) du SDRIF de 1994,</p> <p>37 ha sont programmés hors des ZU ou ZPU du SDRIF de 1994.</p>

② Éléments de justification de la programmation SCoT par rapport au SDRIF de 1994

504 ha restent à urbaniser en ZU ou ZPU du SDRIF. Le SCoT n'en programme que 382 ha, soit un déficit de 122 ha.

Ce déficit est justifié par environ 125 hectares contraints, et donc non urbanisables :

	Secteurs contraints (en ha)	Observations
Fontenay-le-Vicomte	6	La ZPU au Nord/Est du bourg n'a pas été retenue dans la programmation du SCoT car : - une partie de cette ZPU correspond à une zone de préemption au titre des ENS, - cette ZPU est en lisière d'un massif boisé de plus de 100 ha (bande d'inconstructibilité de 50 m). La ZPU au Sud-Ouest du bourg n'a pas été retenue dans la programmation du SCoT : - cette ZPU est traversée par une ligne à haute tension, ce qui n'est pas favorable au développement de l'habitat.
Itteville	52	Une partie des ZPU de la commune est classée en ZNIEFF de type 1. Dans une volonté de préserver ces espaces, les secteurs concernés n'ont pas été retenus dans la programmation du SCoT.
Leudeville	32	La proximité du CEV, pour la ZPU située au Nord du village, n'est pas favorable au développement de l'habitat. Le PEB couvre environ 32 hectares.
Saint-Vrain	19	Une partie de la ZPU de la commune n'a pas été retenue dans la programmation du SCoT car : - cette ZPU est longée par une ligne à haute tension, ce qui n'est pas favorable au développement de l'habitat, - cette ZPU est située partiellement en lisière d'un massif boisé de plus de 100 ha (bande d'inconstructibilité de 50 m).
Vert-le-Petit	16	Le SCoT programme environ 16 ha de moins que les orientations du SDRIF. La présence de deux sites SEVESO constitue une contrainte pour le développement de l'urbanisation sur les ZU et ZPU inscrites au SDRIF.
Total	125	

A ces secteurs contraints, s'ajoute la volonté ne pas urbaniser quatre secteurs, dans un souci de cohérence :

	Déficit (en ha)	Observations
Auvernaux	0,4	Secteur excentré par rapport au bourg et à l'ensemble de la CCVE.
Ballancourt-sur-Essonne	3	La pointe Nord-Est de la ZPU au Nord-Est du bourg n'a pas été intégrée dans la programmation du SCoT par souci de cohérence dans les aménagements futurs. D'autre part, le SCoT fixe un principe de liaison naturelle à maintenir dans cette direction.
Chevannes	6	Secteur excentré par rapport au bourg.
Leudeville	20	Par souci de cohérence, les franges restantes de part et d'autre du PEB ont été exclues de l'urbanisation.
Total	29	

Afin de compenser la non urbanisation de ces 30 hectares, 32 hectares ont été programmés en supplément des 60 % des ZPU du SDRIF :

	restant à urbaniser en ZU ou ZPU du SDRIF	Superficie des secteurs d'extension du SCoT inclus dans les ZU ou ZPU du SDRIF	Différences constatées sur ces secteurs (= SCoT - SDRIF)
Champcueil	5	6	1
Écharcon	18	19	1
La Ferté-Alais	-2	7	9
Mennecy	54	61	7
Ormoy	16	26	10
Vert-le-Grand	66	70	4
Total	157	189	32

Ainsi, 125 hectares contraints ne sont pas programmés, 30 hectares ne sont pas programmés par souci de cohérence, et 32 hectares sont programmés en supplément pour compenser en partie le déficit de 122 hectares ($-125-29+32 = -122$).

③ Le développement modéré des bourgs, villages et hameaux du SDRIF de 1994

Les extensions programmées dans le SCoT hors des ZU et ZPU du SDRIF de 1994

	Superficie (en ha) des secteurs d'extension du SCoT localisés hors des ZU ou ZPU du SDRIF	Rentrant dans le cadre du "développement modéré des bourgs, villages et hameaux" défini par le SDRIF	Observations
<i>Auvernaux</i>	2,5	2,5	Le bourg ne disposant pas de ZU ou de ZPU, les 2,5 ha d'extension programmés au SCoT rentrent dans le cadre du développement modéré.
<i>Baulne</i>	2,5	2,5	La commune ne disposant pas de ZU ou de ZPU, les 2,5 ha d'extension programmés au SCoT rentrent dans le cadre du développement modéré.
<i>Cerny</i>	7	7	La commune ne disposant pas de ZU ou de ZPU, les 7 ha d'extension programmés au SCoT rentrent dans le cadre du développement modéré.
<i>Chevannes</i>	10	10	Le bourg de Chevannes et le hameau de la Mare Bourlier ne disposant pas de ZU ou de ZPU, les 10 ha d'extension programmés au SCoT rentrent dans le cadre du développement modéré.
<i>Fontenay-le-Vicomte</i>	4	0	Les 4 ha d'extension programmés dans le SCoT hors ZPU compensent le maintien à vocation agricole des ZPU (présentant des contraintes pour l'urbanisation).
<i>Itteville</i>	7	0	Les 7 ha d'extension programmés dans le SCoT hors ZPU compensent le maintien à vocation agricole de la ZPU située à l'Est du hameaux (classée en ZNIEFF).
<i>Nainville-les-Roches</i>	4	4	La commune ne disposant pas de ZU ou de ZPU, les 4 ha d'extension programmés au SCoT rentrent dans le cadre du développement modéré.
Total CCVE	37	26	Le SCoT programme 37 ha hors ZU et ZPU répartis ainsi : 26 ha rentrent dans le cadre du développement modéré, 11 ha viennent compenser le maintien à vocation agricole de ZPU.